

## La crise automobile

**PREMIER** des trois grands constructeurs automobiles américains à publier ses résultats, Chrysler avait déjà fait trembler au début de l'année en annonçant une perte de 795 millions de dollars (4,5 milliards de francs) pour 1991. Quelques semaines après, Ford venait un peu plus noircir le tableau avec un résultat négatif de 2,3 milliards de dollars (12,9 milliards de francs). Dernier des trois à rentrer en scène, General Motors bat aujourd'hui tous les records en annonçant des pertes de 4,45 milliards de dollars (25 milliards de francs).

En 1991, l'automobile américaine aura ainsi traversé la plus grave crise de son histoire. Récession économique, durcissement de la concurrence des constructeurs japonais (qui détiennent désormais 30 % du marché américain) se sont conjugués à un moment où l'industrie automobile, activité cyclique par excellence, était au creux de la vague avec un marché en régression de 12 % par rapport à l'année précédente.

Ces événements, survenant d'année même où l'Europe a négocié l'ouverture progressive de ses frontières aux constructeurs automobiles japonais, prouvent combien l'extrême prudence des constructeurs français et italiens était fondée. Certes, les diverses protections mises en place en Europe pour limiter la pénétration japonaise n'expliquent pas à elles seules que les constructeurs européens traversent la crise dans de meilleures conditions que leurs concurrents d'outre-Atlantique. Les changements politiques survenus à l'Est ont donné à l'industrie automobile européenne une bouffée d'oxygène, lui permettant de maintenir pratiquement sa production au même niveau qu'en 1990.

Si les deux constructeurs français n'ont pas encore annoncé leurs résultats, on sait déjà que le compte d'exploitation de Renault devrait être équilibré et que celui de Peugeot sera bénéficiaire. Pourtant, loin de se reposer sur leurs lauriers, les constructeurs du Vieux Continent ont toutes les raisons de rester vigilants.

**TOUT** d'abord, ils savent que la croissance dont ils ont pu bénéficier grâce aux ventes dans l'ex-Allemagne de l'Est sera de courte durée. Ils ne peuvent, d'autre part, tabler sur une reprise économique des plus incertaines. La concurrence japonaise sera de plus en plus dure : parce que les quotas seront progressivement supprimés jusqu'à l'ouverture totale des frontières en décembre 1993 et parce que les constructeurs japonais eux-mêmes, en proie à une baisse des ventes de 4 % sur l'archipel, seront de plus en plus agressifs, d'autant que leurs usines britanniques vont commencer à produire à plein régime. Enfin, dernière raison et non des moindres, les constructeurs européens auront à affronter les critiques de l'opinion publique, qui voit en l'automobile un moyen de transport polluant et dangereux.

Il faudra beaucoup d'inventivité pour permettre à l'industrie automobile européenne - en pleine crise structurelle et qui, de surcroît, a encore besoin d'améliorer sa productivité - de préserver sa position sur le marché mondial.

Lire page 21 les articles d'ANNIE KAHN et de SERGE MARTI

M0147 - 0226 0 - 6,00 F



## L'octroi de garanties bancaires soumis à l'arrêt des implantations

### Le gouvernement israélien se heurte à l'intransigeance américaine

Les dirigeants israéliens ont vivement critiqué, lundi 24 février, la décision annoncée le même jour par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, de lier l'octroi de garanties bancaires pour un prêt de 10 milliards de dollars à un arrêt total et immédiat de la construction d'implantations juives dans les

territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ces conditions américaines ont été rendues publiques le jour où les négociations de paix bilatérales israélo-arabes reprenaient à Washington. Le chef de la délégation palestinienne aux pourparlers, M. Abdel Chafi, a critiqué l'« attitude négative » de l'Etat hébreu.

### « Il faudra choisir... »

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Israël pourra-t-il se passer des 10 milliards de dollars d'emprunt que les autorités souhaitent lever avec la garantie des Etats-Unis? Délicate question, impossible réponse. L'affaire dite des « garanties bancaires américaines » est devenue un tel enjeu politique, au moment où s'ouvre la campagne des législatures du mois de juin, qu'elle donne lieu, chaque jour et depuis des semaines, aux commentaires officiels les plus débridés, voire les plus contradictoires.

« Oui, l'obtention des garanties est capitale pour notre économie », affirme ainsi le gouverneur de la Banque d'Israël, M. Jacob Frenkel. « Absolument pas », rétorque le ministre des Finances, M. Itzhak Mordechai, qui ajoute : « Avec l'aide de la diaspora juive, nous pourrions très bien nous en passer. » Difficile d'y voir clair.

« Cher Monsieur le secrétaire d'Etat... » C'est pourtant ainsi, sur un mode fort aimable, que commence la lettre tout à fait inhabituelle que le ministre avait envoyée le 11 février au chef de la diplomatie américaine, M. James Baker. Le changement de ton, par rapport aux déclarations publiques du même

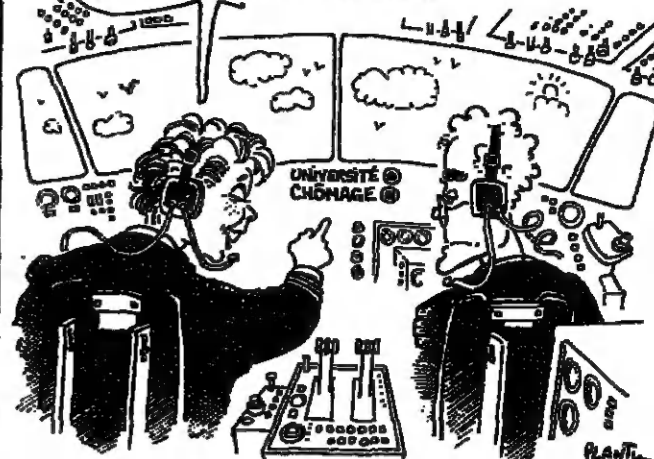
homme lors des semaines précédentes, était patent. La finance a peut-être ses raisons que la politique ne connaît pas... L'objet du courrier, accompagné d'un épais rapport sur l'économie nationale, était d'autant plus crucial que, selon les mots du ministre, Israël doit faire face « à des défis économiques et sociaux sans précédents ».

Premier bénéficiaire de l'aide extérieure américaine avec plus de 3 milliards de dollars par an, l'Etat juif ne réclame pas, à proprement parler, un secours financier.

PATRICE CLAUDE  
Lire la suite et l'article d'ALAIN FRACHON page 6

## Nouvelle hausse du chômage

ALORS, LÂ, SI ÇA CLIGNOTE, TU TAPOTES, ÇA S'ÉTEINDRA TOUT SEUL !



Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 1 % en janvier et atteint 2 985 000.

Lire page 21 l'article d'ALAIN LEBEAUCHE

## Sida : des hémophiles ont été contaminés après le 1<sup>er</sup> octobre 1985

Des hémophiles ont été contaminés par le virus du sida après le 1<sup>er</sup> octobre 1985, soit après l'arrêt ministériel sur le non-remboursement des produits non chauffés. C'est ce qui ressort d'un document transmis par le ministère de la santé à la justice. Ce texte montre en outre que de nombreux médecins prescripteurs étaient au courant, depuis mars 1985, du risque de contamination par les produits non chauffés.

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

## « Le Monde » en vente le soir dans cinquante villes

Le Monde est le seul quotidien à vocation nationale et internationale à être diffusé dans l'après-midi en Ile-de-France. Ses lecteurs des autres régions peuvent l'acheter le lendemain : ils y trouvent l'information de référence à laquelle ils sont attachés.

Afin de se rapprocher encore davantage d'eux, notre journal est désormais en vente dans cinquante villes le soir même de sa parution à Paris : innovation qui permet la capacité de notre imprimerie d'Ivry.

Les délais d'acheminement à partir de Paris rendent toutefois impossible d'organiser, une fois sur place, une mise en vente chez tous les marchands de journaux. C'est pourquoi nous avons dû retenir certains d'entre eux seulement. Ils sont au nombre de sept cents.

Cette initiative constitue une nouvelle étape dans l'élan que nous souhaitons donner à notre politique de diffusion. Le Monde espère que ses lecteurs y seront sensibles.

J. L.

Lire pages 14 et 15 la carte des villes concernées et la liste complète des points de vente

## Les yakusa hors la loi

Au Japon, une nouvelle législation vise à contrôler les activités de la pègre

TOKYO

de notre correspondant

Le Japon a décidé de mettre la criminalité organisée hors-la-loi. La nouvelle peut paraître paradoxale : pourtant, jusqu'à présent, si les actes criminels étaient poursuivis, les organisations de gangsters jouissaient, en revanche, d'un statut légal en tant qu'associations d'entraide. A ce titre, elles avaient pignon sur rue, disposant de bureaux et, pour les plus puissantes, d'immeubles portant le sigle du gang.

La pénétration de plus en plus profonde du tissu économique par la pègre (1) - dont témoigne, entre autres, un scandale qui menace l'établissement politique, celui de la société de transport Sagawa Kyubin - conjuguée aux pressions internationales pour que le Japon se dote d'une législation conforme à celle des autres pays développés dans la lutte contre le crime, ont conduit le gouvernement à prendre une série de mesures.

Les premières sont contenues dans la loi contre le crime organisé qui entre en vigueur le

1<sup>er</sup> mars. Les secondes, sur le blanchiment de l'argent, seront appliquées avant l'été. Elles autorisent la saisie des avoirs obtenus grâce à des activités illégales et obligent les banques à déclarer toute opération douteuse.

Ce arsenal juridique va modifier en profondeur la configuration du milieu japonais, contraint à se réorganiser.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 5

(1) Voir le Monde diplomatique de mars 1992.

## Les doutes de M. Millon

Le président de Rhône-Alpes souhaitait un débat électoral sur la décentralisation. On en est loin

LYON

de notre bureau régional

La route fait des vagues, s'enroule sur les flancs escarpés des plateaux. Au loin, des maisons de pierres brutes et colorées, parfois serrées en hameau, les volets toujours clos. Même désolée par le départ de ses enfants à la ville, la haute Ardèche brille de beauté sous le soleil de l'hiver. Mais, ce matin-là, M. Charles Millon, d'humeur fort maussade, ne goûte pas aux charmes du paysage.

La préparation de ces élections ne lui dit rien qui vaille. Le mode de scrutin « rend fou les politiques ». La loi qui réduit les dépenses de campagne et interdit les affiches « étouffe le débat ». Les électeurs « font preuve d'un incroyable incivisme ». Et, hors du Front national, il ne se voit pas d'adversaire. Lui qui voulait

transformer cette échéance en explication de texte pour réclamer plus de décentralisation, démontrer le rôle « d'impulsion et d'incitation » d'une assemblée régionale et présenter Rhône-Alpes comme « une référence » en la matière, se met à douter. Il se demande si la discussion, qu'il juge essentielle, sur les nouvelles compétences à confier à l'échelon régional ne va pas passer à la trappe d'une élection en rase campagne. Le 22 mars approche, le temps passe, augmente son impatience : là-haut, au bout de la route, à Saint-Félicien, un bourg de mille deux cent quarante-deux habitants, le maire, des conseillers généraux et le directeur de l'hôpital rural l'attendent depuis plus d'une heure.

BRUNO CAUSSÉ

Lire la suite page 8 et nos informations sur la préparation des élections régionales pages 8 et 9

**MANIÈRE DE VOIR N° 14**

**MEDIAS MENSONGES ET DEMOCRATIE**

100 pages 42 francs

**DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR SYSTEME D'INFORMATION**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

**INITIATIVES**

**Profession passion**

Arrivés tôt, partis tard, toujours sur la brèche au point d'en être boulimiques, ce sont les « fous de boulot » ou les « accros du travail ». Vocation, goût de l'exploit, désir d'accomplir une mission ou passion du pouvoir sont quelques-unes des motivations qui les rendent infatigables et leur font ignorer week-ends et vacances. Mais pour leur entourage ou leurs collègues, ces personnages ne sont pas toujours les plus faciles à vivre.

pages 1 à XVI

**SCIENCES ♦ MÉDECINE**

« L'« Enfant » du Pacifique est de retour. » Un entretien avec le directeur du département « Cerveau et sciences cognitives » au Massachusetts Institute of Technology. « Le cancer du bronchisme »

pages 17 à 19

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28



## DÉBATS

1492 - 1992

## Pour Christophe Colomb

par Jean Métellus

PENDANT des années on a porté au pinacle Christophe Colomb, comme le noble responsable de la découverte du Nouveau Monde. Le demi-millénaire a transformé ce héros en bouc émissaire de la mauvaise conscience de l'Occident. A dire vrai, cette métamorphose a commencé du vivant de Colomb. C'est à cette mauvaise gloire, créée autour de lui, qu'il faut s'en prendre et non à son indéniable génie qu'il n'a pas fini de payer.

On sait qu'il lui a fallu quinze ans pour obtenir les moyens somptueux de la première expédition d'août 1492. Six mois plus tard, il revient avec les preuves de l'existence d'un autre monde, les Caraïbes, que, dans son entêtement, le baptême des Indes ; l'Espagne lui manifeste alors sa reconnaissance.

Mais on oublie trop souvent les conditions humiliantes et précaires du premier voyage : les trois bateaux offerts par les souverains espagnols portaient des noms de putains : la *Nina*, la *Pinta* et la *Gallega*. Et Christophe souffre de partir à la tête de « cette collection » qui pourrait laisser croire qu'il est « le père d'un bordel et non l'animal d'une flotte ». Il finira par obtenir que la *Gallega* soit rebaptisée la *Santa-Maria*, nom qui convient mieux au caractère religieux qu'il imprimait habituellement à ses actes. De plus, en dehors des frères Pinzon et de Juan de la Cosa, des prisonniers et des individus douteux constituaient l'essentiel de l'équipage, ce qui peut expliquer les menaces de mort dont il fut l'objet durant les heures pénibles de cette traversée, ce qui explique peut-être aussi le premier et sanglant affrontement entre ces Espagnols et les Indiens d'Hispaniola au fort de la Nativité.

Après avoir été célébré et honoré en Espagne, il entreprend un nouveau voyage vers ce monde qu'il vient de « découvrir » au sens propre, c'est-à-dire de tirer de son obscurité. Il dispose cette fois d'une flotte considérable de dix-sept navires, une véritable armada, lourdement chargée de provisions dont

l'équipage est composé de fils de famille et de nobles. « Et si le fou avait raison ? Si nous devenions tous riches ? » écrivait Juan de la Cosa, son second : c'était aussi l'espoir de la reine Isabelle. Dès lors et jusqu'à son arrestation en août 1500 par un dignitaire espagnol, Bobadilla, qui le fait arrêter en même temps que ses deux frères et les renvoie tous trois en Espagne enchaînés, accusés, Colomb est exclu de toute décision concernant ces fameuses Indes qu'il a découvertes huit ans plus tôt, et il n'y retournera jamais.

Certes Hispaniola est déjà meurtrie, endeuillée et pillée par les Espagnols, mais elle compte encore deux cacicats debout : le Higüey gouverné par Cotubanamá et le Xaragua dirigé par la reine Anacaona dont l'époux Caonabo fut malheureusement fait prisonnier par Colomb. Les amis de Bobadilla vont alors organiser ce que Colomb et ses frères ne s'étaient pas décidés à accomplir : le génocide des habitants de l'île.

A la même époque, en Espagne, on appelle Colomb « *amiral des moustiques* ». Quand on lui permettra en 1502 d'entreprendre un nouveau voyage avec interdiction de toucher Hispaniola, le plus beau fleuron de son empire rêvé, c'est avec des moyens matériels dérisoires et encore plus rudimentaires qu'en 1492 qu'il pourra partir.

## Tentateur et apprenti sorcier

On aurait pu croire que le cinquième centenaire serait l'occasion de réviser le comportement de l'Espagne envers le génial navigateur, et de penser cette blessure de la mémoire qui saigne encore si l'on se rappelle que Colomb fut enchaîné sur la terre qu'il avait découverte et qu'il fut interdit de séjour. On aurait pu croire que ces festivités subalternes seraient marquées d'une pierre dorée la terre sur laquelle Christophe Colomb avait construit le fort de la Nativité avec les débris de la *Santa-Maria* naufragée. Mais rien de tout cela ne semble au programme, on préfère s'engager dans des dissertations désuètes : « Christophe Colomb, homme du Moyen Âge ou homme du monde moderne ? ».

La vérité est que Colomb a joué le rôle de tentateur en proposant à un monde à l'écart et en quête d'un nouveau monde riche en minerais et en hommes, bref un plat trop bien garni qui a été avalé trop goulument. La conséquence c'est le génocide que l'on connaît, c'est aussi la déportation de millions d'Africains de quatorze à vingt ans pour remplacer les Indiens décimés par les armes, les chevaux, les épidémies, c'est l'esclavage, la traite des Noirs, et leurs conséquences aujourd'hui très visibles. De tout cela, les successeurs de Colomb sont responsables, mais non pas Colomb.

On ne doit pas assimiler le comportement de Colomb à celui des Conquistadores. On ne peut pas faire porter à Colomb la responsabilité du naufrage humain des Amériques et de l'enfer dans lequel sont entrées les civilisations précolombiennes. Colomb, apprenti sorcier, déclina des événements qu'il ne pouvait maîtriser.

Les prétendus canseurs occidentaux ne connaissent à la vérité nullement l'homme qui suscite leur réprobation. On lui impute à tort la

responsabilité de ce qui est devenu, en dehors de lui et après lui, une entreprise funeste aux intérêts de l'humanité. On a l'impression que ces penseurs, présentant clairement la critique impitoyable qui pourrait émaner des cendres des Indiens disparus, prennent les devants en désavouant la découverte. Le dit que ce n'est pas la découverte de Christophe Colomb qui est à l'origine du malheur de la moitié de la planète. C'est une certaine vision du monde qui fait que – même lorsque les théories sont égalitaires ou égalitaristes – l'inégalité s'impose, irrésistible. Il faut changer l'homme pour qu'il soit plus généreux, plus ouvert, moins égoïste, moins maléfique, moins arrogant, pour qu'il apprenne à partager non pas seulement le pain mais aussi la parole, l'espace de la respiration. Colomb fut, au prix de sa liberté et de sa réputation, non un conquérant, mais un homme des horizons et des commencements.

## L'impossible dialogue

On interpellé avec emphase Christophe Colomb pour le ridiculiser. Mais que pouvait-il faire, lui, seul, en tant qu'individu, s'il n'était poussé, soutenu, délégué, appuyé par tout l'appareil occidental ? Aucune malediction, aucune imprécation, aucun exorcisme, rien ne nous fera oublier que Colomb n'était pas maître des conséquences de sa découverte. Il fut et il est encore une victime de ceux qui l'avaient envoyé en service commandé.

La fièvre des revendications, le caractère désormais conflictuel des rapports Nord-Sud, l'atmosphère de méfiance entre les peuples, les hommes, les États, ont bouleversé la splendide limpidité de la figure du héros par qui le nouveau monde est entré en contact avec l'ancien. Puisqu'il faut expliquer ceci et cela, il fallait trouver un trouble-fête. Christophe Colomb passe pour être le responsable de l'impossibilité du dialogue Nord-Sud. N'est-ce pas lui, dit-on, qui a découvert, fragilisé et donc assassiné ou incité à tuer ces populations qui vivaient confortablement dans l'ignorance du reste du monde ? Car si Colomb ne les avait pas découvertes, sans doute seraient-elles encore dans leurs vêtements d'Adam, et le monde moderne, devenu sage, aurait traité ces autochtones avec les égards conformes aux droits de l'homme.

C'est en cela que Colomb a tort. Et les stratégies de la pensée occidentale semblent naïvement croire que les orphelins du nouveau monde et les transplantés qui y vivent donneront gîte à l'Occident chrétien qui affirme ne pas se reconnaître dans l'homme de 1492. Il en faudra plus aux victimes du génocide indien et aux enfants des dizaines de millions de Noirs déracinés d'Afrique, transportés en Amérique et asservis sur ces mêmes terres pour absoudre l'Occident. Oublie-t-on que le génocide physique a peine terminé, l'extermination économique commençait ?

► Jean Métellus est écrivain, d'origine haïtienne, médecin et linguiste. Auteur notamment d'une pièce de théâtre, *Anacaona*, et d'une nouvelle pièce sur Christophe Colomb.

## La première Europe

par Carmen Bernard et Serge Gruzinski

ON a trop répété combien notre culture, ou ce qui en tient lieu, se raccroche aujourd'hui désespérément aux dates du calendrier. Mais les commémorations deviennent des rites encore plus factices quand leur contenu et leurs enjeux ne sont pas clairement définis. A quoi bon, dans ces conditions, évoquer le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique ?

Evidemment, l'aventure de Christophe Colomb le Génois suscite encore bien des questions et des réflexions. Mérite-t-elle pour autant de capter notre attention une année durant, qu'on s'extasie sur ce Mozart de l'exploration ou qu'on le charge du malheur de l'Amérique ? Certes, l'année 1492 en Espagne et dans le monde fut une année « admirable » comme d'excellents ouvrages se sont chargés de le rappeler. Etonnante et tragique par les événements qu'elle a rassemblés autant que par les perspectives qu'elle a entrouvertes. Mais, à trop braquer nos projecteurs sur des personnalités emblématiques ou des dates fatidiques, on risque de passer trop vite à côté de l'essentiel.

1492 ne fut que le prélude d'une gigantesque entreprise qui à tous égards exige d'être longuement examinée et discutée : la conquête de l'Amérique. A condition, il va sans dire, d'écarter les vieux manichéismes qui assignent à l'Espagne une impérieuse « mission civilisatrice » ou qui l'accusent d'avoir englouti, corps et âmes, un continent tout entier.

La conquête signifia d'abord la mainmise sur des territoires, des êtres et des cultures qui s'étaient développés sans aucun contact avec l'Europe occidentale. Le choc a laissé des montagnes de morts. Les massacres, l'exploitation, le travail dans les mines, les moulins à sucre et les ateliers-prisons furent des réalités sur lesquelles tous les spécialistes s'accordent aujourd'hui. Les épidémies, plus encore que l'oppression des Européens, ont fauché les populations amérindiennes et africaines, entraînant des millions d'êtres dans un interminable voyage au bout de la nuit, pulvérisant les mémoires, interrompant la transmission du savoir, brisant la chaîne des générations. Que deviennent des cultures exploitées, des populations dépourvues de système de défense immunitaire ? La question que l'on commence à se poser aujourd'hui à l'endroit de l'Afrique ne mérite-t-elle pas de la part de nos experts un petit retour en arrière ?

## Un héritage ambigu

Mais la conquête de l'Amérique fut également une colossale opération de transplantation qui impliquait autant l'Europe occidentale que l'Espagne. Pour la première fois l'Europe tentait de se reproduire à l'échelle d'un immense continent en y projetant ses manières de vivre, de croire, de tuer et de mourir. A travers les guerres de conquête, les profits des conquêtes, mais également l'utopie de Thomas More, l'érasmeisme

des franciscains, l'humanisme des fonctionnaires de la couronne espagnole, ce furent les objectifs et les valeurs de l'Europe du seizième siècle que les envahisseurs plaquèrent sur ces terres lointaines. Le cinquième centenaire nous offre l'occasion de réfléchir sur la dynamique de cette Europe renouée, mosaïque de peuples, de cultures et de projets, qui n'était pas encore prise dans le carcan des États-nations. Bruxelles, des années durant, ne fut-elle pas la capitale d'un empire qui s'étendait de Vienne à Lima et de Naples à Mexico ?

Cette Europe conquérante donna en fait le coup d'envoi de l'uniformisation du globe en inculquant sa conception du travail et du marché, de la personne et de l'individu, en diffusant ses langues, sa morale et même son esthétique. Comment ignorer aujourd'hui cette étape fondatrice ?

L'occidentalisation charrie le meilleur et le pire, le poison et son antidote, souvent inextricablement imbriqués. Elle conjugue les visées universalisantes et les visions universalisantes. C'est à ce moment de l'histoire occidentale et au dominicain Las Casas que l'on doit la réflexion sur le droit des peuples conquis et la première mise en cause du colonialisme. Mais c'est également à cette époque qu'est affirmé le droit d'intervention face aux crimes « contre nature », l'anthropophagie indigène et la pratique du sacrifice humain. Quand maintenant nous revendiquons le droit d'ingérence en matière de crimes commis contre l'humanité, n'oublions pas qu'un principe analogue fut invoqué au seizième siècle et qu'il servit à légitimer les guerres de conquête.

L'héritage est ambigu. A nous, aujourd'hui, de le débrouiller. Pourquoi donc ne pas revenir, à l'occasion de ce cinquième centenaire, sur la constitution historique des valeurs que nous défendons ? On s'apercevrait que la nécessité de détenir des repères essentiels, c'est-à-dire des principes universels, doit s'accommoder d'un constat paradoxal mais inévitable : cette revendication de l'universalité s'est affirmée dans le contexte singulier de l'Europe de la Renaissance, du christianisme et de leur expansion américaine. Combattre pour les droits de l'homme interdirait d'oublier qu'ils sont un produit historiquement daté de la pensée et de l'histoire occidentales, à ce titre fragile et périssable. Raisonner différemment incite à mésestimer les résistances que d'autres sociétés, d'autres peuples leur opposent et ne cessent de leur opposer.

La conquête de l'Amérique nous concerne à un autre titre, tout aussi crucial et brûlant. La « réplique » de l'Europe sur le continent américain s'est faite en déclenchant des réactions en chaîne, elle a précipité l'évolution de l'humanité en généralisant les métissages. Dès le seizième siècle, Amérindiens, Européens, Africains et Asiatiques apprirent à coexister sur le continent américain. Ce sont, à vrai dire, des centaines de cultures qui se croisent, s'affrontent, s'interpénètrent : Basques,

Galiciens, Andalous, Catalans, Portugais, Normands, Saintongeais, chrétiens de vieille souche et maraîchers, morisques, Nahuas, Otomies, Aymaras, Quechuas, Gés, Cantonais, Philippins, etc.

Bien sûr, la distance était grande entre le capitaine espagnol, l'intellectuel jésuite, le marchand français et leurs esclaves noirs ou leurs serviteurs indigènes. Mais tout ne se jouait pas là. Les milliers de liens tissés entre les hommes d'Europe, les femmes indiennes et africaines, la vie au jour le jour entre les « petits Blancs » et les mulâtres immergés dans les populations indigènes, les mille compromis du quotidien ont aussi été des déminés de tous bords des formes et des pratiques culturelles sans précédent. De ces échanges mouvementés sont issues aujourd'hui les populations de l'Amérique latine, qu'elles soient métisses, blanches ou indiennes. Autrement dit, des cultures dont l'apport à notre monde et à notre imaginaire est incalculable.

## Des cultures métissées

Malgré cela, une certaine ethnologie, amplifiée par les médias, véhicule des lieux communs apparemment séduisants : célébration de l'Indien retrouvé, énième avatar du « bon sauvage », exaltation des ethnies « contre nature », l'anthropologie miraculeusement préservée, tous porteurs d'un savoir millénaire et détenteurs d'un rapport privilégié avec la nature... comme si les paysans d'Amérique du Sud eussent été dépourvus ! Les rapports avec l'extérieur étant ramenés à des processus de contamination et de dégradation inéluctables. A l'heure du déclin des principes universalistes et du repli féroce sur l'identité et le particularisme régional, biologique et écologique, comment s'étonner que le bon indien à plumes tende à remplacer dans nos consciences désorientées le prolétaire de naguère, dorénavant remis au rayon des antiquités ?

Méfions-nous pourtant de ce culte à tout crin de l'identité chez l'autre qui déjà parmi nous – à l'extrême droite – éveille d'inquietantes contreparties. On glisse vite de l'Indien authentique au Blanc pur. Souhaiter préserver le mode de vie des Indiens de l'Amazonie ou dénoncer le sort des populations amérindiennes ne saurait nous faire oublier qu'à côté de ces cultures traditionnelles en surrissement des millions d'êtres anonymes. Des êtres qui, dans les campagnes et les villes, s'inscrivent depuis le seizième siècle à construire de brique et de brique des cultures nouvelles et métissées, *pachaworks* ratés ou géniaux d'éternels africains, américains, asiatiques et occidentaux. Faut-il rejeter ces mélanges avec mépris ou indifférence, ou bien y reconnaître le produit par excellence de cette « rencontre des deux mondes » et y puiser des éléments pour comprendre notre présent ?

L'histoire ne livre pas de réponse toute faite, encore moins de recettes. L'exploration de cet immense laboratoire humain que fut l'Amérique du seizième siècle s'impose pourtant plus que jamais. L'amésie dans laquelle nous cantonnons ce qui nous tient lieu aujourd'hui de culture et de savoir – trop peu d'école et beaucoup de mauvaise télévision – est d'autant plus pernicieuse qu'elle frappe citoyens et gouvernants. En matière de cinquième centenaire, nos pouvoirs publics ont cru bon de remplacer leur manque d'imagination et d'argent par un pauvre logo et de bons sentiments. Quel gâchis, quelle occasion manquée ! La commémoration du cinquième centenaire ouvrirait pourtant la possibilité de mener une opération didactique de grande envergure : c'eût été l'occasion d'apprendre – n'ayons pas peur de ce mot – à nos contemporains ce que fut, ce que voulait cette première Europe, et de mettre sur la table quelques-unes des questions que nous venons sommairement évoquer.

► Carmen Bernard, professeure à l'université Paris-X-Nanterre, et Serge Gruzinski, directeur de recherche au CNRS, sont les auteurs de *l'Histoire du Nouveau Monde, de la découverte à la conquête*. (Fayard, 1991).

## COURRIER

## Il y a cinquante ans sept fusillés

Le 23 février 1942, il y a exactement cinquante ans, sept hommes, cofondateurs du journal *Résistance* et du réseau Musée de l'homme, ont été fusillés au Mont-Valérien. Ils se nommaient Jules Andrieux, Georges Ithier, Léon-Maurice Nordmann, Anatole Léwizki, René Sénéchal, Boris Vildé et Pierre Walter.

Ils comptent parmi les plus anciens résistants de la France occupée, car le journal *Résistance* fut diffusé dès décembre 1940. Les arrestations, dues à un agent de l'Abwehr, s'effectuèrent de décembre 1940 à avril 1941. Il y eut dix-neuf inculpations.

GERMAINE TILLION  
cofondatrice du réseau  
Musée de l'homme

Colloque International  
Palais de Chaillot, Paris  
28 et 29 février 1992

Vendredi 28 février  
Les nouvelles fractures du continent  
à l'ère du post-communisme

Samedi 29 février  
L'évolution des concepts de Nation,  
d'Etat-nation et l'organisation  
de l'Europe

Entrée libre

la sept

mac

Organisme : Musée de l'homme

Jorge Semprun  
Rudolf von Thadden  
Mario Vargas-Llosa  
Sir Isaiah Berlin  
Andrei Biko  
Jacques Derrida  
Vladimir Fedorovski  
François Fejtó  
Bronislaw Geremek  
Peter Handke  
Alexandre Jakovlev  
György Konrad  
Bernard-Henri Lévy  
Antonin Liehm  
Claudio Magris  
Erik Oksanen  
Octavio Paz  
Peter Schneider

LESTIBUS  
OU L'EUROPE

مكتبة القاهرة



AFRIQUE DU SUD : le référendum du 17 mars sur la politique de réformes

## M. De Klerk semble assuré de la victoire du « oui »

Le président Frederik De Klerk a indiqué, lundi 24 février, lors d'une allocution radiotélévisée, que les électeurs blancs auraient à se prononcer, « sans ambiguïté », lors du référendum du 17 mars, sur le processus de réformes et les négociations constitutionnelles engagées par son gouvernement depuis 1990. De l'avis des experts, les partisans du « oui » devraient l'emporter largement.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

« Êtes-vous favorable à la poursuite du processus de réformes engagées par le président de la République le 2 février 1990, qui, par les négociations, déboucheront sur une nouvelle constitution ? » : c'est la question à laquelle les trois millions d'électeurs blancs sud-africains devront répondre par « oui » ou par « non », le 17 mars. Décidé à profiter de l'effet de surprise (le Monde du 22 février et du 23-24 février), le président De Klerk a révélé, lundi, ce qu'il estime être « une question raisonnable, offrant aux électeurs un choix sans ambigüité ».

Poussé dans ses derniers retranchements par le Parti conservateur (CP) du pasteur Andries Treurnicht, accusé de ne plus représenter la communauté blanche, il a retourné la situation en sa faveur. En reprenant l'initiative, il compte bien obtenir de la population blanche un nouveau contrat de confiance. « Bientôt, je devrai engager le gouvernement dans des accords irrévocables. Je dois savoir si ceux qui m'ont accordé un premier mandat sont toujours derrière moi et m'autorisent à aller plus avant », a expliqué M. De Klerk.

Le « oui »  
ou le « chaos »

Il y a deux principaux courants politiques chez les blancs. Ceux qui sont favorables à une nouvelle constitution, éliminant les discriminations raciales et offrant une vraie participation démocratique à tous les Sud-Africains, devront voter « oui ». Sans réserve. Quant à ceux qui souhaitent diviser le pays en entités différentes, selon des critères raciaux ou ethniques, ils seront tentés de voter « non ».

« L'insistance sur cette division politique, parce qu'elle n'existe que chez les blancs. Nous devons régler ce différend interne à notre communauté », a-t-il ajouté.

« Avant cette déclaration, M. De Klerk avait eu un entretien « civil mais froid » avec le pasteur Treurnicht. Ce dernier devait annoncer la position de son parti mardi. Les nostalgiques de l'apartheid, à force de crier à l'imposture, semblaient être tombés dans leur propre piège : le « coup de poker » présidentiel les met au pied du mur, les contraignant à faire campagne soit pour le « non », soit pour l'abstention. La marge de manœuvre est d'autant plus étroite que cette consultation sera certainement la dernière à être réservée à la seule communauté blanche.

« Je connais bien le CP. La non-participation est aussi une forme de participation », a fait observer M. De Klerk, soulignant, de manière narquoise, que « seul un parti ne croyant pas en sa propre politique » refuserait l'occasion de se mesurer « à la politique et au processus de réformes, pour lesquels je demande un soutien populaire ». Affichant sa confiance, il a précisé sa pensée au cours d'une conférence de presse, lundi soir : « Une majorité simple est tout ce qui est requis dans des élections démocratiques ou des référendums. Si j'obtiens cette majorité, j'aurai un mandat. Si j'obtiens plus, j'en serai conforté. »

Le dirigeant du Parti démocrate (DP), M. Zac De Beer, a d'ores et déjà annoncé que son parti soutiendrait le président. Le slogan des partisans du « oui », « De Klerk ou le chaos », fait rapidement son chemin. Et l'on agit l'épouvantail d'un retour aux sanctions économiques, à la conscription, à la guerre aux frontières, aux actions de masse et... au boycottage des sports sud-africains dans les rencontres internationales. M. De Beer n'hésite pas à affirmer qu'une victoire du CP pourrait « certainement conduire à la guerre civile ».

Les experts en sciences politiques estiment que la question posée par M. De Klerk est « honnêtement posée et équilibrée ». M. Donald Simpson, qui avait prédit, à la décade près, la victoire du CP lors des récentes élections partielles, considère qu'une alliance du Parti national et du Parti démocrate l'emporterait avec 57 % des suffrages, contre 43 % à une coalition d'extrême droite favorable au « non ».

FREDÉRIC FRITSCHER

Le voyage du pape en Afrique

## Jean-Paul II a exhorté les Guinéens à « promouvoir la justice et la démocratie »

Après le Sénégal et la Gambie, le pape est arrivé, lundi 24 février, en Guinée, dernière étape de son huitième voyage en Afrique. Il a salué la « naissance du pluralisme » et exhorté les Guinéens à « promouvoir les droits de l'homme, la justice et la démocratie ».

CONAKRY

de notre envoyé spécial

Des spectateurs, bien rangés sur trois files, le long de la route de l'aéroport, contents par une ostensible présence militaire ; derrière eux, dans la poussière rouge, quelques blindés plus discrets ; et les premiers bidonvilles, au pied des immeubles officiels. C'est un pays exsangue, en plein marasme économique, rongé par la corruption, qui a accueilli Jean-Paul II lundi 24 février.

« Le pape est venu nous dire de ne plus avoir peur, il nous enseignera à avaler la pilule, parfois amère, de la démocratie », commentait à l'antenne, avec une liberté de ton toute neuve, une journaliste de la radio officielle.

Quelques minutes auparavant, à sa descente d'avion, le pape, évoquant les vingt-six ans d'une dictature qui a « temporairement transformé une terre heureuse en vallée de larmes », avait rendu hommage aux victimes de la répression, en particulier à Mgr Tchidimbo, emprisonné neuf ans dans une cellule où il ne pouvait se tenir debout.

« La lumière  
de la Providence »

Jean-Paul II a ensuite prodigué des encouragements appuyés au président actuel, le général Lansana Conté, porté au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire après la mort de Sékou Touré, en 1984. Saluant les « efforts courageux entrepris pour la reconstruction nationale », la « promulgation d'une nouvelle Constitution en décembre » et la « naissance du pluralisme », Jean-Paul II a appelé les Guinéens à s'unir pour « promouvoir les droits de l'homme, la justice et la démocratie ».

Avec une Eglise naissante mais réduite à sa plus simple expression et qui doit s'entretenir, à l'occasion, pour tenter d'apaiser une jeunesse frustrée par la crise économique, qui attend avec impatience la tenue

d'élections multipartites, le message n'était pas facile à formuler. Aussi le pape a-t-il délibérément choisi de « peser », laisse-t-on entendre dans son entourage, sur les côtés positifs de ce lent apprentissage de la démocratie.

Jean-Paul II s'y est notamment employé lors de sa rencontre en tête à tête avec le président Conté, au Palais des nations de Conakry, plus gardé qu'une poule au pot. Mgr Tchidimbo a pu assister au début de ces entretiens et sa seule présence en ce lieu était le plus éclatant symbole des progrès déjà accomplis. « La venue du pape ici, c'est un peu la lumière de la Providence », expliquait-il à sa sortie. Mais le chemin n'est-il encore bien long jusqu'à la démocratie ? « En Afrique, un mouvement s'est créé, chaque peuple progresse à son rythme. On peut le juger lent, chez nous, mais j'ai l'intime conviction que nous irons jusqu'au bout. »

En dépit d'incontestables progrès, le régime, qui n'hésite pas à renouer, le cas échéant, avec les vieilles méthodes d'arbitraire et de brutalité, n'a toujours pas convaincu la population, surtout les étudiants, de son entière bonne foi. Plus décourageante encore, la crise économique a jeté dans la misère nombre de fonctionnaires : les « défilés », ces laissés-pour-compte du libéralisme, qui a réduit presque de moitié les effectifs du secteur public, ne savent guère de quoi l'avenir sera fait. Et la méfiance à l'encontre des milliers de Guinéens expropriés durant la dictature et qui tentent aujourd'hui de revenir alourdit le climat.

D'où l'attention particulière accordée par Jean-Paul II à tous ces jeunes qui, entre la faillite du rêve socialiste et la fascination pour la société de consommation, cherchent une nouvelle identité. « Vous ne serez pas surpris, devait-il conclure devant la foule rassemblée, si je ne vous propose pas de plans d'action pour répondre aux problèmes de la jeunesse guinéenne. Je voudrais plutôt vous aider à réfléchir sur le sens de votre vie. » Face à la tribune, derrière une haie de soldats, de grandes banderoles rétorquaient en silence : « Sans justice, pas de paix ! », « Halte à la répression, pas de soldats au campus ! », ou encore : « Huit ans de pouvoir, huit ans de souffrance, huit ans de chômage ! »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## DIPLOMATIE

Au nom de France-Libertés

## M<sup>re</sup> Mitterrand a dénoncé devant l'ONU la condition des Tibétains, des Timorais et des Kurdes

GENÈVE

de notre correspondant

Modeste, discrète mais convaincante, M<sup>re</sup> Danièle Mitterrand a parlé le 24 février devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, au nom de la fondation France-Libertés, du sort des peuples tibétain, timorais et kurdes.

Rappelant qu'« un Tibétain sur dix a été emprisonné durant sa vie et la plupart de ceux-ci battus et torturés en prison », elle a également évoqué la politique inhumaine du contrôle des naissances de Pékin qui n'autorise qu'un seul enfant par couple, sauf pour les Chinois implantés au Tibet. La politique de peuplement du Tibet par les Chinois de souche « risque de faire de la population tibétaine une minorité sur son propre territoire », a déclaré M<sup>re</sup> Mitterrand, qui s'est élevée aussi contre les entraves à la liberté religieuse et à l'enseignement de la langue tibétaine et contre la dilapidation des ressources naturelles et les ravages

écologiques qui sont infligés au Tibet. Elle a souhaité qu'une résolution réclame une solution à ces problèmes et surtout que les pays membres « se donnent les moyens de la faire appliquer ». Un projet de résolution parrainé par les Douze sera sans doute adopté si l'on parvient à faire céder les Etats-Unis, qui semblent tenir absolument à un texte portant plus généralement sur la Chine.

M<sup>re</sup> Mitterrand a aussi dressé un tableau accablant de la situation à Timor-Orientale : « Depuis seize ans, ce peuple résiste à une politique d'assimilation forcée et de contrôle des naissances. Victime d'une politique d'appropriation des richesses et des ressources naturelles, il continue son combat pour son identité culturelle, linguistique, ethnique et religieuse ». « L'annexion de Timor par l'Indonésie s'est faite en violation du droit international », a ajouté M<sup>re</sup> Mitterrand en se demandant : « Le moment ne serait-il pas venu enfin pour les Etats-Timorais d'accéder à l'autodétermination ? »

Une résolution en ce sens a été déposée par les Douze. Enfin, à propos du « peuple martyr » kurde, M<sup>re</sup> Mitterrand a dénoncé « le désastre causé par l'embargo organisé par les dirigeants irakiens eux-mêmes à l'encontre d'une partie de leur population » et « la destruction systématique des villes et villages ». « Tout défenseur des droits de l'homme », a-t-elle dit, « devrait exiger pour le moins la garantie pour ce peuple de pouvoir retourner librement dans ses villes et villages pour les reconstruire ; la présence des instances onusiennes sur toute l'étendue des régions de Kirkouk, Kijri et Kalar, où les populations sont encore menacées de mort ou de déplacements forcés ; tous les moyens possibles pour faire lever par le gouvernement irakien l'embargo qu'il fait subir aux populations kurdes ».

Il n'y a pas de projet de résolution sur le problème kurde, mais celui-ci figurera en bonne place dans un texte très sévère sur l'Irak.

ISABELLE VICHNIAC

## A TRAVERS LE MONDE

### CHINE

#### Nouvelle condamnation de dissidents

Sept dissidents ont été jugés par un tribunal de la capitale chinoise pour leur participation au « printemps de Pékin », en 1989, a-t-on appris, mardi 25 février, de source judiciaire. Ils étaient accusés de « propagande contre-révolutionnaire ». Un ancien responsable du Quotidien du peuple, M. Wu Xuecan, a été condamné à quatre ans de prison pour avoir publié une version non officielle de l'organe du PC chinois pour soutenir l'ancien secrétaire général Zhao Ziyang, révoqué peu après pour « libéralisme ». Deux ans de détention ont été infligés au dirigeant étudiant Peng Rong, arrêté en 1990. Parmi les cinq autres condamnés, dont les peines ne sont pas connues, figure notamment le dirigeant étudiant Zhai Weimin, qui se trouvait en exil en France sur la liste des dissidents les plus recherchés, et M. Li Minqi, qui avait pris la parole sur le campus de l'université de Pékin à l'occasion du premier anniversaire de la répression. — (AFP, UPI.)

Le 20 mars dernier, des représentants de la Cour suprême et du parquet chinois avaient affirmé à une délégation de juristes américains qu'il n'y avait plus de procès de dissidents du « printemps de Pékin » (le Monde du 22 mars 1991).

### Pékin a fermé son ambassade en Lettonie

La Chine a annoncé, mardi 25 février, sa décision de fermer « pour le moment » son ambassade en Lettonie, sans toutefois rompre ses relations diplomatiques, après que ce pays ait autorisé Taiwan à ouvrir un consulat général à Riga. Cinq mois après l'établissement de relations diplomatiques entre Pékin et les trois pays baltes, cette affaire constitue un précédent dans les relations entre les deux Chines et la communauté internationale. Selon le ministère chinois des affaires étrangères, Riga a passé outre à ses « représentations solennelles » contre l'établissement de relations consulaires avec Taiwan. Pékin considère qu'il s'agit d'une forme de double reconnaissance dont il ne veut pas entendre parler.

Taiwan avait manqué le coche lors de l'accession à l'indépendance des pays baltes. Mais elle restait déterminée à obtenir des avantages politiques grâce à ses ressources financières substantielles. Cette affaire pose un problème de droit international : l'ouverture de liens consulaires relève-t-elle, comme l'affirme Pékin, de rapports « officiels » ? A défaut, plusieurs pays occidentaux pourraient être tentés de suivre la « voie lettone ». — (Corresp.)

### SRI-LANKA

#### Le chef des Tigres tamouls souhaite un règlement politique

Alors que l'armée sri-lankaise prépare un assaut majeur contre la base séparatiste tamoule du nord de l'île, le chef des Tigres pour la libération de l'Eelam (LTTE), M. Velupillai Prabhakaran, s'est prononcé en faveur d'une solution politique de la crise, dans une interview publiée, dimanche 23 février, dans l'hebdomadaire indépendant Sunday Island. Faisant état de pénuries alimentaires graves dans la région qu'il contrôle, M. Prabhakaran préconise un règlement négocié sous l'égide des Nations unies. En rabattant sur leurs présentations initiales à l'indépendance, les Tigres se contenteraient désormais d'une autonomie des provinces du Nord et de l'Est, où les Tamouls sont en majorité. Le président Premadasa semblerait prêt à cette solution, mais il fait face à une vive opposition de son armée et du clergé bouddhiste.

Le gouvernement a décrété, à partir de lundi 24 février, un couvre-feu sur trois districts septentrionaux contrôlés par le LTTE. Les habitants de ces zones ont fait état, ces derniers jours, d'importants mouvements de troupes et de chars en direction de la péninsule de Jaffna, la réduit des rebelles. — (AFP, Reuters.)

PASHA DE CARTIER.  
EAU DE TOILETTE POUR HOMME.

PARFUMS  
**Cartier**  
Paris



## EUROPE

GRÈCE : commandant en chef de l'Armée démocratique pendant la guerre civile

## Le général Markos est mort

Markos Vafiadis, ancien commandant en chef de l'Armée démocratique pendant la guerre civile grecque (1946-1949) et premier ministre du gouvernement démocratique provisoire (1947-1949) installé par les communistes dans les montagnes du nord de la Grèce, est décédé dans un hôpital athénien, à l'âge de quatre-vingt-six ans, dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 février. Il avait été hospitalisé le 12 février, après être entré dans le coma à la suite d'une congestion cérébrale.

ATHÈNES

de notre correspondant

Grande figure communiste de la résistance contre l'occupation allemande, le général Markos était député socialiste depuis 1985. Rentré en Grèce le 23 mars 1983 à l'âge de soixante-dix-sept ans, il avait mis fin à un long exil en URSS grâce à une loi, votée par les socialistes, autorisant le retour des réfugiés politiques communistes qui vivaient dans les pays de l'Est depuis la fin de la guerre civile.

Dès son retour en Grèce, Markos Vafiadis s'était employé à panser les plaies du passé. Il avait rencontré son grand ennemi, le général Thrassymakos Tsakalof, ancien commandant des troupes régulières victorieuses des communistes réfugiés dans la montagne de Grammos, dans le nord-ouest de la

Grèce. Il s'était également attaché à réunir les communistes grecs, déchirés depuis l'intervention soviétique de 1968 en Tchétchénie, avant de rejoindre le Parti socialiste (PASOK) de M. Andreas Papandréou. Élu député socialiste en 1985, il avait été réélu en avril 1990.

Né en 1906 à Théodosia, en Asie mineure, dans une famille pauvre, orphelin à l'âge de quatre ans, Markos Vafiadis arrive en 1923 à Salonique, où il est tour à tour ouvrier dans le bâtiment et dans le secteur du tabac. Il devient membre du Parti communiste (KKE) en 1924 et poursuit dans la clandestinité une carrière de militant, avec son lot d'arrestations et d'évasions. Pendant la guerre, il est envoyé à Salonique et entre au comité central du KKE en 1942. Il devient, en Macédoine, « Kapetanios » du quartier général de l'ELAS, la résistance contre les Allemands dirigée par les communistes en mars 1944.

Pendant la guerre civile, il est commandant en chef de l'Armée démocratique, d'octobre 1946 à février 1949, et premier ministre ainsi que ministre de la défense du «gouvernement des montagnes» de décembre 1947 à février 1949. Après la défaite communiste, il se réfugie à Moscou. Accusé notamment de trahison, il est exclu du KKE par le secrétaire général, Nikos Zachariadis. Réhabilité en mars 1956, il est exclu de nouveau en 1961. Il vit dès lors isolé à Penza, dans l'Oural, où il travaille comme ouvrier horloger jusqu'à son retour à Athènes.

DIDIER KUNZ

□ GEORGIE : Attentat des partisans de M. Gamsakhourdia. - Les partisans du président géorgien déchu, M. Zviad Gamsakhourdia, ont fait sauter, vendredi 21 février, à proximité de Soukhoumi (Abkhazie, République autonome dépendant de la Géorgie), un pont de la voie ferrée reliant Tbilissi, la capitale géorgienne, à Moscou, a rapporté lundi 24 février l'agence ITAR-Tass. Les fidèles du président Gamsakhourdia, qui s'est enfui de Tbilissi le 6 janvier, ont commis 13 attentats à la bombe contre les chemins de fer en Abkhazie depuis cette date. - (AFP, Reuters)

□ MALTE : victoire du Parti nationaliste aux élections générales. - Le Parti nationaliste au pouvoir a remporté les élections générales qui ont eu lieu à Malte samedi 22 février. Selon les résultats rendus publics dans la nuit de lundi à mardi, le parti du premier ministre sortant, M. Eddie Fenech Adami, obtient 51,8 % des suffrages, contre 46,3 % au Parti travailliste et 1,7 % au nouveau parti Alternative démocratique. - (AFP)

□ SAINT-MARIN : crise gouvernementale. - Une crise gouvernementale a éclaté, lundi 24 février, dans la petite République de Saint-Marin, à la suite de la démission des démocrates-chrétiens du gouvernement de coalition tripartite qu'ils formaient avec le parti progressiste démocrati-

que (ex-parti communiste) et le parti socialiste. Le secrétaire général de la démocratie-chrétienne, M. Pier-Marino Menicucci, a affirmé que l'alliance constituée en 1986 entre les trois partis avait échoué du fait de l'ex-parti communiste, qui la juge «incapable de faire face aux problèmes d'aujourd'hui et de demain». Les anciens communistes se sont élevés, pour leur part, contre cette crise «immotivée». - (AFP)

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : manifestation anti-allemande à la veille de la visite de M. Kohl. - Près de sept mille Tchèques, selon l'agence officielle CSTK, ont manifesté, lundi 24 février à Prague, contre la signature d'un traité bilatéral entre la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Le traité, qui doit être signé jeudi à Prague lors de la visite du chancelier allemand Helmut Kohl, a révélé de vifs sentiments anti-allemands dans une partie de la population, qui craint que le gouvernement de Prague n'offre de restituer les propriétés confisquées aux Allemands après 1945. - (Reuters)

□ TURQUIE : assassinat d'un journaliste kurde de vingt-cinq ans, Cengiz Altin, a été tué par balles en pleine rue, lundi 24 février. C'est le deuxième journaliste assassiné en moins d'une semaine, dans le Sud-Est autrichien à majorité kurde (Le Monde du 20 février). - (AFP)

## Un entretien avec le président de l'Arménie

« Nous accepterons n'importe quelle solution au Haut-Karabakh pourvu que la population l'accepte elle-même », nous déclare M. Ter Petrossian

Alors que les affrontements entre les forces azérides et arméniennes s'intensifient dans le Haut-Karabakh, une région enclavée en Azerbaïdjan mais peuplée en grande majorité d'Arméniens, le président arménien, M. Levon Ter Petrossian, a insisté, dans un entretien donné à quelques journalistes français, sur la nécessité de trouver une force d'interposition internationale susceptible de faire cesser les combats.

EREVAN

de notre envoyé spécial

« Pourquoi l'Arménie n'a-t-elle pas reconnu la République du Haut-Karabakh proclamée après le référendum d'autodétermination du 11 décembre 1991 ?

- Nous voulons tout faire pour éviter que ce problème soit considéré comme un conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il est faux de dire que l'Arménie a des revendications territoriales sur l'Azerbaïdjan. Ce n'est pas non plus un conflit religieux ou interethnique. Le seul vrai problème est celui de l'autodétermination du Haut-Karabakh. Nous accepterons n'importe quelle solution pourvu que la population du Haut-Karabakh l'accepte elle-même.

Ce territoire a proclamé son indépendance. L'Arménie va l'aider à assumer cette décision. Mais si nous reconnaissons officiellement la République du Haut-Karabakh, on pourrait nous accuser d'ingérence, voire de provocation. Nous essayons de faire en sorte que la Communauté internationale envisage la reconnaissance. Jusqu'à présent nous avons mené un certain nombre de pourparlers dans ce but et avons obtenu quelques promesses.

- Venant de quels pays ?

- Vous comprendrez que je ne peux pas vous en dire plus.

- Pourtant vous reconnaissez les frontières existantes de l'Azerbaïdjan ?

- Oui, nous l'avons fait en signant tant les documents constitutifs de la CEI que les instruments de notre adhésion à la CSCE. L'essentiel pour nous serait d'obtenir la présence d'observateurs internationaux au Haut-Karabakh pour tempérer l'agressivité des attaques azérides. Si l'Azerbaïdjan s'obstine à refuser la présence de ces observateurs, alors nous soulèverons le problème de la violation des droits de l'homme par Bakou. Avec comme objectif de placer le Haut-Karabakh sous la protection de la communauté internationale.

- Il y a actuellement à Stepanakert une garnison de l'ex-armée rouge. Son attitude vous satisfait-elle ?

- Oui, car elle se tient neutre. Pas comme avant ! Souvenez-vous : en avril et mai 1991, l'armée soviétique avait aidé les Azéris à déporter la population de 24 villages

arméniens du Haut-Karabakh. Aujourd'hui, en revanche, ce sont les Azéris qui s'insurgent contre le maintien de cette présence. Pour nous, celle-ci constitue un facteur de stabilisation.



- Redoutez-vous que l'Azerbaïdjan nationalise la 4<sup>e</sup> armée soviétique basée sur son territoire pour se lancer dans une vraie guerre contre l'Arménie ?

- Ce danger existe. L'Azerbaïdjan n'est menacé de rien. En souhaitant la nationalisation de cette armée, il n'a qu'un but : régler par la force la question du Haut-Karabakh pour contraindre, par la suite, la population arménienne à l'exode. Juridiquement, l'Azerbaïdjan n'a pas ratifié les différents documents constitutifs de la CEI : Bakou ne peut se permettre une telle nationalisation.

Pas d'armée nationale

- Y a-t-il actuellement une armée arménienne ?

- Non, nous n'avons pas d'armée nationale. Nous entretenons des gardes-frontières à la frontière avec l'Azerbaïdjan. Celles-ci, par la suite, la population arménienne à l'exode. Juridiquement, l'Azerbaïdjan n'a pas ratifié les différents documents constitutifs de la CEI : Bakou ne peut se permettre une telle nationalisation.

- Envisagez-vous de créer une armée ?

- Non. L'Arménie doit seulement avoir une petite garde nationale. Nous souhaitons l'installation de contingents militaires de la CEI en Arménie. Actuellement, 8 000 soldats de l'ex-armée soviétique sont stationnés sur notre sol. Il est prévu de porter ce chiffre à 20 000, ce qui nous satisfait pleinement. Il serait souhaitable que la CEI dispose de bases permanentes chez nous.

- Quel rôle la CEI devrait-elle jouer dans le conflit du Haut-Karabakh ? En avez-vous parlé avec

Boris Eltsine ou le maréchal Chapochnikov ?

- Oui, nous en avons parlé souvent. De part et d'autre, nous souhaitons l'intervention de forces de paix de la CEI. Mais, pour le moment, les mécanismes d'une telle intervention n'existent pas. La plupart des États de la CEI, dont la Russie et le Kazakhstan, sont favorables à la constitution de forces de paix. Mais pour l'instant, l'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan s'y sont opposés.

Des relations diplomatiques avec Ankara avant l'été

- Et Boris Eltsine lui-même ?

- Il est très favorable à l'envoi de forces de paix au Haut-Karabakh. Car il sait que ces forces ne seraient pas seulement utiles dans le conflit du Haut-Karabakh, mais aussi éventuellement sur le territoire de la fédération de Russie. Moscou a besoin de forces neutres pour ne pas être accusé de chauvinisme ou d'impérialisme. Eltsine, s'il doit intervenir, veut le faire un peu comme les États-Unis l'ont fait au Koweït sous la bannière de l'ONU.

- Quand allez-vous établir des relations diplomatiques avec la Turquie ?

- Je suis sûr que nous établirons des relations diplomatiques avec Ankara avant l'été. Les questions techniques sont déjà réglées. L'accord de principe a été donné aussi bien à Erivan qu'à Ankara. Des deux côtés, la presse se fait l'écho de réticences quant à l'abandon de préconditions : certains Arméniens réclament la reconnaissance officielle par Ankara du génocide de 1915, tandis que certains Turcs exigent à toute idée d'une Grande Arménie. Mais les deux capitales sont d'accord pour ne poser aucune précondition à l'établissement de leurs relations diplomatiques.

- Est-ce à dire que vous ne reconnaissez pas les frontières existantes de la Turquie ?

- Trouvez-moi une seule déclaration officielle de l'Arménie faisant état d'une quelconque revendication territoriale. Là encore, en adhérant à la CSCE, nous avons

reconnu les frontières actuelles de la Turquie. Aujourd'hui, ce qui est important c'est que l'Arménie et la Turquie nouent de fructueuses relations commerciales, scientifiques, culturelles. Plus tard, nous pourrions discuter des questions politiques.

- L'Iran vous paraît-il jouer un rôle positif dans le conflit du Haut-Karabakh ? Le gouvernement de Téhéran vous semble-t-il vraiment neutre ?

- Jusqu'à présent, rien ne nous permet d'affirmer que la Turquie et l'Iran se soient départis de leur neutralité officielle. Certes, dans les deux pays, l'Azerbaïdjan bénéficie de la sympathie de certains milieux. Il y a même des armes qui sont arrivées clandestinement aux Azéris via la Turquie. Cette semaine, je recevrai le ministre iranien des affaires étrangères, qui se sera rendu également à Bakou. J'apprécie les efforts de l'Iran. Si Téhéran propose un plan de paix juste, nous ne le rejetons pas.

- Les autorités arméniennes du Haut-Karabakh ne se montrent-elles pas plus extrémistes que vous ?

- Bien sûr. Nous avons des divergences. Les dirigeants du Haut-Karabakh ne veulent pas entendre parler d'un quelconque maintien dans l'entité azéride. Cet extrémisme s'explique par l'extrémisme des Azéris, qui, eux, ne veulent rien céder. Pour ma part, j'ai simplement proposé, à maintes reprises, le retour au statut ancien : région autonome au sein de la République d'Azerbaïdjan. Il y a un an, encore, les responsables du Haut-Karabakh étaient d'accord. Mais mon opinion ne suffit pas : il faut surtout l'assentiment des populations concernées.

- N'assiste-t-on pas actuellement à une escalade du conflit ?

- La menace est effectivement réelle. Les pourparlers ont pris du retard, de même que la mise sur pied de forces de paix. La mission de paix, dont les présidents Eltsine et Nazarbajev avaient pris l'initiative le 23 septembre dernier, n'a guère eu de résultats. Nous faisons tout pour accélérer le processus et éviter qu'il ne dégénère en une guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Propos recueillis par JOSE-ALAIN FRALON

## Un important dépôt d'armes de l'ancienne armée soviétique est tombé aux mains des Azéris

Les combats s'intensifient dans le Haut-Karabakh, cette région peuplée en grande majorité d'Arméniens mais située en Azerbaïdjan. Selon l'agence Tass, les forces azérides ont lancé, dimanche 23 février et lundi 24 février, de nombreuses salves de lance-roquette « Grad » sur le chef-lieu de la région, Stepanakert, et sur la ville de Martouni. Ces bombardements auraient provoqué de nouvelles victimes et causé de nombreuses destructions. Un civil aurait été tué, quatre autres grièvement blessés et une dizaine de maisons détruites à Choucha, un village peuplé d'Azéris, à la suite d'un pilonnage à l'artillerie par les milices arméniennes.

Alors que les troupes de l'ancienne armée rouge stationnées dans le Haut-Karabakh ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu en cas d'attaque, des formations armées azerbaïdjanaises se sont emparées, dans la nuit de dimanche 23 à lundi 24 février, d'un important dépôt d'armes et de munitions de l'ex-

armée soviétique près d'Agdam, une localité située en Azerbaïdjan, à l'est du Haut-Karabakh. Les employés du dépôt ont été emmenés vers une destination inconnue.

Les attaques contre des militaires ou des objectifs des forces armées de la Communauté des États indépendants (CEI) se sont ainsi intensifiées ces derniers jours. Dans la seule journée du dimanche 23 février, le véhicule du commandant de la IV<sup>e</sup> armée a été mitraillé, un militaire a été tué et quatre autres blessés, lors des tirs contre la caserne du régiment blindé motorisé 366 de la CEI, à Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh. Après cette attaque, le commandant du district militaire de Transcaucasie a donné l'ordre à ses troupes de riposter et, selon l'agence Tass, d'élargir les positions des attaquants. A Bakou, un officier russe, le général Guennadi Klimentov, a été nommé conseiller militaire personnel du président azéri, M. Ayaz Moutalibov. - (AFP, Reuters)

## PARIS-GENEVE: 2 A/R PAR JOUR

(A PARTIR DU 26/02/92)

Reliant au départ de Paris tous les sites olympiques avec 4 A/R Orly-Chambéry, 4 A/R Orly-Annecy et 1 A/R Orly-Courchevel, TAT renforce encore sa présence au cœur des Alpes avec l'ouverture de 2 A/R CDG2-Genève.

PARIS CDG2 - GENEVE		
DU LUNDI AU VENDREDI	7 h 00	8 h 05
	18 h 10	19 h 20
SAMEDI	7 h 00	8 h 05
	14 h 20	15 h 30
GENEVE - PARIS CDG2		
DU LUNDI AU VENDREDI	8 h 45	10 h 00
	20 h 00	21 h 05
SAMEDI	14 h 00	15 h 10
	20 h 00	21 h 05

HORAIRES VALABLES DU 26/02/92 AU 28/03/92  
SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS

Renseignements - réservations auprès de TAT Paris au (1) 42 79 05 05 ou auprès de votre agence de voyages.

**TAT**  
EUROPEAN AIRLINES

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris



## ASIE

### Les yakusa hors la loi

Suite de la première page

Il comporte aussi des risques que reconnaissent, en privé, les policiers : une rupture de l'équilibre entre le monde du crime et la société civile. Les nouvelles lois dérogent les yakusa du terrain connu de leurs agissements, les déplaçant vers un autre, peut-être plus difficile à circonscire. L'une des premières réactions des organisations criminelles a été de se constituer en sociétés commerciales, en mouvements politiques, voire, dans le cas d'une bande de Nagoya, en association religieuse.

On peut se demander si le nouvel ordre sera plus sûr que l'ancien. Il n'y avait pas de laxisme et complaisance des autorités - conséquences des liens entre pègre et monde politique et des services mutuels qu'ils se rendaient - à l'origine de la situation antérieure. Pour mentir, ayant un pied dans la société civile sous couvert d'associations exerçant des activités légales et l'autre dans le monde du crime (contrôle des jeux clandestins, de la prostitution, du trafic des amphétamines, extorsions...), la pègre régissait le monde de la

marginalité. Ne dépassant pas un seuil de tolérance, elle bénéficiait d'une bonne marge de manœuvre. Les 3 300 organisations de gangs - *boryokudan*, ou « groupes violents » - recensés par la police, rassemblant 90 000 membres, dont plus de la moitié appartiennent aux trois grands syndicats du crime (Yamaguchi-gumi, Inagawa-kai et Sumiyoshi-kai), contrôlent la petite délinquance.

#### Six milliards de yens de chiffre d'affaires

Pour faire fructifier leurs affaires - d'un montant officiel de 1 300 milliards de yens mais, en réalité, comparable au chiffre d'affaires du géant des télécommunications NTT, avec 6 000 milliards - les gangs s'efforcent de limiter l'action des francs-tireurs. C'est une des explications du faible taux de criminalité que connaît le Japon.

La nouvelle législation a deux objectifs : la mise hors-la-loi de groupes considérés comme ayant des « activités antisociales » et la prévention de l'extorsion de fonds par une définition plus précise de

ce type de délit. L'intimidation et les extorsions sont parmi les principales sources de revenus de la pègre qui, depuis une dizaine d'années, a rompu avec le principe du yakusa traditionnel : ne pas gêner la vie des citoyens ordinaires.

L'un des critères de désignation des organisations criminelles est la proportion de leurs membres ayant un casier judiciaire. Après enquête, s'il est démontré qu'il s'agit d'organisations criminelles, elles seront répertoriées comme telles dans le *Journal officiel* et placées sous surveillance ou contraintes à se dissoudre. Les sept principales d'entre elles ont d'ores et déjà été désignées par des comités de sécurité publique départementaux dépendant d'une commission nationale. Ceux-ci opèrent en liaison avec les associations de voisinage, une disposition visant à impliquer la population locale dans la lutte contre les gangs.

Le grand problème auquel est confrontée la police est la forte intégration sociale dont la pègre bénéficie. Héritage du passé certes, lorsque elle était la garante de l'ordre dans les couches marginales de la population, mais aussi connivences plus récentes avec le pouvoir politique, par exemple la fourniture de briseurs de grève dans les années 1950-1960, qui s'expliquent par des facteurs nouveaux.

#### Raiders et « avocats de la rue »

Au cours des dix dernières années, la société japonaise est devenue plus fragmentée. La pègre en a profité pour étendre son influence sur une zone grise du corps social où s'opèrent les arbitres de couloirs. Traditionnellement dans une société où les liens personnels prévalent sur la notion de contrat, cette pratique d'arbitrage a été renforcée par les lacunes du système judiciaire et, désormais, l'amoralisme du monde des affaires.

La flamme spéculative, boursière et immobilière, a favorisé l'apparition d'une nouvelle race de raiders et d'arnaqueurs de gros calibre. La pègre a été partie prenante dans le jeu. Comme « arrière-garde » des spéculateurs fonciers délogés par la force les petits propriétaires « ricksha », comme récupérateur des mauvaises dettes, puis comme acteur à part entière sur le marché immobilier ou boursier : Nomura, la première maison de titres, avait ainsi comme gros client un « parain » de Tokyo. A la base, le petit truand joue les « avocats de la rue » en palliant les lenteurs des tribunaux pour régler, par exemple, un litige consécutif à un accident de la circulation. Selon la police, en 1990, les yakusa sont intervenus dans 22 844 litiges civils, contre 9 665 en 1981.

#### Une nouvelle alchimie du crime

Il sera difficile d'entamer cette connivence. « Le crime organisé est devenu une force puissante dans la société », reconnaît M. Takagi Kunimatsu, directeur général de la police. Il admet qu'un relatif vide juridique favorise l'action de médiateur du truand. Mais il estime que la nouvelle loi devrait permettre de limiter les sources de revenus de la pègre en jugeant ses activités « extorsives ». Jusqu'à présent, du seul fait de son appartenance à telle grande bande, le truand pouvait faire chanter sans menacer de manière explicite. Ce ne sera théoriquement plus possible.

Pour l'instant, la pègre serre les rangs : depuis un an, le nombre de règlements de compte entre bandes a brutalement chuté. La police n'en est pas moins préoccupée : une nouvelle alchimie du crime est en train de se constituer sans que l'on sache ce qui en sortira. Le risque de voir apparaître une criminalité puissante mais égarée dans la clandestinité et en quête de nouvelles sources de financement, engagée dans le trafic de la drogue - pour l'instant, les yakusa sont peu impliqués dans le trafic international des narcotiques - n'est pas à exclure. Parallèlement à ce repli de la grande pègre, pourrait se développer une petite délinquance non organisée et en cela plus dangereuse.

La nouvelle loi comporte un dernier risque : entamer les libertés publiques en criminalisant des catégories sociales mineures qui, certes parfois à la marge de la pègre, ne peuvent pourtant en tant que telles lui être assimilées : les marchands forains, le petit monde des tatoués (l'un des signes de reconnaissance des yakusa) comme les contestataires de tous bords. A l'initiative d'avocats défenseurs des droits de l'homme, des manifestations d'opposition à la loi anti-gang ont, ces dernières semaines, réuni inopinément gauchistes, membres de l'extrême droite et truands.

SYLVIE LEPAGE

PHILIPPE PONS

### THAÏLANDE : premier anniversaire du putsch

#### « Nous avons tout obtenu sauf la lune et les étoiles »

Les officiers de la classe 5 de l'Académie militaire thaïlandaise de Chulachomklao, promus en 1957 et qui dominent les forces armées depuis le coup d'Etat du 23 février 1991, se sont réunis, le 21 février, pour fêter leur premier anniversaire au pouvoir. « Nous avons tout obtenu sauf la lune et les étoiles », leur a dit le commandant de l'armée de l'air, le général Kasat Rojananil, également membre du Conseil national de maintien de la paix (CNMP), titre officiel de la junte. Présent, l'homme fort du Conseil, le général Suchinda Krapayoon, qui est aussi le patron de l'armée de terre et le commandant suprême des forces armées, a manifesté son approbation.

#### BANGKOK

de notre correspondant

Estimant leur autorité sur les forces armées mise en cause, les membres de la classe 5 étaient passés à l'action, voilà un an, en évitant toute effusion de sang. Aux arêtes pendant quinze jours, le premier ministre de l'époque, M. Chatichai Choonhavan, s'était, ensuite, « volontairement » exilé pendant quelques mois. Accusant l'ancien gouvernement de corruption et de « dictature parlementaire », les généraux avaient promis une nouvelle Constitution et des élections dans un délai d'un an et demi. L'armée s'était, une fois de plus, arrogé le « devoir » de remettre de l'ordre dans le royaume, qui évoluait au rythme des coups d'Etat depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932.

Les militaires ont tenu certaines de leurs promesses. L'Assemblée nommée par le CNMP au lendemain du putsch a adopté, en décembre, une Constitution introduisant un régime semi-démocratique. Un Sénat de deux cent soixante-dix membres nommés, la première fois, par les militaires contrebalancera les pouvoirs d'une Assemblée élue. Les deux Chambres participeront aux votes de censure du gouvernement.

Comme les trois cent soixante membres de l'Assemblée législative, dont le président choisira le futur premier ministre, doivent être élus le 22 mars, la campagne électorale bat son plein. Sur ce plan, les changements sont moins sensibles. Dans un pays où les idéologies et les programmes ne comptent guère, les alliances se font ou se défont au gré des intérêts. Le débat sur les achats de voix remplit donc les colonnes de journaux qui ont recensé, jusqu'ici, six milliers d'agents électoraux.

#### L'emprise de l'armée sur le pays

Les mœurs électorales n'ayant apparemment pas changé, les six ou sept formations politiques qui comptent s'efforcent de s'attacher les services de barons ou de parrains aux assises locales solides. En outre, la lutte contre la corruption connaît des limites, et une commission d'enquête officielle n'a ordonné la saisie partielle des biens que de neuf personnalités de l'ancien régime, dont l'ancien premier ministre, déclaré « anormalement riche ».

En revanche, les militaires ont eu l'intelligence de confier le gouvernement à un homme, M. Anand Panyarachun, qui s'est

bien tiré d'affaire. Saturant l'Assemblée de projets de loi, son cabinet provisoire, sur lequel les militaires ont gardé la haute main, a fait adopter une série de réformes économiques et financières qui contribuent à la modernisation du royaume. Le rythme de croissance économique, après une période de surchauffe, n'en a guère pâti : 7,9 % en 1991 contre 10 % l'année précédente. Un taux d'environ 8 % est prévu en 1992.

Sur le plan social, certains efforts ont également été entrepris pour corriger les aspects les plus repoussants d'une société de laisser-faire. La police a mené un bon nombre de raids contre des entreprises exploitant des « esclaves » et des lieux de prostitution infantile. Pour la première fois, la lutte contre l'épidémie de sida a pris une tournure sérieuse. Dans ce cadre, un projet de loi controversé sur la légalisation de la prostitution est devant le Parlement. Le cabinet a même fait voter de premières mesures antitabac.

Dans moins d'un mois, les militaires passeront officiellement le main en se targuant, ce qui n'est pas faux, de n'avoir pas si mal géré le royaume pendant treize mois. Mais le poids de la classe 5 demeure considérable quoi qu'il advienne. En dehors de « la lune et [des] étoiles », l'emprise de l'armée sur le pays semble désormais assez établie pour que les politiciens - qui sont souvent d'ailleurs d'anciens généraux - soient tentés par une épreuve de force, ce qui fut peut-être le cas voilà plus d'un an. Avec le résultat que l'on sait.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Océanie

AUSTRALIE : la visite d'une « agréable grand-mère anglaise »

### La reine Elizabeth a fait face à la montée du sentiment républicain

La reine Elizabeth a achevé, mardi 25 février, une visite officielle d'une semaine en Australie. Sa venue a relancé le débat sur le maintien des liens de Canberra avec la Couronne britannique. La presse populaire britannique de mardi a violemment réagi aux « sarcasmes républicains » du premier ministre travailliste Paul Keating et à son comportement envers la souveraine, qu'il a prise familièrement par la taille lors d'une réception à Canberra, tandis que son épouse Annita refusait de faire la révérence. « Bas les pattes ! » a écrit le *Daily Mirror*, et « Pas touche mon pote ! » le *Daily Star*.

#### SYDNEY

de notre correspondant

Le jeune Mouvement républicain, soutenu de ne pas jusqu'en 2001 - centenaire du Commonwealth australien - pour « éduquer » l'opinion. Les sondages montrent en effet que la majorité des Australiens restent attachés à la monarchie. Pourtant beaucoup partagent l'avis de l'ancien premier ministre Bob Hawke, selon lequel l'avènement de la République semble « inévitable ».

Cette visite a coïncidé avec la commémoration d'un événement qui marque un tournant dans les relations anglo-australienne. Les anciens habitants qui, avec M. Keating, ont commémoré la semaine dernière le bombardement japonais du 19 février 1942 contre Darwin n'ont pas oublié le choix de Churchill.

« Cinquante ans plus tard, il y a toujours des leçons à tirer (du bombardement), a-t-il déclaré à cette occasion. Par exemple, on peut se rappeler combien il était insensé de compter si totalement sur la Grande-Bretagne, à la fois pour notre défense et notre politique. (...) Les Australiens, habitués à se voir comme des Britanniques, se sont résolument tournés vers l'unique pays qui pouvait les sauver - sans renier leurs origines britanniques - et ils ont forgé une amitié avec les Etats-Unis, qui continue jusqu'à ce jour. »

Le premier ministre a enfoncé le clou lundi, en recevant la reine à Canberra. Il a expliqué que son pays se détachait graduellement de ses liens traditionnels avec la Grande-Bretagne et que Canberra, comme Londres, cherchait des partenaires dans sa propre région. Parlant des « profonds changements » dans ces relations, il a ajouté : « Notre vision (du monde) est nécessairement indépendante. » Propos pondérés par l'opposition comme mal élevés et prorépublicains.

caus. Lors de la crise constitutionnelle de 1975, le rôle du gouverneur général, représentant la reine à Canberra, fut remis en question.

La majorité conservatrice au Sénat refusant de voter le budget de gouvernement travailliste, le gouverneur général, Sir John Kerr, révoqua le premier ministre travailliste Gough Whitlam. Il avait outrepassé ses fonctions honorifiques, et la reine n'intervint pas. « Ils ont beau dire « God save the Queen », rien ne sauvera le gouverneur général », déclara M. Whitlam. Cet épisode reste encore vif dans la mémoire des Australiens.

#### « L'attachement à l'histoire »

D'autres développements avaient déjà rendu le terrain plus propice au républicanisme. L'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE a changé ses relations avec les pays du Commonwealth. Dans une déclaration publiée à la veille de l'arrivée de la reine, le président du Mouvement républicain, M. Tom Keneally, a affirmé : « La souveraineté du monarque se dissolvait dans la CEE, il [lui] devenait impossible de représenter à la fois nos intérêts et les intérêts légitimes de ses sujets britanniques. On prendra enfin conscience - comme on le fait à chaque fois qu'on atterrit à l'aéroport de Heathrow - que les Australiens sont les autres. » C'est aussi dans les années 70 que l'Australie a mis fin à sa politique d'immigration blanche. La nouvelle vague d'arrivants a changé la composition démographique du pays.

Certains affirment que se défaire de la monarchie ne changerait rien, car la reine a déjà perdu tous ses pouvoirs. Pour les partisans de la monarchie, l'argument peut se résumer dans les propos du conservateur John Howard : « L'attachement à l'histoire, les déficiences avérées alternées et un sentiment instinctif que si cela fonctionnait il ne faut rien changer, ont conduit à plaider en faveur de la monarchie. » Pour les républicains en revanche, couper le cordon ombilical ne signifie pas la remise en cause des institutions ni le rejet de l'appartenance au Commonwealth.

Comment remplacer un chef de l'Etat qui jusqu'ici n'avait pas d'affiliation politique ? Doit-il être nommé par le gouvernement ou élu ? Quels pouvoirs aura-t-il ? Telles sont les questions que posent les adeptes de la monarchie et qui n'ont pas encore reçu de réponse définitive de la part des républicains. Pour sa part, M. Keneally avait souhaité la bienvenue à la reine et conseillé de ne pas se montrer « discourtois » envers « cette agréable grand-mère anglaise ».

## Objectivement, c'est fou !

Avec KA et le service KA en plus, ce serait fou de ne pas en profiter

REPRISE DE VOTRE MICRO ORDINATEUR

2000<sup>F</sup>  
14000<sup>F</sup>  
jusqu'au 27 mars 92

Avec KA et le service KA, profitez au maximum de l'opération de reprise la plus folle jamais imaginée dans l'univers de la micro informatique !

Qui ?

Vous êtes une entreprise ou un particulier, vous avez un micro ordinateur acheté avant le 30 juin 91 : PC compatible MS-DOS, un

terminal ou un micro ordinateur Apple qui ne correspond plus à vos besoins... A vous d'en profiter !

Combien ?

De 2.000<sup>F</sup> à 14.000<sup>F</sup> jusqu'au 27 mars 1992 ! C'est le prix incroyable auquel nous reprenons votre ancien matériel pour l'achat du Macintosh de votre choix à l'exception des PowerBook 140 et 170.

Le montant de la reprise s'entend H.T. ou TTC selon que vous êtes, ou non, assujetti à la T.V.A.

Comment ?

Vite ! Pour être sûr d'être servi parmi les premiers, pour en savoir plus sur la valeur de reprise de votre ancien matériel, sur le service KA et sur les possibilités de transférer en douceur vos données sur votre prochain Macintosh... n'attendez pas : appelez dès maintenant au 47.23.72.00.



L'INFORMATIQUE DOUCE  
KA l'informatique objective

KA l'informatique douce : Apple Center 14, rue Magellan 75008 PARIS Tel : 47 23 72 00 Fax : 47 20 34 39  
Apple, Macintosh sont des marques déposées d'Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corp.



## PROCHE-ORIENT

L'ultimatum américain sur les garanties bancaires

## M. James Baker pose des conditions à l'attribution d'une aide financière à Israël

Entre Israël et les Etats-Unis, le temps ne paraît plus à la négociation, et le désaccord est maintenant ouvert sur la question de l'aide financière que le premier sollicite des seconds pour l'installation des immigrants juifs soviétiques. Pour la première fois, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a rendu publics, lundi 24 février, les conditions que l'administration met à cette assistance, et le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, les a aussitôt rejetées en les qualifiant de «dikot américain».

WASHINGTON

de notre correspondant

«C'est à prendre ou à laisser», aurait dit M. Baker à l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, M. Zalman Shoval, à la fin de

la semaine passée, lors d'un nouvel et infructueux entretien sur cette affaire. Confirmant lundi matin, devant une sous-commission du Congrès, ce que la presse disait depuis pas mal de temps, le secrétaire d'Etat a détaillé son offre. Israël ne pourra obtenir la garantie des Etats-Unis sur les 10 milliards de dollars de prêts qu'il cherche à contracter auprès de banques privées qu'en arrêtant totalement la construction d'implantations dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza (la question de Jérusalem est laissée dans le vague).

C'est la colonisation ou la garantie, cette dernière devant permettre à l'Etat hébreu d'emprunter à de bonnes conditions. Le marché vaut pour les constructions en cours, qui doivent, elles aussi, être interrompues.

Si le gouvernement Shamir formule une requête plus modeste, c'est-à-dire demande une garantie sur un montant moins élevé — M. Baker n'a pas fourni de

chiffre — les Etats-Unis pourraient envisager l'offre suivante : les implantations en cours pourraient être achevées — l'assistance américaine étant cependant diminuée du coût des travaux — à la condition que la colonisation soit ensuite gelée. La formule suppose que les deux parties s'entendent sur le nombre de logements aujourd'hui en construction dans les implantations, ce qui n'est pas le cas : les Etats-Unis avancent un chiffre — 6 000 logements — beaucoup moins élevé que celui du gouvernement israélien.

## La reprise des négociations de paix

Le ton de M. Baker a semblé sans appel et la manière plutôt brutale dans la mesure où le secrétaire d'Etat n'a, en principe, pas fini de négocier avec M. Shoval et n'ignore pas que la proposition américaine est irrecevable pour M. Shamir. Autant dire, observait un journaliste isra-

lien, que «l'affaire des garanties est quasiment enterrée». Les Etats-Unis considèrent les implantations comme «un obstacle à la paix». Ils estiment avoir été roulés par Israël il y a un an : ils avaient alors accordé leur garantie sur 400 millions de dollars, et M. Shamir avait aussitôt lancé un des plus vastes programmes de colonisation jamais entrepris en Cisjordanie.

Les Etats-Unis n'ignorent pas non plus que les pays arabes et les Palestiniens s'efforcent de poursuivre les négociations de paix, amorcées dans la foulée de la conférence de Madrid de novembre, si l'administration n'établissait pas ce «lien» entre la garantie bancaire et le gel de la colonisation. Les délégués jordaniens et palestiniens aux pourparlers se sont d'ailleurs déclarés satisfaits de la position définie par M. Baker.

Avec leurs collègues syriens et libanais, ils ont repris lundi à Washington, au département d'Etat, la série de conversations bilatérales entamées en novembre

avec leurs vis-à-vis israéliens. Cette quatrième séance de pourparlers — après des réunions en novembre, décembre et janvier — devrait s'achever la semaine prochaine. Les uns et les autres polémiquent toujours sur la nécessité de déplacer le lieu de la négociation vers le Proche-Orient (ce que veut Israël) ou de rester à Washington (ce que veulent les Arabes).

Un des éditorialistes du *New York Times*, M. Leslie Gieb, résumait ainsi la politique de l'administration : «Le président Bush et M. Baker semblent décidés à adopter une stratégie du «tout pour le tout» dans la perspective des élections israéliennes en juin prochain : favoriser la défaite du premier ministre Itzhak Shamir, dont le parti, jugent-ils, est un obstacle à la paix, ou l'obliger à entrer dans un gouvernement de coalition avec le nouveau chef de file travailliste, M. Itzhak Rabin, qu'ils considèrent comme beaucoup plus raisonnable».

ALAIN FRACHON

## « Il faudra choisir... »

Suite de la première page

Simplement une garantie qui permettrait de lever, sur le marché financier américain, 10 milliards de dollars en cinq ans. Non seulement la «signature» de M. George Bush permettrait à Israël de trouver l'argent sans problème, mais elle lui ferait également économiser un demi, voire trois quarts de point sur le taux d'intérêt. Sur une somme pareille, c'est loin d'être négligeable. Une opération similaire avait d'ailleurs eu lieu en février 1991, sans complication aucune. Mais elle portait sur un montant beaucoup plus limité de 400 millions de dollars.

L'enjeu, cette fois, est d'autant plus important qu'il définit la garantie bancaire américaine, l'Etat juif

risque de voir ses chances d'obtenir une seconde garantie, sollicitée de l'Allemagne celle-là, et pour une somme supplémentaire de 5 milliards de dollars, sérieusement réduites. Les autorités allemandes, qui ne sont déjà pas très chaudes vu les besoins colossaux qui les leurs pour l'intégration de l'ancienne RDA, seraient trop heurtes, craint-on en Israël, de s'abriter derrière un veto américain pour refuser à leur tour le service demandé... A Jérusalem, on a bien pensé aussi aux Japonais, mais ces derniers auraient fait savoir qu'au-delà de 1 ou 2 milliards de dollars, ils n'étaient pas candidats...

Or les besoins de financement d'Israël, pour les cinq années à venir, ont été estimés, de source officielle,

à 25 milliards de dollars, et même 30 à 40 milliards s'il faut en croire l'Agence juive, qui s'occupe, justement, de favoriser l'immigration et l'intégration des centaines de milliers de juifs soviétiques qui arrivent dans le pays.

Officiellement, on le sait, c'est pour financer l'absorption des juifs de l'ex-URSS, que l'Etat hébreu a déposé ses demandes de garanties. «Depuis la fin de 1989, écrivait M. Itzhak Modai dans sa lettre, trois cent quatre-vingt-six mille immigrants» sont arrivés en Israël. Les fonds nécessaires à leur intégration «dépassent» tout simplement, reconnaissait le ministre, «les capacités économiques actuelles d'Israël».

La concrétisation partielle du vieux rêve sioniste de voir tous les juifs de la planète se retrouver un jour en «Eretz Israël», provoque, c'est vrai, de sérieux embouteillages démographiques-économiques. La population nationale atteint désormais cinq millions d'âmes, sans compter près de deux millions de Palestiniens qui survivent, mal pour la plupart, dans les territoires

occupés. Avec près de 11 % de la population active, le chômage est à son plus haut niveau historique et il touche plus d'un tiers des nouveaux immigrants en âge de travailler. Il n'est plus rare, désormais, de voir des ingénieurs formés à Minsk balayer les rues de Tel-Aviv, des médecins d'Ukraine laver les vitres d'Ashkelon, ou des musiciens d'opéra d'opéra dans les quartiers pédonnaires de Jérusalem. L'Amérique, laisse-t-on souvent entendre en Israël, a tout fait pour favoriser l'immigration des juifs soviétiques chez nous, à elle de nous aider maintenant à absorber tous ces gens. C'est ce que M. Shamir et son gouvernement appellent la dimension «humanitaire» du problème, celle-ci justifiant, selon eux, qu'aucun lien ne soit établi entre la question des garanties bancaires et un vulgaire «problème politique» comme la colonisation juive accélérée des territoires arabes occupés. Officiellement, en effet, les garanties sollicitées ne doivent servir qu'à mener à bien cette «noble mission humanitaire» pour le principe de laquelle, prise dans les contradictions et l'accélération récente de l'Histoire, l'administration américaine a toujours affirmé son soutien.

Seulement voilà, M. George Bush, c'est peu de le dire, n'a pas une confiance démesurée dans les promesses de M. Itzhak Shamir. Et lorsque le premier ministre, qui a quand même dépensé plus de 1 milliard de dollars de fonds publics pour les colons des territoires pendant la seule année 1991, jure ses grands dieux que «pas 1 dollar obtenu grâce aux garanties ne sera versé sans que les implantations, il ne conviendrait à personne. Les garanties bancaires, si elles sont accordées, permettront à Israël de dégager d'autres fonds qui, eux, pourraient être consacrés à la colonisation des terres arabes. Ainsi des capitaux, obtenus grâce à la «signature» de l'Amérique, seraient utilisés pour atteindre le principal objectif idéologique du gouvernement le plus à droite que l'Etat juif ait jamais connu.

## Le pays est bon payeur

Eventualité inacceptable à Washington où l'on a toujours considéré les implantations juives comme de concrets «obstacles» à une paix possible avec les Arabes, et où l'administration joue précisément, en ce moment même, une partie de sa crédibilité régionale sur un processus de paix entre l'Etat juif et ses principaux voisins arabes. Pas question, pour le secrétaire d'Etat James Baker, de compromettre les intérêts bien compris de l'Amérique au Proche-Orient pour sauver la face, et l'économie, d'un pays qui veut tout à la fois la prospérité, la paix, l'immigration, les territoires et les colonies. «Il faudra choisir», déclarait tout récemment M. Baker. Voilà pour l'aspect politique du problème.

Le courrier de M. Modai au secrétaire d'Etat vise à porter le débat sur le plan purement économique. Dans la partie publique de sa lettre, le ministre semble surtout chercher, tout en démontrant la vitalité de l'économie nationale, à suggérer que tout surplus de croissance israélienne profite aussi, par le biais des importations, à l'économie américaine.

«Malgré un recul d'environ 2 % dû à la guerre du Golfe», souligne M. Modai, la croissance du produit intérieur brut israélien (PIB) a atteint 5,2 % en 1991 — mais la population ayant augmenté de 6,1 %, la performance par tête d'habitant aurait baissé d'un point... — et nos investissements en équipements et machines se sont encore accrus de 24 % l'an dernier». Les importations de biens d'investissement auraient pour leur part «continué de progresser de 37 %, ce qui renforce la base de l'économie».

Evidemment, ces belles performances ont eu un impact négatif sur le déficit de la balance commerciale, lequel a augmenté de 2 milliards de dollars en douze mois, pour atteindre 5,5 milliards de dollars. «En 1991, écrit encore le ministre, les exportations américaines vers Israël ont atteint 3,3 milliards de dollars contre 2,4 milliards l'année précédente». C'est beaucoup, surtout si l'on s'abaisse, comme M. Modai, sur «un nouvel accroissement de 2 milliards dans les deux ou trois années à venir». CQFD, c'est pour cela, «pour financer ces coûts à court terme (...) qu'Israël recherche des ressources extérieures».

Est-il vrai que le pays est bon payeur, qu'il rembourse ponctuellement ses dettes ? demandait-on récemment à M. James Baker. «C'est vrai que nous avons toujours été remboursés», a rétorqué méchamment le secrétaire d'Etat, mais c'est parce que nous avançons l'argent pour nous rembourser nous-mêmes. A Jérusalem, les ministres ont failli en avaler leurs chapeaux... «Mais c'est faux ! s'est écrié M. Modai. Cette affirmation n'a aucune base réelle. Et d'ailleurs un tiers seulement de notre dette extérieure est due aux Etats-Unis. Nos autres créanciers peuvent témoigner en notre faveur.» Passons.

L'Etat juif a-t-il alors, comme certains économistes du cru le prétendent, la capacité d'emprunter les fonds dont il a besoin sans la garantie bancaire américaine ? «Le

bruit fait autour de cette question ne facilitera certainement pas l'opération», estime un expert occidental. «Mais contrairement à ce que certains instituts américains cherchent à faire accroire, Israël n'est pas surendetté.» Un peu moins de 16 milliards de dollars : c'est, à la fin de 1991, le montant de la dette extérieure nette de l'Etat hébreu, c'est-à-dire autour de 30 % du produit national brut (PNB). Selon une projection réalisée par le gouvernement, l'endettement net du pays pourrait, sans problème, plus que doubler pour atteindre quelque chose comme 33,5 milliards de dollars d'ici quatre ans.

Comment financer pareil débet quand on sait que le service de la dette — qui n'a pourtant pas cessé de baisser depuis 1985 — s'est déjà établi à 2,8 milliards de dollars l'an dernier ? C'est toute la question. Si Israël reçoit toute l'immigration souhaitée, c'est-à-dire que la population totale — y compris l'accroissement naturel — atteigne le niveau des six millions d'âmes d'ici 1995, le produit intérieur brut n'aura pas de mal, sauf catastrophe, à monter jusqu'à 75 voire 80 milliards de dollars actuels (73,6 milliards en 1991). En revanche, si les juifs de la «Cis», comme cela semble être le cas depuis quelques mois, décident, quelle qu'en soit la raison, de rester là où ils sont, il faudra revoir toutes les projections. Celles des ressources à venir, bien sûr, mais aussi celles qui concernent les dépenses à prévoir...

PATRICE CLAUDE

## Message au peuple français

Le 26 février 1991 est aujourd'hui une date historique dans la marche de l'humanité vers l'instauration d'un ordre mondial de paix et de sécurité. Ce jour-là, la communauté internationale franchit le pas vers l'établissement d'une base solide pour un nouvel ordre international. Car, pour la première fois dans notre histoire contemporaine, elle a consacré l'organisation des Nations-Unies en lui octroyant un rôle efficace et vital dans l'orientation des événements de ce monde. Elle a ainsi tranché l'avenir de la décision internationale. Plus de vingt-huit états étaient solidaires pour imposer le droit, la paix et la justice. C'est ainsi que la libération du Koweït eut lieu pour devenir le précurseur d'une ère nouvelle dans les relations entre les nations.

Le 26 février constitue un tournant substantiel dans les relations internationales annonçant un rôle plus grand pour l'ONU dans la solution des conflits internationaux. Désormais, le nom du Koweït sera étroitement lié au droit international pour consolider la paix et la sécurité basées sur la justice et le droit, offrant l'espoir que le Koweït devienne dans notre nouveau monde un exemple à suivre dans la lutte contre l'agression.

Le Koweït s'associe en ce jour avec la communauté internationale pour commémorer la naissance d'un nouvel ordre international, et s'adresse à l'opinion française pour affirmer fermement sa volonté de contribuer à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la justice. Fidèle à sa tradition depuis les années soixante, le Koweït n'épargnera aucun effort pour diminuer les écarts économiques entre les nations et pour aider les pays les plus démunis ainsi que ceux endettés, afin de surmonter leurs difficultés économiques.

Le Koweït, qui fut dans les jours difficiles de la guerre froide une oasis de paix et une tribune de liberté, déclare, au moment où l'humanité avance à grands pas sur le chemin des droits de l'homme et de la démocratie, qu'il est un Etat de droit qui respecte la Constitution et place les libertés et les droits de l'homme au plus haut niveau des valeurs morales et rationnelles qui inspirent les Koweïtiens dans leur vie politique, économique et sociale.

A titre d'Ambassadeur de l'Etat de Koweït en France, je voudrais exprimer au Président de la République, M. François Mitterrand, à son gouvernement et au peuple français, les sentiments d'amitié qui lient mon pays, son Emir Cheikh Jaber Al-Ahmad Al-Sabah, son gouvernement et son peuple, à la France. De même, je voudrais leur exprimer, à cette occasion, mes souhaits de voir la coopération qui s'est établie entre Koweïtiens et Français, lors de la libération du Koweït de l'occupation irakienne, se poursuivre pour diminuer les écarts économiques entre les peuples et contribuer à l'instauration de la paix dans un monde où l'éthique politique se concrétise dans l'action.

Le 26 février est une journée consacrée à la gloire de l'amitié qui a lié les vingt-huit pays pour défendre le droit contre l'agression irakienne.

Tarek RAZZOULI

Ambassadeur de l'Etat du Koweït à Paris.

EGYPTE : reçu mercredi par M. Mitterrand

## M. Moubarak s'inquiète d'éventuelles représailles occidentales contre la Libye

Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, sera reçu mercredi 26 février en fin de matinée par M. Mitterrand, pour tenter de résoudre la crise franco-libyenne au sujet du sabotage de l'avion d'UTA. La médiation du rais traduit son inquiétude face aux retombées négatives qu'entraîneraient, pour l'Egypte, des représailles contre la Libye.

LE CAIRE

de notre correspondant

Depuis l'ouverture de la frontière entre l'Egypte et la Libye, en juillet, cette dernière a remplacé l'Irak comme principal marché d'accueil de la main-d'œuvre égyptienne non qualifiée. On a en effet enregistré de juillet à novembre un million d'entrées d'Egyptiens en Libye. Sur ce million, quelque quatre à cinq cent mille Egyptiens se sont installés en Libye, soit l'équivalent du nombre de travailleurs expulsés d'Irak du fait de la crise du Golfe.

La Libye est aussi devenue un important marché d'exportation pour des produits égyptiens allant de la casserole à l'électrode en passant par les meubles et les cosmétiques. Même si une bonne partie de ce commerce est effectuée par des trafiquants égyptiens et libyens, ces échanges sont d'autant plus importants pour Le Caire qu'ils sauvent de la faillite nombre d'usines qui vivaient jusqu'à une période récente d'exportations vers l'ex-Union soviétique.

Or, tous ces avantages pourraient être remis en question en cas de représailles occidentales contre la Libye. De simples mesures d'embargo entraîneraient la perte d'un important marché d'exportation, sans parler d'un retour massif d'ex-

patriés égyptiens qui viendraient encore alourdir le chômage. L'éventualité de représailles militaires serait encore plus préoccupante pour l'Egypte car elle la placerait dans la situation embarrassante où elle devrait choisir entre la solidarité arabe et l'Occident. Un dilemme où l'Egypte est perdante, quel que soit son choix.

## Un rôle de médiateur

Choisir l'Occident c'est, en plus des retombées négatives sur l'économie, prêter le flanc aux attaques de l'opposition islamiste, tandis que soutenir la Libye c'est mettre en danger les milliards de dollars d'aide économique occidentale.

Pour éviter un tel dilemme, le président Moubarak s'est personnellement attelé à une médiation entre la Libye d'un côté, la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni de l'autre. Les responsables égyptiens ont amené la Libye à renoncer officiellement à tout soutien au terrorisme et surtout à faire des concessions dans l'affaire des deux Libyens accusés d'être derrière le sabotage des avions d'UTA.

Les pressions égyptiennes ont provoqué des réactions hostiles de la part de certains responsables libyens, dont notamment le numéro deux, le commandant Jaloud. Après s'être tendues à la suite de violentes sorties du commandant, les relations entre Tripoli et Le Caire se sont améliorées avec les visites en Egypte des ministres libyens des affaires étrangères et de la justice.

Reste maintenant à savoir ce que M. Moubarak pourra offrir à son homologue français lors de sa visite à Paris. A-t-il pu obtenir quelque chose de nouveau du colonel Kadhafi ou se contentera-t-il de souligner «les concessions» faites par l'Egypte ?

ALEXANDRE BUCCIANTI



## PROCHE-ORIENT

et les réactions dans l'Etat hébreu

### Jérusalem dénonce une «ingérence grossière» dans la campagne électorale

JÉRUSALEM

de notre correspondant

S'agit-il d'une «ingérence grossière» dans la campagne électorale israélienne? En frappant du poing sur la table, en déclarant explicitement que «ce gouvernement» actuellement en place en Israël avait un problème lorsqu'on lui demandait de geler les implantations, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a donné l'impression de souhaiter la mise en place, après les élections du 23 juin, d'une équipe dirigée par le nouveau leader travailliste Itzhak Rabin, qui a succédé la semaine dernière à M. Shimon Pérès. C'est ainsi, en tout cas, que la plupart des commentateurs et hommes politiques ont interprété les propos de M. Baker.

Visiblement gêné par cette situation, M. Rabin - que les sondages donnent souvent favori face à M. Itzhak Shamir dans la course électorale - a tenu à rejeter ces marques de soutien des Etats-Unis. Prenant la parole devant les dirigeants du judaïsme américain réunis à Jérusalem, M. Rabin leur a demandé de faire comprendre à l'administration Bush qu'elle devait «s'abstenir de s'immiscer dans les affaires intérieures d'Israël».

Dans la foulée, le numéro un travailliste a aussi affirmé son credo sur le problème qui est au centre de l'actuelle polémique israélo-américaine. Il s'est déclaré «opposé aux implantations politiques» dans les territoires occupés, c'est-à-dire celles qui, à ses yeux, ne servent pas la sécurité d'Israël, et il a souligné que les travaillistes avaient un ordre de priorité différent de celui du gouvernement (Likoud) de M. Shamir: «En tête de nos préoccupations, il y a les problèmes sociaux et l'intégration des nouveaux émigrants, et non pas les implantations».

Alors, M. Baker a-t-il effectivement cherché à favoriser les chances du candidat travailliste, dont les vues sont proches de celles

des Américains? De l'avis de nombreux commentateurs, ce dossier des garanties bancaires restera bloqué jusqu'aux élections du 23 juin car le gouvernement Shamir refuse catégoriquement toute idée de gel des implantations.

Pour essayer de prouver le caractère «irréaliste» de cette idée, le ministre du logement, M. Ariel Sharon, vient même de citer un chiffre inédit: 23 000 logements sont, selon lui, actuellement en construction dans les colonies de peuplement. Quant au ministre des affaires étrangères, M. David Levy, il s'insurge contre cette «tentative américaine d'imposer ses vues». Il estime également «que les divergences seront surmontées et qu'un compromis sera finalement trouvé».

(Intérim.)



Selon le quotidien «Hadashot»

### Une unité de la police israélienne serait «spécialisée» dans la torture en Cisjordanie

La police israélienne a créé une unité spéciale d'enquêteurs qui ont systématiquement recours à la torture en Cisjordanie, a affirmé lundi 24 février le quotidien israélien «Hadashot» (indépendant). Citant les témoignages de policiers, d'agents de sécurité et de détenus, le journal accuse une équipe de cinq policiers, constituée il y a dix-huit mois, d'avoir recours à des méthodes extrêmement violentes pour obtenir des aveux, comme la torture par électrocution sur les parties génitales ou des coups de tesson de bouteilles.

Ces policiers, qui n'opèrent que la nuit, portant des masques effrayants, se livrent à des exercices de karaté sur les prisonniers et simulent des exécutions. «Le

matin, la salle d'interrogatoire, qui se trouve dans une aile de l'administration militaire de Hébron, ressemble à un champ de bataille, le sol est jonché de bâtons brisés et de cordes et maculé de sang», témoigne un membre des services de sécurité qui a requis l'anonymat. «Les prisonniers, les habits en lambeaux, poursuivent-ils, ne sont plus capables de ramper à la fin de l'interrogatoire».

Cette équipe de policiers, qui se déplace de prison en prison en Cisjordanie, a «réussi à extorquer les aveux de 9 prisonniers sur 10 alors que ce taux est en général de 1 sur 10», a déclaré un membre des services de sécurité. Le quotidien, qui ne donne que les initiales des membres de l'équipe, affirme pos-

séder leur identité complète. Selon «Hadashot», les responsables de la police et de l'armée couvrent les exactions de ce groupe, créé il y a un an et demi par le commandant de la police de Judée (Cisjordanie), le commissaire Dany Brinkor.

Les dépositions de huit Palestiniens de Hébron âgés de quatorze à vingt-trois ans, remis à l'avocat américain Jeffrey Dillman, membre du Centre d'information sur les droits des prisonniers palestiniens, confirment ces pratiques de torture pendant les interrogatoires. Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), six détenus palestiniens ont trouvé la mort dans les sections d'interrogatoires israéliennes depuis 1989. - (AFP)

## AMÉRIQUES

HAÏTI

### Washington presse l'armée d'accepter l'accord pour le rétablissement de la démocratie

Tandis que la Cour suprême des Etats-Unis, confirmant les décisions d'instances inférieures, se prononce, par huit voix contre une, en faveur de la poursuite du rapatriement forcé de milliers de réfugiés haïtiens, le gouvernement américain décidait, lundi 24 février, d'apporter son «soutien total» au protocole d'accord signé dimanche à Washington entre le président renversé de Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide, et les représentants du Parlement de son pays.

Le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, M. Bernard Aronson, a estimé que «l'armée haïtienne», qui ne participait pas à ces négociations organisées sous l'égide de l'Organisation des Etats américains (OEA), avait «une profonde obligation de ne pas faire obstruction à cet accord», sous peine «d'être tenue pour responsable aux yeux de la communauté internationale».

Ce protocole prévoit l'installation d'un gouvernement de consensus dirigé par le député communiste modéré René Théodore en attendant le retour, à une date non

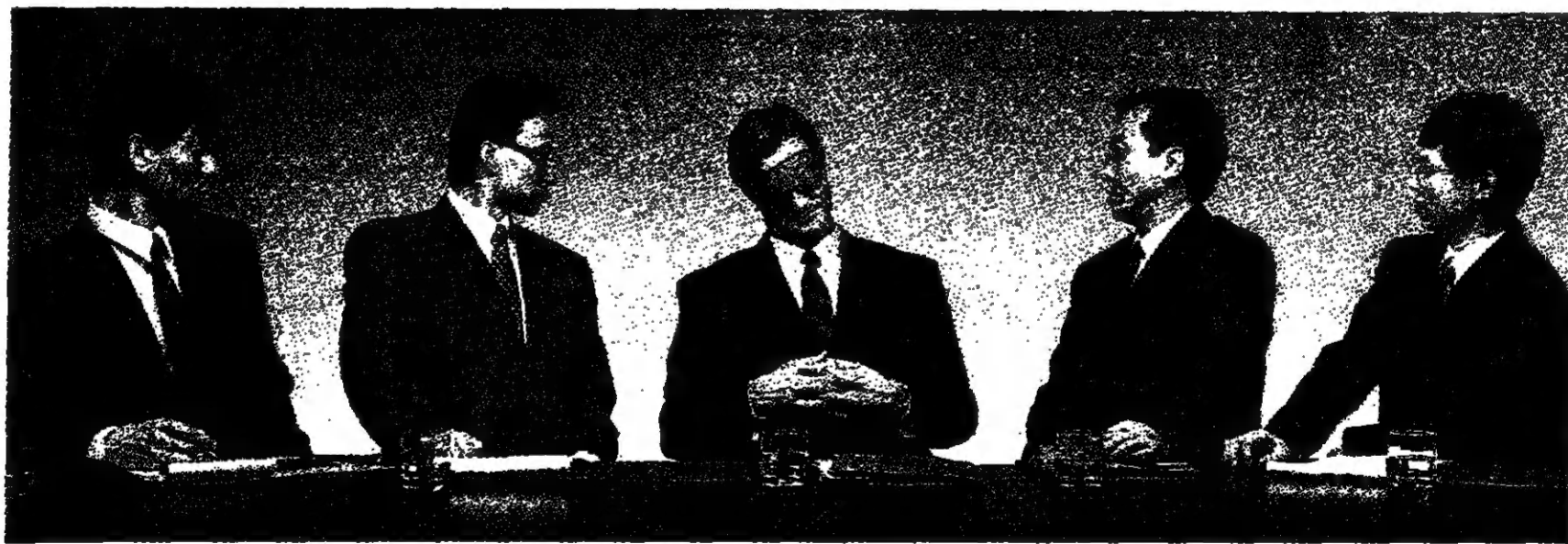
précisée, du président élu ainsi que le maintien, pour trois années au moins et contre la volonté du Père Aristide, du général Raoul Cédras, l'un des auteurs du putsch du 30 septembre, au poste de chef des armées.

Il stipule en outre que l'armée devra être séparée de la police, une réforme prônée par le Père Aristide. Plus de deux cents personnes, opposées à toute idée de retour du président élu, ont violemment manifesté lundi à Port-au-Prince, à l'appel du pasteur Vladimir Jeanty, président du Parti haïtien de Dieu. Le président Aristide doit s'exprimer jeudi à Genève devant la commission des droits de l'homme de l'ONU. Le rapport de cette dernière dénonce les «violations massives des droits fondamentaux» depuis le putsch (plus de mille cinq cents personnes tuées et plus de deux mille cas d'arrestations arbitraires et de torture), mais souligne aussi les «erreurs» du président Aristide, lorsqu'il était au pouvoir, en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. - (AFP, Reuters.)

view à la chaîne CNN. Il était difficile, mardi matin, de connaître l'opinion de M. Jackson sur la proposition qui lui a été ainsi faite publiquement. Le pasteur noir, qui a lui-même quelques ambitions, dirige une «Coalition Arc-en-ciel», dont M. Brown a eu jusqu'ici le soutien.

□ GUATEMALA: «progrès importants» dans les négociations de paix. - La sixième série de pourparlers de paix, qui s'est tenue à Mexico, du mercredi 19 au dimanche 23 février, entre le gouvernement et la guérilla guatémaltèques, a permis de réaliser des «progrès importants», a estimé Mgr Rodolfo Quezada, médiateur dans ces négociations visant à mettre fin à trente années d'affrontements armés. Ce dernier a estimé qu'un projet d'accord en matière des droits de l'homme, sur lesquels les discussions s'achoppaient, sera prochainement élaboré, avec le représentant des Nations unies dans ces négociations. - (AFP)

Les vols UTA Paris-Singapour sont sans escale parce que, si vous étiez réveillé pendant le voyage, il vous faudrait bien dormir quelque part.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Vous allez enfin être en bonne condition physique pour affronter la cadence de vos partenaires asiatiques. En effet, UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2 sans la moindre escale: 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui vous permet de dormir pendant le vol et d'arriver tout à fait reposé. En revanche, vous n'aurez désormais plus aucune excuse lorsqu'il s'agira de suivre vos chers amis asiatiques jusqu'au bout de la nuit. Pour plus d'informations contactez votre agent de voyages, Air France ou UTA au 40.17.46.46.

GROUPE  
AIR FRANCE

UTA

EUROCON-RESEAU  
i Espagne





## POLITIQUE

### Les propositions économiques des Verts remettent en cause la «logique productiviste»

Les Verts ont présenté, lundi 24 février à Paris, une première synthèse de leurs analyses et de leurs propositions dans le domaine de l'économie. «*Baisse massive et rapide*» de la durée du travail, permettant de ne pas dépasser trente heures par semaine, en moyenne, d'ici la fin du siècle, et cela sans compensation pour les plus hauts revenus, suppression de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, mais établissement, en revanche, de nouvelles taxes fondées sur le caractère inégalitaire des salaires versés dans une entreprise ou sur le degré de concentration du capital, telles sont quelques-unes des mesures, parmi les plus spectaculaires, envisagées par la commission économique du mouvement écologiste animé par M. Antoine Weachter. En matière

sociale, les Verts se prononcent pour une fiscalisation complète de la branche famille de la Sécurité sociale, tandis que les dépenses de maladie seraient financées par la TVA et que seul le système des retraites continuerait à être supporté par les cotisations sociales des entreprises et des salariés.

La plaquette présentée notamment par M. Alain Lipietz, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et tête de liste des Verts dans le Val-de-Marne, ne constitue pas cependant «un programme économique détaillé et chiffré» du mouvement écologiste. Tout au plus apporte-t-elle un éclairage supplémentaire sur la volonté des Verts de remettre en cause, à terme, la «logique productiviste» défendue, selon eux, par tous les

gouvernements, de droite comme de gauche. Comme l'a dit le porte-parole de la commission économique des Verts, l'application d'un véritable programme économique supposerait «un changement culturel radical» et une profonde «évolution des mentalités». «C'est pour quoi nous ne souhaitons pas arriver au pouvoir trop vite», a-t-il ajouté.

Les propositions des Verts en matière économique reposent, en effet, sur une modification des «modes de consommation, de répartition, de production et d'échange», sur les notions de partage intra muros et de solidarité avec les pays du tiers-monde. Pour aboutir à de tels résultats, les Verts «ne tiennent pas un certain appareillage en termes matériels» pour les citoyens les plus favorisés des sociétés occidentales. Mais, préci-

sent-ils, «la réduction du temps de travail ne sera acceptée par la grande majorité que si elle est perçue comme une conquête du temps libre, libre pour les loisirs, la création, la démocratie, l'amitié, l'amour». Les Verts ne contestent pas, par ailleurs, que certaines contraintes seraient nécessaires «pour assurer la survie de la nature et la solidarité vis-à-vis des autres individus, des autres peuples et des générations futures». S'ils ne remettent pas en cause les lois du marché, du moins pour «les choix secondaires», ils se déclarent favorables à «une certaine déconnexion des communautés par rapport aux pressions de la concurrence mondiale».

J.-L. S.

### Le «lobby» des chasseurs contre l'Europe

BERGERAC

de notre envoyé spécial

La campagne des européennes de 1989, qui leur avait permis de glaner 749 741 voix (4,13 %), n'aura été qu'un coup de semence. «Ils» reviennent et «ils» ne sont pas contents. Le mouvement Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT) compte bien profiter des régionales pour donner libre cours à l'exaspération que procure le «réglementarisme de Bruxelles» et les menaces qui pèsent, selon lui, sur «le mode de vie».

«Nous aurons des élus en Aquitaine, en Midi-Pyrénées, dans le Nord-Pas-de-Calais, en Picardie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur», assure, péremptoire, M. André Goustat, maire de Mauzac (Dordogne) et président national du CPNT. Le Sud-Ouest, terre de Nemrod et berceau de CPNT, devrait faire une fête aux listes de M. Goustat et de ses amis.

«Nous serons au moins dix au conseil régional d'Aquitaine, devant les Verts et Génération Ecologie, nous serons les vrais arbitres», prédit le porte-parole des chasseurs, qui n'a que peu de considération pour «les batteurs d'estrade» que sont les «écoles urbaines». «La grande diffé-

rence entre eux et nous, c'est que nous, nous mettons notre propre argent dans la défense de l'environnement», ajoute-t-il.

Un sigle et un pin's aujourd'hui, des élus demain. CPNT aura bientôt toutes les apparences d'une formation politique. «Nous ne sommes pas un parti et nous ne sommes pas corporatistes, nous sommes un mouvement qui fait du lobbying politique», proclame M. Goustat. Les élus CPNT profiteront des tribunes des conseils régionaux pour dire tout le mal qu'ils pensent de la 79-409, qui, en langage chasseur, désigne la directive européenne réglementant la chasse aux oiseaux migrateurs, et du rapport Amedeo, dont le seul nom fait bondir de son siège M. Henri Capdeville, placide notaire de Saint-Sever, qui conduira la liste CPNT dans les Landes.

«Ce rapport, soumis à Bruxelles, prône l'interdiction des violences subies par les animaux, encourage les agences de voyages à rayer de leurs programmes les spectacles de cruauté envers les animaux et propose également la suppression de l'alimentation forcée de certaines productions animales», souligne M. Capdeville, qui est également le président des sociétés taurines de France.

L'entrée dans l'arène politique du mouvement CPNT, solidement campé sur les fédérations de chasseurs, nettement plus engagées que celles des pêcheurs, n'effarouche pas M. Goustat, qui se retranche derrière un discours de saison sur «l'apolitisme», vertu de «ceux qui condamnent les professionnels de la politique», un héritage poujadiste, aux yeux de certains, vite récusé par les chasseurs. Gare à qui leur cherchera des crosses : «Nous avons les moyens de faire battre les maires qui nous mettront des bâtons dans les roues», prévient le chef de file périgourdin.

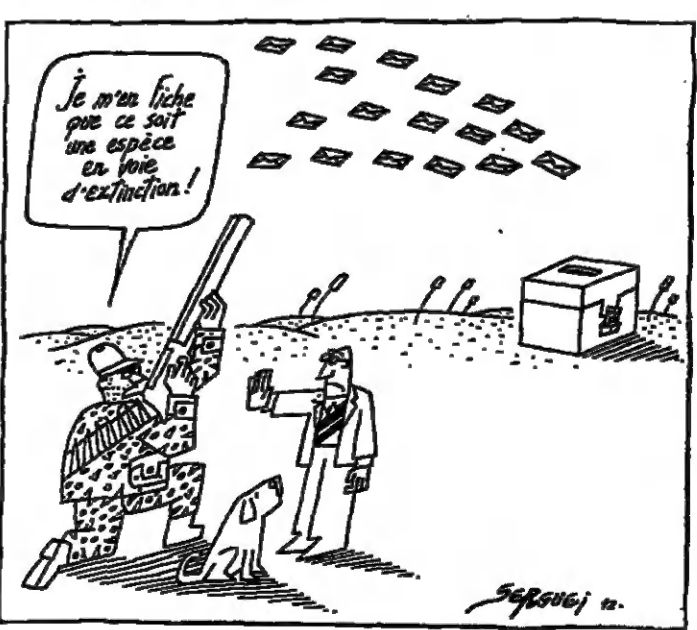
«Pour l'instant, nous ne sommes candidats que dans des scrutins proportionnels à un tour, ce qui fait que la question des alliances ne se pose pas. Pour l'élection du président du conseil régional, nous aurons notre propre candidat ou nous nous abstenons», précise le maire de Mauzac, qui voue aux mêmes gémonies «la droite et la gauche, qui nous ont trahis à Bruxelles», ainsi que le Front national qui est pour lui «un parti totalitaire». En Aquitaine, il ne reconnaît d'ailleurs des mérites qu'aux communistes de «Dédé Lajoinie» et aux gaullistes (par les RPR, les gaullistes comme Guéna). M. Yves Guéna, maire RPR de Péri-

gueux], précise-t-il pour leurs convictions anti-communautaires.

MM. Capdeville et Goustat avouent ne s'être jamais remis du départ du général de Gaulle, mais soulignent aussi que le chef de file de CPNT en Lot-et-Garonne est un conseiller général socialiste. Qui entre à CPNT laisse, selon eux, son étiquette politique au vestiaire. «Ceux qui tenteront d'utiliser notre label à des fins électorales seront exclus», avertit M. Goustat.

M. Capdeville n'ignore pas que la cynégétique et ses principes ne constituent pas la matière principale du travail d'une assemblée. «Des revendications catégorielles ne font pas une politique régionale», juge, catégorique, M. Guéna. Qu'importe, les chasseurs apprendront «sur le tas». «Nous devons au coup par coup», ajoute M. Capdeville. «Nous avons les uns et les autres un passé professionnel qui nous servira», assure M. Goustat, qui ne songe pas seulement à réformer les sociétés de chasse françaises, «où il faudrait remplacer le mandarinat par l'élection», mais qui a également des idées sur tout, de l'agriculture à la formation professionnelle, en passant, migrations obligent, par les relations internationales.

GILLES PARIS



### Les têtes de listes CPNT

Le mouvement Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) présente des listes dans trente-cinq départements répartis dans seize régions. Aquitaine. — Dordogne: M. André Goustat; Gironde: M. Jean Seintary; Landes: M. Henri Capdeville; Lot-et-Garonne: M. Guy Berny; Pyrénées-Atlantiques: M. Jean-Josse. Auvergne. — Allier: M. Gérard Paquet; Cantal: M. Jean-Pierre Lalitte. Bourgogne. — Nièvre: M. Dominique Crocenne; Saône-et-Loire: M. Michel Raymond; Yonne: M. Roger Clerot. Centre. — Indre: M. Christian Sylvaïn. Champagne-Ardenne. — Ardennes: M. Francis Duczynski; Aube: M. Pierre Pécariello. Ile-de-France. — Seine-et-Marne: M. Richard Bertin. Languedoc-Roussillon. — Gard: M. Roger Amalric; Hérault: M. Georges Cabanes; Pyrénées-Orientales: M. Bernard

Gaite. Limousin. — Corrèze: M. Jean-Louis Hironde. Midi-Pyrénées. — Haute-Garonne: M. Pierre Fuzies; Tarn: M. Hubert Galan; Tarn-et-Garonne: M. René Bacou. Nord-Pas-de-Calais. — Nord: M. Marcel Castelain; Pas-de-Calais: M. Didier Fremaux. Haute-Normandie. — Eure: M. Daniel Bolle; Seine-Maritime: M. Gilles Ondet. Pays de la Loire. — Loire-Atlantique: M. Jean-Louis Bernie. Picardie. — Aisne: M. Pascal Tordeux; Oise: M. Bernard Médin. Charentes. — Charente-Maritime: M. André Chauvières. Provence-Alpes-Côte d'Azur. — Haute-Alpes: M. Jean-Mario Testières; Bouches-du-Rhône: M. Daniel Portalis; Var: M. Alain Millanello. Rhône-Alpes. — Drôme: M. Bernard Dinges; Haute-Savoie: M. Jean-Louis Prevond.

### PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

### Les doutes de M. Millon

Suite de la première page

Car au moment où il quittait son bureau de président (UDF-PR) du conseil régional une nouvelle alerte à la désunion de la droite a été déclenchée, mettant en émoi le microcosme lyonnais: trois jours avant le dépôt officiel des listes pour les régionales, M. Michel Noir revendique des cantons pour ses amis de Nouvelle Démocratie. Au téléphone, M. Millon a conseillé à ses interlocuteurs, un peu paniqués, de céder à la demande, car «le calendrier avantage Michel Noir», les candidatures aux cantonales étant recevables jusqu'au 6 mars. M. Millon veut d'abord préserver ses listes uniques, si chèrement négociées, ces derniers mois, avec les autres poids lourds de la région, le maire de Lyon ou celui de Grenoble.

Certes, des déçus, qui ont fait les frais des tractations, ont décidé de briser la vitrine unitaire en ouvrant des boutiques électorales concu-

rentes, par exemple dans le Rhône, l'Isère ou l'Ain. Dans un bon jour, M. Millon explique docilement que cela n'est pas pour lui déplaire. Tant de convoitises prouvent, selon lui, que le conseil régional est devenu un enjeu politique incontournable. Mais, là, il peste contre ces dissidents, surtout experts de la calculatrice électorale: il leur suffit d'être un peu connus dans un département pour espérer obtenir 5 % des suffrages exprimés et grappiller quelque siège. «Ce scrutin risque de tuer la région», lâche-t-il, désabusé.

#### A la manière de François Mitterrand

Pour sa part, M. Millon, maire de Belley, député de l'Ain et candidat dans le Rhône, a régionalisé son message électorale. Il est le seul dans ce cas. Dans tous les départements, les listes de l'exécutif sortant ont le même intitulé, emprun-

tant la typographie des documents de promotion du conseil régional. Une équipe centralise les initiatives locales, édite trois numéros d'un journal, tiré à deux millions d'exemplaires. Une plaquette a été imprimée pour être distribuée au cours de la trentaine de réunions publiques prévues avant le 22 mars. Le même décor est installé dans les théâtres municipaux ou autres salles des fêtes où sont conviés, par courrier, les habitants de la commune. Chaque soir, la mise en scène se reproduit: clip vidéo, musique, apparition des candidats entourant M. Millon. Le coin de ce quadrillage méthodique d'une région «plus grande que la Suisse et plus peuplée que le Danemark», selon la formule consacrée, s'élève, d'après le directeur de campagne de M. Millon, à 14 millions de francs pour les huit listes.

En Ardèche, comme partout ailleurs, le président du conseil régional, accompagné des principaux candidats du département, visite quelques réalisations auxquelles son assemblée a apporté sa contribution financière, trois usines, une maison de retraite, inaugure le

local du district d'Annonay, et célèbre l'anniversaire d'une association d'aides aux familles. L'occasion surtout de dialoguer, par petits groupes, avec les acteurs économiques, les élus ou les responsables d'associations, tous des relais potentiels de son message. C'est sa manière préférée de faire de la politique. M. Millon répète souvent qu'il a tiré d'un certain... François Mitterrand.

#### Le «permis de réussir»

Les contacts avec les Ardéchois, même pressés par le retard accumulé, lui redonnent du baume au cœur. «Il y a quatre ans, si l'états vous leur parler de Rhône-Alpes, ils m'auraient ri au nez», dit-il. M. Millon en est persuadé: la région est la collectivité territoriale d'avenir. Lui qui a voté contre les lois de décentralisation de Gaston Defferre œuvre en ce sens, depuis qu'il a succédé à Charles Béraudier, en 1988.

Tout n'est pourtant pas encore bien calé dans les têtes, à entendre les interventions du public réuni le

### La préparation des élections

#### Les directeurs de «Minute» et de «Présent» conduisent la liste FN à Paris

M. Serge Martinez, secrétaire de la fédération de Paris du Front national, membre du comité central et directeur de l'hebdomadaire *Minute-la France*, a rendu public, jeudi 20 février, la liste qu'il conduira dans la capitale aux élections régionales. Celle-ci comprendra trente-trois hommes et onze femmes. Tous sont adhérents du Front national, et six travaillent dans la presse. En 1986, le parti d'extrême droite avait eu cinq élus à Paris: M. Soraya Djebbour a quitté le Front national, MM. Serge Jeanneret et Jean-François Delenda ne se représentent pas, MM. Pierre Durand et Robert Hemmerdinger sont respectivement deuxième et quatrième sur la liste soumise au vote le 22 mars.

M. Martinez a fait part des difficultés rencontrées, selon lui, pour trouver des salles afin de tenir des réunions publiques à Paris. Faisant référence au collectif Ras le Front, qui s'oppose aux thèses du parti d'extrême droite, il a déclaré: «J'ai pris toutes les dispositions pour qu'en cas de problème la police soit aidée. Nous avons procédé à des séances de photos pour savoir qui nous avons en face de nous. Nous aurons des huissiers, et si nous sommes agressés nous donnerons toutes les suites.» Le directeur de *Minute-la France* a précisé que M. Jean-Yves Le Gallon, président du groupe du Front national au conseil régional d'Ile-de-France, tête de liste dans les Hauts-de-Seine, sera candidat à la présidence de cette assemblée.

La liste est composée de la façon suivante:

(1) M. Serge Martinez, secrétaire de la fédération de Paris, membre du comité central, directeur de l'hebdomadaire *Minute-la France*;  
(2) M. Pierre Durand, membre du bureau politique, conseiller régional, directeur du quotidien *Présent*;

(3) M. Jean-Pierre Reveau, membre du bureau politique, ancien député;  
(4) M. Robert Hemmerdinger, membre du comité central, conseiller régional, vice-président du Cercle national des Français juifs (structure du Front national);  
(5) M. Patrice Le Barbier de Bili-gnières, membre du comité central;  
(6) M. Sid Hamed Yahiaoui;  
(7) M. Bertrand Robert;  
(8) M. Loïc Le Henand;  
(9) M. François Vidal;  
(10) M. Jacques Lafay, président du Cercle national des corps de santé (structure du Front national);  
(11) M. Alain Vauzelle;  
(12) M. Pierre-Dominique Lo Méo;

(13) M. Xavier Voate;  
(14) Hugues-Marie Aguetz;  
(15) M. Gérard Philippe;  
(16) M. Suzanne Legrand;  
(17) M. Alexis Petraud;  
(18) M. Hervé Fournil;  
(19) M. Jeanne Gérard;  
(20) M. Jean-Pierre Chabrut;  
(21) M. Jehan Vialatet;  
(22) M. Nicole Moussu;  
(23) M. Serge Palmier;  
(24) M. Pierre Combe;  
(25) M. Marie-France Marcelet-tau de Brem;

(26) M. Bruno Laplace;  
(27) M. Jeanne Lait;  
(28) M. Françoise Ferry;  
(29) M. Jean-Claude Poulain;  
(30) M. Nicole Herbin;  
(31) M. Colette de Montrosy;  
(32) M. Jean Delrémédjian;  
(33) M. Marcel Bourlart;  
(34) M. Madeleine Dinahet;  
(35) M. Dominique Denoyelle;  
(36) M. Jean-Marc Boissier;  
(37) M. Etienne Bréser;  
(38) M. Serge de Bekech;  
(39) M. Claude Daziron;  
(40) M. Francis Moulin;  
(41) M. Paul Robert;  
(42) M. Jean Nouygrig.

### Cinq cents élèves des écoles normales supérieures dénoncent «la banalisation de l'extrême droite»

Nous avons reçu la lettre suivante, signée par cinq cents élèves des écoles normales supérieures de Fontenay-Saint-Cloud, Ulm-Sèvres et Cachan, avec le soutien d'une partie du corps enseignant et du personnel, par le club Réformes de Fontenay-Saint-Cloud et par le Comité de lutte antinégationniste:

Les élèves des écoles normales supérieures de Fontenay-Saint-Cloud, d'Ulm-Sèvres et de Cachan pensent qu'il est de leur devoir de manifester à la fois leur inquiétude et leur étonnement devant l'atténuation de certains politiques face à la banalisation de l'extrême droite. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer, au nom de la morale, les thèses de l'extrême droite, les alliances contractées ici ou là; il faut mener une véritable politique sociale, seule capable d'arrêter un mouvement qui a ses stratégies propres et qui, pour cela, n'est pas inéluctable. Ne nous trompons pas d'interlocuteurs, nous qui refusons de nous résigner: ce n'est pas aux instituteurs incertains, dont on dit qu'ils votent pour Le Pen en désespoir de

cause, qu'il faut nous adresser, comme si la raison avait prise sur ce désespoir. On ne dit pas à quel point les conditions matérielles d'existence sont intolérables qu'il ne doit pas désespérer, qu'il n'a pas le droit de se retourner contre la politique par la violence ou par ce qu'il est convenu d'appeler un vote-sanction. On peut toujours le penser, sans pouvoir convaincre qui que ce soit.

C'est pourquoi nous nous adressons aux pouvoirs législatif et exécutif afin que des mesures soient prises, d'une part, pour sanctionner juridiquement, plus fermement, les infractions commises quotidiennement par ceux qui prônent la violence et soutiennent des thèses qui tombent sous le coup de la loi, notamment au sein de l'institution universitaire; d'autre part, pour que la politique sociale et économique à suivre actuellement fasse l'objet d'un débat contradictoire afin que la question de l'exclusion soit ramenée à ce qui la motive.

BRUNO CAUSSÉ



# POLITIQUE

## cantonales et régionales

**Franche-Comté :**  
M. Jean-Noël Jeanneney  
sur les terres d'Edgar Faure  
VESOUL

de notre correspondant

Succéder à Edgar Faure, M. Jean-Noël Jeanneney l'a déjà fait il y a quatre ans. Il a en effet remplacé l'ancien président du conseil, alors président du conseil régional de Franche-Comté, à sa mort, le 30 mars 1988, comme président de la Mission du bicentenaire de la Révolution française. A la présidence du conseil régional était élu M. Pierre Chantelat (UDF-PR), alors député et maire de Vesoul (Haute-Saône), qui concédait une vice-présidence à un représentant du Front national.

Aujourd'hui, MM. Jeanneney et Chantelat se retrouvent face à face, non seulement comme têtes de liste en Haute-Saône, mais encore comme candidats à la présidence de l'Assemblée régionale. M. Chantelat n'est plus député et il a été le seul président de région à perdre sa mairie en mars 1989. Aujourd'hui, il refuse l'alliance que lui propose, au nom du Front national, M. Jean-Marie Brissaud, secrétaire général du groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg. Et il a contre lui une liste de personnalités qui, sortantes ou non, sont mécontentes de n'avoir pas obtenu l'investiture de l'UPF aux élections cantonales.

Secrétaire d'Etat au commerce extérieur, M. Jeanneney, qui n'a jamais appartenu à un parti politique, mène sa première campagne électorale dans un département où son père, Jean-Michel, et son grand-père, Jules, qui furent tous deux ministres du général de Gaulle, étaient élus à Riez près de Vesoul. Il doit aussi compter avec la présence de deux listes écologistes, de celle du PCF et d'une concurrence du MRG.

ANDRÉ MOISSÉ

Alpes-Maritimes : une liste socio-professionnelle veut défendre la « santé d'abord ». - Profitant d'une densité démographique très supérieure à la moyenne nationale, des représentants des professions de santé des Alpes-Maritimes - médecins généralistes et spécialistes, dentistes, pharmaciens, kinésithérapeutes et infirmiers (6) - ont constitué une liste conduite par M. Patrick Folgado, infirmier libéral. Sur les vingt-huit candidats, dix-neuf résident à Nice. Intitulée « Ma santé d'abord », cette liste socio-professionnelle dénonce les « directives gouvernementales ébranlées ».

Régionales 804 listes ont été déposées. - Le ministère de l'Intérieur a enregistré le dépôt de 804 listes en métropole, pour les élections régionales du 22 mars. Pour la Corse où le mode de scrutin prévoit deux tours les 22 et 29 mars, 13 listes sont en présence.

## Martinique : la gauche dans tous ses états sous la pression des indépendantistes

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

Si toutes les candidatures annoncées vont jusqu'au bout des intentions qu'elles déclarent, il n'y aura pas moins d'une quinzaine de listes en compétition en Martinique pour solliciter les suffrages des quelque deux cent vingt mille électeurs inscrits. L'éparpillement des forces est général.

L'union de la gauche, qui avait été bâtie, en 1988, autour du Parti progressiste martiniquais (PPM) - la formation de M. Aimé Césaire, maire de Fort-de-France, député apparenté socialiste - et qui avait permis à M. Camille Deshayes d'accéder à la présidence de l'Assemblée régionale a depuis longtemps volé en éclats. Chaque des ses composantes fera cavalier seul et la mosaïque de la gauche martiniquaise sera d'autant plus bigarrée que des dissidences ont rendu le paysage politique encore plus complexe.

La liste du PPM, conduite par M. Deshayes, sera concurrencée par cinq listes. Deux listes socialistes : celle de la Fédération du PS, intitulée Nouvelle génération socialiste, dirigée par son premier secrétaire fabiusien, M. Jean Crusol, et celle du Parti

martiniquais socialiste (PMS), né d'une scission du PS, qui sera formée par deux des principaux notables socialistes de l'île, MM. Maurice Louis-Joseph-Dogué, député PS, maire de Ducos, et Ernest Wan-Ajoubu, ancien pionnier du PS sur la commune du François. Une liste du Parti communiste martiniquais (PCM), conduite par le maire du Lamentin, M. Pierre Samor. Une liste locale, celle du Renouveau de Sainte-Marie, emmenée par M. Guy Lordinot, député apparenté PS. Une liste dissidente de cette dernière, annoncée par M. Félix Fortuné, l'un des hommes les plus en vue de Sainte-Marie, qui veut rassembler les gens soucieux du respect des particularismes locaux.

Mais l'électorat de gauche sera aussi sollicité par quatre listes indépendantistes formées par des mouvements minoritaires qui ont en commun d'accuser le PPM et ses anciens alliés d'avoir mené au conseil régional une politique économique privilégiant trop les intérêts du patronat. L'insaisissant maire et conseiller général de Rivière-Pilote, M. Alfred Marie-Jeanne, président du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), conseiller régional sortant, reconduira sa liste de

« patriotes ». Mais il devra compter, dans les autres communes, avec la liste du Centre national des comités populaires (CNCP), dirigée par M. Robert Saï, élu en 1990 (après l'annulation du scrutin de 1986) sur la liste du MIM; avec la liste de Défense des intérêts des travailleurs de la Martinique, constituée par Mme Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM et par ailleurs animatrice du groupe trotskiste Combat ouvrier, proche de Lutte ouvrière; enfin, avec celle de l'Union pour une alternative populaire, annoncée par M. Caron Males, maire de Sainte-Anne, conseiller général, conseiller régional sortant, qui veut combiner indépendantisme et écologie et fait équipe, notamment, avec M. Gilbert Pajo, l'un des dirigeants du Groupe révolution socialiste (GRS, trotskiste) et le secrétaire général de la CDTM, M. Denis Lange.

Cet afflux de candidatures indépendantistes a été encouragé par le succès électoral remporté au scrutin partiel d'octobre 1990 par les listes de M. Marie-Jeanne (sept élus) et de M. Males (deux élus).

Les formations qui se réclament de l'opposition métropolitaine sont un peu moins écartelées. A côté de la

liste officielle de l'UPF rassemblant les départementalistes proches du RPR et de l'UDF, sous la houlette du maire de Morne-Rouge, M. Pierre Petit, conseiller régional sortant, et du responsable martiniquais de l'UPF, M. Miguel Laventure, il y aura une liste Martinique avant tout formée par l'ancien secrétaire départemental du RPR, M. Michel Renard, qui a fondé son propre mouvement, et une liste Martinique Avenir mise en lice par un autre ancien secrétaire départemental du RPR, M. Yana Monplaisir, qui prétend devenir « le turbo de l'opposition ».

L'électorat modéré est également sollicité par le directeur du Crédit agricole, M. Maurice Laouche, chanteur du développement, pénétré de doutes sur la valeur et l'efficacité des hommes politiques locaux, qui a formé une liste sur laquelle figurent notamment un ancien dirigeant du PS, M. Simon Sulpérier, et une syndicaliste très connue pour son dynamisme, M<sup>me</sup> Marie Adhémar, déléguée des marins-pêcheurs.

En revanche, comme en Guadeloupe, le Front national est absent de la compétition faute d'avoir trouvé assez de volontaires pour constituer une liste complète.

ETIENNE MARIE

## Guyane : un membre de l'UTG en deuxième position sur la liste du PS

Comme prévu, c'est M. Pierre Rivardière, directeur des opérations de lancement au centre spatial de Kourou, qui conduira, en Guyane, la liste du Parti socialiste aux élections régionales (le Monde du 13 février). Il sera secondé par M. Maurice Saint-Pierre, membre du bureau de l'Union des travailleurs guyanais, un syndicat qui n'a jamais caché ses orientations indépendantistes.

M. Saint-Pierre, trente-huit ans, compagnon de route de l'Unité guyanaise et de son leader autonome, M. Albert Lecante, sera deuxième de liste. Il a expliqué qu'il ne voulait pas, s'il était élu, « être un simple gestionnaire au conseil régional pendant six ans », expliquant que « les développements véritables de la Guyane - culture, économique, social - ne pourront être efficaces sans un changement du statut institutionnel actuel, sans l'élaboration d'une nouvelle entité territoriale acceptée par tous ».

## Loir-et-Cher : des dissidents contre M. Lang

BLOIS

de notre correspondant

M. Jack Lang n'avait pas envie d'y aller. Il a fini par céder à la pression de ses amis. Il conduira donc la liste socialiste sobriement intitulée « Jack Lang pour le Loir-et-Cher » (nos dernières éditions du 23 février). Le regrette-t-il déjà? Lundi, quelques minutes avant la clôture, une liste concurrente imprévue était déposée à la préfecture de Blois. Intitulée « Solidarité et environnement », elle se réclame du patronage du mouvement AGIR, fondé récemment par M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard en rupture de ban avec le Parti socialiste. Derrière le maire de Moulins, M. Robert Terrien, divers gauchistes, apparaît en seconde position M. François Morlet, conseiller régional socialiste sortant et député socialiste avant l'arrivée de M. Jack Lang dans le Loir-et-Cher.

La liste comporte aussi les noms d'un ancien adjoint aux finances de M. Lang et d'un de ses conseillers municipaux. Elle a déjà reçu le soutien d'un autre de ses anciens adjoints, M. Claude Leymarie, qui a quitté ses fonctions pour se consacrer à Génération Ecologie, mais auquel M. Lalonde a, d'ailleurs, « retiré sa confiance » parce que cette démission était « une faute politique ». M. Morlet affirme qu'« il y a en marge de la politique politicienne et des candidatures-spectacle ». Pour M. Roland Baduel, premier secrétaire de la fédération socialiste de Loir-et-Cher, c'est plus simple : M. Morlet, membre du courant chevènementiste, ne pouvait plus prétendre être en position éligible et ne l'a pas accepté. Il s'est « mis de fait en dehors du parti ».

JACQUES BUGIER

Intentions de vote : 23,5 % pour le PS en Limousin et 24,5 % dans le Nord-Pas-de-Calais. - Les sondages réalisés par BVA pour l'Antenne 2, FR 3, France Inter, France Info et Paris-Match dans les deux seules régions à présidence socialiste donnent dans le Limousin 23,5 % d'intentions de vote au PS contre 31 % à l'Union UDF-RPR, 13,5 % au PCF, 10,5 % aux écologistes (dont 8 % aux Verts et 2,5 % à Génération Ecologie), 6 % au Front national; et dans le Nord-Pas-de-Calais 24,5 % au PS contre 24 % à l'Union UDF-RPR, 14 % au PCF, 13 % au Front national, 11 % aux écologistes (6,5 % aux Verts et 4,5 % à Génération Ecologie), 7 % aux listes Oxygène de M. Borloo, maire de Valenciennes (enquêtes effectuées par téléphone du 20 au 23 février auprès d'un échantillon représentatif d'environ huit cents personnes).

## Côte-d'Or : deux listes se disputent les suffrages socialistes

En dépit des négociations menées jusqu'au tard dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 février, les différents courants ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur la composition de la liste socialiste pour les élections régionales en Côte-d'Or. Les tentatives de conciliation ont buté sur la question de la place accordée à M. François Rebsamen, fabiusien, conseiller municipal de Dijon. Deux listes doivent donc être déposées lundi matin à la préfecture. Celle qui soutient la majorité de la fédération est conduite par M. Roland Carré, député, maire de Chenôve, membre de Socialisme et République, sanctionné en 1991 pour avoir voté contre l'engagement de la France dans la guerre du Golfe. M. Carré est suivi de MM. Michel Neugnot, jospiniste, Michel Etévant, Socialisme et République, premier secrétaire fédéral, M. Claude Patriat, rocardien, et M<sup>me</sup> Marie-Thérèse Mutin, popériste. La liste « officielle » est conduite par M. Hervé Vouillot, mauroyiste.

## Essonne : un transfuge du PS avec le PCF

M. Amaury Couderc, conseiller régional sortant de l'Essonne, a annoncé, lundi 24 février, que, après avoir quitté le Parti socialiste, il avait rejoint la liste du Parti communiste dans son département. En troisième position sur cette liste, conduite par M. Gérard Lefranc, maire d'Etampes, M. Couderc dénonce « les concessions faites à la droite, ces trois dernières années, par les gouvernements de M. Michel Rocard et de M<sup>me</sup> Edith Cresson » et appelle « ceux et celles qui croient qu'une politique de gauche est nécessaire et possible, ceux qui, par désespoir, envisagent de s'abstenir à se rassembler pour exprimer clairement leur aversion, leur déception et leur colère ».

Membre du courant Gauche socialiste, qu'il animait trois parlementaires de l'Essonne hostiles, en 1991, à l'engagement de la France dans la guerre du Golfe, M. Couderc occupait la troisième place de la liste adoptée à l'autonomie dernier par la fédération départementale du PS. Cette liste n'avait pas été entérinée par la convention nationale du 12 octobre; au fil des semaines, M. Couderc avait été déplacé jusqu'au septième rang, où il ne pouvait plus espérer être réélu. Fondateur et président de l'association Pour nous c'est lui, qui, au début de 1988, avait lancé un appel à la candidature de M. François Mitterrand pour un nouveau septennat. M. Couderc s'estime sanctionné pour « distorsion d'opinion » en raison de la position de son courant sur la guerre du Golfe.

## A l'ENA

### Une mise au point de cinq des dix lauréats du « troisième concours »

Cinq des dix élèves de l'ENA lauréats du « troisième concours » qui avaient publiquement protesté contre les conditions de leur scolarité (le Monde du 18 février) démentent formellement avoir signé cette protestation (1).

Ils refusent catégoriquement « les revendications et les opinions » qui y sont exprimées. Dans une lettre qu'ils viennent d'adresser au Monde après en avoir informé la direction de l'Ecole, ces cinq élèves écrivent notamment : « Pour nous, servir l'Etat est une grande ambition et un vrai défi. Notre choix de l'ENA implique le respect des règles de neutralité et d'impartialité de l'Etat et de la fonction publique. Il vaut également acceptation du régime de scolarité unique pour les lauréats du troisième concours. L'égalité de traitement entre élèves demeure non seulement la meilleure règle d'accès à la fonction publique mais aussi la seule manière efficace d'éviter un statut de « sous-égaré ».

Sur les cinq autres signataires, l'un, M. B. Philizot, a donné sa démission de l'ENA au début du mois de février, et les quatre derniers maintiennent les critiques qu'ils ont formulées contre le statut et la scolarité des élèves admis au « troisième concours ».

(1) Il s'agit de MM. G. du Chayron d'Abzac, R. Hacquain, A. Le Sueur, M. Mathy et A. Triolle.

## Le congrès de la Ligue communiste révolutionnaire

### Le parti de M. Krivine se prononce pour « un socialisme unitaire et féministe »

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a profité de son dixième congrès national, qui s'est tenu du 20 au 23 février à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), pour tirer notamment les leçons de l'écroulement des régimes communistes d'Europe de l'Est.

Les résolutions proposées par l'actuelle majorité de l'organisation trotskiste, soutenues par le porte-parole de la LCR, M. Alain Krivine, ont recueilli 60 % des suffrages des cent quatre-vingts délégués présents à Saint-Denis.

La majorité de la LCR, qui reste convaincue que « le système capitaliste ne peut être transformé graduellement », prône cependant « l'expérience loyale » d'un grand parti « commun et démocratique » avec tous ceux et celles qui, ne partageant pas cette conviction, « seraient déterminés à lutter pour une défense intransigeante des exploités et des opprimés », dans « la perspective d'un socialisme unitaire et féministe », et où la LCR ne serait qu'une « tendance ».

Le projet du courant minoritaire de la LCR, « Tendance 13 » (regroupant treize membres du comité central), animé par M. Gérard Filoche, qui préconisait au contraire la refondation d'une LCR également rebaptisée, a recueilli 23 % des votes.

Un texte de tendance intermédiaire a été soutenu par 16 % des délégués.

Au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue du congrès, M. Krivine a indiqué à propos des

prochaines élections que la LCR, qui soutiendra des « candidats de gauche indépendants du gouvernement » et en principe les listes de Lutte ouvrière, l'organisation trotskiste de M<sup>me</sup> Arlette Laguiller, présente dans trente départements, ne donnera pas de consigne de vote au deuxième tour lorsqu'un candidat du PS ou du PCF sera opposé à un candidat de la droite, sauf lorsqu'il s'agira d'un candidat du Front national.

le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
Fondé par la Ligue des droits de l'homme  
(non vendu dans les kiosques)  
offre un dossier complet sur :  
**LES COLLECTIVITÉS LOCALES**  
Envoyer 80 F (timbres) à 2,50 F ou chèque à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

## PROPOS ET DÉBATS

### M. Pons : « M. Mitterrand devra se soumettre ou se démettre »

Participant à une réunion publique en présence des candidats aux élections régionales sur la liste d'union UDF-RPR à Paris, M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a déclaré, lundi soir 24 février, que, dans l'hypothèse d'une victoire de la droite en 1993, « le gouvernement devra assumer toute la responsabilité de la conduite des affaires de l'Etat ». « Les décisions se prendront à l'hôtel Matignon et plus à l'Elysée. M. Mitterrand devra se soumettre ou se démettre », a dit M. Pons.

Affirmant son soutien à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, qui conduit cette liste, M. Jacques Dominati, député (UDF-PR) de Paris, a dénoncé ceux qui sont des « ferments de division ». Visant implicitement M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (Rdp. et ind.) des Hauts-de-Seine, qui brigue la présidence du conseil régional, M. Dominati a affirmé : « Quels que soient les mérites de tel ou tel vice-président, aux finances ou ailleurs, nous avons un seul candidat, Alain Juppé ».

Il s'en est pris vigoureusement à l'extrême droite et au PS en déclarant : « Avec le Front national, nous avons le chagrin. Avec les socialistes, nous avons maintenant la pitié ».

### M. Charasse met en garde M. Giscard d'Estaing contre une « alliance scélérate » avec le FN

M. Michel Charasse, ministre délégué au budget et tête de liste du PS aux élections régionales dans le Puy-de-Dôme, a demandé à M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), président de région sortant, de s'exprimer « clairement » sur le refus d'une alliance électorale avec le Front national.

Interrogé lundi 24 février sur Europe 1, M. Charasse a observé « qu'avec le nombre de listes en présence », M. Giscard d'Estaing « sait parfaitement qu'il ne peut pas avoir la majorité absolue ».

« La seule chose que je souhaite

entendre, a déclaré M. Charasse, c'est qu'il ne va pas gâcher l'image de l'Auvergne républicaine en faisant une alliance scélérate avec le Front national ».

Si cet engagement est pris par le président sortant, « alors tout est possible », a ajouté M. Charasse, qui a souligné « qu'avant d'être socialiste » il était « d'abord républicain » et qu'il était « prêt à faire beaucoup de choses pour ne pas collaborer avec le Front national ».

### M. Bianco : « Les hommes politiques français sont généralement honnêtes »

M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, tête de liste de la majorité présidentielle aux élections régionales dans les Alpes-de-Haute-Provence, a estimé, lundi 24 février sur Télé-Monte-Carlo, que les hommes politiques français sont « généralement honnêtes ». « Le Parti socialiste est accusé sur son financement », a souligné M. Bianco. « Il a quelques personnes qui sont malhonnêtes. Il y en a aussi ailleurs. Ce n'est pas au

nom de cela que l'on peut jeter l'opprobre sur tous les hommes politiques ».

Interrogé sur son engagement au côté de M. Tapie dans la campagne électorale en Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Bianco a déclaré : « Je suis préoccupé de la montée du Front national, et c'est pour cela que je suis sur la liste Energie Sud, parce que Bernard Tapie me paraît, lui, capable de s'opposer à cette poussée ».



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

Une décision du tribunal administratif d'Orléans

## Le ministère de l'intérieur est condamné pour expulsion abusive

Alors que le Conseil constitutionnel, saisi par le gouvernement, devait statuer, mardi 25 février, sur la constitutionnalité de l'« amendement Marchand » sur la « zone internationale » dans les aéroports, le ministère de l'intérieur est condamné pour l'expulsion abusive d'un étranger « en urgence absolue ».

M. Achour Ait Slimane, un Algérien de vingt-six ans, revient de loin. Le 22 novembre dernier, il se débattait pour échapper à l'avion qui devait le reconduire à Alger en vertu d'un arrêté d'expulsion « en urgence absolue ». Cette décision vient d'être annulée par le tribunal administratif d'Orléans, qui a condamné le ministère de l'intérieur à lui verser 5 000 F. Loin d'être un ange, M. Achour Ait Slimane a gravi les échelons de la délinquance plus vite que ceux du système scolaire. Arrivé en France à l'âge de douze ans, il vit dans une famille nombreuse installée dans la région de Vézère. A peine majeur, il participe à l'attaque d'un grand magasin de bricolage, avant de passer au trafic de drogue. Au retour de son service militaire en Algérie, il est condamné à cinq ans de prison. A sa sortie, le 9 février 1981, il est immédiatement assigné à résidence dans le département du Cher, où ses papiers sont renouvelés pendant neuf

mois, jusqu'au jour où tombe l'arrêté d'expulsion « en urgence absolue », concrétisation de ce que l'on appelle désormais la « double peine ».

L'urgence absolue permet de passer outre la disposition légale qui empêche d'expulser certaines catégories d'étrangers, ceux qui vivent régulièrement en France depuis dix ans notamment. Ayant refusé d'embarquer dans l'avion pour l'Algérie, M. Ait Slimane est détenu devant le tribunal correctionnel de Créteil, qui le relaxe du délit de séjour irrégulier pour illégalité de l'arrêté d'expulsion. C'est la voie suivie par le tribunal administratif d'Orléans qui, suivant les arguments de M. Alain Mikowski, a jugé, le 4 février dernier, que la « gravité des faits reprochés (...) n'est pas telle que l'expulsion (...) constitue une nécessité impérieuse pour la sécurité publique ». Les juges s'appuient sur « l'ancienneté des faits », et le comportement de l'intéressé en prison, où il a bénéficié d'une importante réduction de peine. Le tribunal a aussi estimé que le fait d'avoir attendu neuf mois pour expulser M. Ait Slimane ne permet guère de justifier l'« urgence absolue ». Une formule qui, selon une circulaire du ministère de l'intérieur lui-même, est applicable en cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de terrorisme, de meurtre, de viol ou de « infractions répétées et de gravité croissante sur les biens et les personnes ».

PHILIPPE BERNARD

## L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

## Les autorités suisses acceptent l'extradition de l'Iranien Zia Sarhadi

BERNE

de notre correspondant

La Suisse a répondu favorablement, lundi 24 février, à la demande d'extradition présentée par la France du ressortissant iranien Zia Sarhadi, soupçonné de complicité dans l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, tué avec son garde du corps le 6 août 1981 à Suresnes (Hauts-de-Seine). (Nos dernières éditions du 25 février).

Arrêté le 23 décembre 1981 devant l'ambassade d'Iran à Berne, Sarhadi était recherché par la justice française pour sa participation éventuelle à la préparation de ce crime et son aide à la fuite des assassins en Suisse. Sarhadi, présent-on à Berne, dispose encore d'un délai de trente jours pour introduire, le cas échéant,

un recours auprès du tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire de la Confédération. Lors de la procédure d'extradition, indique un communiqué du département fédéral de justice et police, l'autorité compétente « ne se prononce pas sur la question de la culpabilité; elle examine en particulier si l'acte imputé est également punissable selon le droit suisse ».

L'arrestation de Sarhadi avait provoqué un incident diplomatique entre Berne et Téhéran. L'un des deux meurtriers présumés de l'ancien premier ministre iranien Ali Rad Vakil, arrêté le 21 août 1981 à Genève, avait été extradé en France quelques jours plus tard, après avoir renoncé à faire appel et accepté une procédure simplifiée.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## CATASTROPHE

Après l'accident du mont Sainte-Odile

## M. Quilès demande à Airbus une étude sur l'ergonomie des A-320

Le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, a annoncé, lundi 24 février, plusieurs mesures conservatoires visant à améliorer la sécurité du transport aérien à la suite du rapport préliminaire sur l'accident d'un Airbus A-320 d'Air Inter près de Strasbourg, le 20 janvier. Conformément aux recommandations de la commission d'enquête présidée par M. Alain Monnier (le Monde du 23 février), il a demandé à Airbus Industrie de fournir, dans un délai d'un mois, « un programme précis d'étude et de mise en œuvre d'une modification de l'ergonomie » des commandes liées aux modes de descente de l'avion et de leur procédure d'utilisation, afin de réduire tout risque éventuel de confusion. Airbus Industrie a annoncé, le jour même, avoir chargé « une équipe de spécialistes de travailler sur cette question ».

Le ministre a également demandé à la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) de rendre obligatoire

la présence d'un dispositif avertisseur du sol sur tous les avions d'une taille suffisante pour permettre leur équipement. Les appareils français, déjà pourvus des câblages nécessaires, devront être équipés sans délai. Air Inter a annoncé qu'elle équiperait rapidement 12 avions de sa flotte (6 A-320, 4 A-300 et 2 Mercure) de ces avertisseurs et qu'elle demanderait, dans les deux mois, des améliorations au constructeur « afin d'interagir au maximum les alarmes interconnectées ». D'ici à l'été, précise la compagnie, l'ensemble de sa flotte pourra être équipé et les nouvelles consignes d'utilisation deviendront opérationnelles. La troisième recommandation porte sur les balises radio-électriques de signalisation du lieu d'un accident. La Direction de l'aviation civile internationale pour rendre cette balise moins vulnérable.

M. La.

## Le service de presse de la LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME (LICRA) communique :

La LICRA a décerné le lundi 27 janvier 1982 le prix ANTIRACISTE Bernard LECACHE 1981 à :

- M. Eric CONAN pour son livre « SANS OUBLIER LES ENFANTS » aux Editions GRASSET.

- M. Henri VERNEUIL pour son film « MAYRIG ».

- M. Pierre-André TAGUÉFF pour l'ensemble de son œuvre.

La présidence du jury était assurée par :

- M. Jean PIERRE-BLOCH, président de la LICRA.

- Le professeur François de PONTETTE, président du jury.

Les prix seront remis officiellement par M. Georges SARRE, secrétaire d'Etat aux transports, le jeudi 27 février 1982.

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME

40, rue de Paradis - 75010 Paris

## MÉDECINE

En dépit de la publication d'un arrêté ministériel sur le non-remboursement des produits non chauffés

Des hémophiles ont été contaminés par le virus du sida après le 1<sup>er</sup> octobre 1985

Dans une lettre parvenue le 5 septembre 1988 à M. Marie-Thérèse Pierre, de la direction générale de la santé, le docteur Yvette Sultan, coordonnateur du centre d'accueil et de traitement des hémophiles de l'hôpital Cochin (Paris), faisait deux révélations : dès mars 1985, de nombreux médecins spécialistes savaient que les produits antihémophiliques lyophilisés non chauffés étaient contaminés par le virus du sida ; d'autre part, après le 1<sup>er</sup> octobre 1985, des produits coagulants malgré les textes réglementaires. Ce document, transmis il y a quelques jours à la justice par le ministère de la santé, éclaire d'un jour nouveau l'affaire du sang contaminé.

« Je tiens à votre disposition », écrit Mme Sultan à la direction générale de la santé, « de nombreux dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés pendant la période de juillet à octobre 1985. Je tiens même à votre disposition des dossiers d'hémophiles qui ont été contaminés par des produits non chauffés après la date du 1<sup>er</sup> octobre 1985, délivrés par des banques du sang qui n'avaient pas pris la précaution de s'approvisionner en produits chauffés ».

Le docteur Sultan ajoutait : « Le recul du 1<sup>er</sup> octobre du décret sur l'utilisation obligatoire de produits chauffés aura été fatidique pour certains hémophiles. Nous entendons souvent parler de cette date par les hémophiles eux-mêmes, car il est évident que nous avons commis là une erreur grave. Nous savions, nous, médecins d'hémophiles, depuis au moins mars 1985, sinon avant, que les produits antihémophiliques lyophilisés non chauffés transportaient le virus HIV ».

La lettre se concluait de la manière suivante : « Je suis prêt à discuter avec vous de ces problèmes de responsabilité et je pense même qu'il serait temps d'envisager sinon une réparation auprès des hémophiles, ce qui est actuellement hors de nos possibilités, au moins quelques réparations ».

Ainsi, depuis mars 1985, les médecins spécialistes de l'hémophilie savaient que les produits antihémophiliques qu'ils prescrivaient pouvaient être contaminés par le virus du sida. Tout comme les principaux responsables de la transfusion sanguine à commencer par ceux du CNTS. Mais ils n'en ont rien dit. Sans doute, objectera-t-on, les certitudes sur les moyens de prévenir ce risque furent-elles difficiles à établir. Ainsi, dans un article publié dans le numéro de mars de la revue l'Hémophile, le docteur Sultan écrivait que seule « une déduction purement intellectuelle » permet de penser que les produits chauffés ne transmettent pas le sida. « En conclusion, ajoutait-elle, ce qui est actuellement hors de nos possibilités, au moins quelques réparations ».

Le docteur Sultan faisait partie du petit groupe qui, dès le 11 juillet 1983, avait réfléchi aux moyens à mettre en œuvre pour assurer la thérapie de l'hémophilie A, et qui se transformait en Comité national de l'hémophilie, en mai 1985, sur décision du professeur Jacques Roux,

directeur général de la santé (1). Très tôt, elle s'était intéressée aux techniques de chauffage. En attendant deux lettres en date du 1<sup>er</sup> et du 2 juin 1983, qui lui étaient adressées par le docteur Jean-Pierre Allain (à l'époque chef du service recherche et développement du CNTS) et le professeur Jean-Pierre Soulier (à l'époque directeur général du CNTS). Dès cette période, elle avait commencé à réclamer au CNTS des produits chauffés pour traiter ses malades.

Un groupe de spécialistes serait

En mars 1985, le docteur Sultan et ses confrères savaient donc. Quelques jours plus tard, le 1<sup>er</sup> avril 1985, un groupe de spécialistes chargés de conseiller le docteur Bahman Habib (CNTS) pour la rédaction de son rapport « Sida et transfusion sanguine » établissaient que « les résultats partiels concernant l'incidence de l'anti-LAV parmi les donneurs français (0,5 à 1 %) permettent d'affirmer la contamination statistique de tout pool de plasma d'au moins 500 donneurs ». Cette constatation, ajoutaient ces experts, parmi lesquels se trouvait le professeur Jean-Claude Cluckman (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris), François Barre-Sinoussi (Institut Pasteur de Paris) et le docteur Jean-Jacques Huet (CRTS de Lille), « renforce l'utilité de techniques permettant d'inactiver le LAV dans les produits finis ». Dès le 22 novembre 1984, devant la commission consultative de la transfusion sanguine, le docteur Jean-Baptiste Brunet, de la direction générale de la santé, avait affirmé : « Des études ont déjà été menées qui ont pu prouver une inactivation du virus (du sida) après un chauffage des dérivés sanguins (68 °C pendant 24 heures) ».

Cent à deux cents malades par mois

Comment un petit groupe de spécialistes a-t-il pu être en possession d'une information à ce point capitale sans, apparemment, trouver les moyens de la transmettre dans les semaines qui ont suivi ? Le docteur Jean-Pierre Soulier révèle, dans son récent ouvrage *Transfusion et sida, le droit à la vérité* (2), que le docteur François Pinon, à l'époque au CTS de l'hôpital Cochin, avait fait part, dès le 10 janvier 1985 à la direction générale de la santé de sa certitude de l'existence d'une transmission du sida par voie sanguine et de la nécessité de recommander une diminution ou une abstention de transfusion toutes les fois que cela est possible.

Sur ce chapitre, les responsables de la santé publique n'ont pas tenu compte de ce cri d'alarme, pas plus que de celui que leur adressa quelques semaines plus tard, le 12 mars 1985, le docteur Brunet. Ce dernier écrivait pour sa part que, si les résultats de l'enquête du docteur Pinon étaient représentatifs de la région parisienne, « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ». La veille, les résultats de l'enquête du docteur Pinon avaient été publiés à la une du *Quotidien du médecin*.

Il fallut attendre le 1<sup>er</sup> août 1985 pour que le dépistage de l'infection par le virus HIV devienne obligatoire dans les dons de sang. Le bilan de ces retards est très lourd. Le professeur Soulier estime, en effet, que chaque mois de retard a pu se traduire par la contamination de cent à deux cents malades. Concernant la mise au point de la technique de chauffage pour les pro-

duits anti-hémophiliques, on mesure l'importance du retard accumulé par les responsables du CNTS à la lecture de la lettre adressée le 2 juin 1983 par le docteur Allain au docteur Sultan. On y apprend qu'une étude comparant le facteur VIII chauffé de la firme Travenol au produit non chauffé du CNTS va être entreprise de manière à déterminer si le chauffage peut avoir une certaine efficacité contre le sida. Il faudra attendre deux ans pour qu'un colloque qui avait lieu le 1<sup>er</sup> juin 1985 à Fontainebleau sur le thème de « l'application des méthodes d'inactivation virale aux produits d'origine humaine ».

Et encore ajoutaient-ils que « les risques encourus par les hémophiles infectés (anti-LAV positifs) de développer un sida ou une de ses formes cliniques sont probablement faibles ».

L'autre révélation essentielle de la lettre du docteur Sultan à M. Pierre Habib concerne l'existence de contaminations par le virus du sida après le 1<sup>er</sup> octobre 1985. La circulaire du 20 octobre 1985 de la direction générale de la santé (n° 3 B/142) précisait en effet, à la suite des arrêtés du 23 juillet 1985 (rendant obligatoire le dépistage systématique de l'infection par le virus du sida à l'occasion de chaque prélèvement de sang et prévoyant que les produits anti-hémophiliques non chauffés ne seraient plus remboursés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1985), que les concentrés stables « chauffés » « doivent se substituer, au 1<sup>er</sup> octobre 1985, aux produits stables équivalents qui n'ont pas bénéficié d'une inactivation virale par la chaleur ».

Cette circulaire précisait, en outre, que « tout produit congelé ou cryodesséché préparé avant la mise en œuvre systématique du test de dépistage ne doit être ni distribué par les ETS ni utilisé par les centres hospitaliers qui en détenaient un stock sans avoir été auparavant contrôlés soit directement, soit par une nouvelle convocation du donneur ». « Dans ces conditions, les stocks de plasma finis congelés, de concentrés de globules rouges congelés, de cryoprécipité congelé, ainsi que ceux de plasma cryodesséché et de cryoprécipité cryodesséché qui n'auraient pu faire l'objet d'une vérification de l'absence d'anti-corps anti-LAV doivent être retournés au CTS qui les a délivrés ».

« Infecté en novembre ou décembre 1985 »

Il n'était donc pas fait expressément mention du rapatriement des produits anti-hémophiliques non chauffés pas plus que de l'interdiction de la prescription des produits non chauffés. Ce texte précisait bien le revanche que les produits chauffés « doivent se substituer » aux produits non chauffés. Selon le docteur Sultan, ces contaminations tardives, après octobre 1985, seraient le fait de banques de sang qui n'avaient pas pris la précaution de s'approvisionner en produits « chauffés ». « Même si sa publication dans la presse va être pour moi très lourde à porter, je ne renie nullement le texte de cette lettre et je peux démontrer tout ce que j'affirmais à cette époque, nous a déclaré le docteur Sultan. Je pense en particulier au cas très précis de la contamination d'un homme actuellement en train de mourir et dont on a pu démontrer qu'il a été infecté en novembre ou en décembre 1985. Cette infection est due à l'usage de produits non chauffés dans un centre de province qui ne s'était pas approvisionné en produits chauffés. J'ajoute, ce qui est énorme, que l'on n'a pas interdit l'usage des produits non chauffés mais qu'on

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) Ce groupe était notamment constitué par le docteur Jean-Pierre Allain (à l'époque chef du service recherche et développement du CNTS) et aujourd'hui impliqué dans l'affaire de la contamination des hémophiles, M. P. Caisnel, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles, le docteur Maurice Chassagne, président de l'Association pour le développement de la transfusion sanguine, le docteur Jean Ducos, président de la commission consultative de transfusion sanguine, le docteur M. Goudemand, directeur du CRTS de Lille, M. Jean Leroux, président de l'Association française des hémophiles et le docteur Michel Garretta (à l'époque directeur général adjoint du CNTS et aujourd'hui inculpé dans l'affaire de la contamination des hémophiles).

(2) Editions Frison-Roche.

## EN BREF

□ Vague de froid sur le Proche-Orient. — Une troisième vague de froid en moins de deux mois frappe tout le Proche-Orient. La neige est tombée sur la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie, le Liban, la Jordanie, Israël, Chypre, la Grèce. En Turquie, de nouvelles avalanches se sont abattues sur plusieurs villages de l'est du pays et le froid aurait tué au moins deux personnes. En Israël, le mauvais temps a provoqué des coupures d'eau et d'électricité. A Jérusalem, la circulation est bloquée par la neige. Quant au littoral libanais, il a été noyé sous des trombes d'eau qui ont provoqué des inondations et d'énormes embouteillages. Nicosie, la capitale chypriote, Athènes et son Acropole sont recouvertes de neige, ce qui se produit rarement. A Chypre, deux enfants sont morts

noyés dans une rivière en crue. En Egypte, la température est anormalement basse (11°C) à Alexandrie, dont le port a dû être fermé en raison de la tempête qui souffle sur le sud-est de la Méditerranée. — (AFP, AP).

□ Les Editions Amayury rachètent Thierry Sabine organisation (TSO). Les Editions Amayury, propriétaires de l'équipe, du *Parisien*, du *Courrier de l'Ouest*, du *Maine libre*, de la Société du Tour de France et d'Events Co., ont signé, lundi 24 février, un protocole d'accord pour l'acquisition de TSO, organisation du Paris-Dakar, devenu cette année le Paris-Le Cap. La vente, qui devrait s'effectuer dans un mois, se ferait au bénéfice d'Emilie, héritière de Thierry Sabine, majeure depuis le mois de janvier. Gilbert Sabine, qui

avait assuré la succession de son fils après son décès accidentel en 1986, demeurerait à la tête de l'épave pour quelques années encore.

□ Nudéaire : trois ouvriers contaminés au Bugey (Ain). — Trois employés d'une société de nettoyage ont été légèrement contaminés, lundi 24 février, lors d'une opération sur un chantier « zone contrôlée » du réacteur numéro trois de la centrale nucléaire du Bugey (Ain). Selon les premiers examens, le niveau de contamination de ces trois personnes, qui doivent faire l'objet de nouveaux contrôles de la part du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCEPRI), est resté inférieur à la limite fixée par la réglementation.

□ Air France accusé de polluer la Merne. — Dans un communiqué publié lundi 24 février, M. Didier Julia, député RPR de Seine-et-Marne, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, chargé de l'environnement, « dénonce la pollution de la Merne par la société Air France ». Selon lui, des quantités massives de détergent provenant de la station de lavage d'Air France installée à Roissy sont déversées de manière habituelle et sans traitement dans un ruisseau dont les eaux finissent par se déverser dans la Marne, un affluent de la Seine. Cette pollution compromettrait, selon le député, le succès de l'opération « Merne-pollution zéro » lancée il y a un an par le conseil régional.



# SOCIÉTÉ

## FAITS DIVERS

Trois vols en quinze jours dans les taxis londoniens

La réputation des « cabs » en péril

LONDRES

de notre correspondant

La renommée des black cabs, ces taxis noirs de Londres, est-elle compromise ? Trois vols commis en moins de quinze jours dans des taxis, cela fait beaucoup, pour un moyen de transport qui bénéficie jusqu'à présent d'une réputation — méritée — de sécurité et de fiabilité.

Mais les faits sont incontestables : il y a au moins deux « brebis galeuses » parmi les 21 000 taxis licenciés de la capitale. Les deux derniers cas de vol se sont produits les vendredis 14 et samedi 15 février. La troisième remontait à deux semaines. A chaque fois, une femme seule a été violée par le chauffeur en fin de soirée.

Il semble que l'un des trois taxis incriminés soit une voiture dépourvue de licence officielle, mais le doute n'est pas permis pour les deux autres. Un homme âgé de vingt-deux ans, propriétaire d'un taxi licencié, a été arrêté, mardi 18 février, en relation avec les faits reprochés.

La police vérifie, d'autre part, l'identité des propriétaires des quelque 200 black cabs vendus aux enchères le mois dernier. La récession économique force un nombre croissant de chauffeurs à quitter la profession et, chaque semaine, plusieurs dizaines de taxis sont vendus aux enchères. Les policiers ont aussi des doutes à se lancer dans cette activité avec leur voiture personnelle. La multiplication de ces taxis sans licence, dont les conducteurs n'ont pas subi la formation — très poussée — des chauffeurs licenciés, risque d'entamer un peu plus la réputation des cabbies.

LAURENT ZECCHINI

## PARIS/ILE-DE-FRANCE

La polémique entre la Ville et l'Etat sur le projet présidentiel du quai Branly

La « cité de chantier » du centre de conférences internationales va être « démontée »

Le centre de la construction du centre de conférences internationales du quai Branly (7<sup>e</sup> arrondissement) connaît un nouveau rebondissement : dans une lettre du 13 février à M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, M. François Régis Bastide, président de l'établissement public du centre de conférences internationales, annonce que la « cité de chantier » de 500 mètres carrés et de cinq niveaux, bâtie en bord de la Seine, port de la Bourdonnais, va être démontée.

Le centre de conférences internationales du quai Branly est l'un des « grands projets » de M. François Régis Bastide. Il doit permettre d'accueillir dans la capitale les événements diplomatiques, les grandes réunions diplomatiques. L'inauguration est prévue pour 1993, lors de la présidence française de la CEE.

La ville ne place d'ailleurs de chantier « démontable » que pour la construction de nouveaux centres de conférences internationales. La décision de M. Bastide, président de l'établissement public, de « démonter » le bâtiment de béton de 500 mètres carrés et de cinq niveaux, est l'application d'un décret de justice. En effet, rappelle que « l'obligation de permis de construire s'impose aux services publics », le tribunal administratif saisi par la Ville avait, le 27 janvier, annulé le permis préfectoral autorisant la construction de ce bâtiment provisoire (le Monde du 10 janvier).

Au début de l'été, chargé des grands travaux, après la démolition

de M. Bastide, on affirme qu'un « terrain » est recherché pour décaler la cité de chantier. Il est vrai que, dans sa lettre à la Mairie de Paris, M. Bastide emploie le mot « démontage », et non « démolition ». Et, bien que le chantier, comment construire, dans les délais, le futur centre de conférences, dont, en mars 1990, M. Christian Clément, directeur de l'établissement public, estimait que « le calendrier était très tendu » et qu'il « fallait démarrer vite ».

Depuis, l'affaire tourne à la polémique. L'Etat agit à la « démolition » et la Ville réplique en saisissant le tribunal administratif. En juin 1989, le président de la République choisit le projet de l'architecte Francis Soler, dont les plans prévoient de disposer, quai Branly, trois « ailes » de verre communiquant entre elles, à l'intérieur desquelles trouveront place une grande salle réservée aux congrès internationaux, des espaces polyvalents, des restaurants et des salons de réception. Coût de l'opération : 2,75 milliards de francs, dont le financement sera assuré par la vente de l'actuel Centre de conférences, avenue Kléber, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement.

### Révision autorisée du POS

Mais les études de l'architecte ne sont pas terminées. Les dispositions prévues par le plan d'occupation des sols de la capitale, notamment à propos de la hauteur de l'édifice et de la surface de l'espace vert reconstitué au service du public, ne peuvent être permises de construire, il faut donc

modifier le POS de Paris. Ce que refuse l'Etat, estimant que la qualité du site ne le justifie pas. La future construction de l'Etat.

Par arrêté du 13 janvier 1991, M. Christian Sautter, préfet de région, brusque la Ville. Il qualifie le projet du Centre de conférences de « d'intérêt général » et en demeure la Ville de procéder à la révision du POS. Enfin, il ordonne l'abaissement de 109 arbres, quai Branly, effectué sous la protection de la police. La municipalité saisit le tribunal administratif, qui condamne l'Etat à replanter les arbres.

La Ville rebondit à la fin de l'année dernière, quand l'Etat décide de substituer à l'actuel POS pour modifier le plan d'occupation des sols de la Ville (le Monde du 5 décembre 1991). A l'issue de l'enquête publique qui vient d'avoir lieu à la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement, le Conseil de Paris va voter la révision du POS. Les élus confirment leur refus de voir modifier les règlements d'urbanisme de la Ville, le préfet pourra passer outre et imposer unilatéralement, pour la première fois à Paris, une modification du POS.

C'est dans ce climat que les services de l'Etat ont élevé, sans permis de construire, la cité de chantier, qui vient d'être condamnée par le tribunal administratif. A l'issue de ces péripéties, on affirme à l'établissement public, à propos du calendrier de l'opération : « Nous n'avons plus de marge de sécurité, mais nous devons respecter les délais. » Jusqu'à quand ?

JEAN PERRIN

## COLLECTIVITÉS LOCALES

A la suite d'un conflit sur les primes

Les éboueurs de Brest sont en grève

BREST

de notre correspondant

Les poubelles s'annoncent dans les rues de Brest et des villes avoisinantes, où elles n'ont pas été viduées depuis le 7 février. Les éboueurs de l'ensemble des agglomérations techniques de catégorie C de la communauté urbaine et de la ville de Brest, qui représentent 80 % du personnel, ont déclenché depuis quinze jours un mouvement de grève.

Ils entendent protester contre le système de primes qui leur est proposé par M. Pierre Maille, maire (PS) de Brest et président de la communauté urbaine. Celui-ci leur offre une indemnité de 100 francs, alors que les syndicats, notamment la CFDT majoritaire, en proposent 310.

Le conflit qui les oppose résulte de la publication du décret du 15 septembre 1991 sur le régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux (le Monde Hebdo locales, mardi 13 septembre 1991). Ce décret, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars prochain, les élus ont demandé de réviser — et le renégocier

— le système de primes de leurs collaborateurs.

Lorsque le décret est paru, un grand nombre d'élus de l'ensemble des syndicats avaient protesté. Ils estiment que le décret encadre de façon trop rigide le système des primes, qui devient insuffisamment attractif pour le personnel technique. M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, avait introduit une mesure d'urgence aux catégories les plus défavorisées : il s'agit d'une enveloppe indemnitaire facultative, dont le calcul représente, au maximum, 50 % de la masse des indemnités pour travaux supplémentaires de la collectivité. La plupart des syndicats avaient estimé que ce système était insuffisant.

Or, à l'heure où se préparent les budgets locaux, il apparaît que certains élus ne disposent pas de la somme que ce décret prévoit. Ainsi, à Brest, les agents techniques de catégorie C ne percevaient qu'une enveloppe de 33 %. Ce qui se traduirait par une prime de 100 francs au lieu de 310 francs.

GABRIEL SIMON

## DÉFENSE

L'hélicoptère franco-allemand Tigre pour l'armée de terre britannique

Le consortium franco-allemand Eurocopter et le groupe britannique British Aerospace ont obtenu le contrat pour l'achat de 100 hélicoptères Tigre par l'armée de terre britannique. Le contrat, signé le 15 février, à Singapour, est le résultat d'une coopération entre les deux entreprises pour développer l'hélicoptère Tigre, qui a été retenu par l'armée de terre française.

Par coopération qui donne à British Aerospace un rôle de leadership pour l'adaptation du Tigre aux besoins de l'armée britannique, le consortium Eurocopter entend élargir la candidature outre-Manche à l'hélicoptère américain AH-64 Apache.

Les Français ont, pour leur part, évalué à 215 exemplaires le nombre de Tigre en version anti-hélicoptères et anti-chars qui commencent à leur être livrés en 1992. L'Allemagne, de son côté, estime ses besoins à 138 hélicoptères anti-chars en l'an 2000.

double d'ailleurs de l'achat de l'Apache de l'armée britannique, ce qui permettrait de constituer une force de frappe importante.

oyé spécial rice Bollon

## NOMINATIONS

An conseil des ministres

Le général Hérisson devient le premier officier de gendarmerie à recevoir une cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 19 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Gendarmerie. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Jacques Hérisson, nommé inspecteur général des armées il comptait du 1<sup>er</sup> mars (le Monde du 15 février).

[Né le 20 avril 1911 à Chantilly] et ancien Saint-Cyrien, Jacques Hérisson a servi, en Algérie, comme officier de l'armée des transmissions avant d'entrer, en 1959, dans la gendarmerie. Après plusieurs postes en province, il est affecté à la direction de la gendarmerie et de la justice militaire à Paris. En 1978, il prend le commandement du groupement de gendarmerie des Alpes maritimes, avant d'être nommé, de 1982 à 1986, commandant militaire du palais de l'Élysée. Il commande ensuite la Garde républicaine à Paris, puis la 1<sup>re</sup> région de gendarmerie (Ile-de-France). Depuis octobre 1988, le général Hérisson était major général de la gendarmerie, le numéro 2 de la hiérarchie après le directeur général, un magistrat de tradition. La gendarmerie compte en 1991 vingt-sept officiers généraux. Le général Hérisson est le premier à recevoir la cinquième étoile (le Monde du 15 février) depuis la création de cette arme il y a quelque six siècles.

Est promu général de division, le général de brigade Jean-François

du 1<sup>er</sup> état-major de l'armée de l'air.

Est promu général de brigade, le colonel Jean Cusin-Gogot.

• Tir. — Sont nommés : général de brigade, les généraux Patrick Boucher, Maurice Godinot et Jean-Claude Givernet.

• Inspection de train. — Sont nommés : inspecteur de train, le général de brigade Michel Léger.

• Marine. — Sont nommés : commandant l'escadre de la Méditerranée, le vice-amiral Charles Lefebvre, sous-chef d'état-major adjoint à l'état-major de la marine ; contre-amiral Jean-Yves Le Dantec, adjoint au directeur de l'Institut des hautes études de la marine nationale, de l'enseignement militaire supérieur et du Centre des hautes études militaires, le vice-amiral Marc Merlo.

• Air. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Jean-Pierre Duviols.

Sont nommés : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Eugène Cœur et Gérard Coldebœuf (nommé président du conseil permanent de la défense aérienne) ; général de brigade aérienne, les généraux de brigade aérienne, les généraux Gachon, Christian Zyromski, Jacques Faconprez et Hugues Silvestre ; Sacy (nommé chargé de mission

Sardes, major général de la

de l'air).

Sont nommés : adjoint militaire au directeur de l'infrastructure de l'air, le général de brigade aérienne Alain Jeantet ; commandant le centre d'opérations des forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Jean-Pierre Kernuogant ; le groupement de la 1<sup>re</sup> division stratégique, le général de brigade aérienne Michel Nicolas.

• Armement. — Sont nommés : ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Michel Clamen, Christian Grojean, Jean Golinger et Michel Simon.

Sont nommés : chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de première classe René Jullier ; adjoint au directeur régional du nord de la surveillance industrielle de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Fournier.

• Service de santé. — Sont nommés : médecin général inspecteur, le médecin général Maistre ; médecin général, les médecins François Leterrier et Michel Huot.

Est nommé inspecteur technique des réserves du service de santé, le médecin général André Mahafosse.

M. Yves Pietrasanta président de l'Institut français de l'environnement

Par décret du 19 février, M. Yves Pietrasanta, maire (MRG) de Hérault (Hérault) et jusqu'ici président de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), a été nommé président de l'Institut français de l'environnement.

Cet organisme, créé le 1<sup>er</sup> novembre 1991, devrait à la fin de l'année ouvrir l'observatoire de l'environnement, un centre de recherches, un bureau d'expertise et le correspondant de l'Agence européenne de l'environnement. Installé à Hérault (Loire), il disposera d'une cinquantaine de collaborateurs et d'un budget estimé à

20 millions de francs (le Monde du 21 novembre 1991).

[Né le 15 février 1939 à Mèze (Hérault), M. Yves Pietrasanta est diplômé de l'École nationale supérieure de chimie de Montpellier, docteur en sciences. Après avoir été professeur à l'école de chimie de Montpellier, il a été élu, en 1972, conseiller général (MRG) de l'Hérault, puis, en 1977, maire de Mèze et, en 1980, conseiller régional de Languedoc-Roussillon. M. Pietrasanta est président de la fédération Languedoc-Roussillon du MRG. Par ailleurs, il a créé dans le département un original de traitement des eaux usées : l'agencement de recyclage des matières plastiques. Cette expérience lui a valu d'être nommé, en 1990, président de l'ANRED.]

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

15 minutes par jour pour apprendre le soir

69F

«... Le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée...»

P. BOURDIEU

LES INSPECTEURS DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES S'ADRESSENT A LEUR MINISTRE

Monsieur le Ministre,

VOS OBJECTIFS SONT LES NOTRES

- Réguler les dépenses de santé en respectant les choix des Français
- Lutter contre les exclusions en développant la solidarité
- Faire du Ministère des Affaires Sociales et de l'Intégration le grand ministère que mérite notre société

NOS OBJECTIFS DOIVENT ETRE LES VOTRES

- Faire reconnaître notre formation et nos responsabilités
- Se donner les moyens d'attirer et de motiver des I.A.S.S. de qualité
- Affirmer le rang de notre Ministère face aux enjeux d'aujourd'hui

PRENONS ENSEMBLE LES MOYENS DE REUSSIR

Un statut fort pour les I.A.S.S., c'est donner à notre Ministère les moyens de sa politique

REVALORISEZ LE STATUT DES I.A.S.S.

Cet ouvrage a été financé par 700 Inspecteurs des Affaires Sanitaires et Sociales

ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DE L'ECOLE NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE  
FILIERE INSPECTEUR - Avenue du Professeur Léon Bernard  
35043 - RENNES Cedex

frir  
US.

PARAN  
don pour la vie

viset à l'Espagne







# “L'ombre joue avec la lumière ...Ecoutez...”

*Tous les matins du monde*

Un film de  
Alain Corneau

**7 CÉSARS**

Meilleur Film Français  
Meilleur Réalisateur  
Meilleure Actrice dans un second rôle  
Meilleure Photo  
Meilleurs Costumes  
Meilleur Son  
Meilleure Musique

**PRIX LOUIS DELLUC 1991  
PRIX DU MEILLEUR FILM MUSICAL MIDEM 1992**

FILM  
PAR  
FILM

BAC

par  
ma  
tion  
du  
me.  
tion

i, en  
e de  
par la  
scaux  
iques  
sible»,  
série»  
ration  
de la  
clone.  
photo-  
ni est,  
elle du  
Il n'en  
preuve.  
er telle

double  
ailleurs  
Dail  
uble-ail-  
Cada-  
magi-  
quelques  
fois si  
proches et  
rassem-  
possibles

es qui pré-  
e relié par  
sent : mal-  
bien une

spécial  
rice Bolloré

ffrir  
us.

SPANA  
sans pour la vie.

EUROCOM-RESSOURCES

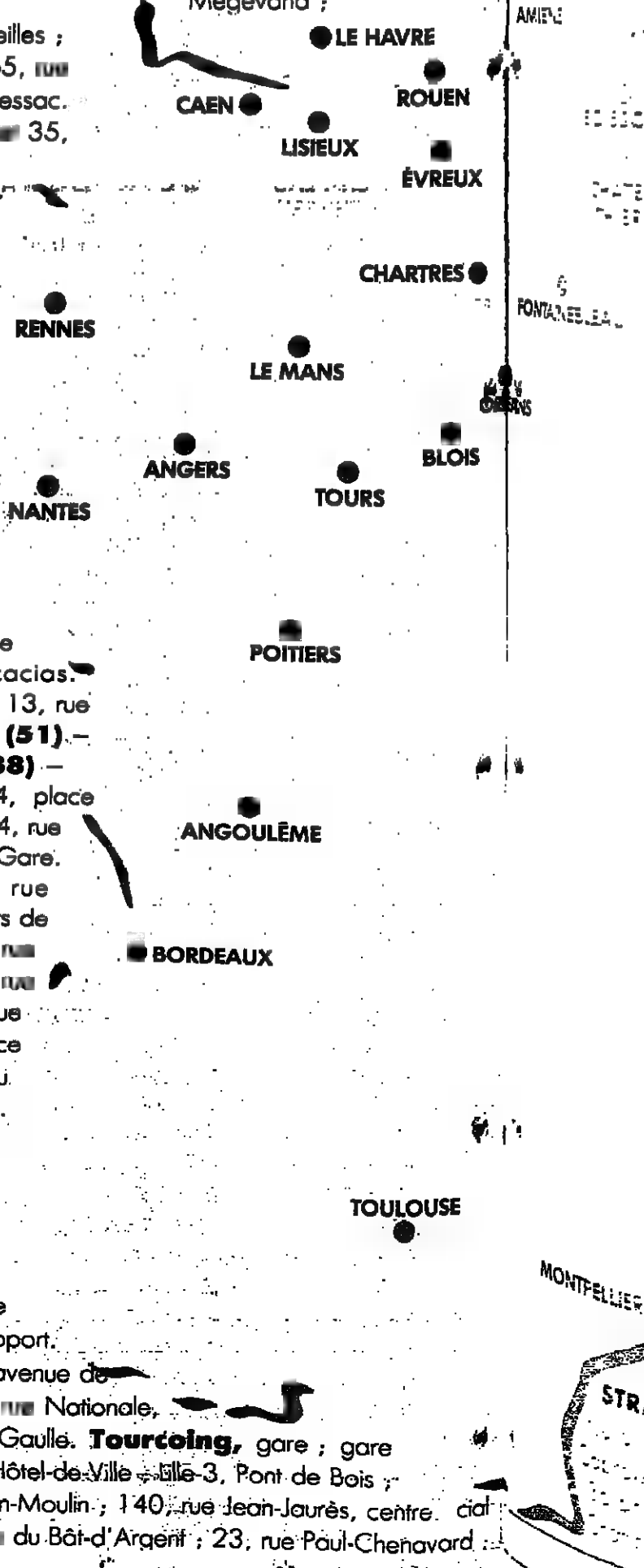
Intel : 3615 Espagne.



# DÉSORMAIS *Le Monde* EN PROVINCE LE SOIR MÊME

**A** FIN de se rapprocher davantage de ses lecteurs, « *Le Monde* » est désormais en vente dans cinquante villes de province le soir même de sa parution. Cette situation nouvelle résulte des possibilités de notre imprimerie d'Ivry, qui rendent possible une organisation de la diffusion plus souple et mieux adaptée. Toutefois, le délai d'acheminement à partir de Paris n'autorisant pas une mise en place généralisée, le journal sera disponible chez certains marchands de journaux, le plus souvent dans les gares, les aéroports et chez les diffuseurs qui ferment le plus tard.

**AIX-EN-PROVENCE (13)** – 23 et 57, cours Mirabeau ; place du Général-de-Gaulle ; place Jeanne-d'Arc ; place des Prêcheurs ; 1, avenue Henri-Mauriat ; 2, cours Sexius ; 3, avenue Winston-Churchill ; avenue Gaston-Berger ; 11, cours d'Orbitalle. **AIX-LES-BAINS (73)** – 6, rue du Casino ; bd Wilson ; 14, rue de Chambéry ; 8, place Clemenceau ; 10, avenue de Verdun ; gare. **AMIENS (80)** – 2, rue Gresset ; centre cial, espace Saint-Alban ; 7, rue de Noyon ; centre cial Amiens-2 ; place Alphonse-Fiquet ; 1, 4 et 43, rue des Trois-Cailloux ; 2, rue Delambre ; 69, rue de la République. **ANGERS (49)** – gare ; 8, rue de la Gare ; 1, rue Hoche ; 17, place Kennedy ; 6, rue Toussaint ; 21 et 44, rue Saint-Aubin ; passage du Ralliement ; 92, bd Saint-Michel ; 6 bis et 17, bd Foch ; 8 bis, place du Lycée ; 33 et 104, rue Bressigny ; 25, rue Paul-Bert. **ANGOULÊME (16)** – gare. **ARRAS (62)** – gare ; 12 et 24, rue Gambetta ; 8, rue Ernestale ; 2 et 37, rue Saint-Auber. **BAR-LE-DUC (55)** – gare. **BESANÇON (25)** – gare ; 5, rue Carnot ; 3 et 26, rue des Granges ; rue de la République ; 3, place du 8-Septembre ; 1, 58, 113 et 136, Grande-Rue ; 10, rue de la Préfecture ; 36, rue 7, rue Morand ; 8, rue Battant ; 32 et 61, rue de Belfort. **BÉTHUNE (62)** – gare ; 94, bd Poincaré ; 16, rue des Treilles ; centre cial La Rotonde. **BLOIS (41)** – gare. **BORDEAUX (33)** – place de la Comédie ; 22, place Gambetta ; 65, rue Sainte-Catherine ; départ et arrivée gare Saint-Jean ; aéroport Mérignac ; le campus, 42, av. Dr-Schweitzer, Pessac. **BOURG-EN-BRESSE (01)** – gare ; 11, rue Gambetta ; 12, avenue d'Alsace-Lorraine ; rue Alphonse-Baudin ; 26, rue 35, rue du Maréchal-Foch ; place Edgar-Quinet ; 1 et 11, rue Clemenceau ; rue Notre-Dame ; 12, cours de Verdun. **BREST (29)** – 64, rue Jean-Jaurès ; 3, place de la Liberté ; 28, rue d'Algésiras ; place de Metz ; 40, rue de Siam ; aéroport. **CAEN (14)** – 11, 51, 56, 76, 147 et 173, rue Saint-Jean ; 47, rue Geole ; 6 bis, rue Pémagnie ; 22, place Saint-Sauveur ; 18, rue Ecuyère ; 28, rue Guillaume-le-Conquérant ; 1, rue de Bayeux ; 60, rue de Saint-Ouen ; 41, avenue du 6-Juin ; 24, quai Vendœuvre ; centre cial Côte-de-Nacre ; 42, bd des Alliés ; 26, avenue de la Libération ; centre cial Saint-Clair ; 77, rue du Vaugueux ; 31, rue de la Pigacière ; 47, rue de la Délivrande ; rue de la Défense-Passive ; 32, 54 et 97, rue Saint-Pierre ; bd du Maréchal-Leclerc ; 12, rue du 11-Novembre ; 53, rue de Vaucelles ; 14, place de la Gare. **CHALONS-SUR-MARNE (51)** – gare. **CHARLEVILLE-MÉZIÈRES (08)** – gare. **CHARTRES (28)** – 3, rue du Cheval-Blanc ; 7, avenue Jehan-de-Beauce ; 48, rue Noël-Bailly ; 2, rue Delacroix ; 3, rue du Soleil-d'Or ; 1, rue Sainte-Même ; 13, rue Saint-Michel ; 11, place du Général-de-Gaulle ; 24, place des Halles ; 4, rue du Grand-Faubourg ; 7, place Jeanne-d'Arc ; 4 et 77, rue Saint-Brice ; 4, rue de Civry ; 4, rue Porte-Drouaise ; centre cial Beaulieu ; 22, rue Porte-Guillaume ; 20, mail Jean-de-Dunois, ZUP de la Madeleine ; centre cial Carrefour, RN 10 ; Luce, 56 et 57, rue de la République ; 25, rue du Général-Leclerc ; centre comm. Rallye, RN 23 ; centre comm. du Vieux-Puits ; place des Arcades. **Luisant**, 32, avenue Maurice-Maunoury ; 31, av. de la République. **Mainvilliers**, centre comm. Tallemont, 22, avenue des Acacias. **CHATEAU-THIERRY (02)** – gare. **DIJON (21)** – 11, rue Guillaume-Tell ; 6, rue Audra ; 26, rue de la Liberté ; 13, rue des Forges ; centre cial Clemenceau ; gare. **DOUAI (59)** – gare ; 34, rue Bellain ; rue Saint-Jacques. **EPERNAY (51)** – gare. **EVREUX (27)** – gare. **FONTAINEBLEAU (77)** – chez tous les marchands de journaux. **GRENOBLE (38)** – gare ; 2, rue Molière ; 20, rue de Strasbourg ; 9, place André-Malraux ; 14, avenue Maréchal-Randon ; 14, place Sainte-Claire ; 4, rue Lafayette ; 3, place Saint-André ; 2, rue Montorge ; 2, avenue Félix-Viallet ; 1, place de l'Etoile ; 4, rue de Bonne ; 37, avenue d'Alsace-Lorraine ; 5, rue Thiers ; 2, rue Cosimir-Perier. **LAON (02)** – gare ; place de la Gare. **LE HAVRE (76)** – gare ; place de l'Hôtel-de-Ville ; 20, rue Th.-Maillard ; 23, rue Paul-Doumer ; 24, rue Georges-Braque ; 91, rue F.-Bellanger ; place Thiers/avenue René-Coty ; 129, rue du Maréchal-Joffre ; 5 et 172, cours de la République ; 27, rue J.-Siegfried ; 103 et 155, bd de Strasbourg ; 10, rue du Général-Archinard ; 18, 51 et 97, rue de Paris ; 26, place du Général-de-Gaulle ; 21, place des Halles ; 42, rue Bernardin-de-Saint-Pierre ; 123, rue Victor-Hugo ; 58, avenue Foch. **LE MANS (72)** – place des Halles ; 241, avenue de la Libération ; 3, rue Saint-Pavin-des-Champs ; 31, 62 et 194, rue Nationale ; 46 et 179, avenue Léon-Bollée ; place Saint-Nicolas ; 9, place Saint-Vincent ; 5, rue Prémartine ; avenue du Général-de-Gaulle ; 1 bis, rue Gambetta ; 36 et 116, avenue du Général-Leclerc ; passage du Commerce ; place de la République ; 4, rue des Maillets ; centre comm. Le Laffite-les-Sablons ; centre comm. principal Les Sablons. **LENS (62)** – gare ; 22, rue du Maréchal-Leclerc. **LILLE (59)** – 127, rue Meurein ; 145 et 200, rue Colbert ; 302, rue Nationale ; 4, place Cormontaigne ; 58 et 105, rue d'Istly ; 156, rue Solferino ; 7, place Rihour ; 4 et 57, rue de Béthune ; 10, place Sébastopol ; 19, bd J.-B. Lebas ; 43, bd Louis-XIV ; rue de Paris ; centre cial Les Tanneurs ; 15, place du Général-de-Gaulle ; 120, rue Esquermoise ; kiosque place de la République ; kiosque Faidherbe ; gare ; kiosque bd de la Liberté ; kiosque hôpital rue Nationale ; place Nouvelle-Aventure ; kiosque Molinel ; 3, place Jeanne-d'Arc ; 1, place Guy-Dampierre ; 6, place Simon-Valant ; 9, place Philippe-Lebon ; 41 et 331, rue Léon-Gambetta ; 34, place Nouvelle-Aventure ; gare ; aéroport. **Croix**, 57, rue Holden ; centre cial Groupe Gil. **La Madeleine**, 104 et 239, avenue de la République ; 118, avenue de Saint-Maur. **Marcq-en-Barœul**, 800, 1002 et 1035, avenue de la République ; 70 bis, rue de l'Abbé-Lemire ; rue Nationale, centre cial Match ; 63, bd Clemenceau. **Roubaix**, gare ; 11, rue du Vieil-Abreuvoir ; 118, bd du Général-de-Gaulle. **Tourcoing**, gare ; gare routière rue Carnot ; 11, avenue Gustave-Dron. **Villeneuve-d'Asq**, centre cial Villeneuve-2 ; 42, chaussée de l'Hôtel-de-Ville ; 11, Pont de Bois ; 4, place de Verdun ; 42, rue Baudouin IX ; 58, rue du Général-Leclerc ; rue Trudaine, centre cial Triolo ; 1, place Jean-Moulin ; 140, rue Jean-Jaurès, centre cial Gros ; rue du Barreau, fac de droit. **LISIEUX (14)** – gare. **LYON (69)**, 1<sup>er</sup> arrdt : 7, rue de la République ; 6, rue du Bât-d'Argent ; 23, rue Paul-Chenavard ;





# Le Monde EST EN VENTE MÊME DE SA PARUTION

## 50 Villes 700 Points de vente

galerie marchande place Louis-Pradel ; 1, ■■■ Lanterne ; 20, rue d'Algérie. — **arrdt** : centre cial Complexe, cours de Verdun ; 67, rue Victor-Hugo ; 35, rue de Brest ; 55, ■■■ de la Bourse ; kiosque place des Jacobins ; 33, ■■■ de la Charité ; 14, place Carnot ; 39, rue Victor-Hugo ; 37, rue Auguste-Comte ; gare Perrache niveau 1 ; gare Perrache, hall informations ; 6, rue Vaubecour ; 33, rue Victor-Hugo ; kiosque place Antonin-Poncet ; kiosque place de Viste ; kiosque place des Cordeliers ; 34, ■■■ Neuve ; kiosque place Antoine-Rivoire ; 23, rue Mercière ; kiosque place Régault ; kiosque place Bellecour ; 7, ■■■ Président-Carnot. — **3<sup>e</sup> arrdt** : gare Part-Dieu 1, côté Lyon ; gare Part-Dieu 2, côté Villeurbanne ; 90, cours Lafayette ; niveau 1 et 3, centre cial Part-Dieu ; 35, cours de la Liberté. — **8<sup>e</sup> arrdt** : 41 et 53, cours Franklin-Roosevelt ; kiosque ba des Belges/cours Vitton ; 76, cours Vitton ; 67, ■■■ Duquesne ; 46, ■■■ Vendôme ; 1, place Puvis-de-Chavanne ; 11, avenue de Grande-Bretagne ; 17, rue Barrême ; aéroport Satolas. **MARSEILLE (13)** — **1<sup>er</sup> arrdt** : 5, quai des Belges ; Canebière face Grand Hôtel ; 5, square Stalingrad ; 54, La Canebière ; vestibule gare Saint-Charles ; plateforme, quai 3 gare St-Charles ; quai 5, gare St-Charles ; métro Saint-Charles. — **2<sup>e</sup> arrdt** : 18, rue de la République. — **3<sup>e</sup> arrdt** : 1, ■■■ Honnorat. — **6<sup>e</sup> arrdt** : 3, 31 et 56, cours Pierre-Puget ; 14, place Félix-Baret ; place Félix-Baret, face poste ; kiosque, 1, place Castellane ; 1, avenue du Prado. — **8<sup>e</sup> arrdt** : 425, rue Paradis ; place Delibes ; 614, ■■■ du Prado ; 300, rond-point du Prado ; aéroport Marseille-Provence. **METZ (57)** — 51, rue Serpenoise ; 18, rue Gambetta ; 35, place du Quartier ; 29 ■■■ Fournier ; 5, rue Taison ; 3, rue du Pont-des-Morts ; place Jean-Spiga ; 6, rue du Palais ; gare. **MONTPELLIER (34)** — 1, place de la Comédie ; ■■■ Cherche-Midi ; centre comm. Le Polygone ; 2, bd Henri-IV ; place Albert-1<sup>er</sup> ; 32, rue de l'Université ; centre comm. Antigone ; 10, bd des Arceaux ; 1003, avenue Paul-Parguel ; 25, bd Sarraill ; 32, ■■■ C.-de-Cabrières ; avenue Emile-Diacon ; route de Mende ; 1 bis, bd Louis-Blanc ; parc des Graves ; kiosque vestibule gare ; kiosque gare niveau 1. **NANCY (54)** — 1, place Stanislas ; 1, rue de Serre ; 16, rue Héré ; 15, ■■■ d'Amerval ; 20, rue Saint-Jean ; 38, rue Saint-Dizier ; place Maginot ; gare. **NANTES (44)** — vestibule gare sud ; gare vestibule ; 1, place Duchesse-Anne ; 1, place de l'Ecluse ; 2, place Graslin ; 8, allée Brancas ; 1, place du Commerce ; 22, rue Contrescarpe ; 9, ■■■ de Budapest ; 1, rue Alfred-Gautte ; 25, ■■■ Voltaire ; 20, rue Franklin ; 16, ■■■ Racine ; centre cial La Bourgeoisière ; 3, bd du Petit-Port ; 2, rue du Fresche-Blanc. **NICE (06)** — 22, ■■■ Masséna ; bd Gambetta/bd Victor-Hugo ; 126, rue de France ; square Ferrier-Magnan ; aéroport 1 ; aéroport 2 ; 73, bd Edouard-Herriot ; place Wilson ; 1, place Masséna ; avenue Jean-Médécine/rue Biscara ; 18, ■■■ 53, avenue Jean-Médécine ; 9, rue Saint-François-de-Paule ; place du Palais-de-Justice ; 39 ter, bd Cimiez ; gare ; **Saint-Laurent Cap 3000** . **NÎMES (30)** — 2, bd Victor-Hugo ; 6, bd de la Libération ; 1, place des Arènes ; 9, bd de l'Amiral-Courbet ; 8, rue du Général-Perrier ; 20, rue Auguste ; 15 ■■■ 42 bis, bd Jean-Jaurès ; 27, rue de la République ; aéroport ; 68, avenue Georges-Pompidou ; 23, avenue Feuchères ; gare ; 53, bd Gambetta. **ORLÉANS (45)** — Chez tous les marchands de journaux. **POITIERS (86)** — 11 ■■■ 33, rue Carnot ; 32, rue Magenta ; 1, place du Maréchal-Leclerc ; 37, rue Gambetta ; 6, rue du Palais ; 6, rue du Marché. **REIMS (51)** — place d'Erion ; 1, ■■■ de Loon ; 15, rue Colbert ; place Royale ; place Myrion-Henrick ; 66 et 150, rue de Vesle ; 1, rue du Colonel-Fabien ; gare ; 13, avenue de Paris ; ZUP La Rafale ; esplanade Fléchambault ; 30, rue Simon ; 88, ■■■ Gambetta ; 140, bd Saint-Marceau ; 170, bd Pommery ; 137, avenue Jean-Jaurès ; 9, rue Ponsardin ; 37, rue Cérés ; 3, rue Henri-IV. **RENNES (35)** — gare ; 9, place de la Gare ; 21, rue Saint-Hélène ; 14, rue du Maréchal-Joffre ; 24, boulevard de la Liberté ; 7 et 40, place du Colombier ; voûte de la Poste ; 4, rue de Nemours ; 2, place Saint-Michel ; 12, rue d'Antrain ; 16, place Sainte-Anne ; 5, rue Duguesclin ; 3, rue d'Estrées ; 13, galerie du Théâtre ; **ROUEN (76)** — centre cial Saint-Sever ; 88, rue Orbe ; 57 et 60, ■■■ d'Amiens ; 117, rue Saint-Vivien ; 11 et 142, rue Saint-Hilaire ; 45, rue A.-Correl ; 66, rue Montainville ; 26, bd d'Orléans ; 7, rue du Grand-Pont ; 20, 71, 176 et 216 bis, rue Beauvoisine ; 59, rue Saint-Sever ; 97, rue du Gros-Horloge ; rue des Charrettes ; place Jacques-Lellieur ; 3, rue Alsace-Lorraine ; 13 et 131, ■■■ Saint-Sever ; 15, ■■■ Saint-Lô ; 6, ■■■ du Bac ; 26, rue des Augustins ; 6 et 42, rue de la République ; 46, ■■■ de la Vicomté ; place du Vieux-Marché ; 150, rue des Charrettes ; 30, ■■■ des Bons-Enfants ; 40 ■■■ 84, ■■■ Cauchoise ; 69 bis, ■■■ Verte ; 3, rue du Renard ; 34, ■■■ Saint-Gervais ; 5 et 125, rue du Champ-des-Oiseaux ; 19, place du Général-de-Gaulle ; gare. — 39, rue Jeanne-d'Arc. **Mont-Saint-Aignan** : 67, rue Louis-Pasteur ; 32, place Colbert ; 116, rue Saint-Maur ; centre cial des Coquets ; centre cial de la Vaine. **SAINT-ETIENNE (42)** — place du Peuple ; 6, place de l'Hôtel-de-Ville ; 6, ■■■ Michel-Rondet ; 1, place Dorian ; 1, rue Blanqui ; 2 et 7, place Jean-Jaurès ; 70, bd de Fraissinette-la-Métare ; 111 bis, cours Fauriel ; Casino Monthieux ; gare Châteaureux. **SOISSONS (60)** — gare place Kléber ; place Broglie ; place Gutenberg ; place de la Gare ; 15, rue de la Haute-Montée ; 4 ■■■ 24, rue du 22-Novembre. **TOULOUSE (31)** — arrivée et départ gare Matabiau ; 41, rue des Lois ; 9, place Arnaud-Bernard ; 8, rue du Poids-de-l'Huile ; 16, place du Capitole ; 20 bis, bd Lascrosses ; aéroport Blagnac ; 55, rue du Taur. **TOURS (37)** — place du Maréchal-Leclerc ; 3, place Jean-Jaurès ; 5, rue de Bordeaux ; 21, 36 bis, 59 et 245 avenue de Grammont ; 3, 24, 47 et 72, ■■■ Nationale ; 6, rue de la Scellerie ; 1, place du Grand-Marché ; patio des Halles ; Galerie Champ-Girault. **TROYES (10)** — gare. **VALENCIENNES (59)** — gare ; 33, avenue du Sénateur-Girard.

AVEC LA COLLABORATION LOGISTIQUE DES NMPP, D'AIR INTER, DE LA SNCF ET DU SERNAM POUR L'ACHEMINEMENT.

par  
rma  
tion  
du  
tion

i, en  
e de  
la  
xaux  
iques  
igle»,  
vorte  
ration  
de la  
clone,  
photo-  
ui est,  
elle du  
il n'en  
preuve,  
er telle

double  
ailleurs  
de Dali  
uble-all-  
Cad-  
ne magi-  
quelques  
fois si  
proches et  
rassem-  
possibles

qui pré-  
e relé par  
■ : mal-  
t bien une

nyé spécial  
rice Botton

ffrir  
us.

SPANA  
station pour la vin-

linetel : 3615 Espagne.



## Séville : les conséquences d'un incendie

## Archéologie d'une résidence

E. de R.

## La brute et le fantôme

## Une serpillière et des émeraudes ne font pas toute une comédie

**Maurice Clavel**  
**ou le Verbe menacé**

SERRAULT BOHRINGER ATKINE CONSTANTIN COWL GRANDT LAFONT LANANANT LÉOTARD MAILLAN MAIRESSE MITCHELL MOCKY NOVEMBRE PETIT PREVOST

# Ville à Vendre

UN FILM DE  
**JEAN-PIERRE MOCKY**



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### L'« Enfant » du Pacifique est de retour

Le Nino, phénomène hydrologique et météorologique que l'on pensait cantonné aux eaux proches du Pérou et de l'Equateur, est, en fait, d'ampleur planétaire

Un cyclone tropical a balayé Bora-Bora et quelques autres îles de la Polynésie française, le 10 décembre 1991. Du 7 au 12 février, une dépression tropicale a fait déferler des vagues énormes sur les Tuamotu (autre archipel de Polynésie française). Depuis le début du mois de février, des pluies extraordinairement abondantes ont provoqué des inondations coûteuses en vies humaines et en dégâts matériels dans la région de Los Angeles (Etats-Unis). Les trois événements se sont produits à des milliers de kilomètres l'un de l'autre. A priori, on pourrait donc penser qu'ils sont totalement indépendants les uns des autres. En fait, le cyclone, la dépression tropicale de Polynésie française et les inondations de Californie ont une seule et même cause : le Nino (1).

Phénomène qui, à intervalles de temps irréguliers, bouleverse de façon tout à fait la situation hydrologique, la situation atmosphérique, donc le climat, le Nino, connu depuis la conquête du Pérou par les Espagnols entre 1531 et 1536, est en train de revenir. Très vite, les conquistadores ont remarqué que, certaines années, aux alentours de Noël (d'où le nom de Nino, l'Enfant, donné au phénomène), les eaux du nord relativement chaudes et riches en matière vivante, qui remplacent pendant le mois de décembre ou de janvier les eaux froides et très riches du sud baignant habituellement les côtes du Pérou et de l'Equateur, persistent pendant un an ou même dix-huit mois.

Ce changement hydrologique s'accompagne, sur le long terme, de pluies diluviennes qui noient une région importante d'Amérique du Sud caractérisée par l'absence presque totale de précipitations. Dans les eaux océaniques proches du continent, les poissons (en particulier les anchovies), les nombreux oiseaux marins, les millions de poissons qui vivent de poissons — qui produisent le guano, autrement dit l'engrais,

exploités, jusqu'à l'apparition des nitrates et phosphates fabriqués, comme engrais et phosphore-meurant littéralement le faim.

Pendant quelque quatre cent cinquante ans, on a cru que le Nino était un phénomène limité à la petite région du Pacifique oriental. Et cette opinion était toujours en vigueur en 1972, lorsque s'est produit un Nino, les plus puissants phénomenes jamais observés. Cette année-là, en effet, les prises d'anchovies se sont effondrées : de 10,2 millions de tonnes en 1971, elles sont tombées à 4,2 millions de tonnes, ruinant toutes les activités directes ou indirectes liées à la pêche. Il est vrai qu'au Nino s'ajoutent les ravages de l'exploitation inconsidérée des anchovies et donc la surpêche : les prises étaient passées de 11 millions en 1955 à 12,6 millions en 1970. Cette opinion sur les conséquences de la surpêche a d'ailleurs renforcé le fait que les prises de poissons n'ont jamais retrouvé leur niveau de 1970.

#### Deux tourbillons symétriques

Quelques années après le Nino catastrophique, des scientifiques du centre de l'ORSTOM de Nouméa, suivis par ceux de la Scripps Institution of Oceanography (américaine) et d'autres organismes de recherche, avaient l'idée de faire faire des mesures de température, de salinité et de chlorophylle de l'eau, de température et d'humidité de l'air, de direction et de force du vent par des officiers, volontaires et bénévoles, de la marine nationale et de diverses nationalités sillonnant les océans, en particulier le Pacifique.

Dans le milieu de la décennie 70, les données de ces nouvelles réunions par océanographie de routine, la confrontation des observations faites dans le Pacifique (en Australie, en particulier) et les images prises par divers satellites ont commencé à changer l'idée que l'on se faisait du



Nino, elle est confirmée par les observations et les mesures recueillies au cours du très fort Nino de 1982-1983.

Il ne s'agit pas d'un phénomène local, mais au contraire d'un phénomène qui « intéresse » tout le Pacifique et même sur l'Indonésie et peut-être même sur une partie de l'océan Atlantique et jusque sur l'océan Atlantique. Le Nino est donc un accident planétaire majeur qu'étudient de nombreuses équipes de spécialistes d'océanographie, de météorologie et de climatologie du monde entier, en particulier celle qu'anime M<sup>me</sup> Pascale Delecluse, du laboratoire d'océanographie dynamique et climatologique (LODYC) du CNRS, dirigé par M<sup>me</sup> Liliane Merlivat.

En temps normal, la circulation océanique est organisée dans le

Pacifique en deux très grands tourbillons symétriques dont l'un tourne dans le Pacifique nord et l'autre dans le Pacifique sud. On simplifie beaucoup, on peut dire que les deux tourbillons ont une forme commune est-ouest qui part de l'Amérique du Sud aux environs de l'Equateur. A l'ouest du Pacifique, on trouve l'équatorial qui divise en deux l'hémisphère nord dans le sens des aiguilles d'une montre ; l'autre tourne dans l'hémisphère sud dans le sens contraire des aiguilles d'une

main. L'hémisphère sud, la branche du tourbillon qui remonte des hautes latitudes sud vers l'Equateur le long des côtes de l'Amérique du Sud est orientée du sud-est au nord-ouest par la forme des côtes du

Pacifique et du sud de l'Equateur. Or, dans la direction du sud-est, l'eau du sud-est est la rotation de la Terre fait que l'eau superficielle est poussée vers le large, c'est-à-dire vers le large.

#### Le phytoplancton aux caravanes

Le long des côtes du Pérou et du sud de l'Equateur, l'eau superficielle chaude est ainsi remplacée par des eaux montées d'une profondeur de quelques centaines de mètres, relativement froides et très riches en éléments minéraux nutritifs. Ce que les spécialistes appellent un upwelling. D'où l'abondance de la matière vivante tout au long de la chaîne alimentaire, du phytoplancton aux caravanes.

Prises dans la branche du tourbillon, les eaux relativement froides forment une langue qui, à la latitude de l'Equateur, s'étend jusque bien au-delà des Galapagos. Cette langue d'eau relativement froide se prolonge jusqu'à la longitude 180° à cause d'un autre upwelling dû aux conditions de la circulation océanique normale le long de l'Equateur.

La situation normale, dans l'est du Pacifique sud-équatorial, est aussi caractérisée par la régularité et la force des alizés du sud-est par la profondeur de la thermocline (le niveau auquel la température a peu près uniformément des surfaces isothermes) qui est à quelque 50 mètres. Dans le Pacifique sud-est, la thermocline tropicale est au large de la Nouvelle-Guinée, la profondeur de la thermocline est à la profondeur d'environ 150 mètres. Les surfaces isothermes constituent donc un énorme volume. Plus étonnant encore, le niveau du Pacifique, le long des côtes du Pérou et de l'Australie et de la Nouvelle-Guinée est plus haut d'une cinquantaine de centimètres qu'il l'est le long de l'Equateur et du Pérou.

Tout cela change en période de Nino. Les alizés du sud-est faiblissent et disparaissent par endroits. La thermocline disparaît à la profondeur de 100 mètres et le niveau de l'Equateur monte à celle de 100 mètres au large du nord-est de l'Australie et de la Nouvelle-Guinée. Le niveau du Pacifique s'annule.

Lire la suite page 18

YVONNE REBEYROL

(1) Il est impossible d'imprimer le mot Nino en espagnol. Nino doit être prononcé Nino. Nino, pronom masculin, veut dire « enfant ». L'orthographe qui est imposée par la technique et qui est la plus regrettable que, pour les spécialistes, les langues, l'espagnol Nino désigne une précipitation : le phénomène n'est jamais traduit.

### Les assaillants de la pensée

Un entretien avec M. Emilio Bizzi, directeur du département « Cerveau et sciences cognitives » du Massachusetts Institute of Technology

« Les sciences cognitives, qui ont pour but d'étudier la faculté et les aptitudes humaines complexes telles que la langue, la mémoire, la perception ou l'action, impliquent une interdisciplinarité telle qu'aucun progrès significatif n'est envisageable », déclarait en janvier 1991 M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie. En France, la nécessité de promouvoir cet immense champ de recherche est désormais reconnue officiellement. Mais les disciplines qui y sont impliquées restent pour l'essentiel dispersées, et beaucoup de travaux ont été faits avant que le programme « Sciences de la cognition », devenu prioritaire par le gouvernement en 1990, ne mette véritablement en place.

Au Massachusetts Institute of Technology (MIT), l'un des plus prestigieux centres de recherche américains, dont les travaux inaugureront, dès les années 80, un fort et fructueux courant de recherche, cet objectif est déjà réalisé. En 1988, un département « Cerveau et sciences cognitives » a été créé. Il réunit aujourd'hui une soixantaine de chercheurs de haut niveau, issus de disciplines aussi diverses que la biologie, la psychologie, l'informatique, la linguistique. M. Emilio Bizzi, directeur de ce département, nous explique les raisons et les résultats de ce choix.

#### CAMBRIDGE (Massachusetts)

« notre envoyé spécial »

« Votre département constitue aujourd'hui une des lignes de force du MIT. Concrètement, quelles recherches y sont-elles organisées ? »

— Pour l'essentiel, nous travaillons autour de quatre pôles principaux. La neurobiologie étudie le fonctionnement des cellules nerveuses, la manière dont les neurones se connectent entre eux, le rôle des neurotransmetteurs dans la bonne marche du cerveau. L'analyse des systèmes sensori-moteurs (vision, mouvement) cherche à comprendre comment l'organisme s'adapte et réagit à l'environnement. La neuroscience computationnelle s'interroge sur la façon dont le cerveau encode, traite et traduit les informations qu'il reçoit. Les sciences cognitives, enfin, tentent de reconstituer la nature humaine en étudiant les mécanismes de la pensée, du langage et du raisonnement.

— Les chercheurs qui préparent leur thèse dans votre département ont-ils accès à des équipements de pointe ?

— Le cerveau humain constitue le système de traitement d'information le plus complexe, le plus sophistiqué et le plus puissant que nous connaissions. Face à ce fabuleux ordinateur biologique, notre objectif est double : comprendre le fonctionnement normal et pathologique (avec d'évidentes implications thérapeutiques), concevoir des systèmes artificiels plus « intelligents » que ceux dont nous disposons aujourd'hui.

— Au niveau de connaissance, très faible — auquel nous sommes parvenus aujourd'hui, les progrès ne peuvent donc venir d'une approche intégrée. A preuve : si l'on énumère les différents angles de recherche sous lesquels une unique fonction cérébrale peut être étudiée, on constate que plusieurs disciplines complémentaires sont toujours requises. La neurophysiologie, la robotique, la science des ordinateurs, mais aussi, bien souvent, la psychologie et la sémantique.

#### Une énorme quantité d'informations

— Pourriez-vous illustrer ce constat par un exemple ?

— Prenons la vision. Pour que je puisse percevoir un verre d'eau posé sur la table, mon cerveau doit traiter une quantité considérable d'informations. Les cellules de la rétine, d'abord, doivent capter les informations lumineuses. Une fois transmises par le nerf optique, ces informations sont traitées par le cortex visuel, dans lequel existent au moins deux régions distinctes : l'une spécialisée dans l'analyse des couleurs, l'autre dans l'analyse de la position spatiale de l'image.

— Cet aspect de la vision, pour l'essentiel, est du ressort de la neurophysiologie. Mais il y a d'autres aspects. On sait par exemple que l'acuité visuelle d'un individu augmente graduellement au cours de sa première année. En précisant, grâce aux travaux de psychobiologistes, les modalités des étapes de maturation du système visuel, on comprendra mieux comment se met en place la structure nerveuse et correspondante.

— Reste enfin à étudier comment le cerveau apprend à reconnaître les formes, à les mémoriser et à leur donner un sens. On aborde ici le domaine des processus cognitifs, pour lesquels une étroite collaboration entre neurobiologistes, psychologues et spécialistes de l'intelligence artificielle est indispensable.

— Compte tenu du degré d'incertitude que possède le cerveau humain, la logique mathématique est-elle un moyen d'étude extrêmement réducteur ?

— Les fonctions cérébrales, c'est vrai, font appel à des processus infiniment plus complexes que ceux qui président aux capacités du plus puissant ordinateur. Pour chaque décision que la vie quotidienne, le cerveau doit intégrer une énorme quantité d'informations, puisées dans sa mémoire ou fournies par ses cinq sens. En revanche, l'ordinateur, il utilise un codage symbolique pour obtenir de ces données une représentation de la réalité extérieure. C'est là qu'intervient la logique mathématique : elle permet de décrire l'un ou l'autre des multiples mécanismes du fonctionnement cérébral.

— Pour concevoir de véritables systèmes experts, capables de reconnaître les formes, à la parité, les informaticiens spécialisés en intelligence artificielle ont, de leur côté, beaucoup à apprendre des neurosciences. L'un des grands avantages de l'ordinateur, on le sait, réside dans sa capacité d'auto-organisation.

Propos recueillis par CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 18

### Les flamboiements du Pinatubo

Les couchers de soleil sont depuis plusieurs mois — et encore pour au moins une année ou deux — d'un rouge extraordinaire. La raison de ces splendeurs qui déploient tout autour de la Terre ? Les explosions du volcan philippin Pinatubo, qui a projeté dans la stratosphère, au mois de juin 1991, quelque 12 millions de tonnes de sulfates et aérosols. Tout après les très violentes explosions du volcan indonésien Krakatoa, en 1883. Le monde entier avait alors bénéficié, pendant deux ou trois semaines, de couchers de soleil exceptionnels, rouges et splendides.

Selon Yves Foucart, professeur au laboratoire d'optique atmosphérique de l'université Lille-I, les aérosols projetés dans la stratosphère par le Pinatubo y sont devenus de minuscules gouttelettes (de moins de 1 micron de diamètre) d'acide sulfurique hydraté qui réfléchissent la lumière solaire : les rayons lumineux qui nous parviennent dans chaque pays en ressortent en suivant une direction différente de celle qu'ils avaient avant d'y avoir pénétré.

Cette diffusion par les aérosols vient en plus de la diffusion « normale » de la lumière dans l'atmosphère. Les molécules d'air présentes dans la basse atmosphère, cette diffusion moléculaire dépend étroitement de la longueur d'onde du rayonnement solaire, que la diffusion des aérosols en dépend peu.

Rappelons que le rayonnement solaire est constitué par des ondes électromagnétiques dont les longueurs d'onde varient de quelques kilomètres au nanomètre

(milliardième de mètre). Parmi les longueurs d'onde, la lumière visible n'occupe qu'une toute petite partie : de plus de 400 nanomètres (infrarouge) à moins de 700 nanomètres (ultraviolet). Entre les valeurs extrêmes de cette « fenêtre » se trouvent, par longueur d'onde décroissante, les couleurs de l'arc-en-ciel : rouge, orange, jaune, vert, bleu, indigo, violet.

#### Une lumière essentiellement rouge

Lorsque le soleil est bas sur l'horizon, ou même sous l'horizon, depuis peu de temps, ses rayons sont très obliques par rapport aux couches de l'atmosphère. Pour les couches basses, ils ont à parcourir un chemin beaucoup plus long. Ils sont donc beaucoup plus d'occasions d'être diffusés. Et ils sont d'autant plus diffusés que leur longueur d'onde est plus grande, c'est-à-dire que le violet, le bleu, le vert, le jaune partent en route et que peu ou pas du rouge d'entre eux prennent la direction de la surface de la Terre.

Les nuages d'aérosols sont donc une lumière qui n'y a plus de violet ni de bleu, qui est essentiellement de rouge. Cette caractéristique s'accroît lorsque l'altitude décroît : les nuages les plus hauts reçoivent le spectre encore presque complet de la lumière visible, mais ceux qui sont plus bas ne reçoivent plus que du rouge.

Y. R.

frir us.



nicel - B&M Espagne



## SCIENCES • MÉDECINE

## Le cancer du bronzage

Selon un groupe d'experts internationaux, il est scientifiquement acquis que le bronzage, naturel ou induit artificiellement, augmente le risque de cancer de la peau

LYON

Envoi spécial

LONGTEMPS discutées, les statistiques épidémiologiques sont éloquentes. Dans plusieurs pays industrialisés, elles révèlent une augmentation notable de mélanomes et d'autres types de tumeurs malignes dans les populations blanches exposées au soleil. Dans certains pays, le taux de mélanomes a augmenté d'environ 10 par an depuis quarante ans. Le taux des types de lésions cutanées cancéreuses paraît également en augmentation, notamment chez les adolescents et jeunes adultes, qui, compte tenu de la pratique du bronzage, ont pu être, à bas âge, soumis à des expositions solaires prolongées. Certaines études établissent ainsi que l'augmentation de la latitude et la décroissance de la latitude ont une influence de la latitude sur l'augmentation de l'exposition au soleil.

Les experts internationaux de diverses disciplines (physico-chimie, cancérologie, épidémiologie), réunis du 11 au 18 février, au Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) à Lyon avaient pour mission de faire le point sur les risques cancérogènes des rayons ultraviolets, qu'ils soient émis par le soleil ou par d'autres sources, et de proposer des recommandations pour la prévention du bronzage d'origine artificielle à partir de leurs rayons.

On sait que, quand il y a une augmentation de l'exposition au soleil, il y a une augmentation de l'exposition aux rayons ultraviolets, qui sont émis par le soleil ou par d'autres sources, et de proposer des recommandations pour la prévention du bronzage d'origine artificielle à partir de leurs rayons.

## CORRESPONDANCE

## Recherche « délocalisée » : une place au soleil !

Nous avons reçu de M. Didier Paris, maître de conférences de géographie, université Lille-I, la lettre suivante :

Dans le cadre du mouvement de délocalisation des services de l'Etat, dont il faut se réjouir par rapport à la nécessité d'aménager le territoire, le premier train des délocalisations de la recherche décidée lors du CIAT du 29 janvier, tel qu'il est présenté dans le Monde du 11 février 1992, apparaît pour le moins paradoxal. Il vient renforcer les inégalités géographiques les plus flagrantes, les plus connues, les plus dénoncées par les acteurs du développement économique des régions concernées.

La recherche n'est l'un des domaines où les disparités Paris-province sont les plus nettes. Mais entre les autres régions de l'Hexagone d'importantes disparités existent également qui, pour une large part l'héritage des décisions d'implantation de laboratoires et d'équipes de recherche prises depuis trente ans dans ce pays. Les grandes bénéficiaires ont été les régions méridionales : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon regroupent aujourd'hui plus de 2 000 chercheurs du secteur public.

En matière de recherche publique, l'effet « sun-belt » n'a rien de spontané, c'est le résultat d'une politique d'aménagement ancienne qui, sur le plan de la recherche, a créé une zone bien dotée derrière le pôle historique de l'Ile-de-France. A contrario, avec près de 4 millions d'habitants, le Nord-Pas-de-Calais en regroupe un peu plus de 400 ; la Picardie une douzaine, la Haute-Normandie 70, la région Champagne-Ardenne une trentaine, la Franche-Comté un peu plus d'une quarantaine.

Ainsi l'effectif des chercheurs du secteur public pour 100 000 habitants dépasse 300 à l'Ile-de-France, 170 dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur, dépasse 100 pour Rhône-Alpes, la Bretagne, l'Alsace, également bien dotées. Par contre il n'atteint pas 35 pour dix régions, celles du Nord et de l'Est, hors Alsace et Lorraine (33,3), le Grand Ouest, hors la Bretagne, la situation qu'on ne connaît pas à la DATAR.

On peut s'interroger sur les mécanismes de décision politique qui,

qui forment la lumière qui est perceptible, 5 % de rayonnements sont des rayons ultraviolets. On distingue principalement dans le spectre ultraviolet (UV), les UV C (de 100 à 280 nanomètres), les UV B (280 à 315 nm) et les UV A (315 à 400 nm). Tous les rayons ultraviolets sont filtrés par la couche d'ozone, par d'autres composants de l'atmosphère. Cette même couche d'ozone réduit aussi la quantité de rayons UV B qui atteignent la Terre.

## Lampes dangereuses

« Les rayons UV sont connus depuis longtemps comme étant l'origine des coups de soleil. Ils ont été considérés jusqu'à ce jour comme la partie la plus active, biologiquement, du spectre ultraviolet terrestre », ont expliqué les spécialistes. Ils précisent que l'espèce humaine est également exposée à des rayons artificiels de rayons UV. Cette exposition peut être volontaire (lampes UV, lits solaires et solariums), médicale (traitement de différentes maladies dermatologiques comme le psoriasis), professionnelle. Le grand public est également exposé à de faibles doses d'ultraviolets provenant des lampes fluorescentes ou des lampes halogènes utilisées pour l'éclairage d'ambiance.

La démonstration de l'effet cancérogène des expositions au rayonnement solaire ainsi qu'aux différents composants des rayons UV est apportée en plus à l'épidémiologie par l'expérimentation animale. Au terme de l'examen de l'ensemble des données scientifiques actuellement disponibles, le

groupe de travail réuni par le CIRC conclut que « l'apparition de mélanomes est en relation avec l'effet des rayons ultraviolets ».

Pour ce qui est des rayons artificiels de rayonnement, les experts estiment que « quelques indices existant montrant que l'utilisation de certaines lampes solaires et de certains lits solaires induit des dommages à la peau, la partie du spectre UV paraissant la plus dangereuse pour l'induction du cancer est située approximativement entre 250 et 350 nm, mais les longueurs d'onde de part et d'autre de cette zone provoquent aussi des dommages aux organismes vivants ».

En d'autres termes, contrairement à ce que l'on a longtemps pensé, on ne peut limiter aux UV B le caractère potentiellement dangereux des rayons UV, le danger pouvant également provenir de la partie UV A et des UV C. Les spécialistes réunis à Lyon rappellent notamment que les lampes à bronzage utilisées jusqu'à ces années 70 émettaient des quantités relativement importantes de rayons UV B et UV C ; elles ont été remplacées par des lampes émettant principalement des rayons UV A, en petites quantités variables de rayons UV B.

Ces conclusions rejoignent l'une de celles de la conférence de l'Académie américaine de dermatologie sur le photovieillissement en 1977, le docteur Jean-Pierre Delisle et M. Francesco Huppo Freda, deux psychanalystes, ont inversé la formule « C'est parce qu'il y a de la drogue qu'il y a des toxicomanes » qui avait cours à l'époque. Ils affirment au contraire que « la toxicomanie crée la drogue ».

Celui qui choisit d'entrer à 29, rue Grandval, comme on pu le faire près de 2 000 personnes depuis plus de quinze ans, peut donc s'attendre à y être accueilli comme simple victime des dealers ou l'environnement social. « On n'est pas toxicomane », affirme le docteur Delisle. Le président du centre de Reims reconnaît seulement qu'une « médicalisation médicamenteuse » peut créer une atmosphère propice au recours à des produits ou illicites.

## « S'en sortir »

Les deux médecins, membres de l'équipe d'une vingtaine de personnes du centre de Reims, ne préconisent aucun produit de substitution et ne réduisent pas d'ordonnance de complaisance. Les personnes qui viennent à Reims ont vraiment décidé de « s'en sortir ». Certaines s'avouent même toxicomanes alors qu'elles ont cessé de prendre des produits illicites depuis plusieurs mois. Mais elles ont eu en moyenne pendant plus de deux ans la drogue comme compagne. « Pour partager, même », explique M. Freda, aujourd'hui directeur du centre de Reims. « Le toxicomane a fait de la drogue une personne. Elle lui a pris et lui a donné ».

A ceux qui estiment que la toxicomanie est une maladie, M. Freda répond qu'elle est au contraire une illusoire solution aux difficultés rela-

teuses. Ce centre est hébergé par le dôme qui oppose aux affirmations de l'industrie des salons de bronzage. Les propriétaires de ces salons soutiennent qu'un bronzage induit par les UV A, dénué des effets néfastes des rayons UV B, ne présente aucun danger et protège des expositions ultérieures au soleil. Les photobiologistes ne désolent pas dépourvus de risques et qu'un bronzage induit par les UV A présente une faible protection envers les effets du soleil.

Les dangers du bronzage, qu'il soit naturel ou induit de manière artificielle, semblent donc aujourd'hui scientifiquement acquis, quels que soient les arguments développés par les industriels spécialisés dans la fabrication des écrans « protecteurs » ou des « écrans photoprotecteurs ». Les conclusions des experts devraient vite être l'objet d'une large diffusion auprès du grand public, trop souvent sensible au charme du bronzage mais ignorant de ses dangers réels. La prochaine et très importante question dans ce domaine concerne les effets potentiels de la modification de la structure de la couche d'ozone sur la fréquence d'apparition des cancers de la peau.

JEAN-YVES MAU

(1) « L'association pour le bronzage », question posée par le Dr W. L. Morrison, suppléant « Dermatologie » du JAMA, édition française du 15 juin 1991, (24 bis, rue Verd-de-Saint-Julien, 91100 Meudon). On se réfère également avec le plus grand intérêt à l'article de synthèse « Le soleil, le bronzage et la santé », paru dans la revue Prescrire dans son numéro de juin 1991. (BP 459, 75527 Paris Cedex 11.)

## Les assaillants de la pensée

Suite de la page 17

« D'où l'intérêt des découvertes récentes sur les « réseaux de neurones » qui, dans le cortex cérébral, transforment leur architecture en fonction de l'environnement. C'est un type de progrès que l'on doit au superordinateur, la « Connection machine », dont la structure et le fonctionnement s'approchent de ceux du cerveau humain (le 14 février 1990), et dont le prototype a été conçu au MIT, l'agence artificielle du MIT.

« Au sein du département, votre laboratoire travaille plus précisément sur le mouvement musculaire. Quel est l'objectif de ces recherches ?

« Reprenons l'exemple du verre d'eau : une fois son image reçue et traitée par le cerveau, celui-ci va maintenant commander à ma main de le tenir. Ce simple mouvement, lui aussi, implique la mise en œuvre de processus extrêmement complexes : sur les dizaines de muscles qui contiennent mon bras, seuls quelques-uns vont être activés, qui donneront à mon bras la flexion et l'amplitude souhaitées. Et, en main, sans même que je m'en aperçoive, anticipera sur la forme tridimensionnelle de l'objet à saisir.

« Comment le système nerveux central réalise-t-il cette performance ? Par quel codage transforme-t-il la représentation visuelle et mentale du geste que je veux accomplir pour ces signaux, à leur tour, activent les muscles correspondants ? C'est ce que nous cherchons à comprendre.

« Avez-vous enregistré récemment des progrès dans ce domaine ?

« D'un point de vue neurobiologique, le problème se pose en termes quantitatifs. Compte tenu du nombre de muscles différents qui contiennent l'organisme, il ne peut en être question, dans le cerveau, une structure spécifique pour chacun de ces muscles. Les recherches menées dans notre laboratoire nous ont permis de découvrir, en 1991, qu'il existait chez la grenouille, à ce niveau intermédiaire entre le

cerveau et les nerfs, une « centrale commandée » des mouvements des membres.

« Cette « centrale » commande celle-ci forme des mouvements qui, selon les muscles différents, dans la région de la main, chaque membre prendra une position particulière dans l'espace. Il s'agit de comprendre comment ce niveau de commande rudimentaire peut contrôler des mouvements si généralisables à toutes les espèces vivantes, notamment à l'homme.

« Si tel était le cas, ces travaux pourraient-ils trouver des applications, notamment dans le domaine de la robotique ?

« Les robots ont imité les robots dans la mesure où elles leur ont donné un type de cerveau différent de celui que nous avons aujourd'hui. Fabriques des muscles partiellement autonomes, capables de voir et de coordonner leurs mouvements dans leur environnement, pose encore d'énormes problèmes. Les performances des robots sont très stéréotypées, très pauvres, comparées aux performances des organismes vivants. Cela est dû principalement au fait que ces systèmes sont construits sur la logique mathématique, qui ne représente, on l'a vu, qu'une partie des principes biologiques qui gouvernent le cerveau.

« En ce sens, les travaux menés dans votre laboratoire pourraient-ils contribuer à la conception de robots plus intelligents, plus proches de leur environnement ? Mais l'on ne sait encore à peu près ce domaine qu'il s'agit d'une perspective à très long terme. Les robots actuels ne peuvent encore véritablement exploiter ce domaine de recherche.

« Et dans le domaine médical ?

« De nombreuses maladies ou lésions neurologiques entraînent des déficiences motrices, qui en limitent aux muscles moteurs, et les personnes atteintes de ces déficiences sont souvent désemparées. Cette impuissance, pour l'essentiel, provient d'une faible capacité à transmettre des informations à la main dont fonctionne le système nerveux. Cela est dû principalement à ce qui reste à comprendre ne permet pas, dans ce domaine, d'espérer des avancées très rapides. Mais il n'y aura pas d'autre moyen de progrès.

« L'activité motrice représente-t-elle, selon vous, une forme d'intelligence ?

« Le mouvement volontaire est contrôlé, assurément, implique une « intelligence biologique ». Dans le règne animal, la survie dépend du système sensori-moteur, qui permet de percevoir l'environnement et d'agir en conséquence. D'un point de vue évolutif, le cerveau des mammifères s'est développé avant tout pour permettre la coordination et le contrôle des mouvements. On peut dire, en ce sens, que le système sensori-moteur est l'origine de l'intelligence.

« Chez l'homme, doué de parole et de parole, le mouvement volontaire implique également des processus cognitifs. Comment apprenons-nous à effectuer, quasiment automatiquement, un ensemble de gestes aussi sophistiqués que ceux que nous permet de nos chaussures ? Les stocks nous donnent une connaissance, dont on sait que la mémoire est extrêmement robuste ? A l'heure actuelle, les systèmes sensori-moteurs ne permettent pas de pratiquer dans l'apprentissage des mouvements. Voilà ce que j'aime dans cette recherche : nous étudions des gestes très ordinaires, que nous faisons tous les jours, mais qui impliquent des mécanismes d'une telle complexité qu'on ne les comprend toujours pas ».

Propos recueillis par CATHERINE VINCENT

## Toxicomanes sur le divan

La psychanalyse est une pièce maîtresse de l'arsenal thérapeutique du Centre d'accueil et de soins des toxicomanes de Reims

REIMS

Envoi spécial

« La drogue fait du bien. » Cette formule paradoxale est prononcée au Centre d'accueil et de soins des toxicomanes de Reims. Cette institution, née de la volonté de deux hommes de répondre à des problèmes posés par la toxicomanie, mais en créant leur propre centre de soins, Jean-Pierre Delisle et M. Francesco Huppo Freda, deux psychanalystes, ont inversé la formule « C'est parce qu'il y a de la drogue qu'il y a des toxicomanes » qui avait cours à l'époque. Ils affirment au contraire que « la toxicomanie crée la drogue ».

Celui qui choisit d'entrer à 29, rue Grandval, comme on pu le faire près de 2 000 personnes depuis plus de quinze ans, peut donc s'attendre à y être accueilli comme simple victime des dealers ou l'environnement social. « On n'est pas toxicomane », affirme le docteur Delisle. Le président du centre de Reims reconnaît seulement qu'une « médicalisation médicamenteuse » peut créer une atmosphère propice au recours à des produits ou illicites.

## « S'en sortir »

Les deux médecins, membres de l'équipe d'une vingtaine de personnes du centre de Reims, ne préconisent aucun produit de substitution et ne réduisent pas d'ordonnance de complaisance. Les personnes qui viennent à Reims ont vraiment décidé de « s'en sortir ». Certaines s'avouent même toxicomanes alors qu'elles ont cessé de prendre des produits illicites depuis plusieurs mois. Mais elles ont eu en moyenne pendant plus de deux ans la drogue comme compagne. « Pour partager, même », explique M. Freda, aujourd'hui directeur du centre de Reims. « Le toxicomane a fait de la drogue une personne. Elle lui a pris et lui a donné ».

A ceux qui estiment que la toxicomanie est une maladie, M. Freda répond qu'elle est au contraire une illusoire solution aux difficultés rela-

tionnelles. M. Delisle et M. Freda ont créé une association pour pouvoir introduire, dans un traitement thérapeutique pour les toxicomanes, « la psychanalyse ». Certains membres de l'association, qui ont eux-mêmes été toxicomanes, ont inversé la formule « C'est parce qu'il y a de la drogue qu'il y a des toxicomanes » qui avait cours à l'époque. Ils affirment au contraire que « la toxicomanie crée la drogue ».

Un patient a cinq semaines d'origine à l'agglomération rémoise. Il a entendu parler du centre au cours de leur errance d'insertion spécialisée et a décidé de s'inscrire.

cent toxicomanes qui passent, chaque année peuvent séjourner pendant plusieurs mois, jusqu'à deux ans pour certains, dans le centre sanitaire géré par l'association en plein cœur de la ville. « Je suis le plus malade des toxicomanes », dit-il. Mais la drogue, à leur tour, ils prennent le risque de leur personnalité, qu'ils ne veulent se laisser devenir toxicomanes.

Les militants de l'association rémoise veulent partager leur analyse. Ils organisent chaque semaine des journées internationales sur la toxicomanie et les maladies mentales. Ils ont en leur sein un institut de recherches spécialisées qui fonctionne comme un centre de documentation. Les pouvoirs publics ont financé le centre avec un budget annuel de 5,5 millions de francs.

CHRISTOPHE DE CHENAY

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant ; la publication Bruno Frappat, la rédaction Jacques Gué, la gestion Manuel Lucbert, directeur général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Halperin, Yves Agnès, Jacques Anselme, Thomas Ferenzi, Philippe Herremans, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : 40-80-30-10



# SCIENCES - MEDECINE

POINT DE VUE

## Le médecin et la marchandise

par Jean Carpentier

**M** BRUNO DUREUX, ministre délégué à la santé, m'a dit, dans ces derniers jours (le Monde du 11 septembre 1991), de la médecine conventionnelle, Médecin généraliste conventionné, 1 à Paris, je ne me passe pas de la médecine. C'est cher, ni à l'usage, ni par conséquent à la Sécurité sociale. Toujours dans ces colonnes (le Monde du 29 janvier 1992), j'ai lu le « Point de vue » de « Plaidoyer pour une médecine médicale française ». Le président du groupe Sophie Medical et du Club Biotech, Avenir explique les technologies médicales, un enjeu pour la France et que « aujourd'hui aux alentours de 13 milliards de francs, le secteur peut vite atteindre 20 milliards de francs et être donc voisin des grandes industries françaises, avec les médecins, les chercheurs, et la technologie, une ambition passionnante que l'espace, l'aéronautique et le militaire. »

Parlons-nous d'un « l'autre » même « homme », ou du « complexe médico-industriel » dont il est question dans les colonnes du New England Journal of Medicine (1).

Quand M. Dureux nous parle de « bonne volonté », on se sent bien heurté à l'usage : la politique qu'il est n'a rien à voir avec la santé, le traitement de la maladie qui lui propose le « complexe médico-industriel » de M. Blamont.

Somme toute, quand on nous demande de la santé, on nous demande (et la demande n'est pas nouvelle), nous sommes légitimement nous poser une question : la santé concerne-t-elle vraiment la santé ou la gestion d'un matériel mis en place il y a plus ou moins de temps, en fonction d'intérêts qui n'ont que l'apparence d'être au service de la santé ?

Il me semble être de reprendre la question à partir de là où elle se pose.

Je suis médecin dans un quartier, fatigué et déprimé en ces temps, toxomanes, alcooliques, sidéens, et enseignants perturbés, imbibés en détresse, lombalgiques, hypertendus, cancéreux, diabétiques et souffrants du travail, anxieux, irrités, asthmatiques, et dans des drapages de la vie... Bref, j'ai vu passer des gens (parfois d'une souffrance qui s'exprime sous des formes diverses et variées, mais des histoires particulières).

Quelqu'un, donc, entre dans mon cabinet, je l'examine, je le regarde, j'écoute et réciproquement. Il se passe dans cette rencontre quelque chose qui n'est pas simplement un transfert, quelque chose qui est thérapeutique. Eventuellement, après négociation, on peut se terminer par une ordonnance de médicaments et d'examen complémentaires.

taires (radios, prise de sang, etc.) et deux.

Cela paraît tout simple, mais depuis longtemps se multiplient les développements des dérivés : la plus grave étant la mise en œuvre rapide de l'instrumentation technique.

Une dame, qui a prescrit une crème champignons, lui abîmaient les pieds, me dit : « C'est drôle, il y a six mois, j'ai eu la même chose. J'ai été chez un médecin qui m'a posé quelques questions en tapant sur mes touches. Il m'a prescrit une crème et elle a disparu. »

Anecdote légère, mais nous n'en manquons pas de plus lourdes. Par exemple : je pourrais aussi parler de Madame X qui subit trois fibroscopies pour des vomissements incoercibles, et qui finit par « avouer » un retard de règles qui permet de conclure à la plus naturelle des « maladies ». On ne lui avait rien demandé !

Inquiet, trouvant quelque secours dans la valorisation de tout ce qui est comptable, tout ce qui permet de négocier l'humain, le relationnel et l'affectif, soumis aux vitrines luxuriantes de la technologie médicale, revues et autres MEDEC, il a un ordinateur objectifant son malade, prescrit, protocole des examens, enregistre des données et instruments.

« Tout cela devrait nous ramener à un vieux débat. »

La médecine moderne a du pouvoir (ce n'est pas le sien mais il ne le voit pas) et, nous sommes inquiets, en général, son « client médecin » en redemande. Qu'on ne s'y trompe pas, ce que le médecin n'est pas une caricature. Mais si, grâce à Dieu, quand il y a tendance à y avoir une médecine à la mode, nous sommes à un pragmatisme médical ; de son côté, François Blamont débouche des plans industriels très concrets : les programmes de santé de nos pays, les politiques de santé, les manières diverses, mais centrées sur les mêmes besoins, les mêmes technologies. Cette situation manifeste l'hégémonie du modèle « scientifique » : la médecine réduite à affronter le symptôme devient un produit de consommation. De fait, nous sommes arrivés à un moment où le projet de « gérer la santé » est impossible si nous ne réintroduisons pas la médecine.

Tout cela devrait nous ramener à un vieux débat, dans un livre paru à Paris en 1922, Dr James Mackenzie, membre du Collège royal des médecins et président du Lister Hospital, s'inquiétait : « Pendant ces cinquante dernières années, les hommes de la médecine et les chirurgiens ont fait de tels progrès dans leur spécialisation qu'ils usurpent la place du médecin. » On peut encore remonter plus loin : le temps, jusqu'aux cinquième et sixième siècles avant Jésus-Christ, à la discussion qui agitait les médecins de Cnide et de Cos, à l'époque où, au dire de Platon, Hippocrate avait l'idée selon laquelle « on ne peut guérir la nature de l'homme ».

Le débat a été quasiment clos juste après la guerre, au profit du modèle « scientifique » qui nous conduisait à l'indiscutable avènement de l'hégémonie et induit la négation d'une complexité qui n'est reconnue qu'à ses origines. Faut-il rappeler que la médecine n'est pas une science, mais un lieu de la science et du réel de la vie d'un individu qui la questionne ? Il faut alors se poser la question : la médecine, la science et le réel de la vie d'un individu qui la questionne ? Il faut alors se poser la question : la médecine, la science et le réel de la vie d'un individu qui la questionne ?

Passage obligé : inutile d'espérer régler la question des « économies » sans nous poser d'abord la question de la qualité de ce qui est distribué. Car nous savons que, même dans une économie de marché, la médecine ne sera jamais réduite à une marchandise. Nous ne sortirons de la crise, des maux que nous nous malentendons, que si nous travaillons à force de remettre en cause les « évidences » sur lesquelles nous fonde le discours actuel. Il est indispensable de réviser l'histoire de la médecine et de promouvoir un modèle de référence qui intègre la science et les techniques médicales et les instruments de la médecine parmi d'autres, et qui intègre de ce fait que nous risquons d'être, avec ceux qui nous servent, les instruments des holdings.

(1) NEVEU 1991, 325, p. 15-40.

Le docteur Jean Carpentier est médecin généraliste (secteur II) dans le douzième arrondissement de Paris.

## L'« Enfant » du Pacifique est de retour

Schéma de la page 17

D'autres modifications se produisent dans l'ensemble des zones du Pacifique intertropical occidental, les alizés du nord-est (au nord de l'équateur) et ceux du sud-est (au sud de l'équateur) remplacés par des vents d'ouest. En temps normal, leur zone de convergence intertropicale (ZIC) se dédouble : il y a la ZIC nord (entre 10° et 15° nord) et la ZIC sud (entre 10° et 15° sud), marquées l'une et l'autre par des vents d'est très faibles. En période de Nino, la ZIC nord monte vers le nord : elle se fonde au voisinage de l'équateur. Les vents d'ouest arrivent par conséquent jusqu'aux côtes occidentales d'Amérique. Là, les hautes montagnes toutes proches de l'océan expliquent les pluies diluviennes qui s'abattent sur les régions littorales.

**Des eaux anormalement chaudes**

La ZIC unique s'installe au-dessus d'une anomalie positive des températures superficielles de l'océan Pacifique intertropical. Entre les longitudes de 140° et 180°, les températures peuvent monter de 2°C à 5°C sur une superficie initiale de plusieurs milliers de kilomètres carrés, ensuite sur une bonne partie du Pacifique intertropical. Or, les cyclones tropicaux se forment qu'au-dessus d'eaux dont les températures superficielles sont au moins de 26°C. Ces anomalies de température expliquent que la Polynésie, épargnée par les cyclones en temps normal, soit balayée par ceux-ci au période Nino. D'après les archives de

Météo-France, la Polynésie française souffrit de douze ou quatorze cyclones destructeurs entre 1831 et 1982. Pendant le très fort Nino de 1982-1983, elle subit six entre décembre 1982 et avril 1983.

Le Nino 1982-1983 est venu à un moment où les scientifiques étaient déjà conscients de l'existence de ce phénomène. Ils ont donc constaté que, pendant ce Nino, une partie de l'Australie, l'Indonésie, les Philippines, le Mexique, le Lanka et le sud de l'Inde étaient accablés d'une sécheresse catastrophique et rare, alors que la Californie, les déserts du sud-ouest des États-Unis, la Louisiane, la Floride et Cuba étaient noyés sous de vrais déluges. Ils ont aussi relevé qu'au-dessus du Pacifique, la répartition des hautes et basses pressions était très différente de ce qu'elle est normalement.

Les observations pendant le Nino de 1982-1983 ont fait douter des idées reçues. Jusque-là, on croyait que le phénomène se propageait vers l'ouest. En fait, le Nino s'ancre par les anomalies positives de températures du milieu du Pacifique puis se propage vers l'est avant d'« intéresser » l'océan. Cette séquence s'est répétée pendant le petit Nino 1986-1987.

De même, le satellite Geosat (lancé en 1985) a pu constater que le Nino a constamment modifié la pente du Pacifique ne se modifie pas seulement dans le sens des parallèles (est-ouest), mais aussi dans le sens des méridiens (nord-sud).

Il est certain qu'un Nino en train de s'installer dans le Pacifique. Les spécialistes pensent que le maximum du phénomène pourrait survenir en mai ou avril prochain.

chains. Le 18 décembre 1991, l'anomalie positive des températures superficielles des eaux du Pacifique était déjà de 2°C sur une zone centrée sur l'équateur et allant de 150° à 170° ouest. Entre le 9 et le 15 février, l'anomalie était de +2°C à +3°C elle s'étirait le long de l'équateur entre les longitudes 115° et 170° ouest. Et n'oublions qu'un cyclone a balayé la Polynésie en 1991 que la Californie vient d'être noyée sous des déluges.

Quel est la cause Ninos ? On n'en sait encore trop rien. Mais Pascal Delecluse nous a fait remarquer que, de toutes façons, le système intertropical est instable, en particulier celui du Pacifique qui est le plus grand océan. Il doit donc y avoir des événements capables de déclencher un Nino, mais ceux-ci, qui sont des banals, s'aggravent par le fait que l'amplification exceptionnelle qu'elle crée un Nino. Cette banalité du phénomène est sûrement le « déstabilisateur » d'un Nino.

Quel que soit le développement de cette année, on peut dire que chose : le Nino 1991-1992 sera celui qui aura jamais été le mieux étudié.

YVONNE REBEYROL

**Le Monde ÉDITIONS**

**LA SANTÉ**

Guide des formations supérieures à débouchés professionnels

Collection "Vos Études" dirigée par Frédéric Gausse

VENTE EN ALTERNANCE

la ville et le monde

la cité

Le Monde

## Colloque "Santé des citoyens et réalités de la médecine" 15 et 16 avril 1992 à 19h30

Sans doute est-ce au travers de la médecine que le citoyen aujourd'hui voit la science et ses applications : le plus direct et le plus passionnel. Le souci de la santé se trouve aggravé par les conditions de la vie moderne, dramatisé par la répartition des grandes épidémies, par une véritable industrie de la « forme ».

Chaque séance animée par Françoise Bellanger, la cité, Manuel Luchet, du Monde.

Le public exprimera son opinion en répondant par vote électronique aux questions posées après chaque intervention, l'ensemble des réponses sera commenté par Serge Karsenty.

mercredi 15 avril

### La santé comme idéal

Anne-Marie Moulin : existe-t-il une définition scientifique de la santé ?

Claudine Herzlich et Claude Got : de la norme biologique à la normalisation sociale.

Joël Ménard et Philippe Schillinger : l'appétit de médicaments.

Jean Carpentier et Stanislaw Tomkiewicz : la santé et la vie moderne.

Joël de Rosnay : la santé à l'heure du marché et des médias.

jeudi 16 avril

### Réalités de la médecine

Jean-Louis Funck-Brentano : la révolution thérapeutique.

Jean-Louis Funck-Brentano : la médecine prédictive.

Philippe Lazar et Franck Nouchi : les choix de la recherche.

François Delaporte : le défi des épidémies.

Michèle Fardeau et Renée Sebag-Lanoë : la vie prolongée.

Closure : Simone Vall, Député au Parlement Européen.

Vous êtes invités à formuler des questions sur le thème du colloque par minitel 3615 Villette / 3615 Le Monde ou par écrit à la Cité des Sciences.

Elles seront communiquées aux intervenants et analysées par Dominique Lacourt : introduction du colloque.

Accès sur inscription citée des Sciences et de l'Industrie 30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris Métro Porte de la Villette Renseignements : 40 05 73 32

Bulletin d'inscription et questions à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCR, colloque "Santé..."

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la parution : 10 ans à compter du 10 Mars 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

**Le Monde PUBLICITE**

Jacques Lesourne, président  
Philippe Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avile  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc. MONDIPUB 15 F

Téléc. : 46-62-72-73 - Société Éditrice de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimerie du « Monde »  
12, r. M. Guesbroux  
94852 IVRY CEDEX (1990)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télégrammes : (1) 40-65-25-98  
Téléc. : 206.806F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-28  
Télégrammes : (1) 48-60-30-11  
Téléc. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

**ABONNEMENTS**

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	468 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif aux demandes.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné du règlement ci-dessus par MINITEL : 36-15 LEMONDE ou par ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à nous en aviser avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

PP, Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Je soussigné, avoir l'obligation d'imprimer tous les noms en capitales d'imprimerie.

offrir lus.



pour le

Espace







## BILLET

## Une « sécu » outre-Atlantique ?

Accusée de pousser les prélèvements obligatoires à la hausse, la ralliée pour son rôle perpétuel, l'assurance sociale souffre d'une bien méritée réputation. Cette défiance n'est pas sans fondements. Mais les Français devraient sans doute prêter une attention plus particulière aux Etats-Unis, où l'un des enjeux majeurs de la campagne présidentielle porte justement sur la protection sociale. Ils découvrirent alors qu'on les envie. Car l'Amérique est en train de faire l'expérience que le socialisme appliqué à la santé est une voie sans issue, à la fois ingérable et budgétivore. Alors que les dépenses de santé y représentent 12,4 % du PIB (contre 11 % en France), 34 à 37 millions de personnes, soit 15 % de la population, sont considérées comme non protégées. Pour être soigné, trop s'inquiète-t-on de son compte en banque, il faut, outre-Atlantique, être âgé de plus de soixante-cinq ans ou disposer de revenus inférieurs à 50 % du 60 % du salaire de la population. Les services sociaux, quand ils existent, sont souvent, quand ils le peuvent, des services supérieurs de soins d'urgence, dont les coûts sont en fonction de l'état de santé du patient. Pour être soigné, il faut donc être riche. Comment, dans ces conditions, s'étonner que les Etats-Unis n'occupent que le quinzième rang mondial pour l'espérance de vie en revanche la vingt-troisième pour la mortalité infantile ? Face à ce constat, les hommes politiques américains se posent de sérieuses questions. Sentant le danger, le président Bush envisage de consacrer 100 milliards de dollars sur cinq ans à des programmes sociaux pour les ménages à faible revenu. Mais les républicains, qui ont gagné les élections d'août, ne veulent pas de ce système. Ils préfèrent une « sécu » à la française, qui leur semble plus efficace. La protection sociale américaine ne peut pas s'écarter de la France. Elle n'occupe que le quinzième rang pour la part des remboursements sociaux par les régimes obligatoires. Et, pour ne pas perdre de vue l'exemple, la forte croissance des dépenses d'honoraires médicaux a contribué à la pente glissante.

JEAN-MICHEL NORMAND

Avec 2 965 617 demandeurs d'emploi

## Le chômage a progressé de 1 % en janvier

Au premier mois de l'année, le chômage s'est de nouveau aggravé, après l'accroissement de décembre. Selon les statistiques rendues publiques le 25 février par le ministère du travail, la hausse a été de 1 % en données corrigées des variations saisonnières pour le mois de janvier. Avec 2 965 617 demandeurs d'emploi, les données brutes, les 3 millions ne sont désormais plus à atteindre.

Après une année 1991 déplorable pour l'évolution du chômage, le mois de décembre dernier avait permis d'entrevoir les signes annonciateurs d'un léger frémissement, confirmés par une augmentation attendue, sur douze mois, des effectifs de 0,4 %. Au 25 février, les chiffres du chômage publiés le 25 février par le ministère du travail, il s'agit d'un recul de 1,3 % en données corrigées, soit 2 965 617 demandeurs d'emploi, soit + 1 % par rapport au mois précédent et + 12,2 % par rapport à l'année 1990. Au total, le chômage a reculé de 1,3 % depuis janvier 1991.

En données brutes, c'est pire : les chiffres de l'INSEE enregistrent 46 000 personnes supplémentaires (318 600 en un an) et l'augmentation est de 1,6 %, soit + 1,6 % par rapport à l'année 1990. Au total, le chômage a reculé de 1,3 % depuis janvier 1991. Le chômage a reculé de 1,3 % depuis janvier 1991.

Les 3 millions se rapproche, qui devrait finalement être franchie dans les prochaines semaines. Pour se réjouir, il n'y a guère que les évaluations réalisées par le BIT (Bureau international du travail) qui permettent d'estimer à 436 000 chômeurs en janvier 1992, le nombre de chômeurs par rapport à la population active, demeuré inchangé depuis deux mois, il est à 9,8 %.

## Les hommes plus que les femmes

L'explication réside dans la faiblesse du volume des sorties de l'ANPE, mauvais indicateur de la conjoncture économique. En cours de mois, celles-ci ont diminué de 7,3 % en données corrigées, et de 4,1 % en données brutes. Le nombre d'inscriptions au stage n'ayant pas progressé depuis l'année dernière, les difficultés proviennent surtout de la baisse des reprises d'un emploi (- 4,3 % en un an). Toujours d'un niveau trop faible, avec 45 000 propositions enregistrées pendant la mois en données corrigées, les offres d'un emploi stable, en augmentation de 4,2 % par rapport à janvier 1991, sont d'ailleurs en recul de 1,3 % en un mois. Or, les signes d'amélioration sont surtout apparus sur des indices en décembre.

Parallèlement, les nouvelles inscriptions à l'ANPE démontrent que la situation des entreprises ne s'améliore pas, ou que les besoins d'emploi demeurent à l'ordre

du jour. Considérées globales, les entrées en chômage augmentent de 0,3 % en un mois et de 0,6 % en un an, en données corrigées. S'il y a moins d'arrivées de jeunes à la recherche d'un premier emploi (- 8,7 % en un an, soit le moins élevé depuis janvier 1988), les licenciements économiques poursuivent leur hausse : + 13,1 % depuis un an.

Cela signifie que les entreprises confirment leurs plans de réduction d'effectifs, surtout dans les secteurs industriels. Sont donc touchés, plus que les femmes, massivement salariées du tertiaire, les hommes, davantage présents dans les emplois traditionnels. Sur un an, les hommes ont perdu 1,3 % de leur emploi, contre 0,8 % pour les femmes. Le chômage a augmenté à peine moins vite (+ 12,2 %) que celui des vingt-cinq à quarante-neuf ans (+ 15,5 %), victimes des restructurations industrielles.

Les motifs de satisfaction sont rares. Certes, le nombre de créations de travail progresse pour les intérimaires (+ 5,4 % en un an), mais ceux-ci, avec 1,3 % de travail à durée déterminée, figurent toujours parmi les premières victimes d'entrée dans le chômage. Quant aux journées indemnisables au titre du chômage partiel, elles croissent de 58,1 % en un an, sans pour autant trouver une raison d'être. Mais si l'on considère cette indemnisation comme un facteur de la croissance du chômage.

ALAIN LEBEAUCHE

Grâce à une politique monétaire rigoureuse

## Les autorités monétaires russes espèrent un raffermissement durable du rouble

Moins de deux mois après le lancement de la réforme économique en Russie, les autorités économiques continuent de se dégrader. Selon le ministre de l'économie, M. Andreï Nekhaïev, la production industrielle devrait poursuivre sa chute au cours des prochains mois, mais le gouvernement de la Banque centrale, M. Gueorgi Matioukhine, estime que le déficit budgétaire ne pourra pas être ramené à 10 % du produit intérieur brut. Depuis plusieurs jours cependant, le rouble se raffermie contre le dollar.

Le rouble, la monnaie de l'Union soviétique, traverse une période de fortes turbulences, après des décennies de stabilité. En décembre 1991, M. Boris Eltsine décidait de réformer les opérations de change, permettant aux établissements bancaires de négocier librement les devises, et, rapidement, le cours du rouble s'écroulait. Il fallait 100, voire 130 roubles, pour obtenir un précieux dollar. Or, depuis quelques jours, le cours du rouble s'est nettement raffermi et le dollar s'échange actuellement à 70 roubles environ.

Selon le gouverneur de la banque centrale de Russie, M. Gueorgi Matioukhine, du 24 février à Paris

lundi 24 février, les autorités monétaires russes ont d'intervenir sur le marché. « Il est possible de jouer avec le cours de change », a déclaré M. Matioukhine lors d'un colloque organisé par l'Association française des banques (AFB). Selon lui, 11 milliards de dollars sont actuellement dans les mains de la population, qui a tiré à court de roubles en raison de la très forte inflation de janvier. La Banque centrale de Russie aurait vendu plusieurs millions de roubles sur le marché afin d'apaiser les tensions. A terme, M. Matioukhine estime que M. Andreï Nekhaïev, ministre de l'économie, espère obtenir un cours de 20 roubles par dollar. Une évolution qui convaincrerait sans doute les investisseurs occidentaux de la stabilité de la production, conséquence de la crise de liquidités vécue par les entreprises, serait inévitable au cours des prochains mois. Le ministre, qui s'est rendu à Moscou le 23 janvier, a annoncé la libération des prix pétroliers vers la fin du mois d'avril.

F. L.

Les difficultés et les projets de l'industrie automobile mondiale

## General Motors donne le détail des 16 300 premières suppressions d'emplois

General Motors, numéro un mondial de l'automobile, a annoncé lundi 24 février une perte annuelle record pour 1991 - la plus importante de l'histoire de l'industrie américaine - et présenté le détail de son programme de fermeture d'usines et de dizaines de milliers de licenciements dont le principe avait été arrêté en décembre dernier (le Monde du 20 décembre 1991).

## NEW-YORK

de notre correspondant

Le géant de Detroit (Michigan) a en 1991 une perte de 4,43 milliards de dollars (25 milliards de francs), dont 2,47 milliards provenant du quatrième trimestre, après un déficit de 1,99 milliard de dollars pour l'ensemble de l'exercice précédent. Ce chiffre dépasse la perte de 4,41 milliards affichée en 1987 par la firme pétrolière Texaco. Dans le même temps, le chiffre d'affaires mondial de General Motors a légèrement régressé pour s'établir à 123,1 milliards de dollars en 1991, contre 124,7 milliards l'année précédente.

En communiquant cette information (qui a fait baisser de 62,5 cents le cours de l'action General Motors à la Bourse de New-York), le groupe a tenu à préciser que la perte de 1991 comportait une provision pour impôts de 2,8 milliards de dollars destinée à payer les indemnités de licenciement. De même, la perte de 520 millions de dollars, hors provisions, du quatrième trimestre 1991 constitue une « amélioration significative » par rapport au résultat des neuf premiers mois de l'exercice et comparativement au dernier trimestre 1990.

En expliquant l'origine de ses pertes catastrophiques, qui ont entraîné aux 226 millions de dollars perdus par Ford en 1991 et 795 millions de déficit de Chrysler

portent à 7,51 milliards de dollars la perte totale des trois grandes firmes américaines, M. Robert C. Stempel, président de General Motors, a mis en cause le marché automobile américain qui, en 1991, a subi « des pertes sans précédent dans son histoire ». La société se refuse à décomposer ses résultats par zones géographiques, mais, selon certains analystes spécialisés, le groupe aurait perdu environ 5,5 milliards de dollars en Amérique du Nord, soit le double de l'année précédente. Et c'est essentiellement grâce au bon résultat de ses activités européennes - bénéficiaires à hauteur de 2 milliards de dollars environ - que General Motors doit d'avoir « limité » sa perte totale l'année dernière.

## La colère dans certaines usines

Pour remédier à cette situation, le groupe avait annoncé en décembre dernier son intention de fermer vingt et un sites et de procéder à la suppression de 74 000 emplois (dont environ 20 000 cadres) sur un total de 600 000 au cours des quatre prochaines années dans le monde entier. La première étape a été confirmée le 24 février, avec la fermeture de douze installations et la suppression de 16 299 emplois en Amérique du Nord. En 1995, General Motors emploiera plus en Amérique du Nord que 250 000 ouvriers et 71 000 « coûts blancs », moitié moins qu'en 1985.

Jusqu'à présent, la liste des sites condamnés est restée secrète, mais une publication a déchaîné la colère dans certaines usines, notamment à Flint, dans la banlieue de Detroit, où l'usine de moteurs V-8 fermera ses portes en 1995, et à Lowell-Run, dans le Michigan, où les 4 000 ouvriers pourront au mieux partir à l'été 1993. C'est également le choix de la direction de transférer la production de moteurs à l'usine de General Motors d'Arlington, au Texas. Pour les syndicats de l'United Auto Workers de Detroit, il ne fait pas de

doute la proximité du Mexique la possibilité d'y faire fabriquer des moteurs, après la signature de l'accord de libre-échange actuellement négocié à Washington, ont fait pencher le plateau de la balance.

Sur place, à Arlington, où les 3 800 ouvriers de General Motors ont lancé des vifs en apprenant que leur emploi était sauve, on ne cache pas que la « flexibilité » de ces personnels, notamment sur les horaires, est critiquée par leurs collègues de Detroit, constituant un atout au moment des choix critiques que devait opérer la direction. Au moins autant que l'énergie déployée par les élus locaux et le lobbying efficace de plusieurs hommes politiques pour conserver ce site industriel à l'ouest. M. Stempel, lui, se défend de toute arrière-pensée. Pour le patron de General Motors, seuls des arguments industriels et techniques ont prévalu.

SERGE MARTI

## Renault investit 8 milliards de francs pour la Safrane

La Safrane, nouveau modèle haut de gamme de Renault, a pris la place de la R25 depuis jeudi 13 février. Pour elle, le processus de fabrication a été entièrement modifié. Un investissement de 8 milliards de francs.

## SANDOUILLE

de notre envoyée spéciale

A quelques kilomètres du Havre, le long du canal de Tancarville à proximité du célèbre pont, l'usine Renault de Sandouville s'apprête à produire les premières Safrane. Le système de production, complètement modifié, suscite la curiosité des visiteurs. L'investissement de 8 milliards de francs engagé pour un nouveau modèle haut de gamme a été consacré pour moitié aux achats, pour 30 % à la distribution et 10 % à la fabrication (soit 1,6 milliard sur un total d'investissements industriels de 16 milliards pour l'automobile de 8,8 milliards de francs en 1991).

La Safrane est aussi le premier véhicule selon la nouvelle organisation par projet, mise en place par M. Raymond Levy, patron du groupe Renault. Un directeur de projet, M. Jean-Baptiste Duzan, ingénieur, a quitté, en 1989, la direction financière du groupe pour coordonner les différentes directions impliquées dans la conception de l'industrialisation d'un véhicule. Sa mission est de briser les cloisons entre les services qui se partagent habituellement les différentes directions d'un constructeur (études, achats, production, commercial, etc.), d'effec-



## Renault investit 8 milliards de francs pour la Safrane

tuer les arbitrages pour raccourcir le temps de conception d'un véhicule, mais aussi améliorer la productivité de l'ensemble.

Premier arbitrage : la question de savoir s'il faut récupérer le maximum d'investissements de la R25, il faut par la négative opter pour une nouvelle boîte de vitesse, un nouveau moteur. Deuxième arbitrage : au lieu d'adopter le style des voitures d'aujourd'hui, avec un coffre nettement séparé de l'habitacle (trois parties ou « corps »), il choisit d'être fidèle à la ligne Renault d'un hayon à l'arrière (2,5 corps). Troisième arbitrage : le premier, en raison du manque d'investissements nécessaires, alors que le marché économique n'est guère favorable à l'achat de voitures haut de gamme. Et que la concurrence s'accroît : de 6,2 % en 1986, la part de marché européenne de la R25 est tombée à 2,8 % en 1991. Le second, parce qu'il pourrait accroître la difficulté de séduire la clientèle allemande (près de la moitié des 1,8 million d'habitants européens de véhicules haut de gamme), Renault a choisi la Safrane.

## Un choc réduit de moitié

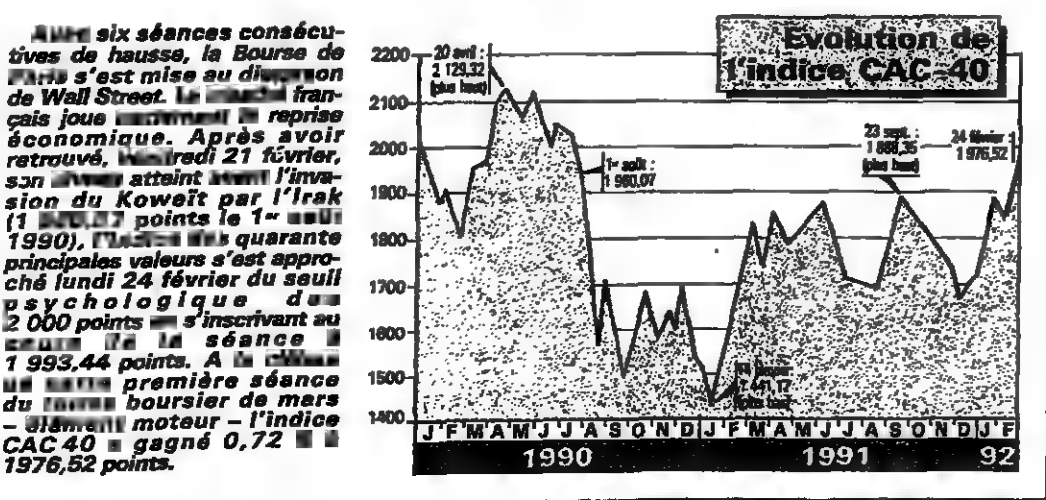
L'organisation de la production est aussi complètement repensée. Dans l'atelier de Lézard, les robots jaunes Acma de Renault Automatique font jaillir des gerbes d'étincelles pour la partie avant, la partie arrière, puis les côtés de la caisse. Sans interruption. La tôlerie est automatisée à 92 % (contre 83 % pour la R25) c'est-à-dire que 92 % des 3 800 points de

soudure sont réalisés par un cent huit robots à cet atelier. La peinture est, elle aussi, complètement automatisée. Au montage, en revanche, la robotisation a été limitée aux pénibles nécessitant de travailler les bras en l'air ou de porter des éléments trop lourds. Pour raccourcir le cycle, les opérateurs situés au rez-de-chaussée de l'usine montent les gros sous-ensembles (le tableau de bord, son pédalier, le mécanisme, etc.). Une fois terminés, ces éléments sont convoyés par un système de transport à l'étage de la chaîne au premier étage de l'usine.

Cette organisation (associée au système « juste à temps », désormais classique dans l'industrie automobile, ainsi qu'aux procédures de contrôle qualité au long de la chaîne) a permis de réduire de trente-quatre à vingt-six heures le temps de fabrication d'un véhicule (ce qui est de 50 % de moins environ au Japon) et de réduire de 50 % environ le coût des composants.

Actuellement fabriquée au rythme de cinquante par jour, la Safrane devrait, en rythme de croisière, sortir au nombre de cinq unités, quand le niveau de qualité requis sera atteint, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Raison pour laquelle les voitures produites sont soit envoyées à la vente, soit conservées dans les usines. Au plus tard le 21 juin, les 250 Safrane rejoindront le réseau commercial de Renault, après avoir été présentées pour la première fois au public le 2 mars, jour de l'ouverture du Salon de Genève.

ANNIE KAHN



lis par  
tournée  
pation  
du  
Verne,  
fraction  
le.  
ici,  
sme de  
par  
locaux  
tastiques  
« l'aigle »,  
« morte »  
spiration  
de la  
barcelone,  
morpholo-  
qui est,  
elle du  
10. Il n'en  
peuve,  
server telle

double  
it d'ailleurs  
res de Dall  
meuble-all  
nit de Cade-  
tagne magi-  
quelques  
it à la fois si  
si proches et  
lité, rassem-  
les possibles

qui pré-  
mme relié par  
ntinent : mal-  
c'est bien une  
aire.

envoyé spécial  
Patrice Botton

offrir  
plus.



92 - Minitel - 1111 Espagne











## VIE DES ENTREPRISES

Alors que les tarifs augmentent de 1,3 %

## EDF a réalisé un bénéfice de 1,9 milliard de francs en 1991

Un hiver plus ou moins froid, barrages plus ou moins remplis... Quelques « aberrations » climatiques mineures et, d'un côté à l'autre, voici le résultat d'Electricité de France (EDF) qui a terminé l'exercice 1991 avec un bénéfice de 1,9 milliard de francs. En partie grâce à un hiver plus rigoureux après une année « décevante », le résultat de 1991 est meilleur que celui de 1990.

Il se solde par un bénéfice de 1,9 milliard de francs. Résultat « honorable », selon M. Jean Berthoin, directeur général d'EDF, qui présentait, mardi 25 février, les comptes de l'entreprise publique. EDF a réalisé un bénéfice net de 1,9 milliard de francs, soit 17,85 % de plus qu'en 1990. Ce résultat est dû à la hausse des tarifs de 1,3 % et à la baisse des coûts de 1,3 %.

favorisé la consommation électrique des particuliers (+ 9,2 % en volume). L'entreprise publique a aussi bénéficié de la croissance des exportations d'électricité, de la direction de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. En 1991, les exportations ont atteint 13,1 % d'une année à l'autre, « elles représentent désormais plus de 7 % du chiffre d'affaires de l'entreprise ».

Un bilan positif a pesé : la baisse des investissements nucléaires, qui ont baissé de 1,9 milliard de francs, moyennant quoi, EDF a économisé l'an dernier 1 milliard de francs, il est vrai en partie compensé par l'amélioration de la distribution. Le léger mieux dans les comptes de l'entreprise publique est perceptible au niveau de l'endettement. En baisse de

12,1 milliards de francs, il ne représentait plus que 214 milliards fin 1991 (soit 1,2 fois le chiffre d'affaires annuel). La charge de cet endettement pèse lourd sur l'entreprise, mais elle a pu bénéficier de la baisse des taux d'intérêt. Les emprunts à court terme ont atteint 14 % en 2005, promet M. Berthoin.

Encore faut-il que d'ici les autorités de tutelle donnent leur feu vert à la stratégie que souhaite mener la direction de l'entreprise au cours des prochaines années : privilégier le désendettement en limitant à 1 % par an la hausse moyenne des tarifs (contre 1,3 % en 1991), par exemple. Ce sera le plan que va prochainement négocier EDF avec les pouvoirs publics.

J.-P. T.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RACHATS

Les agences Explorer et Terres d'aventures ont la même bannière. M. Jean-Pierre Picon, PDG du voyageur Explorer, spécialisé depuis 1971 dans le voyage d'aventure, a été nommé directeur de Terres d'aventures, créée en 1976 par MM. Hervé Derain et Daniel Popp. Ces deux agences, qui livraient à une rude concurrence, ont décidé de croiser leurs administrateurs et de se présenter unies face à leurs prestataires de services. Explorer (35 millions de francs de chiffre d'affaires pour 3 000 clients) et Terres d'aventures (80 millions de francs pour 10 000 clients) conserveront leurs marques et ne seront pas fusionnées.

Maariv : les parts de Robert Maxwell ont été rachetées par un repreneur. M. Yaskov Nimrod, homme d'affaires israélien, s'est porté acquéreur des parts que Robert Maxwell détenait dans le quotidien israélien Maariv. Pour 14,5 millions de dollars (75 millions de francs environ), M. Nimrod s'apprête à devenir le principal actionnaire (86,7 % du capital) du deuxième quotidien d'Israël derrière le Yedioth Aharonot.

## DÉPARTS

Chrysler : départ du vice-président. M. Robert Miller, qui était conseiller technique automobile américain, a annoncé lundi 24 février la démission de son poste de vice-président.

## CRISES

IBM : réduction attendue de 40 % du salaire du PDG en 1992. Le président d'International Business Machines Corp. (IBM), M. John Akers, verra son salaire amputé de 40 % en 1992, selon la première perte annuelle escomptée par le groupe en 1991, a indiqué lundi 24 février le premier constructeur mondial d'ordinateurs. Les appointements de base de M. Akers ont ainsi été ramenés à 1,6 million de dollars (8 millions de francs) cette année. En janvier dernier, IBM avait annoncé une perte de 2,8 milliards de dollars (14 milliards de francs) pour 1991, qui incluait toutefois des provisions pour les coûts de son dernier programme de restructuration et garantir le financement des caisses de retraite de ses employés.

M. Xavier de la Fournière démissionne de son poste d'adjoint au maire de Paris. M. Xavier de la Fournière, conseiller de Paris (UDF), qui avait été déclaré « sus-

ceptible d'être inculpé » par le parquet de Paris pour des délits financiers, « a donné sa démission de son poste d'adjoint au maire » chargé de l'administration du personnel, a annoncé lundi 24 février M. Jacques Chirac, député du Conseil de Paris. M. de la Fournière, qui ne quitte pas ses fonctions de conseiller de Paris, avait été déclaré « susceptible d'être inculpé de faux en écriture », « abus de biens sociaux et escroquerie » par le parquet de Paris, en sa qualité d'ancien membre du conseil de la société de Bourse Meunier de la Fournière. A la mi-décembre, Altus Finance, filiale de Crédit lyonnais, avait porté plainte contre M. de la Fournière pour escroquerie et abus de confiance après la reprise de la société de Bourse Meunier de la Fournière (le Monde du 31 janvier).

## RÉSULTATS

Saab : résultats de 31 % des pertes en 1991. La firme suédoise Saab a enregistré en 1991 une perte nette de 2,24 milliards de couronnes suédoises (soit autant de francs), en réduction de 31 % par rapport à l'année précédente (3,25 milliards de couronnes), a indiqué lundi 24 février le constructeur suédois. Le chiffre d'affaires a lui, progressé de 2 % en 1991, à 15,081 milliards de couronnes. Les conditions économiques défavorables ont pesé sur les ventes en 1991, Saab a augmenté de 1,272 million, ce qui représente une progression de 14 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre d'affaires inclut les filiales Corsair pour 184 millions de francs et Nouvelles frontières hôtellerie pour 100 millions de francs. Le nombre de clients s'est élevé à 1,272 million, ce qui représente une progression de 12 %. Le résultat net consolidé du groupe est de 112,87 millions de francs (+ 61,8 % par rapport à 1990), y compris un bénéfice exceptionnel de près de 16 millions de francs lié à la vente des 50 % d'actions détenues dans la société propriétaire de l'hôtel Opéra-Cadet. Seule l'activité hôtelière est en baisse, avec un déficit de 4,7 millions de francs.

Nouvelles résultats : résultats en hausse de 61,8 % en 1991. Le chiffre d'affaires du deuxième voyageur français s'est élevé en 1991 à 4,464 milliards de francs, soit une progression de 14 % par rapport à l'année précédente. Ce chiffre d'affaires inclut les filiales Corsair pour 184 millions de francs et Nouvelles frontières hôtellerie pour 100 millions de francs. Le nombre de clients s'est élevé à 1,272 million, ce qui représente une progression de 12 %. Le résultat net consolidé du groupe est de 112,87 millions de francs (+ 61,8 % par rapport à 1990), y compris un bénéfice exceptionnel de près de 16 millions de francs lié à la vente des 50 % d'actions détenues dans la société propriétaire de l'hôtel Opéra-Cadet. Seule l'activité hôtelière est en baisse, avec un déficit de 4,7 millions de francs.

Exor : M. Mentzelopoulos n'apportera pas ses titres à l'OPA. BSN, M. Corinne Mentzelopoulos, deuxième actionnaire d'Exor, le holding qui contrôle Perrier, a annoncé lundi 24 février qu'elle n'apportera pas ses titres à l'offre publique d'achat (OPA) « brutale » lancée par l'industriel vendéen 21 février. M. Mentzelopoulos s'aligne ainsi sur la position de son allié, l'IFINT, holding luxembourgeois, de la famille Agnelli, qui est aussi le premier actionnaire d'Exor. M. Mentzelopoulos détient 14,4 % du capital d'Exor (13,78 % de vote) et l'IFINT 39,84 % (42,12 % des droits de vote). Pour elle, la seule justification à l'OPA de BSN est « une tentative d'encerclement du bloc d'actionnaires majoritaires d'Exor pour le contraindre à céder Perrier ».

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier	VALEURS	Cours préc.	Dernier
Amis Associés	380	380	IFINT	100	100
B.C.	80	80	Loca invest.	100	100
Banque	785	785	Loca invest.	80	80
Banque	385	385	Loca invest.	100	100
Banque	235	235	Loca invest.	167 20	167 20
Banque	780	780	Loca invest.	383	383
Banque	335	335	Loca invest.	440	440
Banque	335	335	Loca invest.	341 70	341 70
Banque	335	335	Loca invest.	85 80	85 80
Banque	335	335	Loca invest.	330	330
Banque	335	335	Loca invest.	130	130
Banque	335	335	Loca invest.	275	275
Banque	335	335	Loca invest.	385	385
Banque	335	335	Loca invest.	385	385
Banque	335	335	Loca invest.	211	211
Banque	335	335	Loca invest.	100	100
Banque	335	335	Loca invest.	880	880

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MINITEL

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 24 février 1992

Nombre de contrats estimés : 72 665

COURS	Échéances	Options d'achat	Options de vente
Dernier	Mars 92	Jun 92	Sept 92
Précédent	107,46	108,50	109,26
	107,60	108,50	109,26

## CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 14 393

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 977,50	1 993	2 011,50
Précédent	1 977,50	1 993	2 011,50

## CHANGES

Dollar : 5,60 F

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

Mardi 25 février, le dollar a chuté de 1,5 % par rapport à la veille.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## BANCO DE SANTANDER

BÉNÉFICE NET : + 17,85 %  
DIVIDENDE : + 11,63 %  
PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS  
(en millions de pesetas)

	1991	1990	1991/1990
Revenus financiers	635 218	605 514	4,58 %
Coûts financiers	421	409 456	2,89 %
Marge financière	211 930	196 058	8,10 %
Résultat d'exploitation	119 751	119 115	0,53 %
Bénéfice net	75 137	63 758	17,85 %
Total actif	5 826 193	346 419	8,97 %
MBA	200 083	175 929	13,72 %

L'Assemblée générale des actionnaires réunie à la présidence de M. Emilio BOTIN a approuvé les comptes de l'exercice 1991. Le résultat net atteint 75 137 millions de pesetas contre 758 millions de pesetas, soit une hausse de 17,85 % de l'exercice précédent.

La hausse significative des coûts d'exploitation s'explique par l'ouverture de 107 succursales en Espagne, le développement et la mise en place de services aux clients, l'amélioration constante des systèmes d'information.

La Marge brute d'autofinancement progresse de 13,72 % à 200 065 millions de pesetas. Les provisions pour réserves de dépréciation atteignent 64 000 millions de pesetas, soit une hausse de 46 % sur l'exercice précédent.

## DIVIDENDE

Le dividende par action s'accroît de 11,63 % à 240 pesetas par action. Un dividende intérimaire de 130 pesetas par action a déjà été payé le 31/10/1991, le solde sera distribué le 30/04/92.

Pour tout renseignement complémentaire : Société générale, MARC. ACT, ETR. 50, rue Taibout - 75009 Paris.

## Le Monde-RM

## ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 25 février :  
Jean-François Colin,  
directeur général de l'ANPE,  
et Le Monde initient une enquête  
sur les « métiers-passions ».

Mercredi 26 février :  
Maurice KAMZ,  
PDG de MK2.



## BOURSE DU 25 FÉVRIER

**Le envoyé spécial**  
**Patrice Bollon**

## 24/5

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

## Marché libre de l'or

Geotrol S.A. \_\_\_\_\_  
Guy Degrange \_\_\_\_\_ 442 50

[illegible]

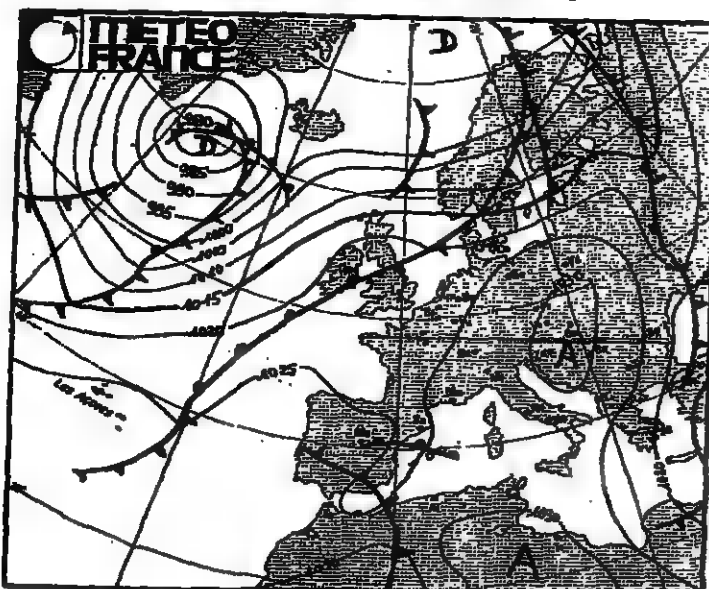
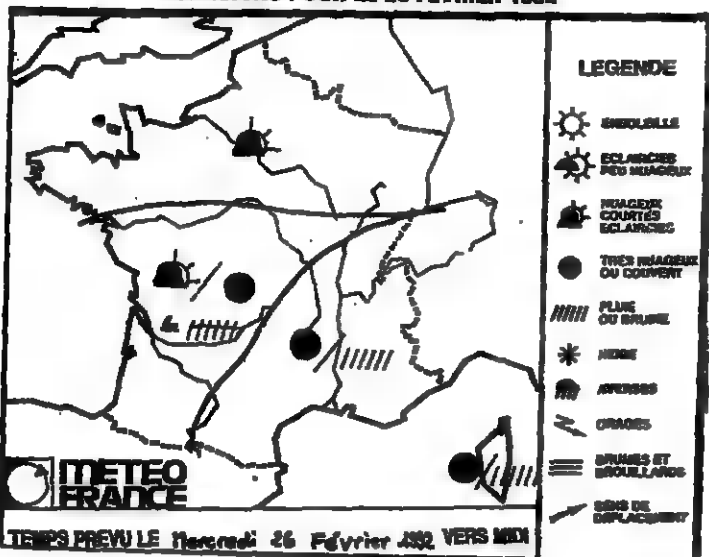
0-19.92 - [REDACTED] : [REDACTED] [REDACTED]







# MÉTÉOROLOGIE

**SITUATION LE 11 FÉVRIER À 0 HEURE T1****PRÉVISIONS POUR LE 26 FÉVRIER 1992**

**Le Douceur :** le douceur méditerranéen — les pays du littoral méditerranéen — l'Espagne — les pays du littoral d'origine néenne.

Les pays plus particulièrement chargés d'humidité sont les régions proches de la mer. C'est ainsi que les ondes affectent tout le littoral méditerranéen et les Alpes du Sud. Le méditerranéen restera fort sur ces régions ainsi que sur les régions de la Midi-Pyrénées jusqu'à Massif Central où au Jura où ces ondes éparses sont posées.

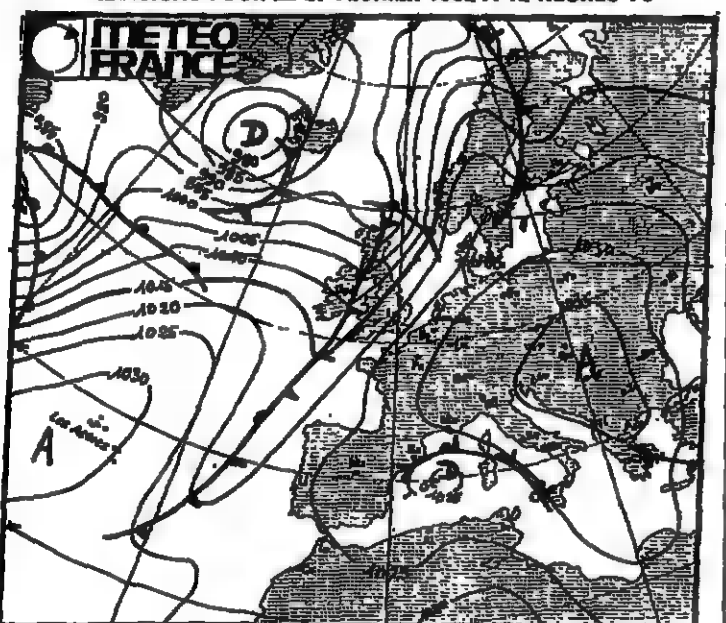
Sur le nord, les ondes sont encore nombreux et montrent l'aspect des vents, ils ne sont pas en fait

qu'un air venant de l'est ou du sud-est qui apparaît comme un vent plus large sur l'ouest sur l'est qu'il y a une zone de façade atlantique pourrait connaître un bel après-midi.

Cet air méditerranéen est synonyme de douceur. Il ne gèlera quasiment jamais et les températures pourront même ne pas descendre sous la graduation des 10 degrés dans certaines régions du Midi.

Les températures maximales seront douces pour le saison de 12 degrés à 15 degrés au milieu nord et 12 degrés à 15 degrés sur le milieu sud.

PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1892 A 12 HEURES TU



**TEMPÉRATURES maximales - minima et temps observé**  
Valeurs extrêmes relevées entre le 24-2-1992 à 18 heures TU et le 26-2-1992 à 6 heures TU

FRANCE				ÉTRANGER				FRANCE				ÉTRANGER					
ALJACCO	18	5	C	TOULON	13	4	C	LOS ANGELES	28	11	D	LOS ANGELES	28	11	D		
HARTEZ	17	10	B	TOURS	11	4	N	LUXEMBOURG	10	5	B	LUXEMBOURG	10	5	B		
BORDAUX	12	1	N	FOURMATHILL	20	23	D	MADRID	18	9	C	MADRID	18	9	C		
BOURGES	12	1	N					MARRAKECH	10	5	B	MARRAKECH	10	5	B		
BREST	12	0	C	ALGER	18	10	C	MEXICO	22	8	C	MEXICO	22	8	C		
CAEN	12	1	D	AMSTERDAM	1	1	N	MILAN	17	1	D	MILAN	17	1	D		
CHERBOURG	12	1	D	ATLANTIS	1	1	N	MONTREAL	17	1	D	MONTREAL	17	1	D		
CHARENTAIS-PR.	10	1	C	BANGKOK	23	24	D	NAIROBI	27	15	D	NAIROBI	27	15	D		
DIJON	10	1	C	BARCELONE	—	—		NEW-DELHI	24	11	D	NEW-DELHI	24	11	D		
GRENOBLE	14	2	G	BERGANE	10	8	D	NEW-YORK	4	4	C	NEW-YORK	4	4	C		
LYONS	14	1	B	BELLEVILLE	8	1	C	OSLO	4	4	C	OSLO	4	4	C		
LYON	16	1	N	BRUXELLES	1	1	C	PALESTINE	18	9	C	PALESTINE	18	9	C		
MARSEILLE	14	9	C	COPENHAGUE	22	15	D	PARIS	18	9	C	PARIS	18	9	C		
NANCY	14	9	C	DAKAR	22	15	D	RIO-DE-JANEIRO	28	25	D	RIO-DE-JANEIRO	28	25	D		
NANTES	18	2	G	DELHI	24	18	D	ROME	14	3	C	ROME	14	3	C		
NICE	18	2	G	DUBLIN	19	10	D	SINGAPOUR	25	24	C	SINGAPOUR	25	24	C		
PARIS	18	7	C	GENEVE	19	10	D	STOCKHOLM	20	16	D	STOCKHOLM	20	16	D		
PARIS-MONTS.	18	7	C	HONGKONG	19	10	D	STONY	4	20	16	D	STONY	4	20	16	D
PAU	18	5	C	STANDER	—	—		TOYOKO	7	4	N	TOYOKO	7	4	N		
PERIGNAN	18	5	C	THAILAND	—	—		TUNIS	16	4	N	TUNIS	16	4	N		
RENNES	18	5	C	LE CAIRE	5	2	T	VASSOVIE	6	1	D	VASSOVIE	6	1	D		
STRASBOURG	22	3	C	LEONORNE	11	7	D	VIENNE	12	12	1	VIENNE	12	12	1		
				LONDON	11	7	D										
D				O				P				T					
averc	branc	ciel	ciel	orange	pluie	tempéat	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange <td>pluie<td>tempéat<td>neige</td></td></td>	pluie <td>tempéat<td>neige</td></td>	tempéat <td>neige</td>	neige										
ciel	ciel	ciel	ciel	orange</													

TU = [ ] universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale  
moins 2 [ ] en [ ] ; heure légale [ ] 1 [ ] hiver.  
(Document établi [ ] support technique spécial [ ] Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Grandes causes

**Q** L'EST-CE donc que la télévision, sinon la machine à fabriquer de l'oubli? On ne le demandait pas, regardant, au 19-20...  
**FR 3**, ... reportage consacré aux Kurdes. Il s'agissait, si l'on n'a pas compris, ... réfugiés ... Turquie. Certes, leur précarité depuis l'an dernier s'est organisée. Les ... plus de froid ... de leur mère. Mais ... toujours ... la tente, ... des nations, passés par pertes ... profits du nouvel ordre mondial, redoutant toujours quelque ... Russein.

Et qu'... parle encore? Que l'on ... souveraine du déferlement médiatico-humanitaire d'après la

guerre du Golfe! L'exode d'un  
peuple retransmis en direct  
le monde entier, les hélicoptères  
larguant leurs [ ] famine ou  
[ ] en poudre [ ] jusqu'à  
Danielle Mitterrand, un foudroié  
la tête, trébuchant [ ]  
tiers boueux de la solidarité.

Et puis les titres [ ] font moins  
[ ] et tuves [ ] des rouspades.  
Le « sujet » journal télévisé,  
est relégué après la finale  
football ou l'inculpation  
député [ ] Une guerre civile  
éclate ici, la famine [ ] là,  
les Jeux olympiques [ ] ouvrir.  
Et les Kurdes disparaissent dras-  
tiquement des écrans s'effacent  
de la [ ] du monde. Ainsi ve-  
la télévision, Minotaur [ ] sujets

d'indignation, ■■■ compassion ou d'angoisse, ■■■ digérant soir après soir, ■■■ jamais laisser ■■■ solitaires.

A propos d'angoisse, tout le monde aime le commandant Costeau, c'est ■■■■. Ce film est un homme qui a consacré l'essentiel ■■■■ vie à filmer le combat ■■■■ ■■■■ mer et ■■■■ coquilles Saint-Jacques – quel joli film, ■■■■ *Monde ■■■■* soait que nous a offert Antenne 1 – ne peut que susciter notre tendresse.

■■■■ ■■■■■■ qu'on ■■■■ ■■■■ prend ■■■■ bien l'angle exact ■■■■ ■■■■ pétition pour l'avenir ■■■■ la planète ■■■■ ■■■■ présenter. Passe encore qu'il ■■■■ ■■■■■■

aux chefs d'Etat - ■ présidents  
brésilien et argentin l'ont paré-  
phrasé méconnaissamment, visiblement  
d'en signer une au lieu d'en rece-  
voir. ■ s'agit-il de protester  
contre la pollution? Contre le  
gaspiillage des ■ Con-  
■ les décharges sauvages?  
Contre ■ cela à la fois?  
S'agit-il seulement, comme l'a  
souligné Jacques Séguéla, ■ qui  
aucune grande cause  
n'est étrangère en période  
sortie d'un ■ livres.  
■ laisser ■ endroit ■ props  
en ■ qu'on l'a trouvé en  
entrant? Très bien, très bien.  
Une ■ question : ■ qui adres-  
■ pétition ■ ce genre?

dis par  
torna  
aptation  
hare du  
Verne,  
ffraction  
etc.

ait ici, en  
ysme de  
par la  
locaux  
ntastiques  
« l'aigle »,  
morte »  
nspiration  
erres de la  
Barcelone,  
morpholo-  
dur qui est,  
alli, celle  
en ». Il n'en  
une preuve.  
nservir telle

a se double  
 poit d'ailleurs  
 uvres de Dali  
 le meuble-ali-  
 fait ■ Cada-  
 ontagne magi-  
 ■ quelques  
 out ■ la fois si  
 ■ proches et  
 -alité, rassem-  
 us ■ possibles

■ ■ ■ qui pré-  
 comme relié par  
 continent : mal-  
 ■, c'est bien une  
 zinaire.


**■ envoyé spécial**  
**Patrice Bollon**
































is offering  
n plus.

0.19.92 - Minicel :  Espagne

## Mardi 25 février

**TF 1**

**20.50 Cinéma : On ne vit que deux fois.**   
Film britannique de L. Gilbert (1987).

**20.55 Magazine : Ciel, mon pays !**  
                                                                                                                                              

**1.00 Magazine : Ticket (rediff.).**  
**0.55 Magazine : Mélanauit.**  
**CANAL PLUS**  
**20.35 11111111 : Abyss.**  
 Film américain ■ James Cameron (1989)  
**22.45 Flash d'informations.**  
**22.55 11111111 : Rêves.** ■ ■ ■ ■ ■  
 japonais d'Akira Kurosawa  
 (1989) (v.o.).  
**0.00 Cinéma :**  
 Le Feu ■ l'au-delà. □  
 Film américain ■ Tobe Hooper (1990).  
**LA 5**  
**11.11 Cinéma :**  
 La Légende ■ Lobo. ■  
 Film américain ■ James Algar (1962).  
**22.10 Magazine : 11111 Cinq.**  
**22.25 C'est pour rire.**  
**11.11 Cinéma : Surprise-Party.** □  
 Film français ■ Roger Vadim (1962).  
**0.10 Journal de la nuit.**  
**M 6**  
**20.30 Surprise-partie.**  
**20.40 11111111 : Lassie et ses petits.**  
**22.20 Téléfilm : Le Jardin 11111111.**  
**0.00 Documentaire : 60 minutes.**  
**1.00 Six minutes d'informations.**

## Mercredi 26 février

**TF 1**

15.10 Série : Les *Maîtres du Moulin*,  
police judiciaire.  
Club Dorothée.

17.30 Série : *Quatre d'as* charge.  
Série : Premiers *...*

18.26 Jeu : Une famille en or.  
19.20 *...* : Santa *...*

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.  
20.50 Tirage du Lot (et à 20.45).

21.00 Journal. Tapis *...* et Météo.  
22.50 *...* : Sarcasme acéré.  
23.50 Magazine : Méditations.  
Moi aussi, j'ai droit à une famille.  
Les *...* sans foyer, le *...* et les difficultés  
des familles d'accueil.

0.15 Magazine : Télétrévine.  
0.45 Journal à Météo.

---

**A 2**

1.40 Documentaire : Opération Terre.  
*...* (2) ; Grimper école.

4.10 *...* : Aventurier de la jungle.  
4.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.

6.16 Magazine : Giga.  
8.56 Série : L'homme qui tombe à pic.  
9.56 *...*

10.10 *...* : Filie à tout faire.  
Divertissement :  
La *...*

11.30 Journal, Journal du trot et Météo.  
12.40 Téléfilm : Fou de foot.  
Les *...* qui jouent pour le plaisir.

2.15 Magazine : Direct.  
Le *...* danger.

3.26 Magazine : Musiques au cœur  
de toutes les musiques.  
Chœurs. Extraits d'œuvres de Bizet,  
Mozart, Fauré, Vivaldi, Brahms, Gounod,  
Richard Wagner.

Journal du *...*

---

**FR 3**

1.10 Série : La Grande Aventure  
de *...* Onedin.

4.30 Les Vacances de *...* Lulo.  
Magazine : Une pêche d'enfer.  
Jeu : Questions pour un champion.

9.30 Le 11-20 de l'information.  
Du 19.12 à 19.35, le journal *...* région.

0.00 Un livre, un jour.  
Du 19.12, tourné à *...* Singapour.

0.10 *...* : La *...*  
Magazine : La *...* du siècle.  
Les *...* Delors.

0.40 Les étudiants interrogent Jacques Delors  
sur l'avenir de l'Europe

2.20 Journal et *...*

3.40 *...* en France.  
Programme *...* régionales.

4.30 Traverses. Les Pionniers du Sud-West.  
L'apport *...* l'agriculture française.

5.30 Musique : Mélo-manuît.

**17.30** *Les quatre* pour piano, clarinette et violoncelle, d' Brahms, par **Clara Moragùs**, clarinette, Sonia Wieder **Atherton**, violoncelle, **Dan Hovora**, piano ; **et** : Lambert Wilson.

**CANAL PLUS**

**13.30** *Téléfilm :*  
**La Guerre** des services secrets.

**15.15** *Dts Jérôme...* ?

**15.25** *Téléfilm :* Jusqu'au bout de la vengeance.

**16.50** *Spectacle :* **Monty Python** (v.o.).

**18.00** *Canaille peluche.*  
**Le Retour** au Super-Souris.

**En clair jusqu'à 21.00**

**18.30** *Ce samedi.*

**18.50** *Le Top.*

**19.20** *Magazine :* Nulle part ailleurs.

**20.00** *Le Journal* du cinéma.

**21.00** *Cinéma :*  
**On peut s'aimer et rêver.** ■■  
Film français de **Pierre Richard** (1990). Avec **Pierre Richard**, **Smehn**, **Edith Scob**.

**Fiches d'informations.**

**22.30** *Fiches :* **Outrages.** ■■  
**Marie Perle** et **René De Palma** (1989). Avec **Michael J. Fox**, **Sam Penn**, **Don Harvey** (v.o.).

**0.25** *Cinéma :* **Korczak.** ■■  
Film franco-germano-polonais d'**Andrzej Wajda** (1990). Avec **Wojtek Pazoniak**, **Ewa Dalkowska**, **Piotr Koszowski**.

**LA 5**

**13.30** *Série :* **L'Inspecteur Derrick.**

**14.25** *Série :* **Bergerac.**

**15.25** *Série :* **Soko, brigade des stupés.**

**16.15** *Série :* **Un Air**. Avec **Wojtek Pazoniak**.

**17.05** *Youpil ! L'école* au final.

**17.45** *Les deux font la loi.*

**18.10** *Série :* **Deux flics à Paris.**

**19.05** *Série :* **La loi est la loi.**

**20.00** *Journal* et **infos**.

**20.50** *Mémoires vraies.*  
**Les risques** : la guigne.  
**Une femme suspecte.**

**22.25** *Émission :*  
**Les Escroqueries** à l'assurance.

**0.00** *Journal* de la nuit.  
(et à 3.00, 4.30).

**M 6**

**13.30** *Série :*  
**Mémoires vraies** (rediff.).

**14.00** *Série :* **L'Homme au**...

**14.45** *Magazine :* **La Tête** de l'emploi.

**15.15** *Magazine :* **Culture** pub.

**15.45** *Magazine :* **Culture** pub.

**16.15** *Musique :* **France**...

**16.45** *Musique :* **France**...

**17.15** *Musique :* **France**...

**17.35** *Série :* **Deux flics à Paris.**

**18.30** *Série :* **Flipper**, le dauphin.

19.00 **Série :**  
19.54 **La Petite Maison dans la prairie.**  
**Six minutes d'informations.**  
20.00 **Série :** **Mécanisme et survie.**  
20.34 **Surprise-partie.**  
20.40 **Téléfilm :** **Un assassin**  
**au-dessus du tout soupçon.**  
**Un juge qui n'a pitié pour les pro-**  
**duits du luxe.**  
22.20 **Téléfilm :** **SOS orages.**  
**Bres de fer psychologique entre la police et**  
**des gangsters minables.**  
0.00 **Magazine :** **Vénus.**  
0.30 **Six minutes d'informations.**

---

**LA SEPT**

17.05 **Magazine :** **Année de tempête.**  
18.05 **Magazine :** **Mégaméca.**  
19.10 **Documentaire :** **Images parallèles.**  
20.00 **Documentaire :**  
**Tours du monde, 1982, du ciel.**  
**Venise-Pékin-Venise 1800-1878.**  
21.00 **Documentaire :**  
**D'Allemagne Deutschland.**  
22.35 **Cinéma :** **Stroszek.** ■■■ Film alle-  
mand ■■ Warner Herzog (1982).

---

**FRANCE-CULTURE**

20.10 **Antipodes.** L'itinéraire du Maghreb. Avec  
Rabah Belarbi, Lella Sebbar, Abdelkader  
Djehoul, ■■■■■■ Kacimi.  
21.30 **Correspondances.** Des ■■■■■■ Suisse.  
22.00 **Communiqué des ■■■■■■ publiques de**  
**la France.** ■■■■■■ Champ libre :  
**Contes de Canterbury.** ■■■■ Chaucer (13).

22.40 **Les ■■■■ magnétiques.** Le  
le soufre et le stupre. 2. Quand ■■■■ Diabie  
s'en mêle.  
0.05 **Du jour au lendemain.**  
**Alain Farge (la Vie fragile).**  
0.50 **Musique :** **Coda.**

---

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 **Concert (donné le 28 février 1981 à Rot-**  
**terdam) :** **Symphonie n° 29** ■■■■ le majeur  
K 201. ■■■■ Mozart. **Symphonie n° 101 en ré**  
**mineur.** ■■■■ Haydn. **Symphonie n° 8** ■■■■  
**majeur op. 35.** ■■■■ Beethoven. ■■■■  
**l'Orchestre philharmonique de Rotterdam,**  
**dir. : Frans Bruggen.**  
22.00 **Concert (donné le 28 janvier au grand**  
**auditorium Radio-France) :** **Dona ■■■■**  
**de Borrelli.** ... ■■■■ sur ■■■■ **Blick und zu wissen-**  
**■■■■ pour saxophone et**  
**orchestre.** **oratoire Kochoyan :** ■■■■  
**■■■■ la Chœur** ■■■■  
**l'Orchestre** ■■■■ **France, dir. : Mark**  
**Foster.**  
23.10 **■■■■ la nuit.** ■■■■ de Moniuszko,  
Chopin, Szymanowski.  
0.30 **Dépêche-notes.**  
0.35 **L'Heure ■■■■ Tendances hexago-**  
**per ■■■■ Prévoist. Le Concert :** ■■■■  
**Sidphère Kachoyan :** ■■■■  
**■■■■ de ■■■■ Siegfried**



هكذا من الاجل



## 11 pages d'offres d'emploi

Le Monde

## INITIATIVES

## Profession passion



«CELUI-LÀ, c'est un fou du boulot! N'importe où, dans n'importe quelle entreprise, il se trouve toujours quelqu'un pour mériter cette apostrophe. Arrivé tôt, parti tard, mais continuant sur la brèche, capable d'abriter une charge de travail considérable, et quelquefois boulimique au point d'être disponible pour de nouvelles tâches.

On le traite parfois par le mépris. Parce qu'il serait dangereux, compensant par son acharnement le talent qui serait dévolu à d'autres, jugés plus brillants. D'ailleurs, il n'occupe pas nécessairement les fonctions les plus en vue et ne cherche pas forcément à se faire valoir. Pas le temps. Pas essential.

Sous les traits du bourgeois de travail se cachent pourtant, la plupart des cas, des motivations profondes. Soit sa vie professionnelle, encombrée, comble le vide de sa vie privée, qu'il a sacrifiée. Soit, au mieux, prétend-il que métier et existence personnelle ne font qu'un, réconciliés dans un seul objectif. Les plus «accros», comme on dit pour les drogués, ont le sentiment de se réaliser pleinement, et intimement, dans une profession plus que dans un poste donné. Surtout, il leur arrive d'être habillés par une authentique passion, excessive et dévorante, à laquelle rien ne résiste, pas même le froid

examen des inconvénients qui devraient rebuter.

A ce degré, la passion peut prendre plusieurs formes. Le dévouement à une cause, la belle œuvre, le bonheur d'accomplir ce qui tient lieu de mission. Le goût de l'exploit, le plaisir d'exercer totalement, sans cesse repoussées, le plaisir d'exercer totalement, le son niveau, un métier de vocation. Pour ces entiers, la réputation ou le statut même de la profession compte alors peu, au regard des joies qu'elle offre au quotidien, parfois de petits riens.

On y côtoie l'intransigence de l'artisan, et les modestes victoires remportées par l'enseignant sur l'ignorance. Certains se réalisent dans des fonctions a priori peu valorisantes, qu'ils enrichissent de satisfactions, continuellement renouvelées. Comme le marin-pêcheur, décidé à se priver de tout pour les heures et des jours passés à mer, les éléments. Comme l'assistante sociale qui, jusqu'à un problème pour se consacrer à ceux des autres. A l'évidence, ils y trouvent des motifs que l'argent, les honneurs, la reconnaissance sociale ne leur accordent. L'humilité et le courage discret, il y a des efforts qui leur sont salutaires.

Des fonctionnaires qui font corps avec la notion de service public pourraient être dans cette catégorie. Ils sont plus nombreux

qu'on ne le pense et, pourquoi pas ? y compris dans les positions les plus exposées. À l'exemple de Jean-François Colin, directeur général de l'ANPE, choit, «par militantisme», dit-il lui-même, soudain soucieux de garder son jardin secret : le politique de l'emploi, le sort des chômeurs.

Parfois, aussi, les «mobiles» sont à peine avouables. Tel pouvoir agir, décider, laisser une empreinte sur le temps. Tel autre, une forte aspiration au pouvoir qu'il souhaite assouvir à tout moment, façon à dominer, orienter et maîtriser de grands projets. Son horizon est tellement occupé par son dessin qu'il reste insensible aux signes de son rôle. La moquette, le bureau, la voiture et le chauffeur comptent moins la déférence, les pairs, que l'acceptation des initiés, son influence, même secrète.

MAIS, il existe des métiers qui s'accommodent d'attitudes de l'extrême, voire suscitent, à l'instar des ingénieurs prospecteurs de pétrole, des confins des zones hospitalières, ou des spécialistes de l'off shore embarqués pendant des mois dans des conditions de survie, il en est de plus normaux où la gestion de ces «intoxiqués» ne présente pas d'avantages. Les directeurs de ressources humaines ne savent pas toujours comment faire évoluer des gens qui s'attachent à leur emploi et y sont efficaces.

Ailleurs, ils pourraient être inadaptes, et brutalement privés de leur ressort. Ils prêtent mal aux perspectives de carrière.

Au fond, ces modes de fonctionnement sont-ils satisfaisants ? On peut se le demander quand, au Japon, la plus grande crainte est aujourd'hui succomber de suites d'une crise cardiaque, pour de l'acharnement trop intense à travailler. Cela peut être un modèle, l'exception.

Si, notamment dans les années de lancement, les créateurs d'entreprise s'imposent des rythmes effrénés, ou involontairement conduits à payer de leur personne, il est dangereux que, nom de leur charisme, certains dirigeants amènent tous leurs collaborateurs à vivre sous la pression du groupe. Et, pourtant, cela a produit de petites équipes, très motivées, qui lancent dans une surenchère discutable, le coup de cadences infernales de «charrettes». La passion, alors détournée, utilisée à des fins de manipulation cynique, un film, il y a quelques années, M. Piccoli tenait ce rôle dans *Une étrange affaire*, aux dépens d'un Gérard Lanvin subjugué et poussé au divorce, puis abandonné égaré. L'histoire, paraît-il, était vraie.

Alain Lebaube

Lire notre page II et III

## 11 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

- Gestion et finances.... p. VI
- Juristes..... p. VII
- Cadres..... p. VIII
- Fonction commerciale..... p. X
- Informatique..... p. X
- Secteurs de pointe..... p. XII

## EMPLOI

## Le mardi c'est tout un monde

## 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

Le Monde

des

## Dirigeants

A partir du **mardi 3 mars**la rubrique **LE MONDE DES DIRIGEANTS**

paraîtra dans le supplément

## INITIATIVES

du mardi (daté mercredi)

en ouverture des pages d'Offres d'emploi

is offrir  
n plus.

0,19.92 - Minutal : 3615 Espagne.







## La mer pour horizon

QUAND il était lycéen, à Rouen, au début des années 60, copains l'avaient surnommé « Capitaine ». À cause de sa ressemblance avec Jean Gabin qui, à l'époque, tenait l'affiche dans les films de cape et d'épée. Un rien dandy, d'ailleurs, de voir Vagner dans une figure des rutes « en boîte ». A la Bohème, lieu de prédilection des amateurs de jazz, il allait « faire un bouffon » avec cette clarinette qui ne le quittait presque jamais.

Plus tard, bac en poche, il poursuivait une carrière de nouvelliste, invitant ainsi cette fois-ci à travailler dans les laboratoires LTC de Saint-Cloud, où l'on traitait les copies en couleurs des films de long-métrage. Désormais, pensait-il, il était en apparence devenu le prototype du citadin. Mais il rêvait d'autre chose. De la mer.

Aujourd'hui, à quarante-huit ans, Olivier est marin pêcheur depuis deux décennies et il aime toujours ça. Il porte une chemise longue, moustache, broussailleuse, qui a dû être britannique, sert maintenant à cacher ses vilaines dents. « Pas le temps de me soigner », aucun prétexte, il ne voudrait interrompre le cycle des huit jours sur le bateau suivi de deux jours à terre avec huit jours de congé toutes les six semaines. Le visage bruni et les mains calleuses, il a la peau d'un vieux loup de mer, quand il scrute l'horizon depuis la jetée du nouveau port de Saint-Quay-Portrieux (Côtes-d'Armor). Un bassin d'eau profonde, gagné sur la mer qui permet des navettes sans tenir compte des marées.

Vivre de sa passion avec cinq enfants n'a pas été facile. Surtout au début, quand il n'avait pas de quoi acheter le pain pour accompagner les homards ou les crabes qu'il ramenait à la maison, comme tous les membres de l'équipage. Très régulièrement dans la baie de Saint-Brieuc, le pêcheur à la coquille prenait parfois des allures de rodéo. Surtout quand, du temps de l'ancien port, les embarcations faisaient la course pour être les premiers à ramer, et qu'elles progressaient par bonds, s'échouant dans des filets en l'attente de la marée des eaux. Il faisait une saison à Dieppe, puis une autre en Bretagne-aux. Un temps, il eut son propre bateau, trop vieux pour résister à la compétition. Puis il y eut l'époque où les rotations de douze jours l'entraînaient d'une hâte sur un phare, perdu au large de la Bretagne, ou d'un autre sur un navire de la Diben, près de Plougenou.

Depuis avril 1981, son bonheur est sans partage. Second sur le Néonéri, le premier de quatre navires lancés par un arrangement coopératif, soutenu par le Crédit maritime, Olivier participe au renouvellement de la pêche, passée, à Saint-Quay, de l'artisanat au stade industriel. Flambant neuf, le navire de 850 chevaux, maître de technique, respire la rationalité, loin du folklore et des clichés d'autrefois - l'alcool, le « boulot de chien » qui ne ravivent plus que les souvenirs. À bord, de la passerelle aussi perfectionnée qu'une salle informatique à la cale aux poissons, tout est conçu pour l'efficacité. « Même par gros temps on peut tirer le chiot pendant trois heures », s'émerveille le « Capitaine » devenu grand-père et, pour tous les jeunes marins qui l'entourent, « un vieux ».

Justement, Olivier n'a qu'un regret. Celui de s'être pris trop tard, et de ne pouvoir être lui aussi « patron », malgré ses certifications. C'est au plus vers l'âge de trente ans que les organismes de crédit prêtent à un marin pêcheur, qui s'endettera pour douze ans. Il espère seulement que, outre le remplacement qu'il fait au commandement de son bateau, une fois toutes les six semaines, il obtiendra de faire la même rotation sur les trois autres.

« Avoir la responsabilité de la pêche, c'est formidable », s'exclame-t-il, sans renier le plaisir qu'il a « sur le pont ». Il aurait dû mal à prétendre le contraire. Dès qu'il débarque, il se jette sur la télévision pour regarder... « Thalysse ». La passion, toujours.

A. L.

## Objectif emploi

Jean-François Colin a choisi de servir l'ANPE

QUICONQUE, à sa place, serait resté directeur général adjoint de la SNCF, chargé des affaires sociales. Mais Jean-François Colin, 42 ans, enviable, d'ordinaire occupé par un tas de polytechniciens - qu'il n'était pas - comme les chemins de fer savent le dire, a choisi de servir l'ANPE. Dans ce milieu, correspond à la réalité - poursuivre une carrière lancée sur les rails; continuer à percevoir un salaire doublement supérieur à celui d'un ministre, bénéficier des avantages protocolaires de sa fonction et, encore, profiter de tous ces laissez-passer qui lui assurent de voyager gratuitement, par fer et par air, pratiquement dans le monde entier.

Il aurait pu, mais Jean-François Colin ne l'a jamais voulu, lui qui, en 1989, quand il fut nommé dans l'équipe de Jacques Fourrier, également extérieur à la « maison », se donnait cinq ans pour « changer les choses ». Son mandat moral à peine à mi-parcours, il a choisi de prendre la direction générale de l'ANPE en novembre dernier. Le contraire d'une sinécure: d'une épouvantable réputation, sans décadence, jugée responsable, à tort, du chômage, l'agence est continuellement exposée à la vindicte politique ou à la haine du mépris de l'opinion publique. Très sensiblement moins payé, le directeur général de l'ANPE, dont il faut dire la politique de l'emploi. On lui doit les TUC, les agences de placement, qui ont ensuite dérivé, en quantité d'autres

Pourtant, Jean-François Colin n'a pas hésité à sauter le pas. « Je m'assure-t-il, pour mieux distiller, par pudeur, mes motivations. Le service public de l'emploi, auquel il aura consacré toute sa vie: la lutte contre le chômage, le refus de l'exclusion, qui, depuis quinze ans, toute la SNCF, il ne pouvait s'empêcher d'inonder les ministères de son « réseau » pour faire passer ses idées. Non sans influence, compte tenu de son passé.

### Le réseau des copains

Car le nouveau directeur général de l'ANPE n'a rien d'un converti de fraîche date ou d'un de ces hauts fonctionnaires qui accomplissent leur devoir. Il a toujours été un homme habitué par son sujet, que ce soit à l'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), dont il a longtemps dépendu officiellement, ou au service d'études et de statistiques du ministère du Travail. Le fait est qu'il a dû qu'à son réseau et à son inventivité. Au sein du cabinet de Michel Delebarre, ministre du travail de 1984 à 1986, dont il fut l'un des « mousquetaires », il fut chargé de la politique de l'emploi. On lui doit les TUC, les agences de placement, qui ont ensuite dérivé, en quantité d'autres

innovations qui firent beaucoup frémir « progressivement » la montée inéluctable du chômage. Plus tard, pendant la cohabitation, on le retrouva à l'Elysée, où il fut conseiller du président de la République, et pas moins actif.

D'autres en auraient profité. Jean-François Colin, lui, annonça à un Jean-Louis Bianco interloqué qu'il voulait retourner à l'AFPA. Quelques semaines, en 1988, il fit partie de l'équipe de vieux copains qui revint à Michel Delebarre au ministère du travail, avant que celui-ci ne cède la place à Jean-Pierre Soisson. Atypique, l'itinéraire ne s'arrêta pas là: du palais, et du rôle d'expert institutionnel d'urgence grise, il retourna aux difficultés aux interventions de conseiller technique auprès de son « copain » ministre de l'équipement et des transports. On ne l'a jamais vu, mais on lui doit la fin du conflit aiguilleux à ciel, il n'a jamais

Après un détour par la SNCF, comme accordé pour services rendus, le voilà donc qui renoue avec ses vraies préoccupations. A Noisy-Mont-d'Est, le siège de l'ANPE, il se battra à décider, à force de conviction, à emporter par l'exemple l'adhésion de tous. Même s'il faut prendre des risques, même s'il faut se montrer autoritaire. A la table ou sur un fauteuil, Jean-François Colin agit toujours la jambe d'impitoyable.

A. L.

## L'homme public

Bonheurs et malheurs d'un élu

« La passion, la vie publique peut être dévastatrice. C'est comme une drogue. Il faut des remèdes pour s'en protéger », estime Paul Picard, maire et conseiller général de Mantes-la-Jolie (Yvelines). Venu à la politique par la pratique quotidienne de la terrain, il a connu, en journées, en week-ends, en week-ends, pour 27 000 francs brut.

Quelques vilipendés, de plus en plus brocardés, les hommes politiques ne méritent pas le procès qui leur est fait. Mais qu'est-ce qui fait courir les travailleurs infatigables, qui s'engagent d'argent et tiennent leurs mandats d'élus qui d'un bulletin de vote peuvent effacer des années de travail? « Je suis le premier magistrat », c'est évident. C'est fabuleux de savoir que quelqu'un a mis dans l'urne un bulletin de vote qui a écrit mon nom, reconnaît Paul Picard. Mais aussi une véritable passion. Mes décisions touchent directement la vie des habitants et de leurs enfants. Je ne pense pas à moi-même. C'est une drôle de sensation. C'est de traductions concrètes: une dame qui vient pour me dire que le maire lui a fait des banlieues. M. le maire lui a fait des banlieues.

Dans le domaine, Paul Picard a vécu les pires moments de sa vie. Lorsque trois personnes sont mortes dans la cité du Val Fourré. Des évènements d'autant plus douloureux que ce bien représenté à la fois l'origine de la vie politique de Paul Picard et de son milieu.

Lorsqu'en 1967 Paul Picard, sa femme Marie-France et leur petite fille arrivèrent dans la région mantoise, ils s'installèrent dans ce grand ensemble construit pour les cadres moyens et dont la tour principale a été détruite. Presque, il n'y avait rien. Mais, en 1967, il y avait tout. C'est là que Paul Picard a été élu maire. En 1970, il a été élu conseiller général. En 1975, il a été élu conseiller régional. En 1981, il a été élu conseiller général. En 1985, il a été élu conseiller régional. En 1989, il a été élu conseiller général. En 1991, il a été élu conseiller régional. En 1995, il a été élu conseiller général. En 1999, il a été élu conseiller régional. En 2003, il a été élu conseiller général. En 2007, il a été élu conseiller régional. En 2011, il a été élu conseiller général. En 2015, il a été élu conseiller régional. En 2019, il a été élu conseiller général. En 2023, il a été élu conseiller régional. En 2027, il a été élu conseiller général. En 2031, il a été élu conseiller régional. En 2035, il a été élu conseiller général. En 2039, il a été élu conseiller régional. En 2043, il a été élu conseiller général. En 2047, il a été élu conseiller régional. En 2051, il a été élu conseiller général. En 2055, il a été élu conseiller régional. En 2059, il a été élu conseiller général. En 2063, il a été élu conseiller régional. En 2067, il a été élu conseiller général. En 2071, il a été élu conseiller régional. En 2075, il a été élu conseiller général. En 2079, il a été élu conseiller régional. En 2083, il a été élu conseiller général. En 2087, il a été élu conseiller régional. En 2091, il a été élu conseiller général. En 2095, il a été élu conseiller régional. En 2099, il a été élu conseiller général. En 2103, il a été élu conseiller régional. En 2107, il a été élu conseiller général. En 2111, il a été élu conseiller régional. En 2115, il a été élu conseiller général. En 2119, il a été élu conseiller régional. En 2123, il a été élu conseiller général. En 2127, il a été élu conseiller régional. En 2131, il a été élu conseiller général. En 2135, il a été élu conseiller régional. En 2139, il a été élu conseiller général. En 2143, il a été élu conseiller régional. En 2147, il a été élu conseiller général. En 2151, il a été élu conseiller régional. En 2155, il a été élu conseiller général. En 2159, il a été élu conseiller régional. En 2163, il a été élu conseiller général. En 2167, il a été élu conseiller régional. En 2171, il a été élu conseiller général. En 2175, il a été élu conseiller régional. En 2179, il a été élu conseiller général. En 2183, il a été élu conseiller régional. En 2187, il a été élu conseiller général. En 2191, il a été élu conseiller régional. En 2195, il a été élu conseiller général. En 2199, il a été élu conseiller régional. En 2203, il a été élu conseiller général. En 2207, il a été élu conseiller régional. En 2211, il a été élu conseiller général. En 2215, il a été élu conseiller régional. En 2219, il a été élu conseiller général. En 2223, il a été élu conseiller régional. En 2227, il a été élu conseiller général. En 2231, il a été élu conseiller régional. En 2235, il a été élu conseiller général. En 2239, il a été élu conseiller régional. En 2243, il a été élu conseiller général. En 2247, il a été élu conseiller régional. En 2251, il a été élu conseiller général. En 2255, il a été élu conseiller régional. En 2259, il a été élu conseiller général. En 2263, il a été élu conseiller régional. En 2267, il a été élu conseiller général. En 2271, il a été élu conseiller régional. En 2275, il a été élu conseiller général. En 2279, il a été élu conseiller régional. En 2283, il a été élu conseiller général. En 2287, il a été élu conseiller régional. En 2291, il a été élu conseiller général. En 2295, il a été élu conseiller régional. En 2299, il a été élu conseiller général. En 2303, il a été élu conseiller régional. En 2307, il a été élu conseiller général. En 2311, il a été élu conseiller régional. En 2315, il a été élu conseiller général. En 2319, il a été élu conseiller régional. En 2323, il a été élu conseiller général. En 2327, il a été élu conseiller régional. En 2331, il a été élu conseiller général. En 2335, il a été élu conseiller régional. En 2339, il a été élu conseiller général. En 2343, il a été élu conseiller régional. En 2347, il a été élu conseiller général. En 2351, il a été élu conseiller régional. En 2355, il a été élu conseiller général. En 2359, il a été élu conseiller régional. En 2363, il a été élu conseiller général. En 2367, il a été élu conseiller régional. En 2371, il a été élu conseiller général. En 2375, il a été élu conseiller régional. En 2379, il a été élu conseiller général. En 2383, il a été élu conseiller régional. En 2387, il a été élu conseiller général. En 2391, il a été élu conseiller régional. En 2395, il a été élu conseiller général. En 2399, il a été élu conseiller régional. En 2403, il a été élu conseiller général. En 2407, il a été élu conseiller régional. En 2411, il a été élu conseiller général. En 2415, il a été élu conseiller régional. En 2419, il a été élu conseiller général. En 2423, il a été élu conseiller régional. En 2427, il a été élu conseiller général. En 2431, il a été élu conseiller régional. En 2435, il a été élu conseiller général. En 2439, il a été élu conseiller régional. En 2443, il a été élu conseiller général. En 2447, il a été élu conseiller régional. En 2451, il a été élu conseiller général. En 2455, il a été élu conseiller régional. En 2459, il a été élu conseiller général. En 2463, il a été élu conseiller régional. En 2467, il a été élu conseiller général. En 2471, il a été élu conseiller régional. En 2475, il a été élu conseiller général. En 2479, il a été élu conseiller régional. En 2483, il a été élu conseiller général. En 2487, il a été élu conseiller régional. En 2491, il a été élu conseiller général. En 2495, il a été élu conseiller régional. En 2499, il a été élu conseiller général. En 2503, il a été élu conseiller régional. En 2507, il a été élu conseiller général. En 2511, il a été élu conseiller régional. En 2515, il a été élu conseiller général. En 2519, il a été élu conseiller régional. En 2523, il a été élu conseiller général. En 2527, il a été élu conseiller régional. En 2531, il a été élu conseiller général. En 2535, il a été élu conseiller régional. En 2539, il a été élu conseiller général. En 2543, il a été élu conseiller régional. En 2547, il a été élu conseiller général. En 2551, il a été élu conseiller régional. En 2555, il a été élu conseiller général. En 2559, il a été élu conseiller régional. En 2563, il a été élu conseiller général. En 2567, il a été élu conseiller régional. En 2571, il a été élu conseiller général. En 2575, il a été élu conseiller régional. En 2579, il a été élu conseiller général. En 2583, il a été élu conseiller régional. En 2587, il a été élu conseiller général. En 2591, il a été élu conseiller régional. En 2595, il a été élu conseiller général. En 2599, il a été élu conseiller régional. En 2603, il a été élu conseiller général. En 2607, il a été élu conseiller régional. En 2611, il a été élu conseiller général. En 2615, il a été élu conseiller régional. En 2619, il a été élu conseiller général. En 2623, il a été élu conseiller régional. En 2627, il a été élu conseiller général. En 2631, il a été élu conseiller régional. En 2635, il a été élu conseiller général. En 2639, il a été élu conseiller régional. En 2643, il a été élu conseiller général. En 2647, il a été élu conseiller régional. En 2651, il a été élu conseiller général. En 2655, il a été élu conseiller régional. En 2659, il a été élu conseiller général. En 2663, il a été élu conseiller régional. En 2667, il a été élu conseiller général. En 2671, il a été élu conseiller régional. En 2675, il a été élu conseiller général. En 2679, il a été élu conseiller régional. En 2683, il a été élu conseiller général. En 2687, il a été élu conseiller régional. En 2691, il a été élu conseiller général. En 2695, il a été élu conseiller régional. En 2699, il a été élu conseiller général. En 2703, il a été élu conseiller régional. En 2707, il a été élu conseiller général. En 2711, il a été élu conseiller régional. En 2715, il a été élu conseiller général. En 2719, il a été élu conseiller régional. En 2723, il a été élu conseiller général. En 2727, il a été élu conseiller régional. En 2731, il a été élu conseiller général. En 2735, il a été élu conseiller régional. En 2739, il a été élu conseiller général. En 2743, il a été élu conseiller régional. En 2747, il a été élu conseiller général. En 2751, il a été élu conseiller régional. En 2755, il a été élu conseiller général. En 2759, il a été élu conseiller régional. En 2763, il a été élu conseiller général. En 2767, il a été élu conseiller régional. En 2771, il a été élu conseiller général. En 2775, il a été élu conseiller régional. En 2779, il a été élu conseiller général. En 2783, il a été élu conseiller régional. En 2787, il a été élu conseiller général. En 2791, il a été élu conseiller régional. En 2795, il a été élu conseiller général. En 2799, il a été élu conseiller régional. En 2803, il a été élu conseiller général. En 2807, il a été élu conseiller régional. En 2811, il a été élu conseiller général. En 2815, il a été élu conseiller régional. En 2819, il a été élu conseiller général. En 2823, il a été élu conseiller régional. En 2827, il a été élu conseiller général. En 2831, il a été élu conseiller régional. En 2835, il a été élu conseiller général. En 2839, il a été élu conseiller régional. En 2843, il a été élu conseiller général. En 2847, il a été élu conseiller régional. En 2851, il a été élu conseiller général. En 2855, il a été élu conseiller régional. En 2859, il a été élu conseiller général. En 2863, il a été élu conseiller régional. En 2867, il a été élu conseiller général. En 2871, il a été élu conseiller régional. En 2875, il a été élu conseiller général. En 2879, il a été élu conseiller régional. En 2883, il a été élu conseiller général. En 2887, il a été élu conseiller régional. En 2891, il a été élu conseiller général. En 2895, il a été élu conseiller régional. En 2899, il a été élu conseiller général. En 2903, il a été élu conseiller régional. En 2907, il a été élu conseiller général. En 2911, il a été élu conseiller régional. En 2915, il a été élu conseiller général. En 2919, il a été élu conseiller régional. En 2923, il a été élu conseiller général. En 2927, il a été élu conseiller régional. En 2931, il a été élu conseiller général. En 2935, il a été élu conseiller régional. En 2939, il a été élu conseiller général. En 2943, il a été élu conseiller régional. En 2947, il a été élu conseiller général. En 2951, il a été élu conseiller régional. En 2955, il a été élu conseiller général. En 2959, il a été élu conseiller régional. En 2963, il a été élu conseiller général. En 2967, il a été élu conseiller régional. En 2971, il a été élu conseiller général. En 2975, il a été élu conseiller régional. En 2979, il a été élu conseiller général. En 2983, il a été élu conseiller régional. En 2987, il a été élu conseiller général. En 2991, il a été élu conseiller régional. En 2995, il a été élu conseiller général. En 2999, il a été élu conseiller régional. En 3003, il a été élu conseiller général. En 3007, il a été élu conseiller régional. En 3011, il a été élu conseiller général. En 3015, il a été élu conseiller régional. En 3019, il a été élu conseiller général. En 3023, il a été élu conseiller régional. En 3027, il a été élu conseiller général. En 3031, il a été élu conseiller régional. En 3035, il a été élu conseiller général. En 3039, il a été élu conseiller régional. En 3043, il a été élu conseiller général. En 3047, il a été élu conseiller régional. En 3051, il a été élu conseiller général. En 3055, il a été élu conseiller régional. En 3059, il a été élu conseiller général. En 3063, il a été élu conseiller régional. En 3067, il a été élu conseiller général. En 3071, il a été élu conseiller régional. En 3075, il a été élu conseiller général. En 3079, il a été élu conseiller régional. En 3083, il a été élu conseiller général. En 3087, il a été élu conseiller régional. En 3091, il a été élu conseiller général. En 3095, il a été élu conseiller régional. En 3099, il a été élu conseiller général. En 3103, il a été élu conseiller régional. En 3107, il a été élu conseiller général. En 3111, il a été élu conseiller régional. En 3115, il a été élu conseiller général. En 3119, il a été élu conseiller régional. En 3123, il a été élu conseiller général. En 3127, il a été élu conseiller régional. En 3131, il a été élu conseiller général. En 3135, il a été élu conseiller régional. En 3139, il a été élu conseiller général. En 3143, il a été élu conseiller régional. En 3147, il a été élu conseiller général. En 3151, il a été élu conseiller régional. En 3155, il a été élu conseiller général. En 3159, il a été élu conseiller régional. En 3163, il a été élu conseiller général. En 3167, il a été élu conseiller régional. En 3171, il a été élu conseiller général. En 3175, il a été élu conseiller régional. En 3179, il a été élu conseiller général. En 3183, il a été élu conseiller régional. En 3187, il a été élu conseiller général. En 3191, il a été élu conseiller régional. En 3195, il a été élu conseiller général. En 3199, il a été élu conseiller régional. En 3203, il a été élu conseiller général. En 3207, il a été élu conseiller régional. En 3211, il a été élu conseiller général. En 3215, il a été élu conseiller régional. En 3219, il a été élu conseiller général. En 3223, il a été élu conseiller régional. En 3227, il a été élu conseiller général. En 3231, il a été élu conseiller régional. En 3235, il a été élu conseiller général. En 3239, il a été élu conseiller régional. En 3243, il a été élu conseiller général. En 3247, il a été élu conseiller régional. En 3251, il a été élu conseiller général. En 3255, il a été élu conseiller régional. En 3259, il a été élu conseiller général. En 3263, il a été élu conseiller régional. En 3267, il a été élu conseiller général. En 3271, il a été élu conseiller régional. En 3275, il a été élu conseiller général. En 3279, il a été élu conseiller régional. En 3283, il a été élu conseiller général. En 3287, il a été élu conseiller régional. En 3291, il a été élu conseiller général. En 3295, il a été élu conseiller régional. En 3299, il a été élu conseiller général. En 3303, il a été élu conseiller régional. En 3307, il a été élu conseiller général. En 3311, il a été élu conseiller régional. En 3315, il a été élu conseiller général. En 3319, il a été élu conseiller régional. En 3323, il a été élu conseiller général. En 3327, il a été élu conseiller régional. En 3331, il a été élu conseiller général. En 3335, il a été élu conseiller régional. En 3339, il a été élu conseiller général. En 3343, il a été élu conseiller régional. En 3347, il a été élu conseiller général. En 3351, il a été élu conseiller régional. En 3355, il a été élu conseiller général. En 3359, il a été élu conseiller régional. En 3363, il a été élu conseiller général. En 3367, il a été élu conseiller régional. En 3371, il a été élu conseiller général. En 3375, il a été élu conseiller régional. En 3379, il a été élu conseiller général. En 3383, il a été élu conseiller régional. En 3387, il a été élu conseiller général. En 3391, il a été élu conseiller régional. En 3395, il a été élu conseiller général. En 3399, il a été élu conseiller régional. En 3403, il a été élu conseiller général. En 3407, il a été élu conseiller régional. En 3411, il a été élu conseiller général. En 3415, il a été élu conseiller régional. En 3419, il a été élu conseiller général. En 3423, il a été élu conseiller régional. En 3427, il a été élu conseiller général. En 3431, il a été élu conseiller régional. En 3435, il a été élu conseiller général. En 3439, il a été élu conseiller régional. En 3443, il a été élu conseiller général. En 3447, il a été élu conseiller régional. En 3451, il a été élu conseiller général. En 3455, il a été élu conseiller régional. En 3459, il a été élu conseiller général. En 3463, il a été élu conseiller régional. En 3467, il a été élu conseiller général. En 3471, il a été élu conseiller régional. En 3475, il a été élu conseiller général. En 3479, il a été élu conseiller régional. En 3483, il a été élu conseiller général. En 3487, il a été élu conseiller régional. En 3491, il a été élu conseiller général. En 3495, il a été élu conseiller régional. En 3499, il a été élu conseiller général. En 3503, il a été élu conseiller régional. En 3507, il a été élu conseiller général. En 3511, il a été élu conseiller régional. En 3515, il a été élu conseiller général. En 3519, il a été élu conseiller régional. En 3523, il a été élu conseiller général. En 3527, il a été élu conseiller régional. En 3531, il a été élu conseiller général. En 3535, il a été élu conseiller régional. En 3539, il a été élu conseiller général. En 3543, il a été élu conseiller régional. En 3547, il a été élu conseiller général. En 3551, il a été élu conseiller régional. En 3555, il a été élu conseiller général. En 3559, il a été élu conseiller régional. En 3563, il a été élu conseiller général. En 3567, il a été élu conseiller régional. En 3571, il a été élu conseiller général. En 3575, il a été élu conseiller régional. En 3579, il a été élu conseiller général. En 3583, il a été élu conseiller régional. En 3587, il a été élu conseiller général. En 3591, il a été élu conseiller régional. En 3595, il a été élu conseiller général. En 3599, il a été élu conseiller régional. En 3603, il a été élu conseiller général. En 3607, il a été élu conseiller régional. En 3611, il a été élu conseiller général. En 3615, il a été élu conseiller régional. En 3619, il a été élu conseiller général. En 3623, il a été élu conseiller régional. En 3627, il a été élu conseiller général. En 3631, il a été élu conseiller régional. En 3635, il a été élu conseiller général. En 3639, il a été élu conseiller régional. En 3643, il a été élu conseiller général. En 3647, il a été élu conseiller régional. En 3651, il a été élu conseiller général. En 3655, il a été élu conseiller régional. En 3659, il a été élu conseiller général. En 3663, il a été élu conseiller régional. En 3667, il a été élu conseiller général. En 3671, il a été élu conseiller régional. En 3675, il a été élu conseiller général. En 3679, il a été élu conseiller régional. En 3683, il a été élu conseiller général. En 3687, il a été élu conseiller régional. En 3691, il a été élu conseiller général. En 3695, il a été élu conseiller régional. En 3699, il a été élu conseiller général. En 3703, il a été élu conseiller régional. En 3707, il a été élu conseiller général. En 3711, il a été élu conseiller régional. En 3715, il a été élu conseiller général. En 3719, il a été élu conseiller régional. En 3723, il a été élu conseiller général. En 3727, il a été élu conseiller régional. En 3731, il a été élu conseiller général. En 3735, il a été élu conseiller régional. En 3739, il a été élu conseiller général. En 3743, il a été élu conseiller régional. En 3747, il a été élu conseiller général. En 3751, il a été élu conseiller régional. En 3755, il a été élu conseiller général. En 3759, il a été élu conseiller régional. En 3763, il a été élu conseiller général. En 3767, il a été élu conseiller régional. En 3771, il a été élu conseiller général. En 3775, il a été élu conseiller régional. En 3779, il a été élu conseiller général. En 3783, il a été élu conseiller régional. En 3787, il a été élu conseiller général. En 3791, il a été élu conseiller régional. En 3795, il a été élu conseiller général. En 3799, il a été élu conseiller régional. En 3803, il a été élu conseiller général. En 3807, il a été élu conseiller régional. En 3811, il a été élu conseiller général. En 3815, il a été élu conseiller régional. En 3819, il a été élu conseiller général. En 3823, il a été élu conseiller régional. En 3827, il a été élu conseiller général. En 3831, il a été élu conseiller régional. En 3835, il a été élu conseiller général. En 3839, il a été élu conseiller régional. En 3843, il a été élu conseiller général. En 3847, il a été élu conseiller régional. En 3851, il a été élu conseiller général. En 3855, il a été élu conseiller régional. En 3859, il a été élu conseiller général. En 3863, il a été élu conseiller régional. En 3867, il a été élu conseiller général. En 3871, il a été élu conseiller régional. En 3875, il a été élu conseiller général. En 3879, il a été élu conseiller régional. En 3883, il a été élu conseiller général. En 3887, il a été élu conseiller régional. En 3891, il a été élu conseiller général. En 3895, il a été élu conseiller régional. En 3899, il a été élu conseiller général. En 3903, il a été élu conseiller régional. En 3907, il a été élu conseiller général. En 3911, il a été élu conseiller régional. En 3915, il a été élu conseiller général. En 3919, il a été élu conseiller régional. En 3923, il a été élu conseiller général. En 3927, il a été élu conseiller régional. En 3931, il a été élu conseiller général. En 3935, il a été élu conseiller régional. En 3939, il a été élu conseiller général. En 3943, il a été élu conseiller régional. En 3947, il a été élu conseiller général. En 3951, il a été élu conseiller régional. En 3955, il a été élu conseiller général. En 3959, il a été élu conseiller régional. En 3963, il a été élu conseiller général. En 3967, il a été élu conseiller régional. En 3971, il a été élu conseiller général. En 3975, il a été élu conseiller régional. En 3979, il a été élu conseiller général. En 3983, il a été élu conseiller régional. En 3987, il a été élu conseiller général. En 3991, il a été élu conseiller régional. En 3995, il a été élu conseiller général. En 3999, il a été élu conseiller régional. En 4003, il a été élu conseiller général. En 4007, il a été élu conseiller régional. En 4011, il a été élu conseiller général. En 4015, il a été élu conseiller régional. En 4019, il a été élu conseiller général. En 4023, il a été élu conseiller régional. En 4027, il a été élu conseiller général. En 4031, il a été élu conseiller régional. En 4035, il a été élu conseiller général. En 4039, il a été élu conseiller régional. En 4043, il a été élu conseiller général. En 4047, il a été élu conseiller régional. En 4051, il a été élu conseiller général. En 4055, il a été élu conseiller régional. En 4059, il a été élu conseiller général. En 4063, il a été élu conseiller régional. En 4067, il a été élu conseiller général. En 4071, il a été élu conseiller régional. En 4075, il a été élu conseiller général. En 4079, il a été élu conseiller régional. En 4083, il a été élu conseiller général. En 4087, il a été élu conseiller régional. En 4091, il a été élu conseiller général. En 4095, il a été élu conseiller régional. En 4099, il a été élu conseiller général. En 4103, il a été élu conseiller régional. En 4107, il a été élu conseiller général. En 4111, il a été élu conseiller régional. En 4115, il a été élu conseiller général. En 4119, il a été élu conseiller régional. En 4123, il a été élu conseiller général. En 4127, il a été élu conseiller régional. En 4131, il a été élu conseiller général. En 4135, il a été élu conseiller régional. En 4139, il a été élu conseiller général. En 4143, il a été élu conseiller régional. En 4147, il a été élu conseiller général. En 4151, il a été élu conseiller régional. En 4155, il a été élu conseiller général. En 4159, il a été élu conseiller régional. En 4163, il a été élu conseiller général. En 4167, il a été élu conseiller régional. En 4171, il a été élu conseiller général. En 4175, il a été élu conseiller régional. En 4179, il a été élu conseiller général. En 4183, il a été élu conseiller régional. En 4187, il a été élu conseiller général. En 4191, il a été élu conseiller régional. En 4195, il a été élu conseiller général. En 4199, il a été élu conseiller régional. En 4203, il a été élu conseiller général. En 4207, il a été élu conseiller régional. En 4211, il a été élu conseiller général. En 4215, il a été élu conseiller régional. En 4219, il a été élu conseiller général. En 4223, il a été élu conseiller régional. En 4227, il a été élu conseiller général. En 4231, il a été élu conseiller régional. En 4235, il a été élu conseiller général. En 4239, il a été élu conseiller régional. En 4243, il a été élu conseiller général. En 4247, il a été élu conseiller régional. En 4251, il a été élu conseiller général. En 4255, il a été élu conseiller régional. En 4259, il a été élu conseiller général. En 4263, il a été élu conseiller régional. En 4267, il a été élu conseiller général. En 4271, il a été élu conseiller régional. En 4275, il a été élu conseiller général. En 4279, il a été élu conseiller régional. En 4283, il a été élu conseiller général. En 4287, il a été élu conseiller régional. En 4291, il a été élu conseiller général. En 4295, il a été élu conseiller régional. En 4299, il a été élu conseiller général. En 4303, il a été élu conseiller régional. En 4307, il a été élu conseiller général. En 4311, il a été élu conseiller régional. En 4315, il a été élu conseiller général. En 4319, il a été élu conseiller régional. En 4323, il a été élu conseiller général. En 4327, il a été élu conseiller régional. En 4331, il a été élu conseiller général. En 4335, il a été élu conseiller régional. En 4339, il a été élu conseiller général. En 4343, il a été élu conseiller régional. En 4347, il a été élu conseiller général. En 4351, il a été élu conseiller régional. En 4355, il a été élu conseiller général. En 4359, il a été élu conseiller régional. En 4363, il a été élu conseiller général. En 4367, il a été élu conseiller régional. En 4371, il a été élu conseiller général. En 4375, il a été élu conseiller régional. En 4379, il a été élu conseiller général. En 4383, il a été élu conseiller régional. En 4387, il a été élu conseiller général. En 4391, il a été élu conseiller régional. En 4395, il a été élu conseiller général. En 4399, il a été élu conseiller régional. En 4403, il a été élu conseiller général. En 4407, il a été élu conseiller régional. En 4411, il a été élu conseiller général. En 4415, il a été élu conseiller régional. En 4419, il a été élu conseiller général. En 4423, il a été élu conseiller régional. En 4427, il a été élu conseiller général. En 4431, il a été élu conseiller régional. En 4435, il a été élu conseiller général. En 4439, il a été élu conseiller régional. En 4443, il a été élu conseiller général. En 4447, il a été élu conseiller régional. En 4451, il a été élu conseiller général. En 4455, il a été élu conseiller régional. En 4459, il a été élu conseiller général. En 4463, il a été élu conseiller régional. En 4467, il a été élu conseiller général. En 4471, il a été élu conseiller régional. En 4475, il a été



## IMAGE

## La planète de l'usine

L'UIMM essaie de séduire les élèves

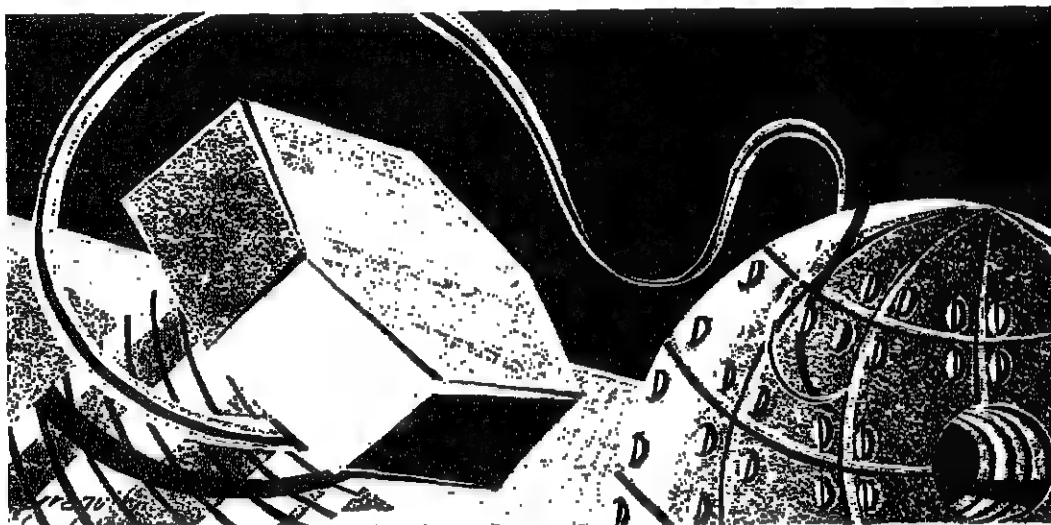
LES élèves lèvent le doigt pour poser sagement des questions « Combien gagne-t-on ? », « Est-ce que vous faites des réductions ? », « Les voitures Citroën ? », « Qu'est-ce que vous faites ? », « Comment passe-t-on l'embauche ? »... À 17 heures, trois membres du personnel satisfont leur curiosité ; la visite s'achève.

Cette classe de 3<sup>e</sup> du collège Robespierre d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), accompagnée de son professeur de mathématiques, vient visiter l'usine Citroën. Les élèves ont suivi avec passion la fabrication de la nouvelle ZX. Une démonstration qui a duré plus de deux heures. Ils sont étonnés : « On ne voit presque personne ; de quoi se croient-ils ? », « Comment fait-il que tout soit si propre, on imagine les usines très sales. », « Les ouvriers se déplacent à vélo. », « Les ateliers tellement c'est vaste. », « Ils ont leurs impressions, ils remplissent soigneusement leurs papiers. L'un d'eux crie à son voisin : « C'est normal de voir fabriquer des voitures ! »

## Un univers négatif

Cette classe a été sélectionnée pour participer à l'opération « Planète Métal », organisée par le GIM (Groupe des industries métallurgiques), organisation professionnelle membre de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), qui vise à la pénétration du personnel qualifié dans son milieu. Cette année, c'est le cabinet Krief (CSC) qui a été choisi pour organiser cette situation. Cette année, c'est le cabinet Krief (CSC) qui a été choisi pour organiser cette situation. Cette année, c'est le cabinet Krief (CSC) qui a été choisi pour organiser cette situation.

Il faut ajouter à cela que les grandes industries depuis quinze ans ont persuadé le public que les métiers appartiennent au passé. Or la tendance est grande de ressembler la métallurgie à deux spécialités : la sidérurgie et la mécanique. Autre problème : les jeunes rejettent la langue de bois, les veu-



bien découvrir la réalité professionnelle, mais sur le terrain, en situation, présentée par les interlocuteurs crédibles, qui exercent l'activité eux-mêmes au quotidien et en parlent avec les autres de leur jour.

L'objectif de « Planète Métal », opération lancée en septembre dernier par cinq ans dans le cadre de l'opération nationale « Jeunes Industries », est de faire se rencontrer les jeunes et les professionnels dans leur cadre de travail. Du novembre 1991 à mai 1992, trente-cinq collèges des départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis sont concernés. Deux opérations sont menées en même temps : un jeu-concours à partir de trois visites d'entreprises industrielles destinées à faire connaître trois secteurs : l'aéronautique, la mécanique et l'électronique. La troisième, à l'initiative de Citroën, par exemple, va aller également à Air France à Roissy voir fabriquer les pales d'hélicoptère, ainsi qu'à la SNECMA. Après la visite de l'entreprise, les élèves ont quatre jours pour répondre à un questionnaire précis et pour le renvoyer au GIM.

Les récompenses prévues pour les meilleurs comptes rendus des candidats sont une journée à l'aéroport de Marseille-Marseille ou à l'aéroport de Poitiers ou des visites de chantiers navals à Saint-Nazaire. Tous les participants prendront part à une manifestation à la Seine-Saint-Denis en juin 1992. Les collèges concernés ont aussi la visite d'un bus expo avec des panneaux et des documents visant à faire découvrir la métallurgie de la façon la plus

vivante possible. Les élèves assisteront à la présentation d'un film vidéo animé par les personnages du jeu-concours.

Un responsable du GIM se félicite de l'innovation : « Nos industriels étaient très méfiant à l'égard de l'éducation nationale. Il y a encore du port et d'autre des méfiances, des préjugés. Pour beaucoup d'hommes d'entreprise, l'école était un lieu où l'on ne peut pas aller. Or nous avons trouvé de nouveaux enseignants dans le monde du travail. »

## Attirer les jeunes filles

Les responsables ont tout de suite envoyé une lettre à tous les professeurs de collège. Les professeurs de mathématiques ou de technologie, mais également d'histoire ou de français, ont été volontaires pour cette opération. La préparation des visites exige un travail, car le matériel et l'approfondissement sont la condition indispensable à la réussite de l'opération et à la motivation des élèves. Cela implique un lien à l'identité de l'entreprise, la formation à la carrière professionnelle, à l'activité du travail.

Au GIM, on remarque les difficultés pour trouver les entreprises. A cause des contraintes géographiques, mais aussi parce que les entreprises de petite taille n'ont pas forcément les capacités en personnel pour accueillir trente jeunes, répondre à leurs questions, accompagner une visite de deux heures, perturber le travail et bousculer les tâches.

Certains industriels demandent l'effort demandé. « On est conscient que la désaffection des jeunes envers l'industrie n'est pas de brève durée. C'est une situation qui est en train de changer. Les jeunes ont une vision de l'industrie. Ils ne rejettent pas à aller à l'usine. Il est urgent pour nous, même vital, de recruter la jeunesse. »

Ce sont souvent des entreprises de taille importante qui se sont engagées dans ce cycle. Parmi elles, les entreprises de la métallurgie ont aussi l'Aérospatiale, Air France, Christofle, la RATP, la SNECMA ou Thales. Cependant, les organisateurs estiment qu'il faudra continuer plutôt à se tourner vers les petites et moyennes entreprises, car c'est elles qui ont le plus de difficultés à recruter. 82 % des candidats ont répondu oui. Restait-il à mettre en place un système permettant aux entreprises de trouver le personnel adéquat. Un mailing a été envoyé aux entreprises de plus de dix salariés dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services, aux entreprises artisanales de plus de dix salariés.

Point de départ de l'opération : une enquête lancée en 1990 par la chambre de commerce, l'ANPE et l'INSEE auprès de quelque 900 entreprises de la région Île-de-France. A la question : Avez-vous des difficultés à recruter ? 82 % ont répondu oui. Restait-il à mettre en place un système permettant aux entreprises de trouver le personnel adéquat. Un mailing a été envoyé aux entreprises de plus de dix salariés dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services, aux entreprises artisanales de plus de dix salariés.

## Rapidité et notoriété

Quelque 4 000 entreprises ont été sélectionnées pour l'opération, qui intègre « un véritable service de qualité s'appuyant sur la rapidité du service, la fiabilité des candidatures, la fidélité des informations », explique Michel Coudert, responsable du service formation à la CRCI Auvergne. Notre objectif est d'offrir aux chefs d'entreprise suffisamment de demandes d'emploi pour leur garantir un véritable choix. Nous pensons que 600 entreprises ont un bon chiffre. Pour l'instant, nous avons obtenu au minimum le chiffre de 540. Au 15 février, le nombre de candidatures est de 364. La différence s'explique par la disparition de certaines entreprises ; leur mode de vie est en fait limité à deux ans.

En ce qui concerne la rapidité du service, les partenaires ont été engagés à ce que l'entreprise puisse avoir un emploi en un délai de deux jours avec l'ANPE. Pour l'instant, on en est à l'étape de la sélection des candidatures. Mais nous avons passé une annonce. En deux semaines, nous avons reçu une cinquantaine de CV. Nous avons procédé à deux embauches. C'est un système efficace, très rapide qui permet de faire gagner du temps aux employeurs qui n'ont pas beaucoup.

Plus largement, après deux ans de fonctionnement, les partenaires ont fait un premier bilan. Du 15 octobre au 15 décembre, 2 700 entreprises ont été comptabilisées. 1 000 d'emploi ont été transmis par le service, et, selon Michel Coudert, 50 % de ces offres auraient été embauchées. Dans le cadre d'une enquête de satisfaction lancée auprès d'une centaine d'entreprises, quatre sur dix ont déclaré avoir entendu parler de 3614 DFI et une sur dix a déclaré avoir utilisé, tandis que 74 % des entreprises ne voient l'intérêt de ces services pour la

C'est aussi l'avis des professionnels qui reçoivent les jeunes. Pour la librairie Le Monde, l'opération devrait « devenir normale dans le cadre de la scolarité ». Car si « le métier découvert n'est pas forcément celui qu'ils pratiqueront, leur curiosité est encouragée ». La direction du développement du groupe BSN, qui, en 1991, a accueilli environ trois cent cinquante jeunes dans une vingtaine d'établissements, y voit un moyen « de régler le problème de l'exclusion à la fois en diminuant le coût ». C'est bien le challenge que s'est fixé Armand Braun.

Géraldine Delacroix

**Le Monde**  
HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

CHAQUE SAMEDI - daté DIMANCHE - UNDI

Géraldine Delacroix

## DÉCOUVERTE

## A la recherche des métiers

Un jeune, pendant une journée, suit un professionnel au travail

TREIZE ou quatorze : c'est, pour les animateurs de l'Aventure, le nombre idéal de jeunes pour une journée de découverte. L'âge à partir duquel il faut informer les jeunes sur les métiers, les formations qui y conduisent, le risque de se perdre dans les méandres de l'orientation.

C'est pourquoi l'Aventure a rejoint, en octobre dernier, l'ANPE et le CIO dans le Passage des métiers, à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. A tous les jeunes (de treize à dix-huit ans) qui désirent, l'équipe offre d'accompagner un professionnel dans une journée de travail : c'est l'opération « Un jeune, un jour, un métier ». Son principe apparaît limpide : il faut pouvoir choisir un métier et l'essayer. Les études, quand elles doivent être courtes. Cette action se tourne à effet particulièrement vers les jeunes issus de milieux défavorisés, le plus mal informés, qui n'ont pas le loisir de poursuivre des études longues ou diversifiées. Il s'agit alors de ne pas les tromper.

L'autre leitmotiv d'Armand Braun, fondateur de l'Aventure, est la lutte contre la « démotivation scolaire », qui a pour origine « l'absence d'idée de ce qu'on veut faire ». Deux éléments expliquent selon lui le manque d'imagination des jeunes quant à leur avenir : la distance croissante entre les lieux de travail et les lieux d'habitation, qui les prive d'une

rencontre effective avec les métiers, et, paradoxalement, la multiplication des professions, qui désorientent les parents dans leur fonction de conseillers. Par ailleurs, l'élève est peu motivé par des études dont il ne comprend pas l'utilité. Francis Lafon, responsable de l'opération, volontiers l'exemple de la trigonométrie, qui devient concrète pour l'adolescent qui aura passé une journée chez un géomètre.

## Contact individualisé

L'aventure d'Armand Braun a débuté en 1987, avec la première édition, à la Grande Halle de La Villette, leur « théâtre de la vie », selon l'expression de son fondateur : un salon « où l'on ne vend rien, destiné à montrer aux jeunes le paysage des activités professionnelles d'aujourd'hui », et dont l'édition 1992 s'est déroulée du 16 au 21 février dernier. Un salon qui accueille aussi bien les hôpitaux de Paris que le groupe BSN ou l'ordre des experts-comptables en passant par l'EDF et les capteurs-compiers. Comme en témoigne Françoise Camilade, professeur principal d'une classe de troisième au lycée Jules-Verne, dans le douzième arrondissement de Paris, qui accompagne ses élèves au salon depuis l'année dernière : « On a vu des métiers qu'ils soupçonnaient même pas. »

Mais Armand Braun juge la démarche insuffisante. C'est à l'occasion du 1991 qu'il lance l'opération « Un jeune, un jour, un métier », en proposant la formule aux classes en visite. Pour 1992, l'objectif est d'offrir huit à dix mille journées. A Paris, grâce à des relais dans les écoles, chaque jeune doit pouvoir en profiter. Car si pour l'instant l'essentiel est son public - hors inscriptions - il est constitué par les jeunes des quartiers avoisinants La Villette. L'opération est destinée aux jeunes de la France. Dans cet objectif, un journal a été édité tous les deux mois et distribué dans toutes les régions.

Thomas, quatorze ans, veut devenir plombier. Il lui faut une autorisation écrite de ses parents. L'Aventure, qui demande alors à un professionnel d'entrer en contact avec lui, Thomas n'a plus qu'à prendre rendez-vous avec un plombier. La règle est l'individualisation de la relation. Léger pour l'entreprise, le système est valorisant pour le jeune, efficace : le professionnel s'engage à ne rien changer à sa journée de travail. Il ne s'agit pas d'une visite d'entreprise. Ni même toujours d'une entreprise. Bernadette Lavenue, librairie à Taverny, a ainsi reçu trois jeunes le même jour : « Un qui a voulu revenir le lendemain, car il n'avait pas d'école, un phénomène qui, au bout d'une demi-journée, a compris que cela ne lui plaisait

pas. » Muriel, la troisième, y a découvert les avantages et les inconvénients du métier, et espère bien renouveler son expérience, mieux choisir sa profession.

## Diminuer le coût de l'exclusion

Nicolas, qui voulait devenir tailleur, a eu une expérience. Il a compris que le travail sur les chantiers n'était pas aussi facile qu'il le pensait. Il ne se fait pas d'illusions, il veut travailler dans des effets spéciaux. Quant à Mehdi, qui a passé une journée à l'usine, il a compris qu'il faut continuer à étudier, car il faut pouvoir aller au-delà de l'école, et d'avoir une idée sur ce qui nous attend dans l'avenir.

C'est aussi l'avis des professionnels qui reçoivent les jeunes. Pour la librairie Le Monde, l'opération devrait « devenir normale dans le cadre de la scolarité ». Car si « le métier découvert n'est pas forcément celui qu'ils pratiqueront, leur curiosité est encouragée ». La direction du développement du groupe BSN, qui, en 1991, a accueilli environ trois cent cinquante jeunes dans une vingtaine d'établissements, y voit un moyen « de régler le problème de l'exclusion à la fois en diminuant le coût ». C'est bien le challenge que s'est fixé Armand Braun.

Géraldine Delacroix

## SERVICE

## Minitel et emploi

Offres et demandes se rapprochent

En Auvergne, les organismes consulaires et l'ANPE ont établi un véritable partenariat pour l'emploi. La chambre régionale de l'ANPE, la chambre régionale de l'industrie et du commerce, ont mis sur pied un service télématique expérimental destiné aux entreprises.

Depuis le 15 janvier dernier, le 3614 DFI propose quatre types de service : il permet aux entreprises de déposer leurs offres d'emploi, de consulter les demandes d'emploi sélectionnées par l'ANPE, de prendre connaissance des principales mesures incitant à l'emploi, mais aussi de laisser un message dans une boîte aux lettres.

Point de départ de l'opération : une enquête lancée en 1990 par la chambre de commerce, l'ANPE et l'INSEE auprès de quelque 900 entreprises de la région Île-de-France. A la question : Avez-vous des difficultés à recruter ? 82 % ont répondu oui. Restait-il à mettre en place un système permettant aux entreprises de trouver le personnel adéquat. Un mailing a été envoyé aux entreprises de plus de dix salariés dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services, aux entreprises artisanales de plus de dix salariés.

## Rapidité et notoriété

Quelque 4 000 entreprises ont été sélectionnées pour l'opération, qui intègre « un véritable service de qualité s'appuyant sur la rapidité du service, la fiabilité des candidatures, la fidélité des informations », explique Michel Coudert, responsable du service formation à la CRCI Auvergne. Notre objectif est d'offrir aux chefs d'entreprise suffisamment de demandes d'emploi pour leur garantir un véritable choix. Nous pensons que 600 entreprises ont un bon chiffre. Pour l'instant, nous avons obtenu au minimum le chiffre de 540. Au 15 février, le nombre de candidatures est de 364. La différence s'explique par la disparition de certaines entreprises ; leur mode de vie est en fait limité à deux ans.

En ce qui concerne la rapidité du service, les partenaires ont été engagés à ce que l'entreprise puisse avoir un emploi en un délai de deux jours avec l'ANPE. Pour l'instant, on en est à l'étape de la sélection des candidatures. Mais nous avons passé une annonce. En deux semaines, nous avons reçu une cinquantaine de CV. Nous avons procédé à deux embauches. C'est un système efficace, très rapide qui permet de faire gagner du temps aux employeurs qui n'ont pas beaucoup.

Plus largement, après deux ans de fonctionnement, les partenaires ont fait un premier bilan. Du 15 octobre au 15 décembre, 2 700 entreprises ont été comptabilisées. 1 000 d'emploi ont été transmis par le service, et, selon Michel Coudert, 50 % de ces offres auraient été embauchées. Dans le cadre d'une enquête de satisfaction lancée auprès d'une centaine d'entreprises, quatre sur dix ont déclaré avoir entendu parler de 3614 DFI et une sur dix a déclaré avoir utilisé, tandis que 74 % des entreprises ne voient l'intérêt de ces services pour la

simple raison qu'elles n'envisagent pas de recruter.

Par ailleurs, une enquête qualitative lancée auprès de 10 entreprises utilisatrices a montré que les trois quarts d'entre elles avaient utilisé le service, que 47 % se servaient en permanence et simple à utiliser. Une sur deux l'avait fait pour élargir la diffusion de leurs offres de recrutement, et 47 % se servaient régulièrement par l'originalité de la démarche, le service par l'engagement conjoint des trois partenaires. « N'oubliez pas nous avons lancé l'opération au moment où Michel Charasse, président de l'ANPE, rappelle Michel Coudert. Quand un employeur envoie un mailing, il n'a pas de suivi et n'a pas de suivi. En fait, dans l'opération, il y a un impact important. Il faut dire aussi que nous avons mis en place un service actif de conseil, qui a popularisé l'opération auprès des médias. » Et puis, encouragé, 82 % des entreprises ont déclaré qu'elles réutiliseraient le service pour un prochain recrutement. Les mécontents ? « Une seule entreprise s'est plainte de ne pas avoir de contacts dans les délais », reconnaît Michel Coudert. Juste un petit coup de main dans le contrat de qualité.

Qu'on peut dire encore de cette première expérience, c'est que les résultats qui semblent les plus recherchés par l'opération sont ceux de représentation et de technico-commercial, qui viennent largement en tête, suivis des agents de maîtrise, techniciens et cadres, surtout dans les secteurs de la sidérurgie, de la métallurgie, de la mécanique, du BTP et de l'électronique.

## Intensifier la communication

Le service peut-il offrir une réponse à tous les problèmes de recrutement des entreprises ? Pas sûr, mais, en régionalisant les offres et les demandes d'emploi, il facilite l'adéquation entre l'offre et la demande. Conçu pour un usage régional, le service est parfois utilisé par des entreprises extérieures à la région. C'est ainsi qu'un hôtelier des Alpes n'a pas hésité à proposer plusieurs offres d'emploi. « Dans notre région, il n'est pas facile de recruter des candidats motivés, d'autant plus que nous avons une activité saisonnière. Les agences locales pour l'emploi ne nous ont pas d'un grand service. C'est pourquoi nous avons pris l'habitude de rechercher dans le Centre, à l'Est ou en Bretagne. Là, c'est un secrétaire général, originaire de Lyon, qui avait entendu parler du service. Depuis le 15 janvier, nous avons recruté une dizaine de personnes par Minitel. Ce service qualifié aux femmes de chambre en passant par les plongeurs. »

En conclusion, Michel Coudert se déclare relativement satisfait de l'opération. « Actuellement, nous sommes en période de recrutement. Le service est très utile. En fait, ce n'est pas le cas. » Une déception cependant : « On n'a pas pu aller plus loin. Les entreprises utilisent plus le service pour passer leurs offres de recrutement. Les agences locales pour l'emploi ont été créées, mais je pense qu'on pourrait faire mieux. Il faudrait peut-être intensifier notre campagne de communication auprès des entreprises. »

Catherine Leroy



Minitel et emploi

ÉCHOS

Recherche en management

Le groupe ESC Lyon organise, le 11 avril, avec l'IRE, un centre de recherche en management, et le soutien de la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), un colloque sur « l'innovation dans la gestion : la relation chercheurs-entreprises ».

L'objectif est de présenter un bilan de la coopération chercheurs-entreprises en matière de management, et d'illustrer les résultats de cette coopération par des exemples en France et à l'étranger.

ESC Lyon, 23, avenue Guy-de-Collogne, BP 174, 69132 Ecully CEDEX. Renseignements auprès de Catherine Drouot. Tél. : (16) 72-20-25-25.

Formation au logiciel

Le conseil régional d'Ile-de-France vient d'annoncer la création d'une école des techniques du génie logiciel, qui se veut le premier centre de formation par l'apprentissage dans le domaine de l'informatique industrielle. Des entreprises telles que Thomson-CSF et Renault, notamment, la chambre de commerce et d'industrie de Versailles et certaines universités sont impliquées dans cette opération.

Renseignements : 01-84-84-53 ou 01-84-84-50.

TRIBUNE

Les bilans personnels

par Paule Pérez

DANS le domaine du management de l'emploi, l'analyse du bilan personnel est devenue un outil important de gestion du changement, un outil important de gestion du changement, un outil important de gestion du changement.

En deça de ses contenus et de sa mise en œuvre, l'inscription du bilan dans la culture du travail. Le développement de l'accès au bilan est un signe capital de rupture avec le taylorisme. On peut s'engager à parler de mutation.

C'est ce fait de culture qui est le plus connu comme tel partout : le « bilan individuel » est une figure de levier majeur. Alors que le bilan individualisé est un « outil » approprié pour répondre le « hard » des grandes entreprises, au reste, il y a quelques exceptions près, dans le règne du bricolage, pour ce qui est de fonder une pratique avec des règles et des talents, des méthodes, des techniques et des limites.

Jusqu'à présent, peu de bilans interviennent dans le cours « normal » d'une carrière, un « bilan » de développement et pour autant que l'emploi soit menacé. Pourtant, qui n'a jamais senti le besoin de se recentrer en « mettant sa carrière sur la table » ? Entre compétition et performance, un grand besoin de bilan s'est imposé, un grand besoin de bilan s'est imposé, un grand besoin de bilan s'est imposé.

On peut s'attendre à ce qu'en se dégageant de la sélection, le bilan professionnel acquière, mutatis mutandis, une fonction prévisionnelle sur l'emploi, analogue à la fonction préventive du check-up sur la santé. Or, à tous les niveaux de l'échelle sociale, chacun a le droit de bénéficier d'une réflexion personnelle continue, confidentielle, indépendante du jugement des supérieurs. Il est clair que dans ces conditions, le bilan ne se vit pas comme une ouverture sur la promotion sociale. La « loi » de l'individu devient alors prépondérante : il se réapproprie son bilan en tant que « sujet ».

Car si la demande émane du « sujet », c'est précisément là que réside le changement – la sanction de rupture se mue en rite de passage, en symbolisme de développement. Chacun peut alors faire appel au bilan individualisé pour mieux se situer, anticiper les évolutions de sa carrière, et formuler de nouveaux projets d'avenir.

Qu'explique le bilan ? Le « bilan » des opérateurs se fait à peu près sur un ensemble de thèmes plus ou moins précis, tels que : « savoir, savoir-faire, savoir-être », « portefeuille de compétences », acquis, potentiels, « éducation cognitive ». Certains aspects sont liés à des aptitudes, attentes, motivations, personnalité, dont on ne peut pas officialiser l'importance, mais qu'on aborde officiellement avec prudence. Témoin la circonspection, l'expression « compétences de troisième dimension », qui semble vouloir substituer à ce qui touche à la sphère de la personnalité.

Les pratiques qui en découlent sont donc très diverses, et la situation présente des positions mitigées, contradictoires : création de centres de bilan à vocation interinstitutionnelle, aides aux organismes de formation, investigations poussées des recruteurs, délégués auprès des institutions – elles-mêmes victimes de leur propre institutionnalisation et de leur difficulté structurelle à traiter l'individualisation.

Avec deux extrêmes, entre le trop et le pas assez, entre le privé et le public, on rivalise jusqu'à l'absurde. Le premier joue dans la sélection (recrutement, reconversions, sélections des jeunes des grandes écoles) et l'autre, même (surtout) lorsqu'ils viennent d'avoir une promotion.

d'entretiens s'accompagnent de l'adéquation à des profils pré-établis et à des stéréotypes. Le « bilan » joue la justice sociale (orientation, formation, emploi des jeunes) et l'accent est mis sur l'« acquis » ou sur la « validation de l'acquis ». Les techniques d'entretiens s'accompagnent de l'exploration des connaissances, voire certains acquis. Ces deux visions du bilan se télescopent : la dimension individualisée est maintenue dans les deux.

SUR le terrain cependant, un travail consistant à s'opposer, loin des référentiels, des objectifs et des théories. C'est ainsi que les intervenants, en service public et privé, qui quotidiennement écoutent, conseillent, orientent. C'est là que se joue le ferment.

Confrontés à la difficulté, et, disons-le, à la détresse quotidienne, les psychologues des institutions, les conseillers d'orientation ou autres opérateurs, souvent issus de la psychologie du travail, finissent par écouter le « sujet » dans l'urgence. La réciproque est vraie : dans les cabinets privés où les consultants, issus davantage de la psychologie sociale ou même de la clinique, s'éloignent de leurs clients pour satisfaire à des demandes de clientèle. Dépassement des adaptations se font au jour le jour, et beaucoup d'intervenants ont des limites de leurs compétences, et même de leurs résistances.

Affaire d'initiatives personnelles, ce travail n'est ni structuré par les structures, ni repris dans des réflexions, ni conforté par de vraies formations, théoriques ou autres.

Car porter le « bilan individualisé » au rang d'un investissement à long terme est : il faut porter le projet de bilan stratégique. Il faut à l'individu une imagination et une innovation afin que les responsables créent les passerelles entre collectif et individuel, de manière à ce que la pratique du « bilan individualisé » ait véritablement la possibilité de jouer le rôle qu'on lui assigne.

Paule Pérez est expert en bilans personnels. Elle est à Paris, 11, rue de la Harpe, 75004.

ÉCHOS

Emploi des cadres en janvier : ralentissement de la dégradation

En janvier, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), basée à Paris, a publié dans la revue « L'emploi des cadres » un bilan de l'emploi des cadres en janvier. Par rapport au même mois de l'an passé, le nombre de candidatures a augmenté de 4 %, avec 4 400 propositions de postes, tout comme en décembre. Comme le recul est de 411 en novembre, et de 42 en octobre, on peut dire que, pour le moment, le marché de l'emploi des cadres est en légère amélioration. Cela correspond d'ailleurs à l'orientation du long terme, puisque, au cumul des douze mois, le nombre de candidatures est de 42 000.

Jusqu'à présent, la chute des candidatures a été limitée. Elle a touché toutes les fonctions, il y a eu des fluctuations légères, mais sur des segments de marché étroits. Certes, l'informatique (-53 %), la comptabilité-gestion (-41 %), les études-recherches-projets (-40 %) et la production-fabrication-chantiers (-38 %) continuent de s'écrouler. Mais on constate une certaine stabilité pour la communication-crédit et pour les fonctions médico-socio-culturelles.

Les tuteurs de l'insertion

En partenariat, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), le Fonds d'assurance formation des professions médico-sociales (PROMOFAS) et le conseil général de Seine-et-Marne ont pris l'initiative d'une formation originale, qui a été dispensée à Melun. Il s'agit de former des administratifs et des travailleurs sociaux au sens large aux techniques et aux dispositifs qui permettent de l'emploi, d'accompagner les jeunes en difficulté dans les stratégies d'insertion professionnelle. Appelés à jouer le rôle de tuteurs, on leur apprendra, au cours d'un stage de vingt jours en modules, à utiliser les différents outils existants, à situer les besoins en main-d'œuvre des entreprises et à contacter les partenaires locaux.

CNFPT, 3, Villa Thoréton, 77100 Paris CEDEX 16. Tél. : 40-60-40-00.

Colloque de « Droit social »

Pour sa 21<sup>e</sup> édition, le colloque de la revue « Droit social », animé par le professeur Jean-Jacques Dupeyron, est consacré au « droit du travail » l'épreuve des technologies. Le colloque sera présidé par Pierre Cabanis, directeur général du groupe Thomson. Entre autres personnalités, on comptera : Anne Hidalgo, directrice adjointe du INTEFP (Paris), le professeur Jean-Emmanuel Ray (Paris II), M<sup>re</sup> Tiennot Grumbach, président du Syndicat des avocats de France, et le professeur André Lyon-Caen (Paris-X). Représentants des mouvements sociaux, Jacques Chaze, directeur général du CJD, mais surtout Daniel Labbé, responsable CFTD de Rensu-Billancourt et président de Starter, et François Introvin, directeur d'un syndicat CFTD de la métallurgie de Moselle, livreront leurs réflexions.

Colloque « Droit social », 21<sup>e</sup> congrès, 2, place de la Porte-Maillot, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 43-25-15-25; télécopie : 43-25-15-25.

dis par  
tourna  
aptation  
hère du  
Verne,  
sfration  
tic.  
nit ici, en  
ysme de  
des par la  
urs locaux  
ntistiques  
« l'algèbre »,  
« morte »  
aspiration  
crises de la  
Barcelone,  
morphologie  
qui est, ali,  
celle du  
en ». Il n'en  
une preuve  
nser une telle

double  
oit d'ailleurs  
uvres de Dali  
meuble-all-  
fait de Cada-  
ontagne magi-  
quelques  
out à fois si  
proches  
talité, rassem-  
possibles

qui pré-  
comme relié  
continent mal-  
c'est bien  
ginaire.

envoyé spécial  
Patrice Bollon

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMINTE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAGETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94457 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises intéressées par ces offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : Paris ou R.P. Date : indéterminée. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, gestion ou économie ou commerce. Mission : effectuer différentes tâches en milieu de réseau. 11800.

COMPTABILITÉ

Lieu : Ixelles-Moulins. Date : indéterminée. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, comptabilité. Mission : effectuer des opérations comptables. 12768.

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, psychologie. Mission : études à effectuer en psychologie. 13716.

Profil : bac + 5, DESS en cours ou complet, ISG, droit social. Mission : participer à la réalisation du bilan social. 13713.

MARKETING

Lieu : Cligny. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 5, DESS marketing, communication, anglais exigé. Mission : assistance et responsabilité des relations presse, information réseaux de vente. 14383.

VENTE

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : à définir. Ind. : à définir. Profil : à définir. Mission : commercialisation de services aux entreprises. 16268.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, gestion, vente, commerce, marketing. Mission : vente de produits laitiers. 16278.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 2, BTS social, commerce. Mission : augmenter la qualité de la diffusion dans une agence d'édition, jouer un rôle de régulateur et d'interface plutôt que de prospecteur. 16248.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 500 F/mois + prime. Profil : bac + 2, BTS action Co. Word. Mission : assurer la direction du service commercial pour la prospection. 16268.

Lieu : Roissy-CDG. Date : indéterminée. Durée : 4 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, formation assurée, permis de conduire. Mission : prise de rendez-vous, vente de produits. 16247.

INFORMATIQUE

Lieu : Fresnes. Date : indéterminée. Durée : 3/6 mois (2/3 jours semaine). Ind. : 4 000 F/mois. Profil : bac + 2/4. Mission : installer un réseau local et les applications interfonctionnelles. 16270.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 5 mois mini. Ind. : 9 000 F/mois. Profil : bac + 2, communication et secrétariat, TTX sur Macintosh (micro-informatique). Mission : secrétaire assistante en communication, secrétariat organisationnel, mise en page de documents, rédaction d'articles. 16979.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : à définir.

convenir. Ind. : à définir. Profil : bac, très bonne orthographe. Mission : effectuer des traductions techniques, commerciales, financières du français vers l'anglais (formation prévue). 16970.

PUBLICITÉ

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BTS. Mission : assistante chef de publicité, s'occuper du suivi administratif. 19687.

CHIMIE

Lieu : Delft (Hollande). Date : indéterminée. Durée : 1 an mini. Ind. : 3 000 florins.

(environ 9 000 F net/mois). Profil : bac + 5/7, docteur en chimie organique, spectrométrie de masse en géochimie. Mission : travaux de recherche dans le cadre d'un programme franco-hollandais. 21556.

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : 3 000 F pour 3 mois. Profil : bac + 3, secrétariat, bases en informatique sur Macintosh. Mission : effectuer des tâches de secrétariat, traitement de textes sur Macintosh. 24063.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F mini. Profil : bac + 2, secrétariat. Mission : au sein du département ressources humaines, tâches administratives liées au recrutement. 24963.

THE EXECUTIVE MBA

STEP UP YOUR CAREER

Grimpez dans votre carrière sans l'interrompre.

Vous avez décidé d'adapter votre C.V. à la nouvelle perspective internationale pour interrompre votre carrière. Notre MBA américain vous propose à Paris des horaires du soir. L'enseignement est dispensé en anglais par des professionnels des affaires. Reconnu internationalement, le MBA apporte aujourd'hui les connaissances indispensables pour atteindre la sphère des décideurs de demain. Trois sessions : Septembre, Janvier et Avril.

Pour plus d'informations ou pour un rendez-vous, appelez (1) 42.93.13.87

THE GRAHAM SCHOOL OF MANAGEMENT  
ST. XAVIER UNIVERSITY  
PARIS • CHICAGO • MILAN  
Paris Executive Partner Americas  
20, rue de Saint-Petersbourg - 75008 Paris

is offrir  
n plus.



0.19.92 - Minitel : 3333 Espagne



## Gestion et des Finances

chef de  
la division  
des finances

H/F

L'EUROPE  
LES HOMMES ET L'ESPACE

agence spatiale européenne

L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE (ESA) RECHERCHE UN CHEF DE LA DIVISION DES FINANCES POUR SON CENTRE EUROPÉEN D'OPÉRATIONS (ESOC) INSTALLÉ À DARMSTADT (ALLEMAGNE).

Le candidat retenu sera chargé de coordonner l'ensemble des questions financières et budgétaires de l'ESOC conformément au règlement financier de l'Agence. Il sera notamment chargé de la préparation et de l'exécution du budget annuel, du paiement des factures, créances, etc., et de la comptabilisation de toutes les opérations financières ainsi que du contrôle des coûts et du contrôle de l'inventaire.

Les candidats doivent avoir une solide expérience, acquise dans un cadre international, de la gestion financière d'un établissement scientifique ou technique. Un diplôme universitaire d'économie et (ou) d'administration des finances ainsi que la connaissance des applications de l'informatique aux questions financières sont également exigés.

Les candidats doivent avoir une bonne connaissance de l'anglais et du français ainsi qu'une connaissance pratique de l'autre des deux langues.

Les conditions d'emploi sont celles des organisations internationales : comprennent indemnité d'expatriation, prestations familiales, régime de sécurité sociale et de pension. Les frais d'installation seront remboursés.

Prérez d'envoyer votre curriculum vitae détaillé en anglais ou en français au Chef du Personnel de l'ESOC, Robert-Bosch-Strasse 1 - 6100 DARMSTADT (Allemagne) en mentionnant la référence de l'annonce.

Groupe bancaire  
d'importance nationale,  
recherchons  
pour une  
mission de gestion  
spécialisée  
dans les produits  
d'épargne  
immobiliers  
un

RESPONSABLE  
DE LA GESTION  
IMMOBILIÈRE

(IMMOBILIER D'ENTREPRISE  
D'HABITATION)

PARIS

Le CIC Paris, 1ère Banque du Groupe CIC recherche pour sa salle des marchés deux professionnels confirmés.

## Commercial Gestion du Risque de Taux

Chargé du développement de notre clientèle, entreprises et institutionnels, vous commercialiserez auprès de celle-ci, l'ensemble des instruments hors bilan (swaps et produits optionnels) et apporterez conseil et forte technicité.

## Trader Obligataire

Nous confierons la mise en place et le développement de notre activité de teneur de marché des valeurs du secteur public. Rigueur, autonomie et sens des responsabilités : autant de qualités indispensables à vos missions quotidiennes.

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience en salle des marchés et l'envie de valoriser vos compétences. Notre structure à taille humaine associée à la puissance des moyens d'un grand groupe permettront une évolution rapide de vos responsabilités accrues.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Thierry Lessus - CIC Paris - D.R.H. - Division de l'emploi et de la gestion des carrières - 66, rue de la Victoire 75002 Paris.

GROUPE CIC

N°1 de l'affacturage en France. FactoFrance Heller offre une gamme d'outils de gestion aux entreprises : recouvrement, gestion des comptes-clients, financement, garantie contre les impayés.



FactoFrance Heller

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience professionnelle, et vous avez démontré dans les postes opérationnels, en banque, de réelles capacités d'initiatives, et un sens commercial développé.

Voulez-vous rejoindre et accompagner notre développement en tant que

## CHARGÉ DE CLIENTELE

Vous serez pour mission, en pleine autonomie, l'intérieur de très larges délégations :

- d'apprécier le risque des opérations avec les entreprises,
- de les prendre en charge,
- d'entretenir le fonds de clients existant par des visites suivies et fréquentes sur le terrain.

Outre une rémunération motivante, notre société est capable d'offrir aux candidats à potentiel des opportunités de carrière intéressantes dans une propre structure que dans nos filiales.

Le lieu de travail est à PARIS.

Nous vous confions le premier poste à notre Conseil COREX 11, Myron T. Henrick - 75008 PARIS. Vous voudrez bien lui adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prêt.) shéf. FF/LMO. Il vous garantira la discrétion.

LE FACTOR DES ENTREPRISES QUI VONT DE L'AVANT

Etablissement financier anglo-saxon développant  
son activité sur le marché des Taux recherche un

 CONTROLEUR  
FINANCIER TAUX

Intégré à la Direction Financière, vous serez étroitement associé à l'activité de la salle de marché de Taux. Responsable de la détermination et de l'analyse des résultats de l'activité, vous exploiterez les outils nécessaires à la production des reportings et au contrôle interne des opérations.

Titulaire d'une maîtrise de gestion et diplômé d'une école de commerce option finances-comptabilité, vous avez une expérience d'environ 2 ans d'opérations de marché dans les secteurs du middle/back-office et audit interne.

La pratique de l'anglais est nécessaire.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV) à la réf. 661, à MEDIA PA - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT.

GROUPE HEC HEC MANAGEMENT  
DIRIGEANTS

## Un(e) chargé(e) de Mission

Dans le cadre du département Ingénierie de Formation en liaison étroite avec les professeurs du Groupe.

Il ou elle développera auprès des grandes entreprises de l'entreprise intra "sur mesure" : analyse des besoins, élaboration des projets, négociation et mise en œuvre des séminaires, suivi commercial, pédagogique et financier des missions.

La mission de l'institution qu'il ou elle représentera, le niveau de ses interlocuteurs impliquent impérativement une formation supérieure (3ème cycle ou école de gestion) et une excellente culture d'entreprise.

Une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la formation continue, la préférence est donnée à une responsable de la formation dans une entreprise, est exigée.

Adresser dossier complet + photo et prétentions sous réf. 193/1 à :

MAURY DOMINIQUE SPERTE CONSEIL  
place Wilson  
31000 TOULOUSE.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

SEPRACOR

Entreprise internationale, en Bourse aux Etats-Unis, sommes un des leaders mondiaux dans le domaine des biotechnologies (techniques de séparation, bioprocessing). Pour la division européenne basée en région parisienne, nous recherchons notre

## CONTROLLER

280/300 KF

Après une première expérience de 3 à 5 ans, idéalement en audit interne d'un groupe industriel international ou dans un poste similaire, vous êtes motivé par un poste très opérationnel, incluant le management d'une dizaine de personnes.

- Rapportant à Directeur Général Europe, vous serez notamment chargé :
- la mise en place de systèmes de gestion et de plusieurs filiales européennes
  - la supervision des affaires comptables et fiscales
  - la coordination du M.L.S.
  - la gestion du besoin en fonds de roulement et des investissements
  - les relations avec les banques
  - le reporting
  - la logistique

Agé(e) de 26 à 35 ans, formation supérieure (ESC-DECS), vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, de l'allemand, ainsi qu'une bonne connaissance de l'U.S. GAAP.

Le poste est situé à VILLENEUVE LA GARENNE (92).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à SEPRACOR/IBF 35, avenue Jean Jaurès - 92395 VILLENEUVE LA GARENNE Cedex sous la référence JC/MK.



## Gestion et des Finances

CHARGÉ D'ÉTUDES  
FRAIS DE PERSONNEL

La Direction des Relations Humaines de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche un chargé d'études frais de personnel.

Au sein d'une équipe de 16 personnes dont le rôle est de définir la politique salariale de l'entreprise, vous prendrez en charge les prévisions et le suivi des frais de personnel.

Vos compétences vous permettront aussi d'améliorer les outils d'aide à la décision utilisés actuellement.

Diplômé de l'enseignement supérieur BAC + 4/5, vous justifiez d'une première expérience et de solides connaissances en statistiques. Une formation en comptabilité serait appréciée.

La taille de notre groupe vous permettra d'envisager des perspectives d'évolution au sein des différentes Directions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV et prétentions) sous pli CFP à Anne MONFORT - Société Générale - Service du Recrutement  
7, rue Cammartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Optimiser la gestion  
de plus de 200 MF  
d'investissements annuels...

## Responsable gestion des immobilisations

Au sein de la Direction des comptabilités (60 personnes) et rattaché au chef du service comptabilité générale, vous prendrez l'entière responsabilité de la gestion des immobilisations et des comptes fournisseurs.

A la tête d'une petite équipe, votre mission consistera à stabiliser le fichier (+ de 40 000 biens) en assurant la mise à jour permanente des informations, notamment par l'inventaire physique des différents sites. Vous effectuerez, dans le cadre des plans et des budgets, des simulations d'amortissements précises. Enfin, vous serez la charge des déclarations relatives aux impôts locaux (70 MF) et suivrez les plus ou moins values de cessions d'actifs.

Cette opportunité vous offre une formation supérieure comptable (MSTCF-DECF), une première expérience de deux à trois ans acquise en cabinet ou en entreprise et une bonne pratique informatique (connaissance du logiciel SIGA souhaitée). De larges perspectives d'évolution dans la fonction finance existent au sein du groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, réf. FBS/1M, à conseil INFRAPLAN, 60 boulevard Raspail, 75006 Paris.

## GERVAIS DANONE

7 usines, 11 000 personnes  
en France, premier  
producteur mondial  
de produits laitiers  
ultra-frais.

Qualité, fiabilité et  
rapidité : trois règles d'or  
pour satisfaire chaque  
jour un million de  
consommateurs.

BOUN

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS  
ET TROISIÈME EUROPÉEN

adis par  
n tourna  
l'apation  
Phare du  
as Verne,  
effraction  
vite.  
tait ici,  
dysme de  
odés par la  
surs locaux  
antastiques  
« l'aigle »,  
une morte »  
l'inspiration  
vies de la  
Barcelone,  
le morpholo-  
dur qui est,  
Dali, celle  
ien ». Il n'en  
une preuve,  
onserver telle

re double  
voit d'ailleurs  
euvres Dali  
du meuble-all-  
fait de Cada-  
vontagne  
quelques  
tout à si  
pas, si proches et  
réalité, rassem-  
possibles

qui pré-  
comme relié par  
continent : mal-  
c'est bien  
ginaire.

envoyé spécial  
Patrice Bollon

Le Monde  
des  
JuristesFRANCE  
TELECOM

Leader incontesté sur le  
marché français, nous  
sommes l'un des cinq  
premiers groupes mondiaux  
de télécommunications.

Nous renforçons l'équipe juridique de l'une de nos  
Directions :

JURISTE  
GENERALISTE

A 32 ans, diplômé d'un 3e cycle en droit privé, vous avez une  
bonne pratique de l'anglais et justifiez d'une expérience de  
généraliste acquise pendant cinq ans en milieu industriel.

Vous interviendrez de manière privilégiée dans la défense des  
intérêts économiques de la Direction concernée (élaboration  
des contrats, traitement des contentieux, aussi bien en France  
qu'à l'étranger...).

Vos compétences techniques, vos qualités de communication,  
votre charisme ouvriront une évolution de carrière  
intéressante au sein d'un groupe de premier plan.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser, sous réf. JG/M, lettre manuscrite, CV et  
rémunération actuelle à :

SM Conseil

RUE DE LISBONNE 111 PARIS

Grand groupe industriel ayant des réseaux de concessionnaires  
recherche un

## Juriste

## Paris

Au sein de la Direction des affaires  
juridiques, vous interviendrez  
principalement sur les dossiers

concernant les réseaux de distribution  
(nominations, contentieux, résiliations,  
conseils, etc...) et vous serez en  
relation avec les avocats du groupe.

A 28/30 ans, diplômé d'un DEA,  
DESS, DICE ..., vous justifiez  
impérativement de 3/4 ans  
d'expérience du droit des affaires  
comportant une pratique significative  
du droit de la concession

automobile et du droit de la  
concurrence en général.

Dynamique, aimant les contacts, vous  
souhaitez vous investir dans un  
groupe offrant de réelles perspectives  
de carrière.

L'anglais sera un atout supplémentaire.  
Contactez Antoine Goldschmidt au (1)  
42.89.30.03 ou adressez votre CV + tél  
+ lettre manuscrite + rém. actuelle à  
Michael Page Tax & Legal, 10 rue  
Jean Goujon, 75008 Paris réf. AG7874MO.



Michael Page Tax &amp; Legal

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance  
de répondre à toutes les lettres  
qu'ils reçoivent et de restituer  
aux intéressés les documents  
qui leur ont été confiés.

36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

15 offrir  
n plus.



019.92 - Minitel : Espagne



**Diriger un bureau départemental  
d'un grand quotidien régional**

Journaliste, vous avez une expérience reconnue dans un quotidien, un hebdomadaire, un magazine spécialisé.

Vous savez ce qui intéresse le lecteur, ce qui fait la différence face à la concurrence.

Vous avez l'expérience et le goût de l'animation d'une équipe, de la gestion d'un budget. Vous connaissez l'importance de la publicité dans l'exploitation d'un journal.

Vous avez le désir de vous exprimer dans le management d'une équipe de 30 à 40 personnes, dont 15 à 20 journalistes, avec la responsabilité d'une édition départementale importante.

Vous savez vous engager.

Vous avez une bonne formation supérieure.

Le poste est situé dans une agglomération de 80 000 habitants, au sud de la Loire.

Alors, envoyez votre dossier (lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé avec photo et prétentions) sous référence 2103 LM à : HAVAS CARRIÈRES - B.P. 417 - 92103 BOULOGNE CEDEX qui transmettra.

CHAMBRE DE  
COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DE  
PARIS est au  
service de 267.754  
sur  
Paris et sa région  
gère un budget de  
5

Le rôle est  
multiple :  
- actif, appui  
- enseignement,  
- gestion  
- d'équipements  
- publics.

Mais, C.C.I.P.,  
ce sont aussi de  
prestigieuses filiales :  
- Palais des  
Congrès, Parc des  
Expositions Paris-  
Nord Villepinte -  
et, à travers ses  
réalisations, la  
maîtrise des  
points.

Elle recherche  
son

Centre d'Observation Economique

**UN STATISTICIEN  
ECONOMISTE**

Intégré à la Division Statistique, il sera chargé de la conception, le suivi et le développement d'indicateurs permettant d'apprécier l'évolution conjoncturelle de l'économie française internationale.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) à formation type ENSAE ou 3<sup>e</sup> cycle universitaire, maîtrisant l'informatique et justifiant d'une première expérience.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) sous référence 9204/LM à C.C.I.P. - D.R.H. - 8, rue Châteaubriand - 75008 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

L'apparition de nouvelles technologies a profondément modifié les métiers de l'électricité. Bénéficiant de l'appui du Groupe Spie-Baignolles, SPIE-TRINDEL, su prendre en charge le train du progrès et faire évoluer sa structure vers une plus grande décentralisation (125 implantations, 65 sites). Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons notre

**DIRECTEUR  
REGIONAL**

Véritable patron d'agence, vous serez maître à profit vos qualités de leader en assumant la Direction opérationnelle d'une de nos régions, basée en province (CA : 200 M€ - 300 personnes). Manager et homme de terrain, vous prendrez en charge l'ensemble de notre activité électrique industrielle et participerez à l'évolution de notre structure.

A 35-45 ans, de formation Ingénieur (ENSA, ECAM...), vous justifiez, par une expérience récente en électricité industrielle, d'indéniables capacités de gestion humaine et financière d'un service à profit.

Vos aptitudes à prendre des décisions rapides et efficaces, votre capacité à animer et motiver l'ensemble des ressources humaines et à gérer les situations les plus délicates, votre implication dans la vie de l'entreprise, votre sens de l'équipe et votre charisme nous permettront de mener un challenge à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 9204/LM à : Nicole BIANI - SPIE-TRINDEL - Parc Saint-Christophe - Pôle Edison - 92000 Cergy Pontoise Cedex.

Spie-Trindel

Groupe Spie Baignolles

L'ELECTRICITE EN TETE

Nous sommes un organisme professionnel chargé de la perception et de la répartition des DROITS D'AUTEUR nous recherchons un

**ASSISTANT**

Bac + 4 ou 5, DEA en Droit, Economie ou équivalent, ayant une première expérience

pour l'un de nos Directeurs Régionaux, en province.

Après une période de formation d'environ un an, votre rôle consistera à apporter au Directeur Régional un soutien polyvalent dans le cadre de ses interventions, notamment les relations extérieures.

Votre compétence et vos capacités intellectuelles seront sollicitées dans de nombreux domaines : préparation des dossiers techniques, études de dossiers de perception, contenu... mais aussi les relations avec les diffuseurs et les sociétaires, l'action culturelle, l'animation de réunions diverses, etc.

Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre discernement et votre relationnel seront des éléments déterminants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous ref. 911 à notre conseil qui reprendra rapidement contact avec vous.



Elisabeth et Didier FRENCH  
17 rue Mirabeau, 75015 PARIS

sacem

La musique, toutes les musiques



Dans le cadre du développement  
de sa politique sociale,  
**le Département  
de la Moselle**  
recrute,  
selon conditions statutaires,

**ASSISTANTS SOCIAUX (F/H)  
&  
ASSISTANTS SOCIAUX  
CHEFS (F/H)**

pour la Direction des Actions Sociales.

Les assistants sociaux chefs pourront être amenés à assumer des emplois de chef de service, de conseiller technique ou de chargé de mission d'action sociale.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV détaillé et dernier état de situation administrative) sont à adresser au Département de la Moselle, Service du Recrutement, B.P. 1096 - 57036 METZ CEDEX.

Pour tout renseignement sur les postes, s'adresser à la Direction des Actions Sociales (Tél. 87.56.30.30 - M. SCHERER).

L'Organisme coordinateur et représentatif  
d'une importante profession juridique  
recherche :

**Responsable  
du service**

Information/communication

pour travailler avec le Secrétaire Général et le Président à concevoir et réaliser l'ensemble des actions qui concourent à positionner et valoriser la profession : grand public, presse, collectivités, professions connexes, pouvoirs publics...

Nous recherchons un universitaire ou dipl. Gde Ecole avec formation juridique initiale ou complémentaire et cinq ans d'expérience en communication dans un domaine juridico-économique.

Merci de faire part de votre intérêt à Solange MONTEIL - PLEIN EMPLOI - 10, rue du Mail 75002 PARIS.



plein emploi

vos projets nous intéressent

L'ÉTÉ MANAGER VIE DU MANAGER GMF

**Jeune  
Chargé de  
Communication**

H/F

FORMATION  
SUPERIEURE  
EN COMMUNICATION  
EXPERIENCE  
A 2 ANS

GMF  
GROUPE  
GMF VIE

Fort d'une première expérience de la communication en entreprise, vous serez responsable de la communication dans la mise en œuvre de plans de communication interne sur des projets d'entreprise importants. Vous êtes créatif, autonome, organisé et vos qualités rédactionnelles sont reconnues. Vous êtes intéressé par un contrat à durée déterminée de 6 mois environ. Alors n'hésitez plus et envoyez rapidement votre lettre de motivations, CV, photo et prétentions à GMF VIE, Service des Ressources Humaines, 27 rue Jean-Goujon 75008 Paris

PARIS 17<sup>e</sup>

EUROTUNNEL est la société d'exploitation de la première liaison fixe transmanche entre la Grande-Bretagne et la France, dont la mise en service est prévue en 1993. Ce réseau de transport sera au service du trafic international et inter-urbain. Elle souhaite intégrer un ingénieur ou un économiste justifiant de 10 ans d'expérience en ingénierie ou en planification des transports, de préférence par rail ou par route, en trafic international ou inter-urbain. Il devra maîtriser le français et l'anglais, à l'écrit comme à l'oral. Il sera familier des techniques récentes de modélisation, d'analyse de marché, des données concernant la prévision de l'évaluation économique. Le poste sera temporairement basé à Londres puis à Calais à partir de Janvier 1993. Merci d'adresser votre candidature, CV complet photo et rémunération actuelle sous la réf. M 26/3836 X à :

**CHARGE D'ETUDES  
SENIOR  
EN TRANSPORT**

La Direction de l'organisation du planning recherche un chargé d'études senior en transport pour développer les procédures de prévision de trafic, utiliser et analyser les résultats pour son département, le commercial et l'exploitation.

Elle souhaite intégrer un ingénieur ou un économiste justifiant de 10 ans d'expérience en ingénierie ou en planification des transports, de préférence par rail ou par route, en trafic international ou inter-urbain.

Il devra maîtriser le français et l'anglais, à l'écrit comme à l'oral. Il sera familier des techniques récentes de modélisation, d'analyse de marché, des données concernant la prévision de l'évaluation économique.

Le poste sera temporairement basé à Londres puis à Calais à partir de Janvier 1993.

Merci d'adresser votre candidature, CV complet photo et rémunération actuelle sous la réf. M 26/3836 X à :

EGOR REGION NORD

96, rue Solferino - 59800 LILLE

**CHARGÉ(E) DE RECHERCHE**

Aménagement du territoire :  
pour institution financière tout premier plan

**Responsabilités**

- Participation à la réflexion stratégique de l'Institution dans le domaine de l'aménagement du territoire ;
- suivi des contacts avec bureaux d'études, universités et ministères...

**Profil**

- Cadre de haut niveau ;
- formation Sciences-Po (ou similaire) avec spécialisation aménagement du territoire et/ou économie, aménagement rural, environnement ;
- expérience : 5 à 10 ans minimum ;
- esprit curieux et dynamique ;
- facilités rédactionnelles.

**Statut**

- Cadre (ou consultant) ;
- durée déterminée avec possibilité d'extension.

Envoyer CV à l'attention de :

M. CHRÉTIEN  
Fax : 40-57-75-75

ou écrire à :

GROUPE HUTT

5, rue Mazarine, 75006 Paris.



DIRECTEUR  
REGIONAL



**BETURE-SETAME, société d'études d'aménagement d'urbanisme et d'environnement, filiale du groupe Caisse des Dépôts, recherche dans le cadre de son développement France et à l'étranger**

## 3 Urbanistes

INGENIEUR  
URBANISTE  
DEPLACEMENTS  
URBAINS  
REF 01

ECONOMISTE  
URBANISTE  
PROGRAMMATION  
ET DEVELOPPEMENT  
LOCAL  
REF 02

ARCHITECTE  
URBANISTE  
POLITIQUE DES  
VILLES ET DES  
QUARTIERS (DSU)  
REF 03

**Vous avez au moins 5 ans d'expérience et vous êtes fortement motivés. nous proposons de devenir chef de projet au sein de l'équipe de notre département développement urbain basée à Maisons-Alfort.**

**Merci d'adresser votre candidature complète (CV et lettre manuscrite) en référence choisie à BETURE-SETAME - Monsieur LORDEAU - 2, Stephenson 78181 Saint-Quentin Yvelines Cedex.**

Aujourd'hui, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS est au service de 267.734 entreprises sur Paris et sa région et gère un budget de 3 milliards de F.

Son rôle est multiple : consultatif, appui aux entreprises, enseignement, gestion d'équipements publics.

Mais la CCIP, ce sont aussi de prestigieuses filiales - Palais des Congrès, Parc des Expositions Paris-Nord Villepinte - et, à travers ses réalisations, la maîtrise des technologies de pointe.

Elle recherche pour son

Centre de Perfectionnement ■ Dirigeants

## UN RESPONSABLE DE FORMATION

Vous assurerez le montage et le suivi de séminaires intra et inter-entreprises pour Cadres Dirigeants et aurez un rôle de conseil et d'appui auprès des entreprises participantes.

Agé de 37 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur et avec un goût prononcé pour la formation, notamment dans les domaines de la stratégie d'entreprise.

Votre expérience en entreprise a confirmé votre sens de la négociation à haut niveau ainsi que votre capacité à concrétiser des affaires et à les mener à leur terme.

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo + prétentions) en référence 9205/LM à CCIP - D.R.H. - 8, rue de Valenciennes - 75001 PARIS.



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

## Dialogue social ou relations sociales ?

Il ne s'agit pas seulement d'animer des relations internes initiées par la Direction Générale ou la Direction des Ressources Humaines à laquelle on rattache. Proposer les moyens de mettre en place les outils, répondre aux besoins du personnel, coordonner les projets, Ressources Humaines d'établissements (15) leur gestion, innover en matière de négociation à tous niveaux. Notre groupe de service (milliards - 25 000 personnes), situé à 3 heures de Paris, aujourd'hui en phase de développement d'un très ambitieux projet d'entreprise, lequel la Direction des Ressources Humaines particulièrement au plan humain social.

Diplômé de l'enseignement supérieur, professionnel praticien Ressources Humaines, vous justifiez, à l'environnement, d'une expérience riche et ouverte d'homme de proposition et de réalisation effective. Vous avez lancé des projets, mis en place des outils adaptés et innovants (communication, relations sociales, qualité...). Initié des modes de dialogue spécifiques. Vous souhaitez aujourd'hui, au sein d'une équipe en constitution, participer à un changement important de la culture de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV + photo + prétentions) en référence 9205/LM à CCIP - D.R.H. - 8, rue de Valenciennes - 75001 PARIS.



lis par  
tournée  
du  
Verne,  
Tracian  
te.

it ici, en  
sme de  
par la  
locaux  
statiques  
"l'algèbre".  
"morte"  
aspiration  
sres de  
Barcelone,  
morpholo-  
tur qui  
ill, celle du  
n". Il n'en  
ne preuve,  
servir telle

double  
oit d'ailleurs  
aves de Dail  
u meuble-alli-  
fait de Cade-  
magne  
quelques  
nui à la fois  
s, si proches et  
éclat, rassem-  
possibles

qui pré-  
comme relié par  
continent : mal-  
s, c'est bien  
inaire.

envoyé spécial  
Patrice Bollon

Responsable  
du service

ROCKWOOL LA ROCHE

De Grande Arche à Bercy, de la cave au grenier, de l'isolation à la protection de l'environnement, nous sommes toujours présents. compétence, l'envie d'apprendre, la personnalité de chacun nos 500 collaborateurs font.

Dans cet environnement hautement technique et international mais surtout convivial, nous recherchons à intégrer pour notre site de production basé en Auvergne un(e)

## CHEF DU PERSONNEL

Vous avez entre 30/35 ans, vous êtes de formation supérieure universitaire ou grande école de gestion et vous possédez une expérience minimum de 5 ans de la fonction en milieu industriel.

Rattaché au Directeur de l'usine et en relation fonctionnelle avec le Directeur du Personnel du Groupe, vous animerez une équipe de 5 personnes et prendrez en charge l'intégralité de la fonction, à savoir :

- préparer et tenir les réunions avec les représentants du personnel,  
- Gérer les recrutements et les contrats de travail du personnel opérationnel,  
- veiller à l'application des textes,  
- les relations avec les organismes extérieurs,  
- participer à la définition de la politique de formation et d'hygiène-sécurité.

Particulièrement sensible aux problèmes de communication et d'organisation sur un site de production, vous serez une force de proposition innovante auprès de vos collègues et de votre hiérarchie.

Votre implication personnelle, vos qualités humaines et votre esprit d'organisation ont développé chez vous un grand sens des responsabilités et du travail en équipe.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV + lettre de motivation + photo) en précisant obligatoirement la réf. C.P.M à Laurent Huet, qui le traitera en toute confidentialité.

Service du Recrutement  
111, rue du Château des Rentiers, 75013 PARIS

"Les Spécialistes de la Laine de Roche"

## Responsable du Service Documentation



Danone, Poulain, Lu, Kronenbourg, Evian...

BSN est le 3e groupe alimentaire européen :

66 Mds de F de CA,

51 000 personnes,

plus de 100 filiales implantées dans 37 pays.

Rattaché au directeur scientifique du groupe BSN et en charge de la documentation de la Division Scientifique du Groupe.

Interlocuteur privilégié de nos branches produits et à l'interface des centres de documentation des différentes branches : produits frais, biscuits, épicerie, boissons... vous effectuez toutes les recherches bibliographiques et les synthèses liées à la nutrition, à la réglementation et aux brevets. En collaboration avec le service "veille scientifique", vous analysez en permanence les évolutions de l'agro-alimentaire français et international. Vous proposez et coordonnez la mise en place des outils et d'outils visant à optimiser la gestion de l'information et de la connaissance des données, dans un souci d'efficacité et de rentabilité.

Ingénieur agro-alimentaire ou universitaire, avec un diplôme de documentation, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et éventuellement d'autres langues étrangères. Vous avez une expérience acquise une première expérience dans un service de documentation. Créativité, ouverture d'esprit, capacité à la synthèse et aisance relationnelle sont des atouts qui préparent idéalement votre réussite dans cette mission au sein de l'évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, avec réf. 5160, à M. Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS  
ET TROISIEME EUROPEEN

Semvot

Un réseau d'autobus performant, un métro de haute technologie, un challenge à relever...

une entreprise qui bouge

DEPARTEMENT DE L'UNITE OPERATIONNELLE

Société des Transports Publics Toulousains renforce son équipe d'encadrement. Nous recherchons :

RESPONSABLE UNITE OPERATIONNELLE (Réf. ROP)

RESPONSABLE ORGANISATION (Réf. RO)

TECHNICIENS METHODE (Réf. TM)

Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur. Vous avez l'expérience du management. Vous avez conduit des projets techniques ou d'organisation. Votre expérience des transports urbains est un atout supplémentaire. Rejoignez notre équipe.

Contactez-nous rapidement en adressant lettre manuscrite, CV, photo, salaire actuel ou prétentions, sous références indiquées, à notre Conseil Claude Millet, 63, rue de Rivoli, 75001 Paris.



Groupe  
Ecole Supérieure  
de Commerce  
de Pau

Professeur Permanent de Gestion de Ressources Humaines

4 jours/semaine

Professeur Permanent de Sciences de Gestion

Chaire de Finance et/ou Finance (4 jours/semaine)

Professeur Permanent de Marketing

4 jours/semaine

Professeur d'Affaires Internationales

4 jours/semaine

Ce dernier poste comporte à la fois la prise en charge partielle d'un enseignement des disciplines de la discipline, et la responsabilité de la diffusion de la dimension internationale à travers l'ensemble des disciplines enseignées à l'Ecole.

Profil commun à ces 4 postes :

Diplômé de l'enseignement supérieur niveau doctoral ou doctorat en cours, expérience de l'entreprise, maîtrise de la langue d'une langue étrangère (Anglais, Allemand ou Espagnol) appréciées.

Date de fonction : 1er Septembre 1992

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo récente à J.P. LAGET - Directeur du GROUPE ESC PAU, - Campus - 3, rue Saint John Perse - 64000 PAU

is offrir  
n plus.



0.19.92 - Espagne.



## Fonction Commerciale

# PARTICIPEZ À L'AVENIR DU Monde

VOUS ÊTES DIPLÔMÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. VOUS AVEZ UNE EXCELLENTE CULTURE GÉNÉRALE. VOUS VOUS INTÉRESSEZ À LA VIE DES RÉGIONS FRANÇAISES. TONIQUE, MOBILE, VOTRE PERSONNALITÉ CHALEUREUSE ET VOTRE AISANCE DANS LES CONTACTS DE HAUT NIVEAU VOUS PERMETTRONT DE RÉUSSIR DANS LE POSTE DE

**RESPONSABLE  
DE LA PROMOTION  
ET DE LA  
COMMERCIALISATION  
DU TITRE AUPRÈS  
DES INSTITUTIONS  
RÉGIONALES**

TRÈS INTÉGRÉ DANS LE TISSU ÉCONOMIQUE RÉGIONAL. VOUS RENCONTREZ LES RESPONSABLES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES AFIN DE DÉVELOPPER LEUR PRÉSENCE PU SUCITAIRE AU SEIN DU TITRE.

POUR CE POSTE PASSIONNANT ET STRATÉGIQUE. ADRESSEZ-NOUS VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE. SOUS RÉF. LMR. AU MONDE PUBLICITE. 15-17 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA 75015 PARIS.

### Un nouvel élan pour votre carrière



La Caisse d'Épargne de Haute-Normandie s'est toujours donnée les moyens d'être en avance sur son temps. Elle confirme sa dynamique de succès et recherche :

CAISSE D'ÉPARGNE

### CHARGES DE CLIENTELE ENTREPRISE JUNIOR

(Rouen, Yvetot)

A 27/30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 2 mini) vous avez une première expérience réussie du marché des entreprises (2 ans). Vous avez pour mission générale : procéder à l'approche, la relance, le suivi, le développement d'un portefeuille de clients. Vous avez l'habitude de la commercialisation auprès de la clientèle du marché des professionnels et des petites et moyennes entreprises.

### CHARGES DE CLIENTELE ENTREPRISE SENIOR

(Rouen, le Havre et Dieppe)

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 2) ou de formation I.T.B., maîtrisez parfaitement le marché des entreprises (5 ans). Vous avez l'habitude de la négociation et savez analyser la situation des entreprises.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 4106 à notre Conseil P. DECARY, 22, bd de la Mame 76000 ROUEN.

Nous sommes une entreprise de biens d'équipement (600 millions F. CA), leader sur son marché en Europe, numéro 2 mondial, filiale d'un groupe multinational (6 milliards F. CA dont 2 milliards France),

et nous recherchons un :

## INGENIEUR DES VENTES

### SECTEUR MARINE

#### DE FORMATION INGÉNIEUR MÉCANICIEN OU ÉQUIVALENT

Vous avez une expérience d'environ 10 ans de la vente de biens d'équipements auprès d'armateurs, chantiers navals...

Nous proposons de prendre en charge notre département marine.

- Déplacements fréquents Europe, Asie du Sud Est.  
- Anglais courant et Allemand.

**amri**

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à : AMRI "Les Motocycles" 40 rue Jean Jaurès 93176 BAGNOLET CEDEX FRANCE



## de l'Informatique

### CAPITALE DU TARN

Patrie de TOULOUSE-LAUTREC

La ville d'ALBI

1200 agents, un budget de 400 MF

### RECHERCHE

#### LE RESPONSABLE DE SON SERVICE INFORMATIQUE

- De formation type MAGE ayant une première expérience en chef de projet, ce cadre sera chargé de la plus haute responsabilité du management d'une équipe de 10 personnes, de la conduite du service dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle plate-forme informatique : Vax 4000-300 Digital et progiciels de gestion (paie-finance-stocks).

- Une maîtrise des collectifs locaux, de l'environnement Digital (RDR) seront des atouts supplémentaires.

- Rémunération à hauteur de 180 à 200 KF.

Adressez CV détaillé avec photo et lettre de motivation à :  
Monsieur le Maire,  
DRH, BP 147, 81000 ALBI.

## Informaticien- Statisticien

Important  
Bureau  
d'Etudes en

AMENAGEMENT  
DU  
TERRITOIRE

recherche  
son  
observatoire  
Santé  
et Problèmes  
Sociaux  
Urbains

De formation supérieure (ENSAE, MASS, DESS statistiques) et bonnes connaissances en gestion de système informatique.

Sous l'autorité du Directeur, il sera chargé au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes de :

- La gestion de l'équipement informatique et suivi de la maintenance : mini Unix, 386, 486, 586, micros sous DOS en réseau.

- L'élaboration de programmes informatiques spécifiques aux besoins.

- L'analyse et exploitation statistique des enquêtes (conception, calculs statistiques, analyses et rapports sur les résultats).

Poste impliquant le sens du concret et des contacts. Une première expérience d'environ 5 ans est nécessaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, réf. 36155 à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

## 2 ingénieurs informaticiens

Participez au développement du Service Informatique (18 personnes) d'un Etablissement Financier regroupant 100 collaborateurs.

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, dans le cadre de la mise en œuvre de postes, vous serez chargé de :

Pour le premier poste (réf. 1089/LM) : • de répondre aux besoins des utilisateurs • de gérer les marchés (applications MICRO sur Excel, Windows, C, SQL).

Ce poste requiert une forte aptitude à apprendre et une bonne connaissance de la micro.

Pour le deuxième poste (réf. 1090/LM) : • de suivre les applications • de gérer les marchés financiers • d'assurer l'interface avec les fournisseurs de progiciels • d'utiliser les applications complémentaires VAX/VMS.

Débutant ou 1re expérience, de formation supérieure en Informatique (école d'ingénieurs, de maîtrise ou Magistère) capable de travailler en anglais et vous possédez un fort relationnel. Vous souhaitez investir personnellement dans le milieu financier.

Ces postes évoluent à Paris Centre (RER Auber).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.



**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**

PARIS - LILLE - LYON - BORDEAUX - ANTWERP

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Je vis la vie



# l'Informatique



Microsoft Consulting Services place les entreprises en pointe.

Pour placer une entreprise vraiment en pointe, il suffit de lui donner des ailes : celles de MICROSOFT CONSULTING SERVICES, par exemple.

Dans le monde concurrentiel, les entreprises qui réussiront sont celles qui utiliseront au mieux l'information.

Pour répondre aux besoins des grandes entreprises, les consultants de MICROSOFT CONSULTING SERVICES conçoivent et réalisent les solutions à la pointe des technologies logicielles.

MICROSOFT CONSULTING SERVICES : Les ailes de la technologie.

**Microsoft**

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

TEMPS RÉEL - AUTOMATISMES - TÉLÉCOMS - GESTION



SSI, 130 personnes, recherche pour clients Grands Comptes des

## INGÉNIEURS CONFIRMÉS

Dans le cadre de nos activités informatiques, nous vous offrons de réelles opportunités de carrières au sein de nos agences à Paris ou de province.

- ADA - LTR3 - C - ASSEMBLEUR ...
- Environnements graphiques : WINDOWS, X\_WINDOW, ...
- SUN - APOLLO - VAX - HP ...
- Télématic : MONITEUR WINTech, MOVIE, ...
- UNIX - VRTX - PSOS - VMS - OS2 ...

Merci d'adresser votre dossier de candidature à IXEL 123-155, Grande Rue 92310 - SEVRES

## A l'avant garde des grands projets...

A l'avant-garde des technologies, le groupe STERIA a acquis depuis 20 ans un savoir-faire reconnu dans l'ingénierie des grands projets.

**STERIA INGENIERIE**  
**TELECOM** (400 personnes, CA 111 MF en 1991), à travers le développement de pôles d'excellence technique apporte des solutions novatrices à ses clients.

Pour poursuivre notre expansion, nous recherchons des ingénieurs confirmés sur les marchés du transport, de l'industrie, de l'aéronautique, de la défense et des télécommunications.

**Ingénieurs confirmés**  
Vous avez 4 ans d'expérience minimum et l'étude la réalisation d'applications techniques dans l'industrie et l'énergie.

**Ingénierie d'installation**  
Vous avez une première expérience dans les domaines Transport, Défense, Télécoms ou Industrie. Ingénieurs ou techniciens confirmés, vous prendrez en charge la maîtrise d'œuvre "matériel" des systèmes clés en mains et assisterez nos clients.

Si vous souhaitez valoriser vos qualités relationnelles et vos capacités à prendre des décisions pour l'avant-garde, adressez votre candidature en précisant la référence choisie à Béatrice BIGOIN, STERIA INGENIERIE ET TELECOM, 12 rue Paul Dautier - 78140 VELIZY.

## INGÉNIEURS CONFIRMÉS

• **Télécoms**  
Fort d'une expérience de 3 à 5 ans, vous maîtrisez les domaines suivants : UNIX, OSI, X400, X500. Vous participerez à toutes les phases d'avant-vente et encadrerez les équipes projets. Réf. TS1

• **Génie logiciel**  
Vous avez 2 à 3 ans d'expérience dans les outils, les méthodes, la sécurité et la qualité appliqués aux grands projets. Réf. GL2

• **Temps réel**  
Vous avez 4 ans d'expérience minimum et l'étude la réalisation d'applications techniques dans l'industrie et l'énergie. Réf. TR3

• **Ingénierie d'installation**  
Vous avez une première expérience dans les domaines Transport, Défense, Télécoms ou Industrie. Ingénieurs ou techniciens confirmés, vous prendrez en charge la maîtrise d'œuvre "matériel" des systèmes clés en mains et assisterez nos clients. Réf. ID4

**steria**  
ingénierie & télécom

la fibre informatique

3615 LM et Microsoft Consulting Services vous donnent rendez-vous sur Antenne 2

dans Télématin

le mercredi 26 février à 6 h 40.

**Microsoft**

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

**FRANCE TELECOM**  
UN AVENIR D'AVANCE

Nous sommes l'un des cinq premiers groupes mondiaux de télécommunications (CA : 115 Mds de F, 165 000 personnes). La Direction du Système d'Information développe son pôle national d'expertise technique : l'OCISI (Organisme Central d'Intégration et de Soutien Informatiques). Dans ce cadre, nous recherchons :

## INGENIEURS INFORMATIENS

A environ, Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de trois ans minimum en exploitation ou en développement d'application sur des grands systèmes BULL (GCOS8, GCOS7), IBM/MVS. A votre professionnalisme, vous alliez des qualités d'autonomie et de communication.

Nous proposons d'intégrer une équipe dynamique où vous développerez la qualité technique du système d'information de FRANCE TELECOM.

Les cinq postes à pourvoir sont en région parisienne (Saint-Quentin-en-Yvelines - 78). L'importance de ce Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution à carrière candidates à fort potentiel.

Merci d'adresser, réf. INF/M, lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à :

**SM Conseil** RUE DE PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

lis par  
tourna  
pation  
are du  
Verne.  
fraction  
te.  
it ici.  
isme de  
par la  
locaux  
statiques  
l'angle,  
ne morte  
aspiration  
arres la  
Barcelone.  
morpholo-  
ur qui est.  
ul, celle  
n». Il n'en  
me preuve.  
server

double  
oit d'ailleurs  
vres de Dali  
meuble-all-  
fait de Cada-  
tagne magi-  
quelques  
ut à fois  
proches et  
alité, rassem-  
possibles

s cartes qui pré-  
comme relié par  
continent : mal-  
s, c'est bien une  
inaire.

envoyé spécial  
Patrice Bollon

is offrir  
n plus.

**ESPAÑA**  
Una pasión por la vida.

0.19.92 - Mintel - España.



## Secteurs de Pointe



## Ungermann-Bass (France) S.A.

UNGERMANN-BASS, société basée à Santa Clara en Californie (1500 personnes dans le monde, CA de 1,5 milliard de francs) s'est imposée en 10 ans comme l'un des constructeurs mondiaux, leader dans le domaine des réseaux hétérogènes, marché fortement porteur.

Notre société conçoit et offre des solutions complètes en câblage d'immeubles (immobilité) et interconnexions de réseaux en environnement hétérogène. Nous travaillons avec les plus grandes sociétés internationales.

Nous recherchons un manager européen qui sera rattaché à notre filiale Europe du Sud (45 personnes, 110MF) basée à St Quentin en Yvelines.

## EUROPEAN CONSULTING MANAGER

DIRECTEUR DE NOTRE ACTIVITE DE CONSEIL EN RESEAUX 500/600 KF +

Ce responsable d'activité centre profit haut technique jouera un rôle capital stratégique notre développement.

Nos exigences sont donc à la hauteur des fortes responsabilités qui lui incombent, à savoir :

- créer et développer un département conseil de haut niveau auprès des grands Comptes à l'échelle européenne en s'appuyant sur nos filiales en Europe (France, Angleterre, Allemagne, Espagne, Italie) et
- encadrer et développer l'équipe actuelle de 2 consultants

- développer sur 5 ans cette activité en terme de CA et de marge par croissance interne ou externe.

Nos exigences sont précises et formelles : nous voulons un candidat de TOP niveau pour cette mission clé.

- 1 - Vous avez une réelle expertise dans le câblage informatique, l'immobilier et les réseaux.
- 2 - Vous êtes obligatoirement Ingénieur diplômé des grandes écoles groupe II ou B (X, Centrale, ENST, Supélec, INT...).
- 3 - Vous avez une expérience du management de projets ou du conseil au niveau européen de préférence dans le domaine des réseaux (couches basses de préférence).
- 4 - Vous êtes de nationalité française ou anglaise, mais dans tous les cas bilingue ou bien pratiquez les deux langues couramment.
- 5 - Vous avez une autorité naturelle et une bonne aisance orale allée à une forte aptitude à convaincre et à assurer un leadership.

Dans le cas où vous répondez précisément à ces exigences, ce challenge sera à la hauteur de vos ambitions.

Envoyer dossier complet et de qualité (CV, lettre manuscrite, photo et lettre de motivation) précisant vos compétences par rapport à la fonction) à :

Christian Cadet Doreuil  
5, Avenue Charles de Gaulle - 78150 LE CHENAY.

Christian Cadet Doreuil  
Département Management Informatique



## Aqualon

Filiale française du leader mondial en production de polymères hydrosolubles dérivés de la cellulose, nous recherchons deux ingénieurs pour notre usine d'Alzay (170 personnes), proche de ROUEN

ingénieur  
assurance qualité

Attaché au Directeur de l'usine, vous assurerez avec l'assistance d'une équipe de 6 techniciens :

- le contrôle qualité, matières premières et produits finis, l'évolution des méthodes

- l'assurance qualité, interface usine/client en réponse aux demandes des ventes Europe et des réclamations clients, contributeur à la certification ISO ;

- la coordination des programmes d'amélioration de la qualité.

Ingénieur chimiste, très motivé par une démarche qualité produits et systèmes, vous parlez anglais et avez si possible une expérience similaire de 3 à 5 ans. réf M 08

ingénieur  
production

Attaché au Directeur de Production,

- vous commencez par acquiescer la connaissance approfondie de l'ensemble de l'usine en réalisant des missions ponctuelles : bilan énergétique, bilan d'eau, études de coûts... et en proposant des améliorations ;

- puis devenez responsable d'une partie de nos fabrications, intervenant en processus, ordonnancement, encadrement, organisation.

Ingénieur chimiste, vous avez 1 à 2 ans d'expérience en production, R et D ou ingénierie, qui a confirmé vos goûts pour assumer des responsabilités en production, pratique de l'anglais. réf M09

Au sein d'une usine moderne, où voisinent des technologies diversifiées dans des encastrement parfois complexes, en continu/séquentiel, où résolutions des problèmes par groupes de qualité et formation continue sont des réalités, vos responsabilités pourront évoluer rapidement. Adressez lettre, CV, photo sous référence choisie à A. d'Aboville, Responsable, 61 boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.



## BURGEAP

EAU - SOL - ENVIRONNEMENT

Recherche dans le cadre de son expansion, un :

Ingénieur  
Modélisateur

Vous prendrez en charge le développement de cellule informatique.

Maîtrisant les techniques numériques de simulation, vous les utiliserez dans le domaine des écoulements en milieu souterrain.

Environ 28 ans, vous avez une formation Supérieure Ingénieur ou Universitaire et si possible une première expérience dans la conduite d'études hydrogéologiques.

Le poste est basé à PARIS.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite sous la référence 953 à notre Cabinet Conseil :

Claudine GALLEY 117 Avenue de la République - 75006 PARIS.

Dans le cadre de ses activités de management de grands projets de systèmes de Télécommunications

DES INGÉNIEURS  
GRANDES ECOLES

1 à 5 ans d'expérience

Les candidats devront posséder de solides connaissances en transmission (de préférence plusieurs gammes de fréquences) leur permettant une expertise technique sur les systèmes en projet et si possible une expérience confirmée de la conduite de projets industriels.

Postes à pourvoir à :  
PARIS (Issy-les-Moulineaux) et à Rennes

Envoyer CV et prétentions :

CESTA

37, avenue du Général-de-Gaulle  
35170 BRUZ

Tél. : 01-52-52-11

## SANDOZ HUNINGUE S.A.

Avenue de la Bête - 68330 HUNINGUE

recherche pour son centre de recherche

INGENIEUR  
CHIMISTE

- possédant une thèse ou doctorat en chimie organique ou possible
- une expérience post doctorale
- en formulation et synthèse
- pigments/colorants organiques

Allemand, anglais souhaitables.

Merci d'adresser votre C.V., photo et prétentions au Chef du Personnel de SANDOZ HUNINGUE S.A.

Au sein d'un Conseil Régional  
Responsable  
de la politique recherche  
et technologie

Notre région, située dans la moitié de la France, poursuit son développement une politique économique fondée sur la recherche et les transferts technologiques.

Collaborateur du Président du Conseil Régional, vous serez l'élément moteur de toutes les actions liées à la stratégie :

- évaluation et expertise des dossiers techniques et économiques
- coordination des activités de recherche de la région
- communication avec tous les organismes concernés (régionaux, nationaux, européens) - animation des relations
- entreprises - les organismes de formation.

De formation Bac + 5, vous avez une expérience dans ce domaine au sein d'organismes privés ou publics, connaissez des environnements liés à la Recherche, vous souhaitez investir pleinement dans une mission stratégique.

Ecrire sous réf. RD/LM (lettre, CV et prétentions actuelles), à Bernard Krief Recrutement, Le Parc de Haute Technologie, Bât. 6, 91190 Moulins.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT  
PARIS - LILLE - LYON - SOUS-PRÉFECTURES

Un département de Bernard Krief Consulting Group

LE DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR DES TELECOMMUNICATIONS  
recrute un :

Chargé des relations  
internationales

pour développer les échanges universitaires,  
pour ouvrir les grandes écoles des Télécoms  
(Télécom Paris, Télécom Bretagne, INT)

aux étudiants européens,

pour accompagner les accords internationaux  
de recherche et de coopération industrielle.

Profil :

INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE  
DE HAUT NIVEAU

ayant quelques années d'expérience internationale

Merci d'adresser votre demande manuscrite avec un C.V. à :  
Monsieur le Secrétaire Général DEST  
46, rue Barrault - 75634 PARIS CEDEX 13

## EMPLOI

Le mardi,  
c'est tout un Monde

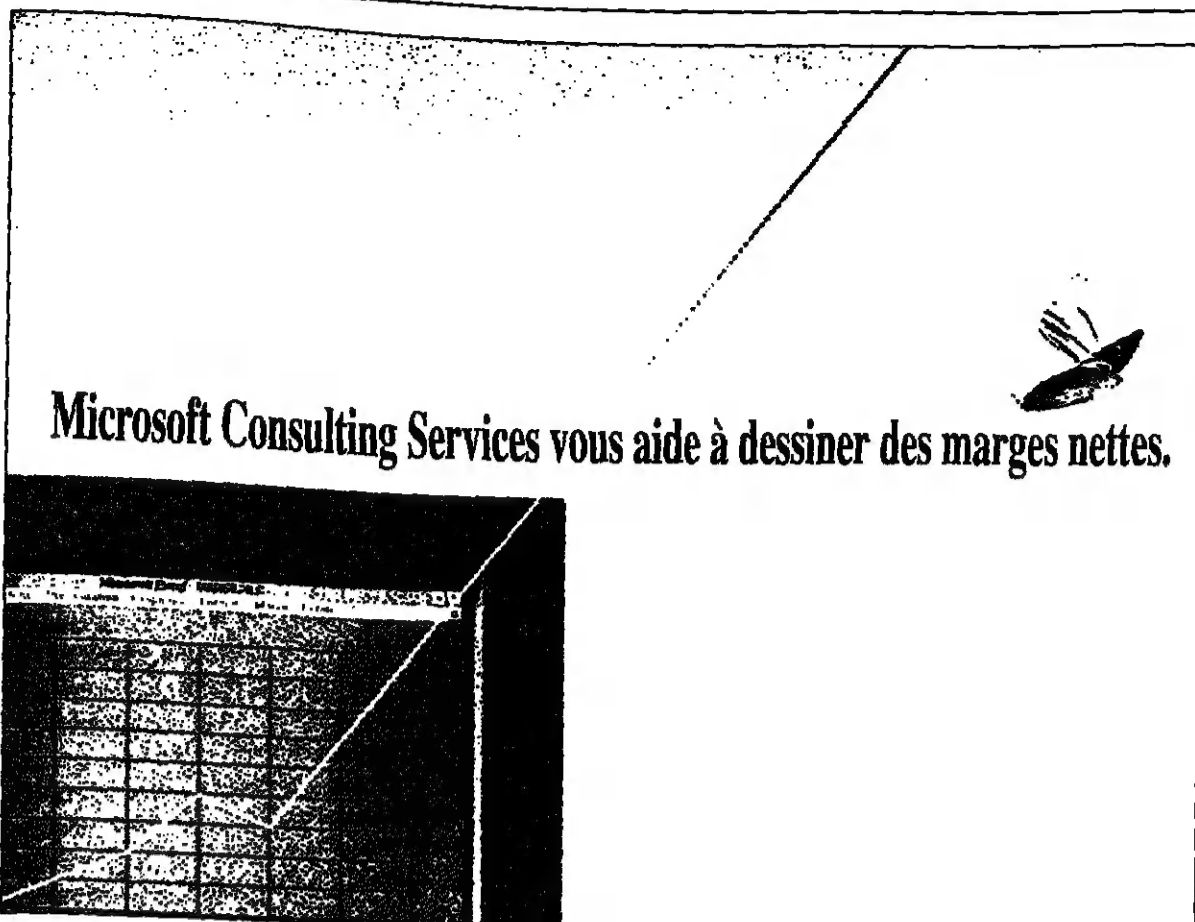
8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde  
INITIATIVES



## Secteurs de Pointe



Microsoft Consulting Services vous aide à dessiner des marges nettes.

Pour dessiner une marge vraiment nette, il suffit de lui donner des ailes : celles de MICROSOFT CONSULTING SERVICES, par exemple.

Les décideurs doivent disposer à tout moment de l'information pertinente. Les consultants de MICROSOFT CONSULTING SERVICES construisent pour eux les systèmes d'information qui leur apportent cette efficacité.

MICROSOFT CONSULTING SERVICES : Les ailes de l'efficacité.

**Microsoft**

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

Quand hautes technologies et talent commercial se conjuguent, c'est votre carrière qui progresse.

**THERMODYN**  
DIVISION DE FRAMATOME

THERMODYN (CA : + DE 500 MF, 550 PERSONNES), DIVISION DU GROUPE FRAMATOME, CONÇOIT ET FABRIQUE DES COMPRESSEURS ET DES TURBINES À VAPEUR POUR LES INDUSTRIELS DU GAZ ET DU PÉTROLE, AINSI QUE POUR LA MARINE NATIONALE.

**Jeune ingénieur technico-commercial**

Dans un premier temps, vous allez acquérir une connaissance des produits Thermodyn (compresseurs et turbines). Puis à l'issue de cette formation d'une année sur le site du Creusot (71), vous intégrerez la Direction commerciale Thermodyn située à Paris-La Défense. Vous aurez alors pour mission l'analyse et la préparation d'offres concernant des projets d'ingénierie Pétrole-Gaz-Chimie. Votre rôle auprès des ingénieurs commerciaux vous permettra d'évoluer progressivement vers une fonction commerciale. Ingénieur généraliste à dominante mécanique, vous pratiquerez couramment l'anglais et souhaitez développer et démontrer vos capacités commerciales. Une première expérience dans un bureau d'études est souhaitable mais non indispensable. Déplacements fréquents à prévoir, en France et à l'étranger. Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV, sous référence LEL 2, à Laurence Lapouge, Groupe Framatome, Service Gestion Prévisionnelle, 1 place de la Coupole, 92084 Paris-La Défense Cedex 16.



**GROUPE FRAMATOME**

Les technologies de l'essor.

Participer à l'innovation produits et technologies

**CREALIS**

Centre de Recherche et de Développement des Branches Epicerie, Pâtes Alimentaires et Plats Cuisinés : une équipe de plus de 50 spécialistes qui participent activement au développement des sociétés françaises et étrangères de ces Branches.

**Responsable laboratoire biochimie**

A la tête d'une équipe de 7 personnes, vous organisez et gérez le Laboratoire de Biochimie qui a pour mission la réalisation d'analyses de pointe permettant de garantir la qualité nutritionnelle et l'innocuité des aliments fabriqués et conduisant à une maîtrise optimum des processus industriels.

Docteur ou ingénieur en chimie organique, vous avez acquis une solide expérience en laboratoire d'analyses pharmaceutiques ou agro-alimentaire et une bonne connaissance de la chimie analytique et des techniques d'analyse de traces (absorption aromatique, H.P.L.C.).

Des contacts fréquents avec les services Recherche et Développement et les usines des différentes Sociétés des 2 Branches nécessitent un excellent sens relationnel. Poste basé à Brive-la-Gaillarde (19).

Adressez votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous référence S154, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

**BSN GROUPE BSN**

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIÈME EUROPEEN



LePort  
Autonome  
du Havre  
recherche

**INGENIEUR ETUDES TRAVAUX NEUFS**  
**ENSAM - ENSM...**

- Cadre Supérieur, Adjoint au Chef du Service Technique de l'Outillage (170 personnes), vous prendrez en charge :  
- les études-structures et mécaniques, la préparation des marchés, une part des relations et négociations avec les entreprises, la veille technologique et une mission générale d'expert auprès des responsables Maintenance et autres services du Port. A cet effet, vous encadrez une équipe Etudes et Surveillance Travaux Neufs (1 cadre, 5 techniciens).  
- la gestion optimum des budgets d'investissement y afférents (70 à 100 millions F/ani).  
- progressivement des missions d'ingénierie en France et à l'étranger intéressant votre spécialité (pratique de l'anglais à perfectionner).

- Après une première expérience Ingénieur Etudes si possible structures et mécanique et de pilotage de projets, excellent généraliste, vous souhaitez un environnement technologique évolué (CAO, calculs aux éléments finis, MAO...). Vous savez travailler en équipe.

Nous vous offrons de réelles perspectives de carrière dans le cadre du développement du 1er Port Français en matière de trafic conteneurisé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : A. MERITAN, P.A.H., B.P. 1413, 76067/LE HAVRE Cedex.

Pour un premier entretien à Paris, veuillez téléphoner au 35.21.73.71.

**FICHET**

FICHET BAUCHE, 7 200 personnes, 3,2 Milliards de CA est le N°1 de la sécurité en Europe. Par suite d'une évolution de carrière, il recherche son :

**Responsable Recherche et Développement Sécurité Physique**

Animant une équipe de 20 personnes, sur l'axe Recherche, vous assurez la veille technologique, élaborez des concepts nouveaux, faites des études de faisabilité, recherchez des inventions brevetables... Sur l'axe Développement, vous concevez et développez les produits nouveaux demandés par le Marketing, assurez l'interface avec les Départements opérationnels et les usines, qualifiez les produits, élaborez les prototypes... ceci à l'intérieur d'un budget que vous élaborez, suivez, dont vous faites le reporting mensuel par projet.

35 ans environ, Ingénieur à dominante électro-mécanique (Formation Centrale, Arts et Métiers, etc.), vous avez une expérience poussée en Recherche et Développement sur des technologies identiques ou voisines, la connaissance du milieu de la production et du marketing... vous vous sentez apte à passer à la vitesse supérieure. Vous êtes un homme de dialogue, capable de rigueur et de créativité... notre choix se portera alors sur vous. Naturellement vous parlez Anglais et vous savez être disponible.



Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite) sous réf. A2 02 04 à notre Conseil, Madame Claude Favereau FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

lis par  
tourna  
station  
gre du  
Verne,  
fraction  
te.

ici, on  
sme de  
és par la  
rs locaux  
statiques  
« l'aigle »,  
ne morte »  
aspiration  
rres de la  
barcelone,  
morpholo-  
ur qui est,  
ili, celle du  
n ». Il n'en  
me preuve,  
server telle

ce double  
oit d'ailleurs  
vres de Dali  
u meuble-all-  
fait de Cada-  
ntagne magi-  
ces quelques  
ut à la fois si  
s, si proches et  
calité, rassem-  
les possibles

s cartes qui pré-  
comme relié par  
continent : mal-  
s, c'est bien une  
inaire.

e envoyé spécial  
Patrice Bollon

15 offrir  
n plus.

**ESPAÑA**  
Une passion pour la vie.

0.19.92 - Minimal : 3615 Espagn.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.1M







## Secteurs de Pointe



Microsoft Consulting Services rend les cadres supérieurs.

Pour rendre un cadre vraiment supérieur, pour dessiner une marge vraiment nette, pour placer une entreprise vraiment en pointe, il suffit de leur donner des ailes : celles de MICROSOFT CONSULTING SERVICES, par exemple.

En effet, aujourd'hui pour conseiller les décideurs des grandes entreprises, MICROSOFT crée MICROSOFT CONSULTING SERVICES.

## CONSULTANTS ET CONSULTANTS SENIORS

Diplômé d'une grande école d'Ingénieurs, vous avez une expérience minimum de 3 à 5 ans dans les systèmes d'information, le développement d'applications et les réseaux d'entreprises.

Votre mission : intégrer les technologies les plus pointues pour conseiller et concevoir des solutions qui rendent les décideurs vraiment efficaces et les entreprises vraiment performantes. Aujourd'hui chez un constructeur, une SSII, une grande

entreprise ou même déjà consultant, vous souhaitez prendre votre envol chez le numéro un du logiciel.

MICROSOFT CONSULTING SERVICES : les ailes de votre avenir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 116 à MICROSOFT France - Direction des Ressources Humaines - 18 avenue de Québec - 91957 LES ULIS Cedex.

Microsoft

LES LOGICIELS QUI DONNENT DES AILES.

jadis par  
on tourna  
adaptation  
Phare du  
les Verne,  
- effraction  
intère.  
était ici, en  
clysme de  
roulés par la  
ours locaux  
fantastiques  
», « l'aigle »,  
« une morte »  
l'inspiration  
pierres de la  
: Barcelone,  
ne morpholo-  
i dur qui est,  
Dali, celle du  
éen ». Il n'en  
cune preuve.  
conserver telle

re ce double  
çoit d'ailleurs  
œuvres de Dali  
du meuble-ali-  
i fait de Cada-  
nontagne magi-  
i ces quelques  
tout à la fois si  
ges, si proches et  
réalité, rassem-  
ous les possibles

les cartes qui pro-  
comme relié par  
u continent : mal-  
ces, c'est bien une  
signaire.

tre envoyé spécial  
Patrice Bollon



AGENCE NATIONALE  
POUR LA GESTION  
DES DÉCHETS  
RADIOACTIFS

MAÎTRISER LE PRÉSENT,  
ASSURER L'AVENIR

Afin de faire face au développement de nos programmes d'études concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs, nous souhaitons intégrer au sein de notre Division "Sécurité et Protection de l'Environnement" un

Ingénieur "modélisation des scénarii  
à événements aléatoires"

pour développer des modèles permettant d'évaluer la sûreté des stockages associés à des scénarii à événements aléatoires et réaliser des études de sensibilité et d'incertitude. Vous prendrez en charge et testerez les algorithmes existants et les couplerez aux modèles d'évolution des conséquences radiologiques. Vous participerez à des exercices d'évaluation en interne ou dans le cadre d'exercices internationaux.

Agé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé (ECP, Mines, INPG, INSTN...) ou Universitaire, vous disposez d'une expérience de plusieurs années acquise de préférence en milieu nucléaire. Vous avez développé, mis en œuvre et fait évoluer des modèles mathématiques complexes, êtes familiarisé avec les outils de modélisation et d'interprétation de résultats et avec l'utilisation des codes de calculs et des tests statistiques. Des connaissances en radioactivité et en géologie sont des atouts.

Ce poste, basé en proche banlieue sud de Paris, nécessite une pratique de l'anglais.

Notre conseil, Alain Leroux, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous référence M/238 à Linden, 20 rue Pergolèse, 75116 Paris.

Linden



Société Française d'Etudes et de Réalisations d'Équipements Gaziers, filiale de Gaz de France, nous participons depuis plus de 30 ans au développement de l'industrie gazière dans le monde entier. Notre savoir-faire s'applique à tous les domaines de l'industrie du gaz :



traitement, stockage, transport, distribution, installations clé en main, formation de techniciens étrangers.

Dans le cadre de la rénovation d'une usine de liquéfaction de gaz naturel en ALGERIE, nous recherchons pour notre siège social basé à CLICHY (92)

## 1 INGÉNIEUR Spécialiste Instrumentation

(réf. I/SI)

Fort de votre expérience en ingénierie et de votre connaissance des matériels d'instrumentation et d'analyse utilisés en pétrochimie, vous encadrerez un groupe de techniciens et dessinateurs d'études chargé de la rénovation de nos unités pétrochimiques sur SNCC : étude des moyens et techniques de mise en œuvre après définition des spécifications

Organisation des travaux de réparation et de montage sur le site - suivi budgétaire et contrôle des procédures et du calendrier d'exécution. La pratique de l'anglais courant est souhaitée, la connaissance de la métrologie de liquides cryogéniques serait appréciée. Ce poste requiert une grande disponibilité pour de nombreux déplacements de courte durée à l'étranger.

## 1 INGÉNIEUR Spécialiste Automatismes et Régulation

(réf. I/SAR)

Vous avez de solides connaissances en contrôle de processus (régulation multivariable) et maîtrisez l'anglais. Après formation spécifique au système numérique de contrôle commande retenu, vous collaborerez avec les ingénieurs de procédé à la conception des moyens d'automatisation et de régulation : élaboration des plans - recette des équipements en

plateforme - suivi des travaux d'instrumentation et préparation des opérations de contrôle sur site. Ce poste basé à Clichy les deux premières années implique de nombreux déplacements puis une expatriation d'environ un an sur le site de SKKDA.

## 1 INGÉNIEUR Spécialisé en SNCC

(réf. I/SNCC)

Automatisme de formation, vous possédez une expérience de la rénovation d'usine à l'aide de systèmes SNCC et maîtrisez l'anglais. Après formation spécifique au système (SNCC) retenu, vous assisterez l'ingénieur de projet dans le suivi des études et de la mise en œuvre : établissement du cahier des charges

réaction de l'appel d'offre et analyse des propositions - suivi des travaux d'instrumentation et mise en service sur site. Ce poste basé à Clichy les deux premières années implique de nombreux déplacements puis une expatriation d'environ un an sur le site de SKKDA.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo en présentation) en précisant la réf. du poste choisi à SOFREGAZ - 92/98 boulevard Victor HUGO - 92115 CLICHY CEDEX.

is offrir  
n plus.



0,19,92 - Minitel : 3615 Espagn-

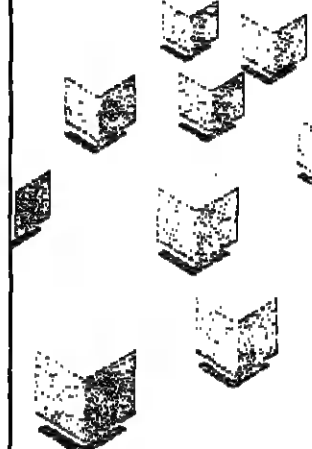
RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



## Secteurs de Pointe

**RÉUSSIR**  
AU CŒUR DE L'INGÉNIERIE INDUSTRIELLE**Ingénieur sûreté**

Dans le cadre des projets particulièrement motivants, USSI INGENIERIE renforce le potentiel de son service sûreté - fiabilité.



Chargé des études en matière de sûreté, vous intervenez, dans un premier temps, sur un grand projet nucléaire, puis vous pourrez ensuite intégrer des équipes dans différents secteurs industriels.

Ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une université, vous êtes débutant ou avez une première expérience de 1 à 2 ans. Spécialiste de la sûreté, vous avez des connaissances en analyse, maîtrise des risques, sûreté de fonctionnement, fiabilité, disponibilité, maintenabilité et logistique. Ou bien vous êtes ingénieur généraliste, motivé par l'analyse et la démonstration et vous souhaitez vous investir dans le domaine de la sûreté.

Vous rédigez avec aisance, vous avez le sens du contact et un bon niveau d'anglais.

Des déplacements sont à envisager.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. M/92.04, à USSI INGENIERIE, Direction du Personnel, 116 av. Aristide Briand, 92224 Bagneux.

**USSI INGENIERIE**  
RESEAU EURISYS

L'EXPERIENCE ET L'INNOVATION

**Responsable des services techniques**

Filiale d'un groupe industriel international, (13 000 personnes, 12 milliards de F de CA) notre société (1000 personnes, 1,7 milliards de CA) conçoit, produit et commercialise des matériaux destinés au second œuvre du bâtiment. Nous avons le souci constant de maîtriser l'évolution et la complexité de nos procédés, afin de répondre aux exigences techniques croissantes de notre marché. Nous recherchons pour une de nos usines, un :

Membre de l'équipe de Direction de l'Usine, vous prenez en charge les Services Entretien, Maintenance, Bureau d'Etudes et vous avez la responsabilité d'une équipe de 25 personnes. 28 ans environ, ingénieur de formation, vous alliez à de bonnes connaissances techniques en mécanique, électricité et

automatisme, un intérêt et une compétence reconnus et confortés par une première expérience opérationnelle significative, pour le management des hommes et l'animation des équipes. De réelles perspectives d'évolution sont ouvertes au sein du groupe. Poste basé dans le Sud-Ouest de la France.



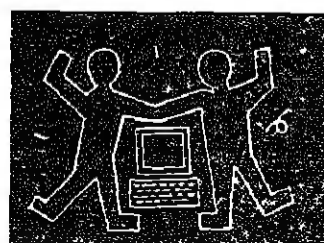
FAVEREAU CONSULTANTS

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous référence A2/02/02 à notre Conseil Madame Christiane SAUNIER FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

**36 15**  
**LM**

**LA PERTINENCE**

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 écrans (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.

**LE RENDEMENT**

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couplage avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

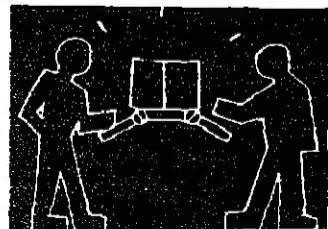
**L'EXPERTISE**

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitæ.

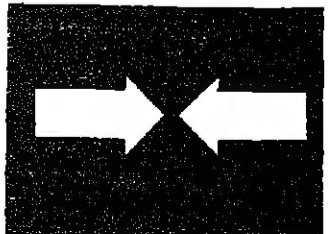
**36 17**  
**LM CV**

**L'INTERACTIVITÉ**

Offrez-leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LMCV.

**LA CONVIVIALITÉ**

Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur le bon bouton.



R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Ce laboratoire pharmaceutique international de premier plan renforce les équipes du centre français de Recherche et Développement et souhaite intégrer trois

**CHIMISTES****Résonance Magnétique Nucléaire**

Réf M 55/2368 AG

**Spectrométrie de Masse**

Réf M 55/5368 AH

Dans le cadre du département Développement Analytique, vous déterminez les structures des molécules issues des unités de synthèse du groupe. Vous travaillez sur du matériel très performant.

**Développement des Procédés**

Réf M 55/2368 AJ

Au sein de la structure spécialisée, vous développez les procédés de synthèse organique jusqu'à la pré-industrialisation.

Pour ces trois postes, nous souhaitons rencontrer des Docteurs en Chimie Organique ayant acquis une expertise adaptée à chacun des postes au cours de leur thèse et idéalement complétée par un stage post-doctoral à l'étranger.

L'intégration dans un groupe international impose une très bonne pratique de la langue anglaise. Les postes sont basés en Région Parisienne Est (proche RER et axe autoroutier).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à :

**EGOR BIOMEDICAL**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS ALGER PROCEDE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

**GRENOBLE**  
**300 KF +**

Filiale d'un grand Groupe Industriel français de renom international, nous souhaitons développer un nouvel axe stratégique dans le domaine des applications aéronautiques et spatiales et créer un poste d'

**Ingénieur d'affaires**  
**Chef de projet aéronautique-spatial**

**Notre savoir-faire :** concevoir et produire des pièces de très haute technicité grâce à notre maîtrise de nouveaux matériaux et de technologies avancées.

**Notre objectif :** doubler notre CA en 4 ans.

**Vos missions :** rendant compte au Directeur de la Division Equipements Spéciaux, vous êtes Chef de Projet responsable des Affaires "Aéronautique-Spatial" sous tous leurs aspects, y compris financiers. **Éléments moteurs de ce secteur d'applications,** vous : • intervenez très en amont dès la prospection • suivez les phases conception et réalisation • procédez aux estimations • négociez les avenants • gérez les modifications • êtes l'initiateur et l'animateur des groupes de travail nécessaires à la bonne marche des affaires.

Agé d'au moins 32 ans, **Ingénieur Grande École** (SUPAERO, AM, INPG...) à forte culture mécanique + IAE, vous justifiez d'une expérience de 6 à 10 ans dans les Etudes ou la Fabrication, acquise au sein du secteur **Aéronautique ou Spatial**. Ouvert, disponible et mobilisateur, vous pratiquez couramment l'anglais parlé et rédactionnel. La dimension de notre Groupe devrait vous permettre d'évoluer à terme.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, sous référence 9204, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25.

**G&P Gilbert Raynaud & Partners**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

**Monétel**

**Concepteur et Fabricant de Matériel de PAIEMENT ELECTRONIQUE, de SYSTEMES de PEAGE et de PUBLIPHONIE**

Pour exercer son métier avec succès, Monétel assure la maîtrise de trois domaines très différents et pourtant complémentaires :

• la mécanique, • l'électronique, • le logiciel.

C'est à la combinaison et à l'excellence de ces compétences que Monétel doit son succès et sa réputation, étayées par une démarche qualité systématique. Sa connaissance approfondie dans l'utilisation des cartes à mémoire et son savoir-faire dans la saisie et le traitement des données permettent à Monétel d'être retenue dans les grands appels d'offres internationaux.

Notre société, 600 salariés, basée à Valence (26), est partenaire du groupe Suisse ASCOM (17 000 pers.). Nous vous offrons des métiers High Tech sur un marché porteur et évolutif, un BE de 6 000 m2 en cours de construction sur un site industriel de 22 000 m2.

**Ingénieurs d'Affaires Expérimentés**

(Formation grandes écoles ingénieurs + gestion)

**Ingénieurs Commerciaux Export**

(Formation écoles supérieures de commerce + connaissances Télécom)

Capacité de négociation en anglais ou en allemand indispensable.

Merci d'adresser votre CV + prétentions à DRH - Monétel - BP 1236 - 26012 VALENCE CEDEX